
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

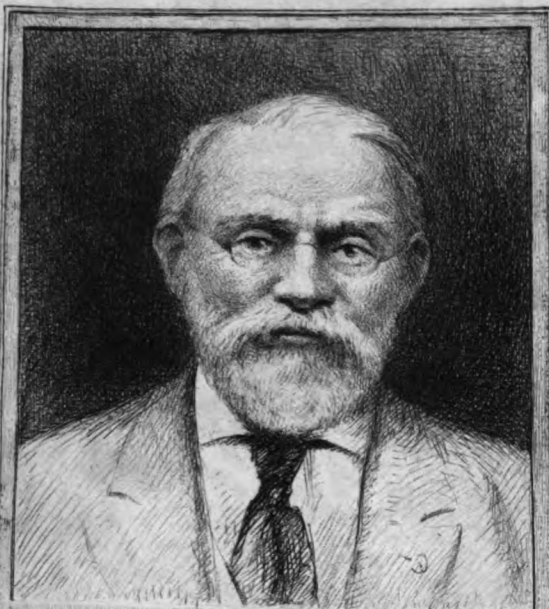
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

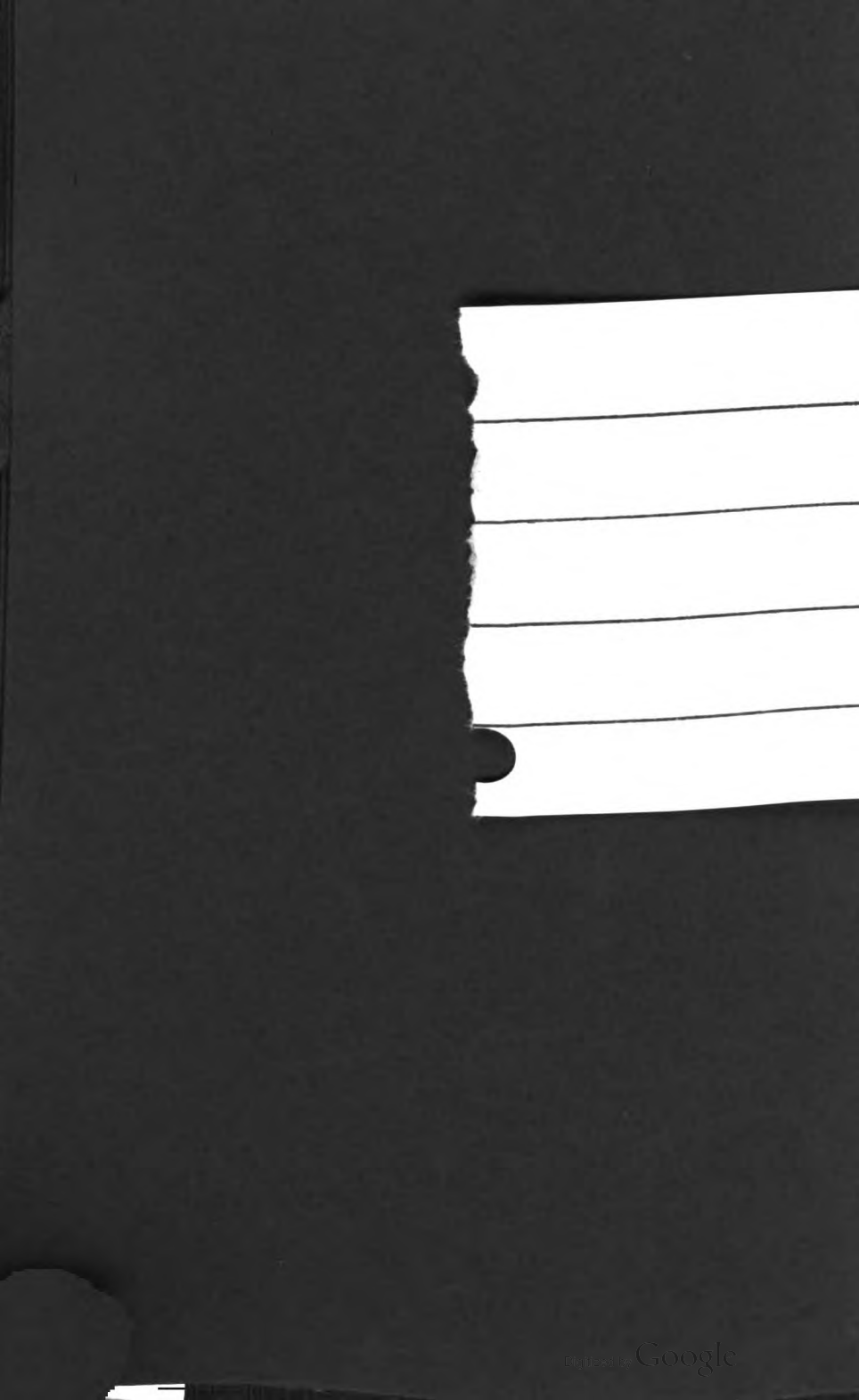
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 536772



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Gift of Richard 1925



DC
611
. J8
58
Soc. A
J. 6-11

MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA

DC

611

. J8

58

Soc. 1

1. 6-71

MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA

ii

MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA

SECTION DE L'ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE

ANNÉE 1873



LONS-LE-SAUNIER
IMPRIMERIE GAUTHIER FRÈRES

1873

L'INSTRUCTION PRIMAIRE

dans le Jura.

Dunning
Nichols
3-14-28
15088

L'INSTRUCTION PRIMAIRE

dans le Jura.



I.

SITUATION GÉNÉRALE.

Il y a environ quinze ans, un économiste bien connu par ses travaux voyageait dans le Jura ; il venait dans nos montagnes étudier la condition morale et intellectuelle des populations ouvrières de l'arrondissement de St-Claude. Bientôt la *Revue des Deux Mondes* publiait le récit de ce voyage : c'était une suite de tableaux qui se recommandaient par la fidélité des descriptions, le charme et la richesse du style et le brillant coloris des peintures. Jamais écrivain plus éloquent, jamais juge plus compétent n'avait rendu un plus bel hommage aux ouvriers du Jura et à l'excellent esprit qui les anime. Il n'est pas en France, qu'on le sache bien, de région qui puisse offrir un groupe d'ouvriers plus honnête, plus moral, plus religieux et en même temps plus éclairé et plus

libéral. Ceux qui lisaient alors la *Revue des deux Mondes* n'ont sans doute pas oublié cette relation si flatteuse pour nous, et ils en surent gré à l'auteur. Leur satisfaction toutefois ne fut pas sans mélange : car il y avait des ombres au tableau, et un revers à la médaille. Avant de gravir, le bâton en main, les premières pentes de nos montagnes, le touriste philosophe avait dû traverser Lons-le-Saunier et y séjourner. Hélas ! cette ville si chère à tous ses enfants et que nous voyons tous si propre, si élégante, si coquette, si gracieusement assise au pied de ses montagnes pittoresques, si richement parée de sa ceinture de vignes et de prairies, la pauvre ville n'avait pas trouvé grâce à ses yeux. Le chef-lieu du Jura n'était plus guère qu'une bourgade sans caractère et sans vie, quelque chose d'assez désagréable à l'œil, où rien ne parle à l'imagination, une de ces vieilles petites villes de province où l'esprit est étroit et les habitudes surannées, une ville enfin attardée sur la route du progrès, se laissant devancer par ses voisines, rebelle aux idées modernes, vivant à l'écart, bien loin du foyer des lumières, se complaisant dans son isolement et dans son immobilité. Voilà, si nous avons bonne mémoire et si le souvenir qu'ont laissé en nous nos lectures est fidèle, le portrait peu flatté de Lons-le-Saunier et de sa population.

Un tel langage, comme on le pense bien, irrita les susceptibilités du patriotisme Jurassien, froissa quelque peu les amours-propres, et provoqua de

la part de la presse locale une riposte assez vive, prouvant que du moins dans ce coin perdu de la France, on avait su garder les meilleures traditions du vieil esprit français.

Loin de nous la pensée d'attacher plus d'importance qu'il ne convient à ce qui fut probablement une boutade, un accès d'humeur d'un voyageur chagrin. Mais si M. Audiganne revenait dans nos murs, il pourrait de ses yeux constater nos progrès, voir le chemin que nous avons parcouru et son impartialité lui ferait un devoir de nous rendre justice. Sans doute il retrouverait la même population avec ses traits distinctifs : elle a gardé sa physionomie, son cachet et nous l'en félicitons. Les habitants de Lons-le-Saunier ne sont ni bruyants, ni expansifs ; ils ne se jettent point au cou des étrangers qui s'annoncent avec de belles phrases et de beaux projets ; ils ne font point un accueil facile aux rêves, aux chimères, aux utopies. Les témérités nous effraient ; nous n'avons point de goût aux scandales, nous ne nous laissons point prendre aux apparences flatteuses, aux dehors éclatants, aux promesses mensongères, aux réclames bruyantes, aux grossiers artifices d'un charlatanisme effronté et toutes ces grandes catastrophes financières qui soulèvent actuellement tant de colères autour de nous n'ont pas fait, que nous sachions, beaucoup de victimes dans notre pays. En sommes-nous donc plus routiniers ou plus arriérés pour cela ? Est-ce que nos commerçants n'entendent point les affaires ? Dit-on que

dans le Jura l'agriculture dépérit, qu'on n'y sait point tirer parti ni des vignes, ni des pâturages, ni de forêts ? Sommes-nous donc si pauvres ? et les Prussiens ne nous ont-ils point appris à nos dépens que nous étions plus riches encore que nous ne supposions ? Et pour les choses de l'esprit, sommes-nous dans une situation mauvaise ? Les lettrés, les érudits, tous ceux qui s'intéressent au progrès des sciences et des arts, et, Dieu merci, ils ne manquent encore pas dans notre ville, ne sont point privés des jouissances auxquelles ils attachent tant de prix. La bibliothèque tient à leur disposition ses livres, ses manuscrits, ses salles spacieuses, garnies de rayons, d'armoires d'un travail admirable et dont l'aspect est vraiment splendide : les raffinés y trouveraient au besoin des livres rares, des éditions curieuses. Le musée a des tableaux de prix : d'illustres artistes, des statuaires éminents, enfants du pays, l'ont enrichi de leurs œuvres. D'innombrables objets, débris des temps les plus reculés, tous classés avec soin, disposés dans un ordre parfait, arrachés souvent au prix de pénibles efforts, des entrailles mêmes de notre sol, sont là pour attester que l'archéologie, cette science des temps modernes, est aussi en honneur dans le Jura. Enfin, pourquoi ne le dirions-nous pas, notre Société d'Emulation, bien qu'on en médise quelque fois, tient son rang aussi dignement que n'importe quelle autre société savante de province. Nous pourrions citer certains de ses mémoires historiques, ou archéologiques,

qui ont fait en leur temps quelque sensation. Et qui sait ce que l'avenir nous réserve en surprises de ce genre ? Ces établissements, ces institutions sont assurément fort respectables, et chaque fois qu'on les rencontre dans une ville, si modeste qu'elle soit d'ailleurs, on peut dire hardiment que le souffle de la vie n'y est point éteint. A chacun ses goûts et ses préférences. Il en est pour qui la fumée des usines, le tumulte des rues, le bruit des ateliers, le sifflement des machines, constituent un spectacle plein d'enchantement : ils font bien d'aller ailleurs chercher leur idéal.

C'est par d'autres titres que Lons-le-Saunier se recommande à l'attention des étrangers : il peut leur offrir même des objets d'étude plus intéressants que son musée, sa bibliothèque ou ses archives. Le voyageur intelligent ne s'y trompe pas ; il aura vite trouvé les vrais monuments de notre ville et sa première visite sera pour ses écoles.

Les Français qui ont parcouru la Suisse, ceux surtout qui ont voyagé aux Etats-Unis nous font des récits merveilleux de l'état de l'instruction dans ces pays. Là-bas, nous disent-ils sur le ton de l'enthousiasme, les maisons d'école sont des monuments grandioses : ce sont les palais de l'enfance et de la jeunesse. Eh ! bien, nous croyons avoir en cela peu de chose à envier à ces contrées plus ou moins lointaines. Même après avoir lu attentivement tout ce que depuis plusieurs années la *Revue des Deux Mondes* a publié sur ce sujet,

après avoir étudié le rapport de M. Hippeau, sur l'instruction publique aux Etats-Unis, nous pouvons sans témérité affirmer que la comparaison ne serait pas trop défavorable à notre pays. Ainsi, à ces écrivains qui s'étendent avec complaisance sur l'énormité des sommes consacrées en Amérique aux constructions de bâtiments scolaires, nous répondrons que le Lycée de Lons-le-Saunier est, en définitive, si l'on ne tient compte que des sommes dépensées, un monument plus somptueux que l'académie libre de New-York dont M. Laugel vante la magnificence. M. Hippeau raconte qu'on lui a fait visiter à Hartfort, petite ville qui n'a pas plus de quinze mille habitants, une école en construction pour laquelle on ne devait pas dépenser moins de cinq cent mille francs, et il condamne au nom de la saine raison cet amour du luxe et du confortable porté jusqu'à l'exagération. Les sommes consacrées à la construction de notre Lycée dépassent de beaucoup ce chiffre ; elles s'élèvent au-delà de neuf cent mille francs. La balance penchera beaucoup plus encore en notre faveur si l'on songe qu'outre le Lycée, outre les écoles libres, Lons-le-Saunier possède quatre écoles primaires dont une parfaitement installée et deux écoles normales, véritables édifices où tout est admirablement disposé pour l'usage auquel ils doivent servir. Et l'on ne dira pas qu'en ceci nous ne faisons que suivre le courant, obéir à une impulsion venue d'ailleurs. Bien loin de là, c'est nous qui frayons la route, c'est chez nous que les autres

viennent chercher des règles de conduite, des exemples à suivre, des modèles à imiter. L'année dernière, M. le Recteur de l'académie de Grenoble, avant de fonder dans le département de l'Isère une école normale d'institutrices, a tenu à visiter celle de Lons-le-Saunier dont il connaissait la réputation.

M. Gréard, qui a imprimé une si vive impulsion à l'enseignement primaire dans les écoles de Paris, s'informait de ce qui se passait dans nos salles d'asile et désirait connaître les résultats qu'y avait produits l'application récente encore de la méthode Frœbel. Tout dernièrement encore le département de l'Ain entretenait dans notre école normale d'institutrices deux élèves chargées de s'initier aux procédés de la même méthode.

Si la propagation de l'instruction est un des premiers bienfaits de notre civilisation, si c'est là l'idée moderne par excellence, il est, convenons-en peu de pays en France plus avancé, dans cette voie que le Jura. Dans cette terre de l'initiative, on ne tente point d'arrêter le courant des idées libérales ; on accueille les réformes, on applaudit aux innovations quand elles sont justifiées ; nous avons aussi chez nous des personnes soucieuses de fortifier dans la société les éléments conservateurs, mais elles ne craignent pas d'imprimer aux esprits trop d'activité ; elles savent que l'ignorance aussi bien que la faim est une mauvaise conseillère, que l'instruction est encore le meilleur moyen de développer dans la société l'idée du devoir, l'amour

de la famille et le sentiment religieux. Aussi le Jura a-t-il toujours tenu un rang distingué dans les statistiques de l'instruction primaire en France. Prenons le dénombrement de 1866, le Bas-Rhin occupait le premier rang, le Jura le deuxième sur la liste des départements classés par ordre décroissant d'instruction élémentaire. Dans le Bas-Rhin, on comptait, au-dessus de 5 ans, 5,44 illettrés pour cent habitants ; dans le Jura, on en comptait 5,67 ; dans le Doubs 10,05 ; dans la Seine 13,94 ; dans la Haute-Vienne, le dernier sur la liste 66,67. Sur cent habitants, le Bas-Rhin comptait 88,91 personnes sachant lire et écrire ; le Jura 85,63 ; le Doubs, 82,11 ; la Seine 83,47 ; Vienne le dernier, 37,96. (1)

Poussons encore plus loin ces comparaisons. Un publiciste s'émerveillait en 1863 de la prospérité de l'instruction primaire en Suisse. La Suisse disait M. de Laveleye, est le pays du monde qui compte le plus d'instituteurs et le plus d'enfants fréquentant l'école. C'est après l'Amérique du Nord celui qui fait pour l'enseignement le plus de sacrifices.

(1) Si l'on classe les départements, (en 1866) d'après la connaissance de l'écriture, le Jura est au nombre des trois départements qui comptent de 99 à 90 habitants instruits sur cent.

Bas-Rhin	—	94	hommes	93	femmes	sachant écrire.
Haute-Marne	—	95	id.	89	id.	
Jura	—	94	id.	86	id.	

Si l'on prend pour base du classement la lecture on arrive au résultat suivant :

Bas-Rhin	—	99	hommes	99	femmes	sachant lire.
Jura	—	99	id.	98	id.	
Haute-Marne	—	99	id.	96	id.	

On compte sur cent habitants dix-sept enfants recevant l'instruction publique et un maître par 356 habitants, c'est-à-dire deux fois autant de maîtres qu'en Prusse. Eh bien, ce que nous allons dire est généralement ignoré et causera sans aucun doute une grande surprise, chez nous, dans le Jura, en France, cette proportion est dépassée.

Le personnel des maîtres chargés de l'enseignement primaire dans le département du Jura atteint d'après le rapport de M. le préfet le chiffre de 1088. La population du département d'après le dernier recensement étant de 287,634 habitants, cela fait un maître pour 264,37 habitants. En Prusse le nombre total des écoles primaires publiques et privées, comparé à la population ne donne que la proportion d'une école par 740 habitants. Quant au nombre des enfants qui fréquentent les écoles primaires, nous conservons notre supériorité. Nos écoles comptent 53,744 élèves : c'est la proportion de 18 écoliers sur cent habitants. Si nous faisons entrer en ligne de compte les cours d'adultes suivis par 7,993 auditeurs, les salles d'asile où sont admis 3,531 enfants, les établissements d'instruction secondaire publiques et libres fréquentés par 1,758 écoliers, nous arriverions au chiffre de 66,826, le quart de la population ! Il convient d'ajouter qu'on s'expose à des mécomptes lorsque l'on compare le nombre des élèves avec le nombre des habitants pour tirer de cette comparaison un ordre de préséance entre les divers pays. Cette base est inexacte. Elle change

en termes absolus des termes essentiellement relatifs. Il entre dans ces calculs deux éléments qu'il est difficile de distinguer ; l'assiduité d'une part et de l'autre la proportion plus ou moins grande d'enfants de 1 à 7 ans ou de 7 à 13 ans que contient chaque pays. Si l'on songe qu'en France la proportion des petits enfants varie de 9 pour cent dans la Seine, à 19 pour cent dans la Haute-Savoie, on n'aura pas de peine à comprendre que la supériorité de la proportion des élèves peut n'être due qu'à un nombre plus grand d'enfants. Cette classification donne donc l'avantage aux pays dont les familles sont chargées d'enfants, de telle sorte que si, dans ces évaluations, on faisait entrer tous les éléments dont il conviendrait de tenir compte, la Prusse assurément perdrait beaucoup de son prestige.

Comparons, si l'on veut, notre département avec les contrées les plus florissantes de l'empire d'Allemagne. Prenons le duché de Saxe-Weimar dont la population est à peu près égale à celle du Jura et compte 286,542 habitants. On n'ignore pas que ce duché est célèbre pour les grands écrivains qui y ont vécu, pour ses hautes écoles d'enseignement, pour les encouragements qui y ont toujours été prodigués à l'instruction. Cette partie de l'Allemagne du reste est celle qui renferme les écoles les plus nombreuses et les mieux organisées. Certains écrivains vont jusqu'à dire qu'il n'y existe pas aujourd'hui un seul habitant qui soit entièrement dépourvu d'instruction. Et pourtant, à ne juger

que d'après le nombre des écoles primaires, c'est nous qui l'emportons. Le duché de Saxe-Weimar renferme 80 écoles bourgeoises, il est vrai, c'est l'équivalent de nos anciennes écoles primaires supérieures, mais n'a que 404 écoles primaires occupant 642 instituteurs. Nous ne comparons bien entendu ni les programmes ni les résultats de l'enseignement. L'organisation pédagogique des établissements d'instruction en Allemagne comporte des cadres d'études larges et élastiques permettant de donner suivant les besoins plus ou moins de temps et d'importance à telle ou telle branche de connaissances. On n'y connaît point cette réglementation excessive particulière à la France, qui jette tout dans un moule uniforme, qui éteint la vie à tous les degrés de l'enseignement, qui énerve, quand elle ne l'exclut pas, l'action locale et privée. Nous nous sommes proposé uniquement, et la statistique nous donne pleinement raison, de bien établir ce fait que le département du Jura possède un plus grand nombre d'instituteurs et d'écoles primaires que les parties de l'empire d'Allemagne les plus favorisées sous ce rapport. (1)

(1) Nous complétons ces renseignements statistiques par le tableau comparatif suivant des provinces prussiennes et de notre département.

NOMBRE D'ÉCOLIERS POUR CENT HABITANTS :

Jura	18, 65	Silésie	15, 5
Prusse	14, 1	Saxe	18, 1
Posen	14, 4	Westphalie	16, 4
Brandebourg	14, 8	Rhin	16, 1
Poméranie	16, 2	Hohenzolern	15, 5

Notre pays a fait avec empressement dans l'intérêt de l'instruction publique tous les sacrifices nécessaires. Les dépenses d'entretien des écoles publiques se sont élevées pour l'année 1872 à 689,896 francs 45. Cet exercice 1872 présentait sur celui de 1869 une augmentation de 119,944 fr. c'est-à-dire en moyenne une augmentation de 40 mille francs par an. Il convient d'ajouter que les listes de gratuité sont établies sur les bases les plus larges. D'un autre côté, depuis 1862, c'est-à-dire dans une période de dix ans, on a dépensé en cons-

L'ancienne Prusse possède une école par 740 habitants, un écolier pour 6,6 habitants.

Le Jura possède 1 école par 300 habitants, un écolier pour 5, 30 habitants.

Saxe-Attembourg	1 élève par 7 habitants.
Saxe-Meiningen	1 — par 6, 25 hab. 1 instituteur par 72 écoliers.
Saxe-Weimar	1 école par 411 habitants.
Saxe-Cobourg-Gotha	1 écolier sur 6, 06 habitants
Grand-duché de Bade	1 école par 636 habitants.
Wurtemberg	1 écolier par 7 habit. Un maître par 462 hab.
Bavière	1 — par 8, 7 habitants.

Cette statistique donnée par M. de Laveleye, a cessé d'être exacte depuis le temps où elle a été dressée (1864), particulièrement en ce qui concerne la Prusse. (Note de M. Hippeau.)

L'écart ne doit pas être fort considérable si l'on songe que le mouvement scolaire qui s'était accru de 1822 à 1843 dans l'ancienne Prusse, est resté de 1843 à 1864, stationnaire pour la plupart des provinces, et a diminué dans quelques-unes.

Aux Etats-Unis, d'après M. Hippeau, les écoles publiques dépassent le nombre de 200,000 ce qui fait une école pour 180 habitants.

La population des Etats-Unis s'élevait en 1869 à 37,950,903 en évaluant à 7 millions le nombre des élèves on aurait un élève sur 5,50 habitants et 23 écoliers sur 100 habitants.

tructions de maison d'école la somme de 2 millions 54,833 fr. 77 : si l'on ajoute à ce chiffre les 226,759 fr. qu'a coûtés l'école normale des institutrices, on arrive au total de 2,281,593 fr. plus de 220,000 fr. par an : et encore les travaux ont été interrompus en 1871 et fortement ralentis l'année suivante. Enfin une statistique faite en 1868, nous ne savons si elle a été renouvelée les années suivantes, nous apprend que de tous les conseils généraux, celui du Jura avait voté la plus forte somme sur les centimes facultatifs en faveur de l'instruction primaire. Nous aurons occasion de revenir, plus tard sur ces différents points.

Les écrivains qui se sont occupés des questions relatives à l'instruction primaire font tous l'éloge du Jura. Il serait trop long de citer tous les témoignages qui nous sont favorables. Nous nous contenterons de deux passages empruntés à des auteurs dont la compétence en ces matières est incontestable. Nous venons de lire le rapport de M. Louis Reybaud sur la condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers qui vivent de l'industrie du fer. Ce rapport a été publié cet hiver dans le 13^e volume des Mémoires de l'académie des sciences morales et politiques. Il nous apprend entre autres choses intéressant le Jura que la population de Fraisans est instruite. On y retrouve, dit cet écrivain, le chiffre d'un élève sur cinq habitants qui est la proportion la plus avantageuse que fournissent nos provinces et qui atteint celle de la Suisse. Même éloge des habitants du haut Jura.

« Outre le fond d'instruction qui leur est commun avec les autres colons des plateaux du Jura et qui les place au premier rang dans nos statistiques pour le degré de culture, il y a pour les pasteurs des chalets, un niveau supérieur d'instruction qu'ils acquièrent par l'isolement. Savoir lire et écrire n'est qu'un instrument dont la valeur se perd quand on n'en use pas. La vie du chalet aide à cet usage, en fait presque une nécessité. A quoi employer les heures disponibles, si ce n'est à l'étude ? De là des fondations qui sont presque de rigueur : une bibliothèque composée de livres élémentaires et techniques pour la plus part, et une sorte d'école mutuelle où les plus instruits donnent le ton, et, peu à peu, forment les moins exercés. Les soirées sont remplies par la prière dite en commun ou des lectures faites à haute voix. Sur les murs de la pièce qui sert de parloir, figurent des dessins, des épures, des modèles de calligraphie ; sur les tables, il y a des herbiers et des échantillons de minéralogie, tout ce qui, dans ce cadre restreint, peut aider à l'intelligence des faits et leur donner pour commentaire une représentation réelle. » M. Audiganne n'est pas moins explicite que M. Louis Reybaud. Parlant de l'état de l'instruction primaire dans l'arrondissement de Saint-Claude, il s'exprime ainsi : « Les écoles sont fort appréciées par les familles. Tous les enfants apprennent à lire et à écrire. Sous ce rapport, il faut l'avouer, on est plus avancé là bas au fond de ces ravins écartés, sur ces crêtes si longtemps

ensevelies sous la neige, que dans telle ou telle commune industrielle touchant presque les murs de notre splendide capitale. La preuve même que ces horlogers et ces tourneurs, qu'on supposait étrangers à tout ce qui se passe en dehors de leur aire silencieuse, lisent quand ils ne vont plus à l'école, c'est que, si l'on s'entretient avec eux, on les trouve au courant de tous les faits contemporains un peu notables, sur lesquels ils s'expriment avec autant de bon sens que d'indépendance. »

« L'ignorance, dit ailleurs le même écrivain, n'est point dans les tendances locales. On aime à s'instruire. Les chefs de famille comprennent le prix de l'instruction. Comme les intelligences sont ici vives et nettes, il est rare que l'enseignement ne produise pas ses fruits. Il y en a une preuve dans ce fait que la langue française est parlée sur ces montagnes lointaines avec une correction rare dans nos villes mêmes. »

De ces documents et de ces témoignages ressort cette conclusion d'une évidence incontestable, que le Jura pour l'instruction est dans une situation privilégiée. Il est peu de réformes, peu d'améliorations prescrites par la législation, par les décrets ou par les circulaires ministérielles qui n'aient été au préalable ou tentées ou réalisées dans le Jura. Parmi les causes qui ont contribué à produire un résultat aussi remarquable, il faut mettre en première ligne le voisinage de la Suisse. De là sans aucun doute le développement des idées libérales chez nous, de là l'esprit éclairé des popula-

tions, l'amour de l'instruction, de là surtout cet esprit d'initiative si rare en France et qui au moins sur ce point spécial paraît animer dans notre pays et les particuliers et les autorités locales. Les communes, le département font avec empressement tous les sacrifices que comporte leur situation financière ; des dons, des libéralités privées, des souscriptions volontaires suppléent à l'insuffisance des budgets, et en grossissent partout le chiffre. Le conseil général, la préfecture, l'administration universitaire encouragent à l'envi ce mouvement, cette émulation de tous pour le bien, règlent et dirigent tous les efforts : sous cette vigoureuse impulsion, les constructions d'écoles se multiplient, les bibliothèques scolaires se fondent ; les encouragements sont prodigués aux études ; les améliorations proposées sont aussitôt accueillies et appliquées.

C'est là, nous le répétons, une situation, au plus haut point satisfaisante, et, ce qui est de nature à justifier bien des espérances, c'est qu'une bonne part de cette prospérité est due au concours de la population. Sans doute ici encore, la main de l'Etat se fait bien souvent sentir et son empreinte est visible partout ; mais enfin, à ce tout puissant initiateur, d'autres forces se sont associées : en imposant son patronage, l'Etat n'a pas supprimé tout patronage individuel, et devant cette grande responsabilité, les autres responsabilités ne se sont pas crues dégagées. Pourtant nous voudrions mieux encore. Il nous semble que la presse se

désintéresse un peu trop de tout ce qui concerne l'instruction publique. Il appartiendrait à une presse intelligente et bien informée de tenir l'opinion publique en éveil et de l'éclairer sans cesse. On voit les esprits se passionner pour des abstractions, pour des généralités : il faudrait les ramener à des sujets plus pratiques et d'un intérêt bien autrement grave. Les questions d'enseignement ont actuellement une importance capitale : elles sont supérieures, si l'on peut parler ainsi, aux questions politiques proprement dites et les dominent. C'est dans l'instruction populaire qu'est à vrai dire le secret de la force ou de la faiblesse des Etats. L'indifférence du public pour des questions qui le touchent de si près a quelque chose de monstrueux. Il importe de réagir au plus vite contre une telle insouciance. La chose est d'autant plus urgente qu'à la suite de la dernière guerre dont les désastres à tort ou à raison furent imputés à l'ignorance de nos populations, l'opinion se prononça avec une énergie extraordinaire. En même temps et par une coïncidence malheureuse, les complications politiques et les agitations sociales préoccupèrent les gens soucieux de l'avenir de la France et l'anxiété des esprits activa ce mouvement de l'opinion. Moins que jamais la presse ne peut se dispenser d'examiner les questions d'instruction publique : nous ne sommes pas près sans doute de voir chez nous, comme en Amérique, des meetings s'assembler et s'occuper de ces graves débats ; mais du moins dans ces réunions paisibles

de sociétés dont les membres mettent en commun leurs idées, leurs lumières, leurs travaux, conviendrait-il que ces questions fussent souvent à l'ordre du jour. C'est dans cette pensée que nous avons réuni ces quelques notes sur l'instruction primaire dans le Jura. Ce petit travail n'a pas la prétention d'être définitif, ni même complet : les diverses parties du sujet relatives à l'installation matérielle des écoles, au personnel, aux programmes, n'y sont qu'effleurées : nous n'avons fait que jeter à la hâte quelques idées qui nous sont personnelles, sans autre souci que d'être sincère. Si nous louons beaucoup, c'est qu'il y a beaucoup à louer : trouvant partout du zèle, de l'activité, de la bonne volonté, des progrès, de nobles efforts, nous n'avons qu'une crainte, celle de rester en deçà de la vérité.

II.

LES ÉCOLES DANS LE JURA : LEUR INSTALLATION, LEUR MATÉRIEL.

Toute commune doit entretenir une ou plusieurs écoles primaires. Toute commune doit fournir à l'instituteur un local convenable, tant pour son habitation que pour la tenue de l'école, le mobilier de classe et un traitement. Ce sont là les termes mêmes de la loi du 15 mars 1850, qui régit

encore l'instruction primaire en France. Aucune sanction ne consacre des dispositions si sages et si nettement formulées (1); notre législation, différente en cela de celle des Etats-Unis, est muette à cet égard. Aussi n'y a-t-il peut-être pas de département où, même en ce qui concerne la première des deux obligations imposées aux communes, la loi ait pu être exécutée dans sa rigueur. Il ne reste dans le Jura que quatre communes qui soient encore dépourvues d'écoles : Saint-Ylie, Grange-de-Vaivre, Chaumont et Coiserette. Le rapport du préfet au Conseil général, deuxième session ordinaire de 1872, nous apprend que cet état de choses doit cesser prochainement. L'école de Saint-Ylie, fermée par suite du défaut de local, a dû être réouverte à la dernière rentrée. A Chaumont, la maison d'école s'achève ; à Coiserette, les travaux d'appropriation ont été repris ; enfin, on annonçait comme prochaine la nomination d'un instituteur à Grange-de-Vaivre.

Pour apprécier en parfaite connaissance de cause, ce que cette situation a de bon, il serait indispensable d'avoir des termes de comparaison. Malheureusement la statistique générale la plus récente date, croyons-nous, de 1866. A cette époque 574 communes sur 583 avaient satisfait aux

(1) Aux Etats-Unis, l'Etat peut intenter une action à la commune pour l'obliger à s'imposer la taxe nécessaire à l'entretien de ses écoles ; les parents de tout enfant que l'on refuserait d'y recevoir ont le droit de réclamer des dommages-intérêts. (L'instruction publique aux Etats-Unis, rapport de M. Hippeau.)

prescriptions de la loi, en ce qui concerne l'entretien des écoles. Il n'en était pas de même dans l'immense majorité des départements. Les rapports officiels des inspecteurs d'Académie, publiés par les soins de M. Duruy, alors ministre de l'instruction publique, nous apprennent que presque partout la loi était méconnue. Nous ne voudrions pas abuser des citations : trois exemples nous suffiront. Dans la Gironde, nous prenons à dessein parmi les départements les plus riches et les plus peuplés, 30 communes étaient sans école. Dans l'Eure, au centre de la France, 61 étaient dans le même cas. Enfin dans Saône-et-Loire, à nos portes, 34 communes n'avaient aucune école publique.

La seconde obligation imposée aux communes est relative à ce qu'on appelle l'installation matérielle des écoles et au logement des instituteurs. Le rapport de M. le préfet contient à ce sujet les renseignements statistiques suivants :

Edifices communaux.

Maisons convenables pour la classe et le logement.	678
Maisons convenables pour la classe seulement	19
Maisons convenables pour le logement seulement	22
Maisons non convenables.	97

Edifices particuliers loués ou prêtés.

Convenables pour la classe et le logement.	12
Convenables pour la classe seulement.	2
Non convenables	58

Mobilier.

Mobiliers convenables	669
Id. non convenables (1).	219

Malgré la latitude d'interprétation que comportent ces dénominations d'écoles convenables ou non convenables, il est possible de se faire une idée assez exacte de la valeur de ces termes. Il est en effet certaines règles générales applicables aux constructions d'écoles et qui sont indiquées dans diverses instructions ou circulaires ministérielles. L'école doit être placée dans un lieu central, d'un accès facile, bien aérée, isolée de toute habitation bruyante ou malsaine. Il faut que la salle de classe soit sur cave, planchéiée, accessible au soleil, facile à ventiler. Les latrines seront en vue de l'estrade du maître. Il est bon qu'il y ait une cour fermée ou un préau. L'école doit être assez grande pour contenir tous les enfants de 7 à 13 ans, s'il

(1) L'arrondissement de Poligny est le mieux partagé, Dole vient ensuite, puis Lons-le-Saunier, puis Saint-Claude.

L'arrondissement de Poligny renferme 197 écoles convenables appartenant aux communes, 11 seulement ne le sont pas. On y trouve cinq maisons prêtées convenables et 12 maisons louées, dont 6 sont convenables.

y a une salle d'asile dans la commune, et tous ceux de 5 à 13 ans, s'il n'y a pas de salle d'asile. Il faut calculer la surface à raison de 1 mètre carré par élève et fixer la hauteur à 4 mètres ; par tolérance, les salles établies dans d'anciens locaux pourront n'avoir que 3 mètres 50 cent. de hauteur.

Il est clair que les écoles de construction récente sont les seules qui remplissent ces conditions. La transformation des anciens locaux est commencée depuis longtemps dans notre département : c'est une œuvre qui demande du temps et de l'argent ; les autorités en poursuivent l'achèvement avec une persévérance digne des plus grands éloges et l'on peut prévoir le moment peu éloigné ou tout sera enfin terminé. Les besoins sont encore nombreux et les travaux d'appropriation de diverse nature. Tantôt c'est l'emplacement qui est mauvais : à cela il n'y a d'autre remède qu'une reconstruction sur un terrain meilleur ; tantôt le mobilier scolaire est insuffisant ou dégradé, il faut le compléter ou le remettre en état. Ici le logement de l'instituteur ne se compose que d'une pièce ou deux, sans jardin, sans four, sans bûcher, sans eau ; là les bâtiments sont décrépits, l'espace manque, la distribution ne répond nullement aux exigences du service ; ce sont des plafonds à étayer, des fenêtres à remplacer, des communications à établir pour le maintien de l'ordre et de la propreté. Souvent le voisinage est incommode ou dangereux ; la salle de classe est

basse, obscure, humide, mal aérée, on l'emploie à divers usages. Les rapports des inspecteurs d'Académie dans l'enquête de 1864 donnent à ce sujet des détails étranges. Un de ces fonctionnaires déclare que dans un grand nombre de communes de son ressort, la classe était tenue dans une dépendance du presbytère, faisant pendant à la cave ou à l'écurie; ailleurs la salle de classe servait à la fois de cuisine et de chambre à coucher pour l'instituteur. Dans une brochure de M. Charles Robert, où sont résumés les mémoires envoyés par les instituteurs en 1861, on peut lire les lignes suivantes :

« Il y a encore des taudis (Somme). Certaines écoles sont déplorables. » Cet état de choses vient souvent de jalousies mesquines contre l'instituteur. Il y a des écoles qui sont de véritables étouffoirs (Nord). Il y a encore beaucoup d'écoles insalubres, délabrées, malsaines, des taudis que les enfants doivent haïr (id.). Il y a encore des écoles pitoyables, en ruine (Pas-de-Calais). Des bouges (id.). Dans plus d'un village l'école est étroite, insalubre; on y étouffe, c'est une fournaise infecte (id.).

Un grand nombre encore sont malsaines et infectes (Ardennes). Certaines écoles ont fait contracter des maladies mortelles aux instituteurs (id.).

C'est une cause de maladie; un supplice pour les enfants (Marne).

Il y a encore quelques granges ou écuries qui servent d'écoles (Seine-et-Oise).

Bornons là nos citations : Aussi bien le Jura, croyons-nous, n'a jamais connu de pareils abus. Néanmoins il fut un temps où, sans offrir un spectacle aussi navrant, nos écoles laissaient bien à désirer. Reportons-nous en effet aux souvenirs de notre enfance, je parle à tous ceux qui peuvent avoir quarante ans, rappelons-nous ces salles mal tenues, malpropres, où les écoliers étaient entassés les uns sur les autres. Le mobilier était d'une simplicité inouïe. Les tables manquaient même pour ceux qui écrivaient ; ces malheureux restaient inoccupés jusqu'à ce que leur tour fût venu et qu'ils pussent trouver une place vide. Les bancs mal assis tombaient avec fracas au moindre mouvement d'un étourdi. Quelques tables délabrées s'étendaient deçà et delà à l'aventure ; les chaussures poudreuses ou fangeuses des jeunes villageois y avaient laissé des traces indélébiles. D'informes tableaux de lecture, crasseux, enfumés, pendaient aux murailles. De tous côtés, de larges taches d'encre s'épalaient d'espace en espace et remplaçaient les cartes murales : Les meubles étaient couverts d'une épaisse couche de poussière où les doigts s'imprimaient profondément et auraient pu aisément s'exercer aux premiers éléments du dessin ou de l'écriture.

Au dehors il n'y avait ni cour ni jardin. Les latrines, quand il en existait, étaient souvent établies sur la voie publique, ouvertes à tout venant, au préjudice du bon ordre et de la moralité. L'école et la fromagerie étaient souvent voisines,

quelquefois réunies dans le même bâtiment. Ces fromageries étaient le rendez-vous des oisifs du village, des personnes de toutes sortes s'y réunissaient, se livraient à des conversations bruyantes : de là sortaient souvent des propos peu édifiants, toujours des odeurs malsaines. Ou bien encore la salle de mairie était attenante à l'école. Cette disposition est encore fréquente aujourd'hui ; mais les inconvénients ne sont plus les mêmes, l'administration y a mis bon ordre. C'étaient alors des allées et des venues continuelles, réunion du conseil municipal, célébrations de mariages, adjudications publiques : le percepteur y faisait ses recettes, le contrôleur ses mutations. La belle occasion de désordre et de tumulte ! On a vu, un rapport officiel en fait foi, des gens hostiles à l'instituteur profiter de cette situation pour venir à la salle de mairie faire un vacarme qui rendait l'enseignement impossible.

Il y a quelque trente ans de cela : je fréquentais à titre d'écuyer l'école primaire d'un chef-lieu de canton de la montagne. Je vois encore la porte basse, étroite, qui donnait accès à un escalier tortueux. Par les temps de pluie, cette entrée se transformait en lac. Les degrés étaient formés de pierres branlantes, disjointes, polies, usées et glissantes. Une fenêtre unique éclairait mal ce passage dans sa partie inférieure : elle était sans châssis et sans carreaux. On gravissait péniblement jusqu'à l'étage. Avant d'arriver au couloir sur lequel s'ouvrait la salle de classe on passait devant un misérable

réduit que nous appelions la prison. C'est là qu'on enfermait provisoirement, ivrognes, délinquants, voleurs, contrebandiers, malfaiteurs de toute sorte, l'écume du canton. Les gendarmes de la brigade voisine venaient les enlever de là pour les remettre, s'il y avait lieu, entre les mains de la justice. Combien de fois ai-je entendu leurs imprécations, leurs blasphèmes, leurs cris sauvages ! Une sorte de guichet non fermé, donnant un peu d'air et de lumière à ce taudis sinistre, était pratiqué dans le mur même de notre escalier. Toutes les fois que nous passions, nos regards se dirigeaient involontairement vers cette petite ouverture, grand sujet de terreur pour la plupart d'entre nous. Alors nous nous montrions la figure grimaçante de quelque pauvre diable, contractée par la rage, envenimée par la haine. Les plus hardis provoquaient leur colère et leurs injures. C'étaient des excès de fureur, des hurlements, des propos à faire dresser les cheveux sur la tête. Quelque fois pendant la classe un grand bruit se faisait entendre : le prisonnier qu'on amenait faisait de la résistance et une lutte s'engageait. Il m'est resté de toutes ces scènes des souvenirs un peu confus mêlés d'impressions pénibles, de sentiment de vague terreur que le temps n'a pu encore effacer de ma mémoire.

Tout a bien changé depuis lors. Aujourd'hui une maison d'école établie dans de pareilles conditions serait fermée immédiatement et la commune serait mise en demeure de fournir un autre

local. La salubrité est assurée avant tout. Plus de chalets, plus de fumiers dans le voisinage immédiat des écoles : on en éloigne même les cabarets. « Toutes ces améliorations, disait déjà le rapport de 1864, sont énergiquement poursuivies : il reste peu à faire pour la salubrité et ce peu ne se fera pas longtemps attendre. » L'eau ne manque nulle part. Partout l'air se renouvelle avec la plus grande facilité. Le balayage est généralement opéré deux fois par jour et les fenêtres sont laissées ouvertes pendant l'intervalle des classes. L'année dernière le conseil d'arrondissement de Poligny émettait le vœu que les murs fussent blanchis au lait de chaux tous les deux ans. Le conseil général s'est empressé de s'associer à ce vœu et M. le préfet s'engage à provoquer partout où le besoin s'en fera sentir, la réalisation d'une amélioration dont la santé des enfants est appelée à bénéficier.

Il n'est plus chez nous d'école sans jardin. On l'a dit avec raison (1) le jardin est l'embellissement de la demeure scolaire, le complément utile et nécessaire de l'enseignement horticole ; c'est aussi un lieu de repos et d'heureuses distractions pour l'instituteur. Ces modestes fonctionnaires ne doivent pas se produire au dehors : leur vie simple s'écoule au foyer de la famille. C'est le jardin qui est le rendez-vous de leurs amis : c'est dans le jardin que leurs enfants prennent leurs ébats. Et

(1) Conférences pédagogiques faites à la Sorbonne pour l'exposition universelle de 1867.

du reste, ce n'est pas pour les campagnes un spectacle sans profit que celui de ces allées bien alignées, bien sablées, de ces carreaux abondamment fournis de plantes potagères, de ces espaliers couverts de fruits. On se prend vraiment à regretter que chaque enfant ne puisse chez nous, comme cela se fait, dit-on, en Allemagne, dans le *Kindergarten*, disposer d'un petit carré qu'il cultiverait lui même. Sans aller aussi loin, ne voyons-nous pas dans les Vosges des jardins modèles d'instituteurs, avec de riches pépinières, de longues files d'arbres fruitiers, plantés, cultivés, greffés par les élèves ?

Ne voit-on pas, dans le même département, des sociétés d'agriculture décerner des récompenses aux maîtres et aux élèves de ces écoles privilégiées ? A Morcenx (Landes), dans la magnifique école établie par la compagnie des chemins de fer du midi, chaque élève a un jardin qu'il cultive à sa manière, selon que son goût se porte vers les plantes propres à l'alimentation ou vers les fleurs agréables à l'œil. Le jardinier de l'établissement explique comment on taille les arbres, comment on les greffe, etc. (1) Pourquoi n'en serait-il pas de même dans les écoles primaires du Jura ?

Dans nos villes et ce nom s'applique souvent chez nous à des petites bourgades d'une population inférieure à deux mille âmes, un bâtiment

(1) Journal officiel du 18 mai 1873.

spécial, indépendant, est affecté à chaque école, Telles sont entre autres les communes de Moirans, de Champagnole, d'Orgelet, de Fraisans, sans compter les chefs-lieux d'arrondissement et beaucoup d'autres encore. Ces écoles sont pour l'ordinaire installées dans les meilleures conditions hygiéniques. Assez souvent ce sont de fraîches constructions agréables d'aspect, charmant les yeux par l'harmonie et l'entente des distributions intérieures et disposant l'âme des enfants à de bonnes impressions. L'école congréganiste de garçons à Lons-le-Saunier pourrait être citée comme le modèle du genre : architecture élégante, abords spacieux, vastes salles bien éclairées, bien meublées, communiquant ensemble et avec le dehors, hangar, préau couvert, jardin potager s'étendant fort loin par derrière, grande cour de récréation occupant le front des bâtiments se prolongeant jusqu'au mur d'enceinte qui longe la rue et est surmonté d'une fort belle grille, tels sont les avantages par lesquels se recommande cette intéressante école. L'escalier qui partage l'édifice a tout à fait grand air ; il reçoit la lumière d'en haut, ouvre un accès facile à la chapelle, aux logements des maîtres, établit de larges communications entre les différentes parties de la maison et a permis d'orner le rez-de-chaussée et chaque étage d'un vestibule spacieux et commode.

Dans les communes d'une population inférieure, un autre système de construction a été générale-

ment adopté. Par mesure d'économie et sans doute aussi pour centraliser les différents services et faciliter l'expédition des affaires, on a réuni sous un même toit les deux écoles et la mairie. La salle de réunions du conseil municipal, les archives communales, la bibliothèque scolaire, occupent le corps du logis central. Ces sortes d'écoles sont fort nombreuses : une surtout, celle d'Arlay, nous a paru digne d'être signalée. Cette commune a une population d'environ quatorze cents âmes : elle possède une salle d'asile et deux écoles primaires. L'école de garçons est dans l'aile de droite; elle compte de 120 à 130 élèves et se compose de deux salles d'une surface totale de 124 mètres carrés. Un mètre carré par élève, c'est une excellente proportion ; la hauteur des plafonds n'est pas beaucoup inférieure à cinq mètres. Une grande place sur laquelle s'ouvre aussi l'église s'étend devant l'édifice. Le long des façades latérales on a établi de vastes cours où les enfants prennent leurs récréations; elles sont séparées par des jardins ornés de terrasse réservés aux maîtres. A l'extrémité de ces jardins et de ces cours, la Seille roule silencieusement ses eaux et au delà l'œil se repose sur des collines gracieusement ondulées et couvertes de riches vignobles.

Dans l'intérieur l'air et la lumière pénètrent à flots : tout a été calculé, mesuré, prévu en ce qui concerne les dimensions des salles, l'orientation de la maison, la disposition des jours. Le matin, les rayons du soleil levant animent et égalaient la

classe : le soir, la lumière plus douce du couchant l'éclaire, et, dans l'intervalle, les enfants sont abrités contre les ardeurs du soleil de midi, contre la trop grande vivacité du jour. Les fenêtres sont hautes, larges, cintrées, assez élevées pour que le passage quand elles sont ouvertes ne soit pas intercepté entre le mur et les bancs, pour que l'air puisse se renouveler aisément en hiver sans compromettre la santé des élèves, pour que la lumière n'arrive pas dans une direction trop horizontale de manière à fatiguer leurs yeux. La science s'est véritablement transformée en une mère attentive et dévouée ; la sollicitude la plus prévoyante a été dépassée par les combinaisons ingénieuses de l'architecte.

Dans les communes de peu de ressources, et d'une très faible population, au-dessous de trois cents âmes par exemple, on ne rencontre plus guère que des écoles mixtes, c'est-à-dire ouvertes aux enfants des deux sexes. Celle de Villeneuve-sous-Pymont, petit village d'environ 250 habitants, à deux kilomètres de Lons-le-Saunier, peut donner une idée du genre ; cette école n'est qu'une maisonnette à un étage, séparée de la route par un jardin ; elle est simple, modeste et tout y respire le calme et la paix. La porte d'entrée s'ouvre sur un vestibule d'où part l'escalier qui conduit à la salle de mairie et au logement de l'instituteur. La distribution intérieure des appartements est fort bien entendue ; les chambres d'habitation sont grandes, bien éclairées, garnies de meubles en

bon état. La salle de classe est sur le derrière recevant la lumière de trois côtés ; elle a deux entrées distinctes avec deux préaux où les enfants prennent leurs rangs avant d'entrer ; elle est divisée en deux parties égales par une barrière d'une hauteur d'environ deux mètres, l'estrade domine toute la salle et a un accès facile des deux côtés. Tableaux de lecture, tableaux noirs, cartes géographiques, tout est à sa place, dans un ordre parfait, tout est brillant d'une propreté entretenue chaque jour. Cette école a peu de ressources, mais grâce à l'ordre, au soin, à la propreté, le peu qu'elle a lui fait singulièrement honneur, et l'impression qu'elle laisse dans l'esprit est excellente.

En somme, rien n'est plus séduisant à l'œil, rien n'éveille dans l'esprit des idées plus gaies, que l'aspect des nouvelles maisons d'écoles dans nos plus humbles communes. En général, peu de luxe extérieur, pas de fronton, pas de façade monumentale ; mais partout de l'espace, de l'air, de la lumière, partout des sites riants, des horizons gracieux ; partout dans le paysage de ces effets de perspective qui semblent cherchés, mais qui se rencontrent d'eux-mêmes dans nos pittoresques contrées. L'emplacement a été choisi avec le plus grand soin ; l'accès est facile ; pas de voisinage bruyant qui puisse troubler les exercices scolaires ; on a évité les rues fréquentées par les chevaux et les voitures, les lieux humides et malsains, le terrain est sec, bien exposé au soleil ;

souvent, les fenêtres s'ouvrent d'un côté sur la place publique, de l'autre directement sur la campagne ; ainsi, de temps à autre, lorsque l'attention languit, lorsque l'esprit fatigué réclame quelque repos, maîtres et enfants n'ont qu'à laisser leurs yeux s'égarer au dehors où les attirent les magnificences d'une nature tour à tour riante ou austère.

Jamais je n'oublierai l'effet de saisissante surprise que j'éprouvai en visitant l'école primaire d'Orgelet. Bâtiment, cours, jardins, forment autant de terrasses superposées, et, de tous les points de l'édifice, des salles d'études, des salles de classe, du dortoir, des cours, l'œil embrasse un panorama splendide. Tout en bas, dans une des nombreuses déchirures d'un terrain profondément tourmenté, on entrevoit les gorges profondes de la Valouse ; derrière se dresse un imposant massif tout hérissé de bois, de rochers, de cimes ardues, pas un détail, pas un relief de terrain n'échappe aux regards, et par de là, à l'horizon, c'est la ligne bleuâtre des derniers sommets du Jura qui se prolonge indéfiniment dans la direction du midi et finit par se perdre dans un vaporeux lointain. Sur les premières pentes du plateau inférieur, de Saint-Amour à Salins, une longue série de riches et populeux villages couronnent les hauteurs et dominant le vignoble. Il y a là autant d'écoles admirablement situées. De presque toutes on aperçoit l'immense plaine de la Bresse, entrecoupée de bois, d'étangs, de champs et de

prairies, arrosée par d'innombrables cours d'eau, animée par une infinité de villages ; la vue s'étend au delà de la Saône, plus loin que Dijon, Beaune, Chalon, Mâcon, elle ne s'arrête qu'aux montagnes de la Côte-d'Or et du Mâconnais.

Il y aurait, nous le savons bien, de la puérilité à insister plus longuement sur ce point. Cependant il ne faut pas oublier que l'enfant est extrêmement impressionnable. La vue des objets extérieurs a, sur ses jeunes organes, et, par suite, sur son caractère, sur son intelligence, une influence incontestable. Telle sensation mille fois répétée finit par produire certaine disposition d'esprit, certaines habitudes morales ; il y a là tout un ensemble de phénomènes psychologiques fort curieux et parfaitement constatés. Cette influence des premières impressions se prolonge assez longtemps et l'action s'en fait sentir bien au delà des limites de l'enfance.

Ceux qui se préoccupent des progrès de l'instruction primaire n'ont garde de négliger ce côté de la question. Ils veulent avec raison que l'aspect de la maison d'école éveille dans l'âme de douces images de tranquillité, de paix et de bonheur ; que rien ni à l'intérieur ni au dehors n'y souille les regards ; il faut que, dans cet heureux séjour, tous les cœurs s'épanouissent, que l'instituteur s'y plaise au milieu de ses élèves, que les élèves y soient attirés et retenus autant par l'agrément, la beauté du lieu que par le charme et l'intérêt des leçons. Cette attention à entourer l'enfance

d'objets agréables, à n'offrir à ses yeux que des tableaux gracieux, cette sollicitude qui s'étend jusqu'à l'aspect des lieux dans lesquels elle est appelée à vivre, nous les retrouvons partout à l'étranger, en Suisse, en Allemagne, en Suède, surtout en Amérique. Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre qui ne nous donne à cet égard d'utiles exemples à imiter. Les écoles publiques y sont presque toutes placées dans un site agréable, près d'un cours d'eau, au milieu de vertes pelouses, de collines boisées et de larges horizons (1). Pas de grands bâtiments rappelant la caserne, la prison ou le couvent, pas de cours enveloppées de grands murs, mais de simples maisons, au dehors aimables, de jolis cottages de briques encadrées de pierres, avec des balcons vitrés qui forment par leur superposition de gracieuses tourelles. Tout cela est riant, tout cela respire la paix et l'absence de contrainte.

C'est ce qu'ont merveilleusement compris chez nous les architectes qui, depuis un certain nombre d'années dirigent les constructions de nos bâtiments scolaires. Dans un temps où les habitudes d'une vie molle et raffinée ont poussé à l'extrême la recherche du bien-être, le goût de l'élégance, le besoin du confort, ils se sont accommodés aux exigences nouvelles et ont doté notre ville d'un ensemble d'édifices dont elle a mille raisons d'être fière. Croit-on, par exemple, qu'il y

(1) Voir le rapport de MM. Demongeot et Montucci.

ait en France beaucoup de lycées comparables au nôtre sous ce rapport ? La cour d'honneur fraîchement ornée de pelouses et de corbeilles, toute souriante de verdure et de fleurs, la façade, le pavillon avec son fronton et ses génies sculptés, les portiques dont chaque arceau porte à sa base le médaillon en relief d'un grand homme, le vestibule, point central, qui commande en quelque sorte tous les passages et relie toutes les parties de l'édifice, tout cela est d'un grand effet. En 1866, lorsque M. Duruy, alors ministre de l'instruction publique, vint visiter les travaux, il exprima bien haut sa satisfaction, et quand il pénétra dans la cour centrale il se récria en quelque sorte d'admiration, en véritable artiste, à la vue du spectacle qui se déroulait tout à coup devant lui. Il s'opposa énergiquement à ce que, conformément aux traditions universitaires, un mur de clôture fermât aux yeux des élèves la vue de la campagne. Et dès lors on eut du côté du midi ce portique cintré dont chaque arcade est comme un fond de tableau encadrant les plus riches perspectives.

A l'autre extrémité de la ville, bien loin des rues bruyantes, au pied de gracieuses collines, en face du pittoresque vallon de Conliège, dans un site ravissant, à demi-cachée derrière des touffes de verdure, s'élève recueillie et solitaire, une élégante demeure. Pelouses, parterres, terrasses, allées bien sablées s'entrecroisant sur un terrain légèrement mouvementé, le tout s'harmonisant dans un délicieux ensemble : telles sont les mer-

veilles sur lesquelles l'œil s'arrête enchanté. On se croirait transporté devant une de ces opulentes constructions qui donnent tant de splendeur aux abords de notre capitale. Ce qui complète l'illusion, c'est ce toit mansardé, couvert d'ardoises, cette façade en pierres de taille, flanquée de deux ailes d'un relief peu considérable, le tout simple, régulier, sobre d'ornementation, marqué au coin du bon goût le plus exquis. Cet aristocratique séjour, c'est l'école normale laïque des institutrices du Jura ; cette aile qu'on entrevoit à peine derrière les massifs de plantes et de fleurs qui en tapissent la façade, contient une école primaire de filles et la salle d'asile de Lons-le-Saunier.

Les écoles primaires ne peuvent assurément soutenir la comparaison avec ces grands établissements. Chose bizarre ! ce n'est point dans les villes que ces écoles sont le mieux installées. En général pourvues depuis longtemps d'écoles congréganistes par suite de legs ou de donations, les communes urbaines ont tourné leur attention surtout vers leurs collèges. Néanmoins l'école congréganiste de garçons à Lons-le-Saunier, les écoles de Champagnole et de Saint-Claude méritent d'être signalées. Dans les campagnes, au contraire, on trouve en très grand nombre d'excellentes installations. Il s'est produit à cet égard dans notre département, sous l'impulsion de la Préfecture, un mouvement remarquable. Dans le seul arrondissement de Lons-le-Saunier, dans une période de 10 ans, près de 80 communes sur 212 ont fait des

travaux considérables d'appropriation ou de reconstruction. La dépense atteint le chiffre de 971,616 f.

Dans les autres arrondissements, soit que les besoins fussent moins grands, soit que les populations fussent moins bien disposées, le chiffre des dépenses a été beaucoup moins élevé, bien qu'il fût encore relativement considérable. Les renseignements que la Préfecture a bien voulu nous fournir établissent les sommes suivantes :

971,616 fr.	»	c.	pour Lons-le-Saunier.
403,151	78		pour Poligny.
385,261	22		pour Saint-Claude.
et 294,804	02		pour Dole.
soit 2,054,833	77		pour la dépense totale.

Sait-on ce que représenterait une pareille somme répartie sur la France entière proportionnellement à la population? plus de 260 millions. Le ministre de l'instruction publique, dans un document officiel, en 1866, constatait, non sans amertume, qu'il fallait en France au moins 140 millions pour mettre les écoles dans un état convenable. Si l'on eût témoigné partout le même empressement que dans le Jura, l'œuvre serait aujourd'hui bien près d'être achevée.

Les dépenses de construction d'écoles sont, comme on sait, des charges essentiellement municipales, ce n'est que dans le cas d'insuffisance de ressources bien constatée, et après qu'elles ont voté au moins pour la plus grande partie les fonds nécessaires, que les communes peuvent obtenir des subventions soient du département, soit

de l'Etat. En général, elles ne font pas la sourde oreille, et s'il se rencontre de temps à autre un conseil municipal quelque peu récalcitrant, l'administration finit toujours par avoir raison des refus ou des répugnances. Un tort assez commun, dans les campagnes, c'est de ne pas consacrer une somme annuelle à l'entretien de la maison d'école. Les années s'écoulent cependant, et le temps accomplit lentement mais sûrement son œuvre. Un jour l'inspecteur primaire fait remarquer que le mobilier est hors d'usage, que les planchers sont pourris, que les murs sont noirs. Il faut réparer le mal qu'on a laissé s'aggraver : il faut recourir à un crédit et la somme qu'il s'agit de trouver ne laisse pas que de causer quelque effroi. En même temps il y a d'autres besoins auxquels on voudrait pourvoir. Il se trouve toujours quelque conseiller à l'esprit plus ou moins étroit pour émettre l'avis qu'après tout l'école peut attendre, que le local est assez bon pour des enfants. Ne vaudrait-il pas mieux exécuter quelqu'un de ces travaux propres à donner du relief à la commune, à augmenter son prestige aux yeux des communes voisines ? La vanité locale est en jeu, l'amour-propre de clocher veut une satisfaction, et l'on décide, par exemple, d'entourer le cimetière d'une grille, de reconstruire un pont dont la solidité n'était point compromise. De pareils travers, heureusement, sont des exceptions, et il est juste de reconnaître que les tendances du pays repoussent de tels abus. Bien au contraire, la grande majorité

des communes s'imposent volontairement les plus grands sacrifices dans l'intérêt de l'instruction publique.

Nous pourrions citer telle commune de l'arrondissement de Saint-Claude, dont les habitations éparses s'étendent sur de vastes espaces de terrain appartenant aux hauts plateaux du Jura et qui envoya à la Préfecture un devis de construction d'école s'élevant à la somme énorme de 120,000 francs, et cette commune ne demandait aucune subvention, elle se chargeait de tous les frais. Les devis de 40 à 50 mille francs ne sont pas extrêmement rares ; de simples communes qui ne sont pas des chefs-lieux de canton, Arlay, Nevy, Champvans, par exemple, sont dans ce cas, l'école d'Arlay a même dû coûter bien davantage. Les plans et dessins de bâtiments scolaires envoyés par le Jura à l'exposition universelle de 1867 ont été remarqués. Moirans, Saint-Claude, Champagnole, Morez, Morbier, Bois-d'Amont, Orgelet, Bletterans et probablement d'autres encore ont pour écoles primaires de véritables monuments, d'un assez grand aspect et qui ne seraient point déplacés dans des villes populeuses.

Pour nous borner à l'arrondissement de Lons-le-Saunier, quatre communes, Crançot, Chapelle-Voland, Cuisia, Poitte, font chacune une dépense de près de trente mille francs et trois d'entre elles ne sont ni riches, ni peuplées : Crançot n'a que 608 habitants ; Cuisia, 642 ; Poitte, 580. Macornay, Montagna-le-Templier, Passenans, vont au-

delà de vingt mille. On cite certains faits tout à l'honneur de nos populations. Une commune fort pauvre, de 349 habitants, Chaumont, dans les environs de Saint-Claude, veut construire une maison d'école et manque absolument de fonds. Les habitants ne se découragent point : ils organisent une souscription et ont bientôt recueilli près de quatre mille francs, 3,932 francs. Il n'est pas dans cet arrondissement de Saint-Claude, de section de commune de si petite importance qu'elle soit ; il n'est pas d'agglomération de douze, de dix familles qui ne demande un instituteur et qui ne soit prête à s'imposer des sacrifices. Aux Arcets, section de Prémanon, on a réuni par souscription, 1,600 fr. Dans deux sections des Rousses, on trouve des écoles relativement bien installées ; elles ont été bâties en 1864, et la dépense a été de 16,855 fr. La commune des Moussières, lisons-nous dans les procès-verbaux du Conseil général, s'est imposée de vingt centimes pendant douze ans pour la construction de ces écoles. L'école que possède aujourd'hui cette commune peut être considérée comme le modèle des écoles à construire dans les pays de montagne où l'hiver est froid et rigoureux. On a scrupuleusement ménagé l'argent, on a réduit la dépense, on s'est astreint à la plus stricte économie ; et cependant on n'a rien négligé ni pour la propreté, ni pour la commodité, et les précautions les plus grandes ont été prises pour garantir du froid les élèves et les maîtres. On y regrette, ainsi que dans les autres communes, sauf celle des

Bouchoux, l'absence de préaux couverts assez spacieux pour les récréations.

Chaque année, du département du Jura, les demandes de subvention arrivent nombreuses, incessantes au ministère de l'instruction publique. A vrai dire, on n'en est pas surpris ; c'est le train ordinaire des choses et depuis longtemps les fonds de l'Etat connaissent la route du Jura. Néanmoins on se récrie bien de temps à autre en haut lieu contre un tel acharnement, on se débat contre de telles obsessions ; on trouve que ce département du Jura est d'une avidité qui ne connaît pas de mesure ; peu s'en faut qu'on ne l'accuse d'être un gouffre qui absorbe bien au-delà de sa part légitime. Mais en définitive, il faut s'exécuter : les besoins sont pressants ; les demandes sont régulières, fondées, irréfutables et l'Etat est dans l'obligation d'y faire droit. Ajoutons que c'est justice ; dans cette lice où tant d'intérêts sont en jeu, où se croisent et se heurtent tant de compétitions, qui a prévu de plus loin, qui s'est le plus appliqué, s'il nous est permis de parler le langage de Bossuet, qui a su le mieux ou se pousser ou se ménager, suivant la rencontre, qui a en un mot montré le plus d'activité et d'intelligence, à la fin a l'avantage et le succès lui appartient.

Une bonne part de cette prospérité revient, nous n'éprouvons aucun scrupule à le dire bien haut, à un homme qui pendant de longues années a administré notre département. Les questions politiques ne sont point dans nos goûts ;

elles ne touchent par aucun point au sujet que nous traitons et aucune considération de ce genre ne doit nous empêcher de rendre justice au zèle, à l'activité de M. Nau de Beauregard, à ses persévérants efforts couronnés du plus éclatant succès. C'est un fait incontestable, bien connu de tous, que l'instruction primaire a toujours été sa plus grande préoccupation. Il n'y a qu'une voix à ce sujet dans tout le personnel de l'instruction publique. Il étudiait à fond toutes les questions qui concernaient ce service ; il traitait personnellement toutes les affaires avec les intéressés. Aucun détail, si petit qu'il fût, n'échappait à sa sollicitude. Aussitôt qu'une école lui était signalée pour sa mauvaise installation, il commençait par s'entourer de tous les renseignements possibles, il se faisait donner les explications les plus précises et les plus complètes sur la nature des travaux à exécuter, étudiait la question sous toutes ses faces, ne s'en remettait à personne du soin de l'élucider, s'enquérail avec le plus grand soin de la situation financière de la commune et des ressources dont elle pouvait disposer ; puis il faisait venir le maire et conférait avec lui. Alors il discutait, réfutait, persuadait, ne laissait debout aucune objection, forçait l'interlocuteur dans ses derniers retranchements, et, l'entretien fini, la question était tranchée. Au besoin, il se transportait sur les lieux, jugeait *de visu*, prononçait en connaissance de cause. On l'a vu à Crançot déterminer l'emplacement de la maison à construire, démontrer en

véritable expert les avantages du choix qu'il avait fait et débattre le prix d'achat avec le propriétaire. On comprend sans peine combien des procédés si expéditifs durent hâter l'exécution des travaux et multiplier les constructions.

Le Conseil général, de son côté, s'est toujours montré favorable à la cause de l'instruction publique. Nous trouvons dans une publication spéciale, dans le *Bulletin de l'Instruction publique*, les renseignements suivants qui nous apprennent que c'est le Conseil général du Jura qui vote en faveur de l'enseignement primaire les plus fortes sommes sur les centimes facultatifs en dehors des dépenses obligatoires. « Les dépenses de l'instruction primaire mises à la charge des départements par la loi du 15 mars 1850 sont couvertes par le produit d'une imposition spéciale de deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. La loi du 10 avril 1867 y ajoute un nouveau centime pour répondre à de nouveaux besoins ; mais le produit de l'imposition de deux centimes est depuis longtemps dans beaucoup de départements bien inférieur aux nécessités actuelles du service et ne doit être par conséquent affecté qu'au paiement des dépenses obligatoires. Un certain nombre de dépenses qui n'ont pas ce caractère, mais qui sont néanmoins d'une grande utilité, ne pourraient donc être faites si les conseils généraux, dans leur sollicitude pour tout ce qui touche au développement moral et intellectuel des populations, ne venaient combler la lacune en prélevant

sur le produit des centimes dont la loi leur laisse la libre disposition, une somme plus ou moins forte, selon les ressources départementales pour l'affecter au service de l'instruction primaire.

« Pour l'année 1867, les subventions allouées à ce service sur la deuxième section des budgets départementaux (centimes facultatifs), se sont élevées à 454,256 francs dans 57 départements qui ont eu recours à ce mode de procéder. C'est donc en moyenne 7,969 francs par département. La subvention allouée par quelques conseils généraux s'élève à près de trente mille francs.

Voici du reste le tableau des plus fortes subventions :

Jura,	29,647 f. 91
Somme,	28,939 94
Eure-et-Loir,	27,018 38
Oise,	26,000 00
Orne,	25,531 75
Haute-Garonne,	21,359 69

Parmi les départements voisins, le Doubs, la Haute-Saône, le Rhône, le Nord, l'Isère, Saône-et-Loire, sont au nombre des 31 départements qui n'ont pas eu recours à ce mode de procéder. La Côte-d'Or a voté trois mille francs, l'Ain quatre mille huit cents francs.

Ces chiffres n'ont pas sensiblement changé depuis 1867. Nous trouvons en effet dans le budget ordinaire de 1873 la somme de 9,400 fr. d'une part, (titre II, sous-chapitre 1^{er}) de l'autre 19,260 francs, (titre III, sous-chapitre IV) en tout 28,660

francs de dépenses auxquelles il est pourvu avec le produit des centimes ordinaires. L'absence de documents ne nous permet pas de faire de comparaison avec les autres départements. Il convient de remarquer que l'augmentation des charges publiques, qui depuis la guerre se sont accrues dans des proportions énormes, n'a eu que bien peu d'influence sur le chiffre de l'allocation dont nous parlons et que les dépenses de l'instruction publique, dans leur ensemble, ont suivi une progression constante. Ainsi, comme nous l'avons déjà fait observer, l'exercice 1872, 689,896 francs présente sur celui de 1869 une augmentation de 119,944 francs, ce qui fait en moyenne une augmentation de près de quarante mille francs par an.

Parmi les dépenses facultatives auxquelles il est pourvu au moyen d'un prélèvement sur le produit des centimes ordinaires figurent les subventions aux communes pour acquisitions, constructions et réparations de maisons d'école, en tout deux mille francs; les dépenses d'achat et de livres pour les élèves indigents et les bibliothèques scolaires, 800 francs; les subventions aux institutrices et aux directrices des salles d'asile, 2,000 francs; les subventions pour l'établissement et l'entretien des cours d'adultes, 600 francs; les subventions aux sociétés de secours mutuels des instituteurs et institutrices, 300 francs; les secours aux anciens fonctionnaires ou à des instituteurs ou institutrices en exercice, 1,000 francs; les conférences pédagogiques, 1,500 francs; les concours canto-

naux, 800 francs ; l'enseignement de la musique, 500 francs, celui de l'agriculture, 400 francs, etc.

Toutes les sommes dont nous avons parlé jusqu'ici et qui sont affectées au service de l'instruction publique, proviennent des communes d'abord, puis du département ou de l'Etat. La part des particuliers est minime : les dons et legs ne figurent dans les comptes de l'enseignement public dans notre département que pour la somme de 9,657 fr. Il ne s'agit là que des dépenses d'entretien. Les constructions, acquisitions ou fondations représenteraient une somme beaucoup plus considérable. Ce sont d'abord des établissements industriels qui ont fondé des écoles à l'usage de leurs ouvriers. Ainsi l'école de Baudin a été créée et est entretenue par le propriétaire des forges de cette localité. La compagnie des forges de Franche-Comté a aussi fait de son côté d'assez grands sacrifices en faveur de l'instruction.

C'est à Fraisans que cette compagnie a ses principales usines. M. Louis Reybaud, dans son mémoire à l'académie des sciences morales et politiques n'a pas dédaigné de consacrer une notice spéciale aux écoles fondées par elle dans cette localité. « Les entrepreneurs de Fraisans ont fait de grands efforts et de notables dépenses pour accroître le personnel et le matériel d'enseignement dans le ressort ou s'exerce leur influence. Ils ont construit et doté un ensemble de maisons d'école qui sont à la fois une parure pour le bourg et un

grand moyen d'amélioration pour les mœurs locales. Les sexes y sont séparés dès le plus bas âge ; il y a école de garçons et école de filles bien distinctes et qui ne se confondent jamais. Chaque école est accompagnée d'un large préau, qu'entourent des grilles ; l'ensemble forme une suite de bâtiments isolés qui ont un découvert sur la campagne, et qui sont abondamment baignés d'air et de lumière. Rien n'a été épargné pour que ces établissements eussent de bons maîtres et fussent pourvus des meilleures méthodes. La caisse de la compagnie s'y est largement prêtée, et cet ensemble de maisons d'école figure au chapitre de ses dépenses pour plusieurs centaines de mille francs. » En tant que description, tout cela est rigoureusement vrai. Les appréciations toutefois nous semblent exagérées dans leurs conclusions. C'est bien à la compagnie des forges, en effet, que revient le mérite de la création et de l'organisation des écoles de Fraisans. Sans son active coopération, sans l'avance généreuse de ses capitaux, cette commune ne posséderait pas ces magnifiques établissements scolaires où plus de six cents enfants reçoivent l'instruction. Avant 1865, les écoles de filles de Fraisans étaient dans de déplorables conditions. La compagnie construisit alors à ses frais, et sur son terrain, un vaste bâtiment renfermant cinq grandes salles bien aérées, dont deux pour l'asile et trois pour l'école primaire et de plus un ouvroir pour l'enseignement de la couture. En outre, près de l'église, sur une éminence qui domine la

vallée du Doubs, au milieu d'un vaste terrain planté de grands arbres, se trouvait un ancien château appartenant aussi à la compagnie : une moitié de cet édifice reçut, vers 1867, la mairie et le presbytère ; dans l'autre moitié, on établit les quatre classes de garçons ; autour on disposa des cours pour les récréations, un préau couvert, une terrasse et des jardins d'agrément. Moyennant une somme de cent mille francs, la commune a acheté ces divers immeubles qui représentaient sans doute une valeur de plusieurs centaines de mille francs. La commune a donc pris sa part des dépenses d'installation ; il serait peu équitable de ne pas le reconnaître ; elle fait pour les écoles tous les sacrifices que comporte sa situation financière et son budget des dépenses de l'instruction primaire s'élève à près de quatre mille francs. Ces réserves faites, rendons pleine justice à la compagnie des forges, à l'initiative qu'elle a prise, à la générosité qu'elle a montrée, et disons avec M. Louis Reybaud : « De tels actes honorent une administration et laissent dans une contrée des traces durables. »

Il n'est pas jusqu'à de simples particuliers qui n'aient voulu prouver par des faits tout l'intérêt qu'ils prenaient au progrès de l'instruction. Un assez grand nombre d'écoles, dans les villes surtout, proviennent de donations. Quoique plus rare dans les campagnes, le fait s'y produit quelquefois. Deux petites communes de l'arrondissement de Lons-le-Saunier notamment, Maynal et Ville-

neuvé-sous-Pymont, sont ainsi pourvues depuis peu d'années d'écoles construites dans d'excellentes conditions et les tiennent de la générosité de deux de leurs habitants. Les dépenses de l'une (deux classes) ont dû monter à près de 40 mille francs, celles de l'autre à neuf mille.

Que l'instruction publique trouve chez nous de riches bienfaiteurs pour fonder, construire ou doter des écoles, il n'y a là en définitive rien qui doive surprendre beaucoup : le *Bulletin de l'Instruction publique* enregistre à chaque numéro de nouveaux legs et de nouvelles donations ; mais, ce qui est bien plus rare dans notre pays d'apathie et d'indifférence, c'est que de généreux citoyens, agissant dans la pleine liberté de leurs inspirations, ne tenant leur mandat que d'eux-mêmes, se fassent en quelque sorte les missionnaires de la science et combattent d'une lutte incessante contre l'ignorance et contre la misère qui l'accompagne toujours. N'est-ce point à l'initiative d'un homme habilement secondé par le concours d'une municipalité intelligente et d'une population heureusement douée que Champagnole doit l'organisation de ces établissements scolaires qui font l'orgueil des habitants et l'admiration des étrangers ? Cette toute petite ville en se lançant avec résolution dans la voie du progrès et des améliorations nous offre un spectacle merveilleux ; quoiqu'il arrive, c'est un exemple qui ne sera pas perdu. M. Muller, qu'il nous pardonne de le nommer dans ce travail qui ne vise qu'à une publicité bien res-

treinte, M. Muller a pris une part très-grande, prépondérante à ce mouvement. C'est lui qui a imprimé un vigoureux essor aux volontés encore indécises et les amena à subir son légitime ascendant. En présence d'une puissante administration centrale qui nomme à tous les emplois, rédige tous les programmes, impose les méthodes d'enseignement, dresse la liste des livres classiques, règle et contrôle toutes les dépenses, il a su assurer à son énergie individuelle son libre développement et conserver à la municipalité qu'il représente son indépendance propre et sa part légitime d'autorité.

Le cadre des études a été élargi, les programmes amplifiés, des méthodes nouvelles ont été introduites. Chaque année est marquée par un don, par une réforme, par une création. Tantôt c'est un cabinet de physique dont l'école est gratifiée, tantôt un laboratoire de chimie; hier, c'était un atelier de serrurerie, aujourd'hui c'est une profusion de menus objets destinés à introduire chez nous ce que les Allemands appellent *enseignement par l'aspect* (*anschauungs-Unterricht*). Les libéralités de M. Muller ne s'épuisent pas plus que sa générosité ne se lasse. Aussi est-il peu de villes, parmi les plus riches et les plus peuplées, qui puissent se vanter d'avoir des écoles primaires mieux dirigées, pourvues d'un mobilier classique plus riche, plus complet, réunissant à un plus haut degré toutes les conditions hygiéniques qui assurent la santé et le bien-être des élèves. Cette

intéressante cité est, croyons-nous, la première ville en France qui ait adopté et mis en pratique dans ses salles d'asile la méthode de Frédéric Frœbel, et c'est encore à M. Muller qu'il en faut attribuer l'honneur. Nous reviendrons plus tard sur cette question des salles d'asile ; ce sera pour nous le moment de retracer les améliorations réalisées à Champagnole, de nous associer aux félicitations unanimes qui, dans une séance du Conseil général, accueillirent le rapport de M. Muller sur la méthode Frœbel, heureux d'appuyer nos appréciations personnelles sur des témoignages plus autorisés et plus éclatants.

En 1870, il ne restait dans notre département que soixante-quatre maisons à construire et cent quatre à approprier à leur destination. Les dépenses à faire étaient évaluées par M. l'Inspecteur d'académie à 900,000 francs pour les édifices à élever et à 1,200,000 francs pour les réparations. C'est une charge bien lourde pour nos communes, sur lesquelles, depuis trois ans, tant de fléaux sont venus fondre à la fois. Les travaux ont été complètement suspendus en 1871 et bien ralentis en 1872. Mais aujourd'hui, bien que le pays soit surchargé d'impôts, la situation tend à se régulariser et les choses à reprendre leur marche normale. Il est du reste une force qui agit en ce moment avec une puissance invincible en faveur de l'instruction primaire. L'opinion publique, depuis la guerre avec la Prusse, est vivement surexcitée et elle est à cet égard d'une susceptibilité extrême.

Le langage de M. le Préfet est d'ailleurs pleinement rassurant et ses déclarations permettent de concevoir les meilleures espérances.

Le bon vouloir des populations s'est manifesté d'une manière bien frappante aussitôt après la guerre.

L'invasion avait été funeste à nos écoles et avait produit une certaine perturbation dans le service de l'instruction primaire. Les troupes prussiennes, dit le Rapport du préfet, choisissaient de préférence les salles de classe plus spacieuses que les locaux particuliers pour installer leurs corps de garde et quelquefois leurs ambulances. Elles ne respectaient ni les mobiliers scolaires, ni les effets personnels des instituteurs. D'après la statistique dressée par les soins de l'administration, 130 écoles dans l'arrondissement de Poligny, 125 dans celui de Dole, 42 dans celui de Lons-le-Saunier avaient été dévastées ; l'ensemble des dommages était évalué à 33,440 francs. En moins d'un an, grâce au zèle des directeurs et des directrices d'écoles, grâce à l'empressement des municipalités, les traces de l'invasion avaient disparu ; les travaux de restauration avaient presque partout rendu aux édifices scolaires leur premier aspect et leur installation primitive.

On sait quelle est la marche suivie pour l'examen et l'approbation des devis et pour l'acceptation des travaux exécutés (1). Le projet dressé par

(1) Voir les rapports de l'inspecteur d'Académie.

l'architecte, examiné et approuvé par le conseil municipal, est adressé à M. le préfet avec la délibération du conseil. Ce magistrat le transmet à l'inspecteur d'Académie, qui le communique à l'inspecteur primaire. Ce dernier l'envoie à l'inspecteur d'Académie avec ses observations. Les rapports dressés à la suite de ces contrôles sont soumis à la commission départementale d'architecture, puis renvoyés à l'architecte, pour que le projet soit modifié dans le sens des observations qui ont été présentées. Ce n'est que lorsque l'inspecteur primaire, l'inspecteur d'Académie, la commission d'architecture déclarent enfin d'un commun accord le projet acceptable et satisfaisant à toutes les conditions, que M. le préfet le revêt de son approbation. Ce n'est qu'alors aussi que le conseil départemental donne son avis sur l'opportunité d'accorder le secours demandé. Lorsque les travaux sont terminés, l'inspecteur d'Académie ne manque pas d'envoyer l'inspecteur primaire vérifier si les travaux ont été convenablement exécutés, et si l'on a scrupuleusement observé les plans approuvés par le ministre ; il ne délivre qu'à cette condition le certificat prescrit.

Ces mesures administratives sont excellentes : elles garantissent l'application des principes que les derniers progrès des sciences ont fait prévaloir dans l'art de construire aussi bien que la bonne exécution des travaux. Mais si l'installation des écoles, au point de vue de la construction, de la salubrité, des conditions d'air, de lumière et

d'espace, laisse peu de chose à désirer, il semble que l'on se soit bien peu préoccupé de l'influence que la disposition du mobilier scolaire peut avoir sur la santé des enfants. Cette question est en ce moment l'objet d'études approfondies en France et ailleurs ; nous trouvons dans une revue spéciale les noms d'un grand nombre de savants, de médecins surtout qui s'en sont occupés. On cite entre autres les travaux de Barnard, Schreber, Gast, Passavant, Guillaume, Coindet, Fahrner, Cohn, Heineman et on recommande en particulier l'excellent ouvrage du médecin suisse, le docteur Fahrner, intitulé : *l'Enfant et le Pupitre*. Il serait vivement à désirer que les résultats de ces recherches et de ces travaux fussent réunis, résumés, condensés dans de petits écrits, substantiels, présentés sous une forme facilement accessible, formulés avec netteté et précision ; on les mettrait entre les mains des maires, des architectes, des entrepreneurs, on les répandrait partout à profusion. Ce qui paraît établi, c'est que les défauts du mobilier communément employé, bancs et pupitres, exercent sur la vue des enfants et sur leur développement physique une influence fâcheuse. en ce qui concerne la vue, il faudrait que la lumière, suffisamment forte tombât sur la table du côté gauche et d'en haut, et que les enfants assis droit eussent leurs livres à une distance de l'œil d'au moins 25 centimètres. S'il faut en croire les savants que nous avons nommés, la myopie se développerait presque exclusivement pendant le

temps d'école, rarement après et encore plus rarement avant ce temps.

Quant au mobilier scolaire, voici les principaux défauts qu'il présente et que l'on peut constater dans presque toutes nos écoles :

- 1^o Absence de dossiers ou dossiers mal faits ;
- 2^o Trop grande distance entre le siège et le pupitre ;
- 3^o Disproportion (généralement trop grande différence) entre la hauteur du siège et celle du pupitre ;
- 4^o Mauvaise forme et mauvaise inclinaison du pupitre.

« Si le dossier manque, dit M. Liebreich, (*Revue scientifique*, 8 février 1873) ou s'il n'est pas bien disposé, la force des muscles qui maintiennent l'épine dorsale droite n'est pas suffisante pour lui faire garder longtemps une position verticale ; le corps se penche, la partie inférieure de la colonne vertébrale se courbe en avant, comprime les viscères et les poumons et empêche la libre action de ces organes. La position que des sièges et des pupitres mal disposés nécessitent pendant plusieurs heures par jour, quand le corps plein de jeunesse se développe rapidement, doit naturellement produire d'une manière permanente de mauvais effets. La statistique prouve la vérité de cette assertion. En Suisse, par exemple, 20 pour 100 de tous les écoliers, et 40 pour 100 des jeunes filles qui fréquentent les écoles, ont une épaule plus haute que l'autre. M. Eulenburg dit aussi que 90

pour 100 des déviations de la colonne vertébrale, ne provenant pas de maladies spéciales, se développent pendant le temps d'école. Pour remédier à ces graves inconvénients, il faut avant tout que les bancs aient des dossiers. Le dossier doit être droit et consister seulement en une pièce de bois de 10 centimètres environ de large. S'il est fixé à la hauteur convenable, c'est-à-dire juste au-dessus des hanches, il supporte assez les reins pour rendre facile et commode, même aux enfants les plus délicats, de se tenir tout à fait droits. Le siège doit être assez large pour supporter presque toute la longueur de la cuisse, et sa hauteur doit permettre à la plante des pieds de reposer dans sa position naturelle sur la planche destinée à les soutenir. Le rebord du pupitre doit être perpendiculairement au-dessus de celui du siège, et juste assez haut pour permettre à l'avant-bras de s'y appuyer sans déplacer l'épaule. Je dois ajouter une autre condition qui est d'importance spéciale pour l'œil, c'est que les pupitres aient une inclinaison, pour lire, d'environ 40 degrés ; pour écrire, de 20 degrés. »

Tels sont les vices ou, si l'on veut, les inconvénients du mobilier adopté dans la plupart de nos écoles. Ces critiques sont fondées ; nous avons cru utile de les reproduire telles qu'elles ont été formulées, avec cette précision, cette rigueur, cette netteté que la science emploie dans son langage et qui donnent tant d'autorité à tous ses arrêts. A côté du mal, elle indique le remède, et ce remède

est des plus simples. Depuis longtemps, du reste, la mauvaise disposition des bancs et des tables attirait l'attention de l'administration. Malheureusement les travaux de ce genre étaient confiés par les maires aux ouvriers du pays, gens routiniers, abandonnés du reste à leurs inspirations et à leurs caprices. Il suffirait, pour mettre fin à cet état de choses, d'envoyer aux entrepreneurs des modèles, des types, des instructions détaillées auxquelles ils seraient tenus de se conformer.

Une autre omission que l'administration signale fréquemment, c'est l'absence d'armoires dans les salles de classe. L'école de garçons de Fraisans possède trois armoires, une pour les archives de l'école, une pour les cahiers des élèves, la troisième pour la bibliothèque scolaire. Il serait grandement à désirer que ce ne fût pas une exception. Le maintien de la discipline, l'ordre, la propreté, la bonne tenue sont intéressés à ce que les enfants ne fassent pas faire journellement plusieurs voyages à leurs livres et à leurs cahiers. Il est bon, d'un autre côté, que l'instituteur ait sous la main ses livres, ses notes, ses registres; qu'il soit en état de fournir immédiatement les renseignements qu'on lui demande; il ne faut pas qu'on le voie quitter précipitamment sa classe et courir chez lui, aussitôt qu'il reçoit la visite du maire, du curé, du délégué cantonal ou de l'inspecteur primaire.

Le matériel scolaire proprement dit, servant à l'enseignement, est généralement en bon état dans

la plupart de nos écoles primaires : les tableaux de lecture, les modèles d'écriture, les tableaux noirs ne manquent nulle part. En ce qui concerne la géographie, il y a peu d'écoles qui ne soient dotées des quatre cartes murales indispensables : le département, la France, l'Europe, la Terre : beaucoup même ont des sphères ou des globes. Quant aux reliefs topographiques, quant aux grandes cartes murales muettes sur toile cirée à l'usage du maître, quant aux petites cartes muettes sur toile cirée à l'usage des élèves, ce sont là autant d'objets fort utiles, dont M. Levasseur, dans son rapport à la suite de l'inspection générale de 1871, déplore l'absence dans les écoles Françaises. Nous pensons qu'il suffit de signaler cette lacune pour que nos principales écoles, Champagnole, Saint-Claude, Lons-le-Saunier, Morbier, etc., s'empressent de la combler, Champagnole surtout qui possède de magnifiques cartes, même celle du département, peintes et dessinées sur les murs par les maîtres avec le concours des élèves. Nous trouverions bon également qu'un maître, qui aurait, comme dit Levasseur, l'art de tirer parti des petites choses, eût une boîte de sable et fit lui-même ou fit faire par les élèves une montagne, une chaîne, un col, une île, etc.

On cite des écoles, mais en petit nombre, Morbier, Leschères, par exemple, pourvues de nécessaires métriques. D'autres ont le grand tableau de système métrique par Daléchamp : nous préférons le premier système ; l'image des choses ne

vaut pas la chose même. Nous passons une foule d'objets plus ou moins ingénieux, d'instruments plus ou moins commodes, de procédés pour l'application de méthodes plus ou moins expéditives ; nous n'avons pas grande foi dans leur efficacité ; nous nous contenterons à ce sujet de la réflexion suivante. Il n'est aucun procédé qui dispense l'enfant de se donner la peine d'apprendre. Il faut un effort soit pour comprendre une idée, soit pour fixer une notion dans la mémoire. L'effort peut être réduit, mais non supprimé par certains moyens artificiels. Mais quel grand profit peut-il y avoir à le supprimer ? Un système d'éducation qui parviendrait à faire disparaître l'effort et par suite la fatigue, enlèverait à l'âme tous ses ressorts, toute son énergie, laisserait l'enfant peu préparé pour les luttes qu'il aura à soutenir dans la vie et il y aurait en définitive peu d'espoir à fonder sur une génération ainsi élevée.

Cette réflexion ne s'applique ni aux salles d'asile où il s'agit avant tout d'intéresser l'enfant en lui épargnant la fatigue et l'ennui, ni à l'introduction dans nos écoles primaires de *cet enseignement par l'aspect* dont nos grands éducateurs français, Montaigne, Fleury, J.-J. Rousseau ont les premiers proclamé l'utilité et l'excellence et qui produit de si étonnants résultats en Allemagne et aux Etats-Unis. « Cet enseignement (1) en parlant d'abord aux sens de l'enfant, donne une première satisfac-

(1) M. HIPPEAU, *L'Instruction publique en Allemagne*.

tion à sa curiosité et à son besoin de connaître et le conduit tout naturellement de la vue du monde réel à l'intelligence des idées qu'il exprime. » Nous empruntons au récent ouvrage de M. Hippéau sur l'instruction publique en Allemagne la citation suivante, tirée d'une conférence faite à la Sorbonne par madame Pape-Carpentier sur la méthode des salles d'asile. Il s'agit des leçons de choses organisées à Florence en 1847, dans un établissement fondé par le prince Demidoff.

« De véritables tableaux appendus dans la salle de l'école primaire instruisent les jeunes enfants qui sortent de l'asile, et ils y reçoivent des leçons de dessin, de coupe de pierres et de simple architecture. D'autres ateliers d'imprimerie, de cordonnerie, de soierie et différents états professionnels sont ouverts dans la maison aux enfants sortis de l'asile qui manifestent leur goût pour l'un d'eux. On les a pris presque en naissant et, par une prévoyance ingénieuse, on complète là leur apprentissage. Rien n'est négligé pour qu'ils ne prennent des *êtres*, des *choses*, des *arts* que des idées nettes et exactes, et successivement, sans trouble ni confusion de mémoire.

Ainsi l'on place sous leurs yeux, à mesure qu'ils peuvent les comprendre, les objets des trois règnes de la nature, le végétal, le minéral, l'animal ; on tient ces divers objets dans des armoires séparées ; chaque armoire a son casier, on y voit des épis de blé, d'orge, de froment, des herbages, des légumes, des fruits. On les nomme devant eux, on

les leur montre, on les décrit (aux Etats-Unis on les leur fait décrire, ce qui vaut mieux), ils s'accoutument à les distinguer, à les reconnaître, à les dénommer eux-mêmes et tout de suite. Pareillement des échantillons de pierres, de terres, de plâtres, de marbres, de soufre, de métaux, d'or, de cuivre, de plomb, d'argent, de bitumes, y sont classés dans un ordre méthodique ; on les leur fait toucher, on en dit l'origine, on en explique brièvement la transformation et l'application aux divers usages de la vie.

Il en est de même des animaux empaillés et représentés aux enfants, tels que la nature les a faits, moins la vie. Ils savent leurs noms, leurs mœurs, leurs instincts, leurs manières d'être, leurs qualités, leurs dangers. Aux enfants de l'école primaire, on découvre l'anatomie de l'homme intérieur, la composition des corps, le jeu des organes, leur place, leurs fonctions, leur économie. Les leçons de mécanique complètent leur enseignement. On fait jouer à leurs yeux les rouages des machines. On leur décrit le mécanisme des montres, des moulins, des bateaux à vapeur, des locomotives, des métiers à filer, à tisser, à fabriquer les draps, les toiles, les étoffes. Cela s'enseigne comme par récréation, sans efforts et sans contrainte.

Je crois que l'on ferait bien d'exciter les municipalités, chacune selon ses ressources, à se procurer de pareilles collections des trois règnes de la nature. »

Ces conseils sont restés pour nous sans effet. Ce sont d'autres pays qui les ont mis à profit. Si l'on se refuse à croire à la vérité de cette description, si on la juge embellie et idéalisée, si l'on se retranche dans cette objection banale qu'on est trop porté en France à admirer de confiance ce qui se passe ailleurs, il nous sera facile de citer un autre exemple tiré cette fois de notre propre pays. Notez qu'il ne s'agit ni de grande ville, ni de grosses dépenses, ni de toutes ces conditions d'une réalisation impossible ou même difficile dans notre département. L'école dont il nous reste à parler est située à Morcenx (Landes), station du chemin de fer de Bordeaux à Bayonne. L'école se compose d'un vaste bâtiment en bois, transporté de Bordeaux à Morcenx, et autour duquel, à l'aide de quelques constructions complémentaires, se sont groupées des classes spacieuses, commodés et parfaitement aérées. Les frais d'installation ont été de 35,707 francs. En comptant les traitements donnés aux maîtres et aux maîtresses, outre le logement, la jouissance d'un jardin, le chauffage et l'éclairage, la dépense annuelle est de 5,258 fr. Voici la description que le *Journal officiel* du 18 mai 1873 nous fait de la classe des grands, c'est-à-dire des élèves de treize à quinze ans. « Les grands sont répartis en deux salles. Le plafond de l'une d'elles est un planisphère céleste, offrant les constellations visibles au-dessus de l'horizon. Les murs sont couverts de cartes géographiques et de tableaux relatifs aux diverses fonctions de la

vie, aux animaux, aux végétaux, à la géologie. Quelques instruments bien simples de physique et de cosmographie, quelques modèles de plantes, de pièces anatomiques du docteur Auzoux, des collections de produits chimiques, de zoologie, de botanique, de géologie, de matières utiles dont on explique la préparation et les emplois divers, enfin une série complète des produits du département des Landes, sont renfermés dans des armoires vitrées. Un modèle de machine à vapeur, dont les élèves peuvent démonter et étudier les différentes parties, et un appareil de télégraphie électrique leur donnent les connaissances indispensables à ceux qui seront employés dans les chemins de fer. »

Nous ne connaissons malheureusement rien de semblable dans nos écoles du Jura ; à peine pourrions-nous citer en ce genre un ou deux timides essais.

C'est ainsi qu'à Morbier, par exemple, l'instituteur a réuni lui-même une collection des végétaux les plus utiles à connaître, et a fabriqué, ou fait fabriquer de petits modèles d'instruments, outils ou machines. La dépense ne serait pourtant pas fort considérable. C'est surtout dans les pays d'industrie que l'absence de collections de modèles, de types, d'objets fabriqués, forme une lacune regrettable. Sait-on quels reproches on fait notamment aux ouvriers de Saint-Claude ? on reconnaît qu'ils sont aptes à traiter toutes les parties de leur métier, qu'ils comprennent vite ce qu'on leur enseigne ;

mais comme les bons modèles leur font défaut (1), comme ils sont privés de tout moyen de comparaison, ils pèchent en général par le goût. « Confondant le beau avec le bizarre, on les voit présenter comme des chefs-d'œuvre, des objets dont l'unique mérite consiste dans le temps qu'ils ont pris et la peine qu'ils ont coûtée. Il suffirait aux tourneurs de mieux connaître le dessin pour éviter la plupart de ces méprises. On ne saurait trop leur faciliter cette étude. » N'y aurait-il pas profit à mettre sous les yeux des enfants destinés à devenir des ouvriers, les échantillons des types nouveaux de la fabrique jugés les plus parfaits, les articles les mieux réussis des industries similaires de l'Angleterre et de l'Allemagne ? « Il serait également profitable d'y joindre quelques spécimens bien choisis d'autres industries plastiques qui ne sont pas sans quelque analogie avec les applications locales, par exemple de la céramique, de la poterie de luxe, et aussi de la sculpture mécanique. » Les avances que les municipalités consentiraient à faire ne seraient, en définitive, qu'une semence féconde, une condition de progrès pour l'avenir, un élément de prospérité pour l'industrie locale. N'est-il pas à désirer qu'à Fraisans, à Champagne, etc., les enfants sortant de l'école primaire connaissent déjà, au moins des yeux, les principales productions minérales, qu'ils aient une idée

(1) Voir ce que dit M. Audiganne des ouvriers de Saint-Claude.
(*Revue des Deux-Mondes*.)

des transformations que l'industrie leur fait subir et même des procédés de fabrication employés dans les autres établissements métallurgiques ? Dans les communes agricoles, chaque école devrait être pourvue de tableaux d'histoire naturelle, de collections des végétaux les plus utiles et des plantes vénéneuses les plus communes, d'échantillons de diverses terres, de dessins d'instruments aratoires. On cite dans l'arrondissement de Lavaux une école importante, où, à défaut de jardin et de champ, l'instituteur a formé une collection de graines des plantes susceptibles d'être cultivées dans la contrée. Ces graines sont classées dans des casiers que le maître met souvent sous les yeux et même entre les mains des élèves. Un herbier soigneusement entretenu, comprenant les plantes de grande culture, les plantes potagères et médicinales, permet de donner un caractère pratique à un enseignement qui, sans ces procédés ingénieux, serait purement abstrait (1). C'est ainsi qu'on met à la portée des plus jeunes enfants les données les plus simples, les plus élémentaires, les plus pratiques de la théorie. Dans la grande enquête agricole de 1866, propriétaires et fermiers, dans nos contrées, étaient d'accord pour demander qu'à l'école, l'enfant apprit à aimer la profession de son père. Ce n'est point assez pour cela, on le comprend bien, de recommander à

(1) *Journal du Tarn*, du 20 novembre 1866, cité dans le *Bulletin de l'Instruction publique*.

l'enfant d'aimer son état, il faut le préparer à le mieux comprendre et le mettre à même de le mieux exercer. Pour le reste il suffira, comme le dit M. Louis Reybaud, de se reposer sur le cours naturel des choses, sur cette loi de la nature humaine qui veut qu'on s'attache davantage aux travaux où l'on réussit. (1)

Telles sont les réformes qui nous semblent devoir être proposées. Elles portent, comme on le voit, sur des objets d'une importance secondaire, et leur réalisation n'entraînera pas des frais considérables. Les dépenses que nos populations se sont généreusement imposées pour les constructions de nos maisons d'école sont d'un bon augure pour l'avenir. En fait d'instruction, la condition essentielle du succès, c'est l'argent : c'est une loi que subissent toutes les institutions, toutes les entreprises humaines. Avec de l'argent, on aura des écoles, un matériel, de bons maîtres ; les bonnes méthodes viendront d'elles-mêmes. Nous savons ce que sont les écoles ; nous parlerons plus tard des maîtres. Quant au matériel, il s'améliorera certainement et son appropriation aux exigences nouvelles est un fait qui ne peut manquer de se produire dans un avenir prochain.

Ce qui nous le fait espérer, ce sont les ser-

(1) Les bibliothèques scolaires pourraient rendre d'utiles services. Dans le Jura on comptait en janvier 1873, 335 bibliothèques scolaires comprenant 22,964 volumes, et il y a eu dans le courant de 1872, 25.669 prêts. En 1871 le nombre des volumes était de 21,573, différence 1391 ; le nombre des prêts avait été de 23,241 ; différence 428 en faveur de 1872.

vices rendus à l'instruction publique par ces grandes expositions internationales, qui sont de plus en plus fréquentes et qui deviendront peut-être régulièrement périodiques. Ce qui frappait à Paris en 1867 les esprits attentifs, ce qui aujourd'hui encore, à Vienne, attire leur attention, c'est la tendance de chaque nation à s'approprier les procédés améliorés des autres pays. Quand une idée bonne, féconde, se fait jour quelque part, elle se généralise bien vite et les découvertes se répandent rapidement d'une contrée à l'autre. Prenons pour exemple l'enseignement de la géographie : le matériel servant aujourd'hui à cet enseignement est partout le même. Les inventeurs s'ingénient partout à trouver des procédés qui rendent l'enseignement moins fatigant et plus fructueux, et il se trouve que ces procédés, venus des points les plus éloignés se valent et se ressemblent. A Vienne, les deux expositions françaises, celle du ministère de l'instruction publique et celle de la préfecture de la Seine, ne le cèdent à aucune autre. A en juger d'après les comptes-rendus, la vue des ateliers où la ville de Paris fait fabriquer son matériel scolaire, celle des magasins où sont rangés par ordre tous les objets que l'administration achète en gros pour le distribuer en détail, sont un spectacle intéressant et instructif. S'il y a profit pour nous à savoir ce qui se fait ailleurs, on peut dire que l'étranger, de son côté, ne peut que gagner à connaître les progrès qui se sont accomplis chez-nous. Il y a échange et l'avantage est égal des deux côtés.

III

ÉLÈVES. — OBLIGATION. — GRATUITÉ. — ÉCOLES MIXTES. — INSTITUTEURS.

Le nombre des élèves fréquentant les écoles primaires dans le Jura, atteint pour l'année 1872 le chiffre de 53,744, ainsi que nous l'avons dit déjà, ce chiffre dépasse de 1,407 celui de l'Exercice précédent. Nous savons, d'un autre côté, que dans le courant de la même année 1872, il y a eu 82 enfants de 7 à 13 ans ne fréquentant pas l'école. On en comptait 123 l'année précédente : la différence est de 41 en faveur de 1872.

Le progrès est considérable. D'une part, en se renfermant dans les limites de l'âge normal, c'est-à-dire de 7 à 13 ans, le nombre des écoliers s'est accru de 41 ; de l'autre, en dehors de ces limites, il y a eu une augmentation de 1407 dans le chiffre de la population scolaire, ou plutôt de 1366, si l'on défalque les 41 écoliers âgés de 7 à 13 ans. Nous avons rapproché, à dessein, ces deux faits, et ce rapprochement n'est pas sans intérêt. Il importe de savoir si l'augmentation porte sur les enfants au-dessous de 7 ans, ou sur les jeunes gens âgés de plus de 13 ans. Dans le cas où la balance pencherait en faveur de cette dernière catégorie, ce serait un symptôme excellent et il faudrait se féliciter d'un résultat aussi heureux.

Les chiffres ont certainement leur signification

et si l'on veut leur éloquence, mais il ne faudrait pas en tirer des conséquences exagérées. Ainsi de ce que le nombre des élèves s'accroît, il ne s'ensuit pas nécessairement que la culture des esprits s'accroisse dans les mêmes proportions et que la diffusion de l'instruction réponde aux chiffres que donnent les documents les plus exacts. On fait dire ce que l'on veut aux statistiques. Le lecteur, sous les yeux de qui nous mettons ce nombre de 53,744 élèves, ne voit qu'une réunion d'unités égales ; mais au fond, cette expression abstraite couvre une diversité réelle et des inégalités nombreuses.

Ouvrez vos écoles primaires aux enfants de moins de 6 ans, vous augmentez la population de ces écoles, mais vous abaissez le niveau des études ; vous faites entrer en ligne de compte des nullités et des non-valeurs. Les familles feront sans doute bon accueil à une pareille mesure ; c'est pour elles une trop belle occasion de se décharger d'une surveillance importune pour qu'elles ne la saisissent pas avec empressement. Ces enfants trop jeunes ne sont pas en état de suivre avec fruit les leçons de l'instituteur, ils sont une cause de désordre, un sujet de distraction pour leurs camarades, un ennui pour le maître ; ils ne peuvent qu'entraver l'enseignement et ralentir les progrès.

Les communes pourvues de salles d'asiles sont malheureusement bien peu nombreuses et dans presque toutes les autres, le mal existe plus ou moins.

L'administration universitaire n'ignore pas l'abus et n'en méconnaît pas la gravité ; elle y remédie autant qu'il est en son pouvoir. Dernièrement encore une circulaire envoyée aux instituteurs leur recommandait d'user avec la plus grande réserve de leur droit d'admettre les jeunes enfants dans leurs classes. Nous ne rappelons ces faits que pour bien établir que le nombre des enfants de moins de 6 ou 7 ans inscrits sur les registres matricules, grâce aux mesures de l'administration universitaire et à la création de nouvelles salles d'asile, tend à diminuer plutôt qu'à croître, et que, par conséquent, si les statistiques officielles accusent une augmentation de la population scolaire, cette augmentation provient du fait des jeunes gens âgés de plus de 13 ans.

C'est surtout dans les écoles de la montagne et dans les villages plutôt que dans les villes, plutôt qu'à Morez, plutôt surtout qu'à St-Claude, c'est à St-Laurent, aux Rousses, à Septmoncel, à Lamoura, à St-Lupicin, à Moirans, c'est aussi à Clairvaux, à Orgelet, à Nozeroy, à Champagnole, à Arinthod que se rencontrent en grand nombre les élèves de 14, 15 ou 16 ans. Qui doute que ce ne soient là de puissants éléments de prospérité pour ces écoles et d'excellentes conditions pour l'enseignement ? Ces jeunes gens sont studieux, réfléchis, tous ont le goût de l'étude, tous en sentent le besoin, tous en comprennent l'importance ; chez eux jamais de distraction ni de négligence. Leur présence entretient l'émulation et maintient

le niveau de l'enseignement ; leur application, leur travail stimule le maître, l'oblige à cultiver son esprit par des études particulières, à augmenter ses connaissances, à élargir ses programmes.

Rien ne frappe plus vivement les inspecteurs primaires, venus des différentes régions de la France dans notre département, que l'aspect de ces classes recueillies et silencieuses, de ces visages attentifs, empreints pour l'ordinaire d'une gravité précoce où se lit l'expression des meilleurs sentiments, la connaissance raisonnée du devoir et le respect affectueux du maître.

Ces écoliers qui prolongent ainsi leurs études appartiennent à diverses catégories. On trouve d'abord dans un certain nombre de cantons de la montagne, en dehors de l'arrondissement de Saint-Claude, où l'industrie tend à tout absorber, des aspirants au brevet d'instituteurs, de futurs élèves de l'école normale, des candidats à l'administration des contributions indirectes, des Postes, etc., c'est le petit nombre. On remarque certaines localités qui paraissent être en possession du privilège de remplir les cadres de l'enseignement primaire dans le Jura et qui fournissent même des sujets aux départements voisins. Le village des Petites-Chiettes, où il est assurément peu de familles qui ne comptent ou un prêtre, ou un instituteur, quelquefois un membre de l'Enseignement secondaire, et les communes voisines, Denezières, Uxelles, Saugeot, St-Maurice, sont dans ce cas.

Dans la haute montagne, un grand nombre d'écoliers, fils de cultivateurs ou de fermiers, prendront la profession de leurs pères. Les fermes sont souvent à une grande distance de toute école et durant de longs mois les chemins sont impraticables. Néanmoins il n'existe pas dans cette région d'enfants absolument dépourvus d'instruction. On n'y peut guère fréquenter l'école avant l'âge de 11 ou 12 ans ; mais si on y entre plus tard, on en sort aussi plus tard. Ces enfants sont un des bons éléments de la population scolaire. Ils ont passé leurs premières années dans la solitude des montagnes, sous l'ombre des grandes forêts de sapins : leurs parents qu'ils ont toujours vus aux prises avec une nature ingrate, les ont formés aux rudes labeurs. Ils n'ont pas été en contact avec d'autres enfants de leur âge, ils ne sont par conséquent ni espiègles, ni pétulants, sans mauvais instincts, sans autre habitude que celle du travail. Ce sont des natures naïves, primitives, à qui on ne trouverait rien à reprendre qu'un peu de sauvagerie qui est le fond de leur caractère. Avec de tels élèves, le maître est toujours payé de ses peines, récompensé de ses efforts.

Dans la région purement agricole de la haute montagne, il n'est pas de travaux qui nécessitent l'assistance journalière des enfants. Sur les plateaux les plus élevés, la culture proprement dite n'occupe pas un grand nombre de bras ; les troupeaux pâturent dans de vastes parcours enclos de murs ; ils y errent en liberté durant tout l'été

et on n'éprouve pas le besoin de retirer les enfants de l'école, en masse du moins, pour les garder. Cette circonstance, jointe à ce que pendant l'hiver dans ces contrées ensevelies sous la neige, le trajet des fermes isolées aux écoles est à peu près impossible, explique comment les élèves sont plus nombreux durant la belle saison et c'est en effet ce que l'on constate à Bellefontaine, Bois-d'Amont, Prémanon, Lamoura, Septmoncel et autres communes situées à la même altitude.

L'industrie enfin a exercé par elle-même une influence incontestable sur les progrès de l'instruction et sur la fréquentation des écoles. Depuis longtemps l'industrie n'est plus circonscrite dans l'enceinte des deux villes de Morez et de St-Claude et dans les localités voisines. Il y a bien des années qu'elle a franchi ces limites, et son domaine s'agrandissant chaque jour, on peut dire que présentement toute la région qui s'étend de la Chaux-de-Fonds à Saint-Claude lui appartient, et que là règnent à peu près exclusivement l'enclume, le tour et le poinçon. Les plus jeunes enfants peuvent être employés à ces travaux. On comprend que les familles qui ne trouvent de moyens d'existence que dans un travail incessant, se montrent au plus haut point avares du temps que les enfants peuvent consacrer à leur instruction. L'appât d'un gain si petit qu'il soit sera toujours plus puissant sur certains gens que les considérations morales ou même que les principes de l'intérêt bien entendu. Sous ce rapport on peut dire que l'industrie

a nuï à l'école dans plus d'un centre : toutefois il faut ajouter que ce fâcheux effet se produit seulement dans les familles peu aisées.

Chez les autres il n'en est pas de même, bien loin de là. Aussitôt qu'un chef de famille a quelque aisance, dès qu'il entrevoit la possibilité de donner de l'extension à son commerce, à sa petite fabrication, il n'est pas fâché que ses enfants possèdent une certaine dose de cette instruction dont il a eu plusieurs fois occasion d'apprécier l'utilité et les avantages. Dès lors il retient plus longtemps à l'école ses fils et ses filles.

Toutes ces considérations, croyons-nous, rendent suffisamment compte de la supériorité de l'arrondissement de St-Claude, supériorité qui a frappé M. L. Reybaud et qui se fait jour dans les différents concours établis par les soins de l'administration universitaire. Ces concours ont été fondés en 1866. Le premier prix du département a été acquis à cet arrondissement en 1868, le concours des filles n'existait pas encore. En 1872, 1^{er} prix des filles, en 1873 1^{er} prix des filles et 1^{er} prix des garçons (1). Ce qui distingue en général le jeune

(1) Les sujets de composition donnés aux différents concours supposent des élèves instruits et intelligents. Nous doutons qu'il y ait dans nos lycées beaucoup d'élèves en état de traiter convenablement les sujets suivants, donnés au concours du département le 4 avril 1873 :

Agriculture. — Culture du trèfle des prés, — choix du terrain, — semaille, — soins d'entretien, — récolte, — météorisation des animaux ; manière de la guérir.

Histoire. — Qu'étaient-ce que les Etats généraux sous l'ancienne monarchie ? par qui furent-ils assemblés pour la première fois ? Indi-

montagnard jurassien, c'est une aptitude particulière pour la mécanique. « A personne mieux
« qu'à lui, a dit M. Audiganne, on ne saurait ap-
« pliquer le dicton populaire : Il a le compas
« dans l'œil. Le fait est qu'il possède le sentiment
« inné des proportions. Interrogez-le sur les prin-
« cipes et sur les règles, il les ignore absolument
« et néanmoins il sait les observer dans l'agen-
« cement des pièces de son travail. Les détails
« de l'industrie du pays en fournissent la preuve
« à chaque instant. Leur réputation est incontestée
« sous ce rapport. J'ai eu l'occasion d'entendre
« des juges aussi compétents que désintéressés en
« rendre spontanément témoignage. Dans un
« moment où il était question de remanier les
« circonscriptions de nos trois écoles d'arts et
« métiers de Châlons, Angers et Aix, les chefs
« de l'établissement dont le ressort embrassait le
« département du Jura, ne cachaient point leur
« désir de le conserver sur leur liste comme un
« de ceux qui fournissent les sujets les plus aptes
« aux travaux d'ajustage. »

Celui qui veut se rendre compte de l'infériorité relative des autres régions du Jura découvrira

quer les principaux Etats généraux qui furent convoqués jusqu'en 1789. Dire sommairement quel rôle ils ont joué jusqu'à cette date.

Géographie. — Tracer, sur papier blanc, les contours de la France avec les degrés de longitude et de latitude, s'il se peut. Indiquer, sur les côtes, l'embouchure des principales rivières et les ports les plus importants.

facilement la nature du mal dont souffre chez nous l'instruction primaire. Il est fort répandu, à en juger par les chiffres suivants, empruntés à la *Statistique nouvelle de l'État de l'Instruction primaire en France*, par Charles Robert.

Chez nous, 42 enfants sur cent paraîtraient à l'école de 1 à 6 mois ; 58 la fréquenteraient régulièrement de 7 à 12 mois ; et à ce point de vue notre département n'occuperait en France que le 75^e rang. Aussi chaque année, l'administration universitaire renouvelle ses plaintes à cet égard. Dans les villes, la fréquentation est régulière, les enfants d'artisans ne quittent guère l'école qu'après leur première communion, pour commencer leur apprentissage. Dans la bourgeoisie, on va au collège. Dans la haute montagne, la culture, ainsi que nous l'avons dit, n'occupe que peu de bras. Dans le vignoble, on n'a guère recours aux enfants qu'au moment des vendanges.

Partout ailleurs, dans la plaine, sur les plateaux inférieurs, dans la moyenne montagne, la désertion de l'école commence dès le mois de mars et va croissant de jour en jour, tant qu'enfin le maître, pour emprunter le langage de M. l'Inspecteur d'Académie, se trouve en présence de bancs à peu près vides, sur lesquels apparaissent clairsemés les plus petits d'entre les enfants du village. Cette désertion, on le comprend, a une influence vraiment désastreuse sur les études. Ce que l'enfant a appris pendant l'hiver s'échappe bien vite dès que les beaux jours arrivent. Chaque année, nou-

veau sisyphé, le maître recommence péniblement sa tâche ingrate. Faut-il s'étonner si parfois le découragement le saisit, et si, obligé de tourner et de retourner sans cesse dans le même cercle, il contracte, par la répétition monotone, fastidieuse, des mêmes leçons, ces habitudes somnolentes et routinières que lui reproche l'Administration.

Cette irrégularité a été de tout temps dans les habitudes locales ; c'est un mal aussi ancien que les plus anciennes écoles, tellement enraciné, que les habitants n'en ont pas conscience et ne comprennent pas les plaintes dont il est l'objet. C'est une tradition, une sorte d'institution consacrée par le temps. L'hiver a toujours été considéré comme la seule saison où l'on doit étudier. Même les enfants dont les parents n'attendent aucun service, quittent l'école au printemps. Allez à la campagne, partout vous trouverez de jeunes enfants désœuvrés, et si vous leur demandez pourquoi ils ne vont pas à l'école, ils vous répondront du ton le plus naturel du monde qu'on n'y va plus à dater du printemps. Vous perdriez votre temps à vouloir les convaincre eux et leurs parents ; jamais vous n'amèneriez les familles à rompre avec cet usage absurde, que son ancienneté rend respectable à leurs yeux.

On a fait dans le Doubs le calcul suivant, et à cet égard, le Jura se trouve, croyons-nous, dans des conditions identiques. En moyenne, huit années, de 5 à 13 ans, sont consacrées au cours des études primaires. Au premier abord, ce résultat

semble magnifique. Certes, le niveau de l'instruction serait bien élevé, dirons-nous avec l'inspecteur d'Académie, si ces huit années étaient réelles. Mais la durée de la fréquentation se réduit annuellement à 7 mois $\frac{3}{10}$, ce qui, pour 8 ans, donne une fréquentation de 58 mois $\frac{4}{10}$ ou de quatre ans dix mois. Un enfant qui n'a paru qu'un jour à l'école est compté comme présent pour toute la durée du mois aussi bien que s'il y avait assisté vingt-cinq jours durant. En évaluant à quinze jours par mois la fréquentation réelle, on n'arriverait en moyenne qu'à la moitié de quatre ans dix mois, c'est-à-dire deux ans cinq mois.

Que peut-on raisonnablement attendre d'études faites dans de semblables conditions, coupées à chaque instant, interrompues sur le prétexte le plus frivole, suspendues pendant des mois entiers? L'abus était trop criant pour que l'administration universitaire n'essayât pas d'y porter remède. D'abord elle a largement usé du droit de modifier, sur l'avis des autorités locales, les heures des classes. Une seule condition est exigée, c'est qu'il y ait un temps de repos suffisant entre les deux séances. Les classes s'ouvrent donc après neuf heures du matin et finissent avant trois heures. Une classe plus courte et mieux suivie vaut assurément mieux qu'une classe plus longue mais déserte; et, comme on l'a remarqué, si l'on consacre moins de temps à l'étude, si l'on fait peut-être moins de progrès, du moins on entretient les connaissances acquises et l'œuvre n'est pas à re-

commencer tout à neuf lorsque vient l'époque de la rentrée. On fait en ce sens les concessions les plus grandes aux exigences des familles, et l'on peut arriver tout doucement, ce qui serait bien beau, à déraciner la funeste croyance qu'une école doit être close pendant la belle saison.

D'autres mesures tendant à entretenir l'émulation et par suite à favoriser la fréquentation, ont été essayées chez nous avec plus ou moins de succès, notamment les notes hebdomadaires ou mensuelles, les compositions, le livret de correspondance. Ces moyens sont bons ; pour qu'ils soient efficaces, il faut le concours des familles. C'est avec du tact, de l'esprit de suite, de la fermeté, que le maître triomphera de leur indifférence. De bons esprits ont critiqué les distributions de prix. L'inspecteur d'Académie du Jura disait à ce propos, en 1864 : « Si l'on donne des prix à tous, le prix n'a plus de sens ni de valeur ; si l'on n'en donne qu'à quelques-uns, aux plus méritants, on crée une multitude de petites haines contre le maître, de jalousies aveugles entre les familles. » Ces appréciations ont un grand fond de vérité ; il nous semble aussi qu'il y a quelque exagération. Pour rien au monde nous ne voudrions voir supprimer, dans les communes populeuses, ces solennités dont le moindre effet est de faire sentir aux enfants et aux familles l'importance de l'instruction et le prix qu'on y doit attacher. Ce qu'il faut avant tout, c'est que l'instituteur se tienne invariablement dans une mesure

convenable de bon sens et de justice ; que les prix soient en petit nombre ; qu'ils ne soient accordés qu'au travail, à la fréquentation régulière de la classe. Alors les parents seront fiers des succès de leurs enfants ; l'émulation les fera sortir de leur apathie.

La gratuité absolue, là où elle a été établie, ne semble pas avoir été favorable à la régularité de la fréquentation. Ce système est en décadence ; le rapport de 1864 le constatait expressément. Les enfants inscrits sur les listes de gratuité se font remarquer par leur peu d'assiduité. On fait peu de cas d'une instruction qui ne coûte rien. Au village comme à la ville, la valeur des choses est estimée d'après le prix d'achat. L'abonnement a été mieux apprécié ; il est à noter que cette institution qui d'abord avait été assez mal accueillie par nos populations, fort intelligentes sans doute, mais hostiles à tout changement d'habitudes, est aujourd'hui passée dans nos mœurs. L'abonnement est annuel et le prix en demeure fixé à huit francs. Ce chiffre ne soulève aucune réclamation. Il constitue un avantage sensible pour les familles, puisque la rétribution scolaire est de 1 fr. 50 c. par mois. Au-dessous d'un certain âge, de 10 ans, par exemple, ou même de 11, l'abonnement a produit un très-heureux effet sur la fréquentation. Grâce à cette mesure, on ne voit plus, comme il y a quinze ans, d'école absolument déserte pendant l'été. Les plus jeunes enfants au moins commencent à faire preuve d'une certaine assiduité. Et si

par hasard, au moment où les travaux pressent, où il devient indispensable d'employer tous les bras, quelque faibles qu'ils soient, ils disparaissent des bancs de l'école, ce n'est pas pour longtemps. Viennent un moment de relâche ou de répit, ou simplement une série de jours pluvieux, et la troupe joyeuse qui avait pris si gaiement la clef des champs, se remet avec docilité sous le joug salulaire de la discipline. Cet usage a donc eu pour résultat d'augmenter l'assiduité d'une assez nombreuse catégorie d'écoliers ; nous avons entendu un inspecteur primaire affirmer que près des deux tiers des élèves payants sont abonnés ; il laisse toutefois subsister une partie des inconvénients que nous avons signalés.

L'établissement des concours cantonaux et la création du certificat d'études sont de date trop récente pour qu'il soit possible de formuler un jugement définitif sur leur efficacité. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils ont déjà réalisé quelques-unes des espérances qu'ils avaient fait naître et que certains faits permettent d'en attendre les meilleurs résultats. Nous nous proposons d'insister plus longuement dans la suite sur ce sujet. A tous ces moyens, il convient d'ajouter l'action directe et personnelle du maître. Plus que personne, l'instituteur peut par la persuasion amener les populations à croire que l'administration agit d'une manière conforme à leurs véritables intérêts et à ceux de la jeunesse. S'il est secondé par le curé, s'il est lui-même entouré de la considération

générale, il sera en état de combattre le mal avec succès. N'a-t-on pas vu en effet, pendant l'été, des écoles peuplées à côté d'écoles désertes ? C'est que le maître avait su persuader ; il avait obtenu par l'influence morale ce que, dans l'état actuel de notre législation, il est impossible d'imposer par le règlement. Le règlement, c'est-à-dire l'obligation, voilà le grand mot ! pourrions-nous dire que c'est aussi le grand remède ?

L'enseignement obligatoire est en ce moment l'objet des plus vives controverses. Dans cette discussion, les imaginations se sont donné carrière ; on a, comme toujours en France, négligé le côté pratique, on a refusé d'entendre la voix des hommes spéciaux, des gens du métier ; on s'est perdu dans la métaphysique, dans la haute politique, dans les développements oratoires ; les passions sont intervenues et, une fois sur cette pente, les esprits n'arrivent pas facilement à s'entendre. Les uns s'indignent de l'atteinte portée à l'autorité paternelle ; au nom de la morale, ils revendiquent le droit de vouer leurs enfants à l'ignorance, bien résolus à ne jamais user de ce droit pour leur propre compte : suivant eux, on ne saurait trop protéger l'autorité du père qui néglige son enfant, *le laisse vagabonder et mendier*, on ne saurait trop sauvegarder l'intérêt du père qui exploite son enfant et le *tient à la tâche pour faire des journées de huit à dix heures*. Les autres se rangeant sous une bannière suspecte, obéissant on ne sait trop à quel mot d'ordre, n'hésitent pas à

enlever aux familles le droit naturel de diriger comme elles l'entendent l'éducation de leurs enfants, à donner à l'Etat un pouvoir exorbitant qui alarme les consciences et menace l'intérêt social. Entre ces deux points de vue si tranchés, si absolus, peut-être ne serait-il pas impossible de trouver un moyen terme. Tout d'abord, n'allons pas croire qu'il suffise de décréter l'obligation pour opérer une transformation immédiate du pays. Ce n'est point par une disposition législative qu'on modifie du jour au lendemain les habitudes d'une nation. Voyez plutôt l'Espagne : qu'a produit l'obligation dans ce pays ? rien, absolument rien. Depuis la révolution accomplie en Espagne (1), plus de quatorze mille communes rurales ont profité de leur autonomie pour fermer leurs écoles primaires. Ceux qui veulent se rendre compte de l'existence de l'obligation en Allemagne se croient obligés de remonter au seizième siècle, pour en trouver l'origine et la raison d'être (2).

(1) Voir *Journal des Débats*, 6 juillet 1878.

(2) Nous avons l'intime conviction qu'on a beaucoup surfait le degré de culture intellectuelle des Allemands ; ceux que nous avons vus dans nos pays, nous ne parlons pas des officiers, savaient peut-être lire, écrire et compter, mais rien au-delà. Pendant la durée de l'occupation, j'ai été en contact forcé avec près de trente soldats poméraniens, que j'ai eu à loger à diverses reprises. J'ai pu les voir de près : un seul était muni d'une assez mauvaise carte et savait s'en servir. J'ai mis à leur disposition quelques livres allemands. Un seul en a profité : il a lu *Verther*, dont il n'avait pas entendu parler jusqu'alors et cette lecture l'a médiocrement intéressé. Pas un ne savait ce que c'était que Goethe ; aucune notion du Jura ; idée vague de Lyon, dont ils s'entretenaient entre eux, comme d'une place forte

Aux Etats-Unis, le pays était neuf, sans passé, sans tradition : la loi a pu rendre l'enseignement obligatoire sans doute ; mais ce qu'on ne dit pas, c'est que, en dépit des mesures prises pour diminuer le nombre des absences et des lois mêmes qui obligent les parents, sous des peines sévères, à remplir, à l'égard de leurs fils et de leurs filles, le premier et le plus important de leurs devoirs, le mal prend parfois des proportions alarmantes. On lit dans le dernier rapport du comité de l'Etat du Connecticut, publié en 1868 : « Le nombre des

dont ils auraient peut-être à faire le siège ; ils ignoraient le nom de Lons-le-Saunier et m'ont prié mainte et mainte fois de le leur écrire. Ils ne savaient pas se servir du dictionnaire ; et, pour citer un fait caractéristique, un jour que j'étais en conversation avec quatre d'entre eux, dont un caporal, pas un ne put trouver le mot allemand *ganz*, oie, au singulier, parce que, l'employant au pluriel, ils le prononçaient *gense* ; et ils furent tous surpris quand je le leur montrai.

Après tout, quoiqu'il en soit de la supériorité militaire des Allemands et de leur prétendue supériorité intellectuelle, ce sont des avantages qu'ils paient fort cher. L'existence d'un Allemand n'a rien d'enviable assurément pour un Français. Chez eux, dit M. Reybaud, les écoles et les casernes tendent à supprimer de la vie d'un homme ce qu'elle a de facultatif pour y multiplier ce qu'elle a d'obligatoire. « Suivons en effet le Prussien, en d'autres termes l'Allemand, et voyons jusqu'à quel point il s'appartient. A six ou sept ans, de gré ou de force, l'école le prend et ne le lâche plus qu'à quinze. A peine a-t-il respiré librement pendant un petit nombre d'années, qu'un second engrenage le saisit, c'est le service dans l'armée. Ce service comporte pour l'individu quelques facilités d'option ; mais il ne le conduira pas moins de l'armée active à la réserve, et de la réserve aux diverses catégories de la landwehr et de la landsturm. Les années s'écoulant, les noms et les uniformes changent, mais à tout degré l'assujettissement persiste ; l'Allemand arrive ainsi presque aux confins de la vie, toujours dans les mains de l'Etat et debout au premier roulement du tambour. »

Voir la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1873.

enfants de 4 à 16 ans a été, en 1868, de 123,650, sur lesquels 80,148 ont été inscrits pour les écoles d'hiver et 93,000 pour les écoles d'été. Or, le nombre moyen des élèves, ayant suivi régulièrement les classes n'a été que de 57,117 pendant l'hiver et de 52,299 pendant l'été. Plus de la moitié des enfants ayant l'âge requis pour leur admission aux écoles ne les ont pas fréquentées. » Nous n'avons pas dans le Jura l'enseignement obligatoire, mais notre situation est meilleure et les enfants y vont aux écoles. On ne trouvera certainement pas un pays où l'obligation soit entrée dans les mœurs, subitement, brusquement, sans que le terrain fût préparé, sans que, de longue date, les esprits fussent disposés à l'accepter. Pourrait-on raisonnablement songer par exemple à imposer l'obligation dans les régions du centre de la France, dans certains départements du Midi et de l'ouest ? Cette réforme aurait-elle quelque chance d'y être acceptée ? La loi, bien certainement, n'y aurait aucune efficacité et il est toujours d'un fâcheux exemple de ne pas respecter la loi. Mais dans l'est, l'obligation répondrait aux vœux des populations et elle est réclamée par le corps enseignant lui-même.

Pourquoi ne pas s'en remettre aux autorités départementales, aux conseils généraux du soin de provoquer, d'assurer, partout où ils jugeraient opportun de le faire, la mise en vigueur du système de l'obligation ? Ce serait l'affaire de nos hommes d'Etat de voir si la décentralisation ainsi

entendue serait contraire à l'intérêt général (1). Ce qu'il y a de certain, c'est que l'obligation chez nous ne pourrait manquer de produire d'excellents effets. La mesure s'appliquerait tout d'abord aux quelques chefs de famille qui, dans nos centres industriels, notamment à Morez et à Saint-Claude, mus par un sentiment de coupable égoïsme, ne

(1) Un grand ministre, philosophe éminent, Victor Cousin, a exposé dans son fameux rapport sur l'état de l'instruction publique en France, en 1833, des idées décentralisatrices dont la réalisation semblerait un grand bien pour l'instruction primaire.

« Loin de craindre de donner de trop larges attributions aux pouvoirs provinciaux, je voudrais, sur tout ce qui n'est pas politique, leur abandonner mille choses que l'on fait mal au centre, parce qu'elles ne tiennent point à la vraie centralisation, qui doit être essentiellement politique; et puis les hommes ne s'intéressent qu'aux choses où ils ont de l'influence, et l'on ne prend de la peine qu'à la commission d'avoir eu recours à leur autorité. Enfin je considère les conseils provinciaux avec de fortes attributions, comme d'utiles premières de députés, comme des fabriques d'hommes d'Etat, et les hommes politiques ne se forment que dans le maniement d'affaires un peu importantes. Selon moi, l'instruction primaire doit être en grande partie confiée à ces conseils. »

Que les autorités locales, conseils municipaux et généraux aient une part à la gestion des dépenses qu'ils ont votées et le droit d'intervenir dans la surveillance de l'instruction primaire. Les questions relatives à l'obligation et à la gratuité entreraient parfaitement dans leurs attributions. Pourquoi même leur refuserait-on une certaine initiative dans l'organisation de l'enseignement, dans le choix des programmes, dans l'appropriation de ces programmes aux besoins de l'agriculture et de l'industrie et aux vœux des populations? Et si, dans les contrées voisines, en Suisse par exemple, il est avéré que l'enseignement répond mieux, que chez nous, aux besoins locaux, pourquoi le conseil général n'aurait-il pas le droit, à ses risques et périls et de sa propre initiative, de s'enquérir de ce qui s'y passe, de la manière dont on satisfait à ces besoins, et pourquoi ne pourrait-il ensuite introduire, dans les écoles du département les réformes dont la nécessité et l'opportunité lui seraient démontrées?

voient dans leurs enfants qu'une source de revenus. Elle aurait pour résultat, dans les communes rurales, de faire disparaître cette grande plaie de l'instruction primaire dans le Jura, la désertion des écoles pendant la belle saison. Sans l'assiduité des élèves, la direction de l'enseignement se trouve condamnée « à des oscillations perpétuelles, parfois même à de brusques retours en arrière qui troublent, quand ils ne l'arrêtent pas, la progression régulière des exercices. » L'obligation seule permettrait de répartir les enfants entre différents cours, de les classer d'après le degré régulièrement constaté de leur force et de leur intelligence, de les conduire, sans hâte mal entendue, avec méthode et persévérance, par une voie sûre, progressive, jusqu'au couronnement de leurs études.

C'est ici, nous en convenons, qu'il conviendrait surtout d'user de ménagements. Exiger par une loi avec la sanction d'une pénalité quelconque l'assiduité absolue à deux séances par jour de tous les enfants de 7 à 13 ans serait une mesure désastreuse pour nos campagnes. Chez nous, au moment des grands travaux, un enfant de 13 ans peut rendre d'importants services, et il serait déraisonnable de priver nos cultivateurs d'un auxiliaire aussi utile. Du reste, les enfants ne perdraient-ils point le goût et l'aptitude pour les travaux des champs, au milieu desquels ils sont naturellement disposés à passer leur vie, et l'école ne tournerait-elle pas alors au détriment de la société au lieu de lui être utile ? Aussi nous

semble-t-il bien difficile d'imposer l'obligation au-dessus d'une certaine limite d'âge bien inférieure à 13 ans. Au-dessus de dix ans il serait rigoureux d'exiger deux séances par jour, et même conviendrait-il de laisser aux autorités locales le droit d'accorder dans la plus large mesure toutes les dispenses d'assiduité que pourraient réclamer les circonstances et la situation particulière des familles. A ces conditions et sous ces réserves, l'enseignement pourrait être rendu obligatoire, et cette mesure ainsi comprise ne froisserait pas les intérêts et ne soulèverait pas d'objection.

Beaucoup de personnes paraissent croire que l'obligation est impossible sans la gratuité. « C'est une erreur, disait le ministre de l'instruction publique dans le projet de loi sur l'instruction primaire du 15 décembre 1871. L'obligation existe en Prusse, où la gratuité absolue n'existe pas. Il n'y a aucune injustice à faire payer un service rendu ; il n'y en a même pas à exiger le paiement d'un impôt. Si le père a de l'argent, on le contraint de payer les mois d'école, comme on le contraint de payer le port de la lettre qu'il met à la poste ; mais, s'il est misérable, il faudra que l'école soit gratuite pour lui, et elle le sera.... La gratuité absolue est impossible par cette unique raison qu'elle exigerait un sacrifice au dessus de nos forces. L'argent qu'il faudrait, nous ne l'avons pas. Nous ne pouvons, en ce moment, le demander ni à l'impôt, ni à l'emprunt. Il nous est impossible d'ajouter trente millions au budget de

l'instruction primaire, et trente millions ne suffiraient pas, si nous les avions. Le produit de la rétribution scolaire était de 22 millions au dernier recensement. Même, si nous étions dans une situation à pouvoir voter dès aujourd'hui 22 millions d'augmentation, il serait sage de ne pas le faire, et de réserver nos ressources pour les dépenses plus urgentes. » Ces déclarations sont catégoriques ; rien ne s'oppose à ce que l'instruction soit obligatoire, si le gouvernement juge la mesure utile ou opportune ; mais la situation financière du pays lui interdit d'établir la gratuité.

La loi donne aux communes le droit d'établir avec leurs ressources propres, la gratuité chez elles ; et, dans les communes qui ne l'établissent pas, elle ouvre l'école sans rétribution à tous les enfants hors d'état de la payer. Or, voici qu'elle est, à ce double point de vue, la situation dans le Jura. Sur 982 écoles que possède notre département, 236 sont gratuites, et sur une population totale de 53,744 élèves, on compte 26,531 payants, et 27,213 gratuits, ce dernier nombre dépassant le premier de 682. En 1871, alors que le nombre des écoles gratuites était de 213, on comptait 14,489 élèves reçus dans ces écoles. Nous pouvons, sans nous écarter beaucoup de la vérité, estimer à 15 mille, nombre rond, la population actuelle des écoles gratuites. Si nous retranchons ces 15 mille élèves, de 27,211 représentant le nombre total des élèves gratuits, nous aurons un

total d'environ 12,200 inscriptions sur les listes de gratuité. Le nombre relativement considérable des écoles gratuites nous touche peu et nous ne désirons nullement qu'il s'accroisse. Ces écoles appartiennent surtout aux villes, aux communes de la plaine ou du vignoble ; et nous ne pensons point que ce soit là que l'on trouve les classes les mieux fréquentées et le niveau d'instruction le plus élevé. Dans la montagne, l'opinion publique est généralement défavorable au système de la gratuité absolue.

Comme les dépenses résultant de la gratuité sont à la charge des communes, il semble au premier abord qu'il n'y ait pas d'objection à faire à l'emploi qu'elles donnent à leurs propres revenus. Les familles certes ne sont point fâchées que leurs enfants reçoivent gratuitement l'instruction ; les sommes allouées à cet objet disparaissent en quelque sorte dans l'ensemble du budget communal. D'un autre côté les municipalités sont assez favorables à une mesure qui ne peut qu'accroître leur popularité. Mais à bien considérer les choses, l'emploi de ces fonds pourrait être plus intelligent : avec le produit de la rétribution scolaire on fournirait des livres aux indigents, on pourvoirait l'école d'un mobilier scolaire plus convenable, ce qui rendrait l'enseignement plus fructueux ; c'est sur ces points surtout que devrait se porter l'attention des communes. Quant aux listes de gratuité, elles sont dressées soigneusement : la gratuité est accordée avec discernement, et elle est

étendue à toutes les familles hors d'état de payer la rétribution. Il n'y a pas de réclamation à cet égard et nous avons, en 1872, 1304 élèves gratuits de plus qu'en 1871.

Nous avons cru qu'il ne serait pas sans intérêt d'avoir, sur les avantages ou les inconvénients de la gratuité, l'opinion de l'autorité scolaire. L'inspecteur d'Académie du Jura disait en 1864 : « La gratuité absolue produit généralement des effets fâcheux ; les élèves sont moins assidus que dans les écoles payantes. » Trois communes, Colonne, Aresche, Barretaine, rétablissaient alors la rétribution scolaire. Suivant l'inspecteur d'Académie du Doubs, l'unanimité presque complète de tous les témoignages prouve que la rétribution scolaire n'est pas un obstacle à la fréquentation des classes. Voici la comparaison établie par ce fonctionnaire entre les écoles payantes et les écoles gratuites de son département. La durée moyenne de la fréquentation était dans les arrondissements de Baume-les-Dames, Montbéliard, Pontarlier, de 7 mois 5 jours, 8 mois un jour, 7 mois pour les écoles payantes, de 6 mois 9 jours, 7 mois 6 jours, 6 mois 8 jours pour les écoles gratuites. Dans l'arrondissement de Besançon, le résultat n'était plus le même, parce que les écoles de la ville qui réunissent 1438 garçons, les admettent gratuitement, et, dans les villes, les enfants suivent les classes, gratuites ou non, pendant toute l'année. Dans la Haute-Saône, la principale cause de l'irrégularité est la gratuité. Presque toutes les écoles payantes

sont fréquentées assez régulièrement, excepté par les élèves auxquels la gratuité est assurée, tandis que la plupart des écoles complètement gratuites sont presque entièrement désertes en été, et très-irrégulièrement suivies en hiver. Et, nous le répétons, dans tous les départements, les inspecteurs d'Académie tiennent le même langage.

L'établissement de la gratuité donne lieu à un autre genre d'abus dont souffre particulièrement le trésor, et qui, il y a trois ans, 9 août 1870, a provoqué des plaintes fort vives mais légitimes de la part du ministre. En cas d'insuffisance de leurs revenus ordinaires et des trois centimes spéciaux, les communes qui veulent la gratuité sont tenues de voter une imposition extraordinaire de 4 centimes, et ce n'est qu'après épuisement de ces ressources, qu'une subvention peut leur être accordée. Voici comment elles s'y prennent pour éluder la loi. Tantôt elles établissent la gratuité dans les écoles du chef-lieu et maintiennent la rétribution scolaire dans les écoles du hameau ou réciproquement ; non seulement elles ne votent pas alors les 4 centimes, mais elles appliquent leurs revenus ordinaires à l'entretien des écoles gratuites et laissent à la charge de l'état les écoles payantes. Tantôt elles n'affectent à la gratuité que les 3 centimes spéciaux et les 4 centimes extraordinaires, et consacrent leurs revenus aux autres services municipaux. Plus souvent, elles dissimulent la gratuité absolue en maintenant à l'école un, deux ou trois élèves payants. Nous pourrions

citer une commune du canton de Saint-Julien, pourvue de deux écoles spéciales, où la rétribution scolaire pour l'école des garçons produit la somme de 40 francs, prix de l'abonnement de deux élèves, et l'école est subventionnée. Il nous semble qu'il y a là une tendance regrettable, et un mépris formel de la loi.

Chaque année, les états de situation rédigés par MM. les inspecteurs primaires, donnent pour chaque commune le nombre des enfants de 7 à 13 ans qui n'ont pas fréquenté l'école. Au mois de janvier dernier ils donnaient les chiffres suivants :

Dole	2
Lons-le-Saunier	9
Poligny	22
Saint-Claude	49
Total	<u>82</u>

Dans l'arrondissement de Saint-Claude et dans les cantons montagneux de celui de Poligny, un certain nombre de jeunes enfants ne peuvent se rendre à l'école à cause de la distance et de la longueur des hivers. Nous savons qu'ils prolongent en général leurs années d'études et qu'ils sont loin d'être les plus ignorants de nos écoliers. D'un autre côté, un enfant peut avoir été malade, il peut être retenu à la maison pour les soins à donner à sa mère malade elle-même, et au printemps on l'aura occupé aux travaux des champs : il n'est pas pour cela irrévocablement condamné à l'ignorance. Un autre, arrivé à l'âge de 12 ans,

quitte l'école pour apprendre un métier ; s'il l'a fréquentée jusque-là, il ne peut être classé parmi les ignorants. Il n'y a qu'un moyen de connaître le nombre des enfants qui ne profitent pas de l'enseignement primaire, c'est de les prendre à l'âge de 13 ans, limite légale de la fréquentation ordinaire des écoles.

Nous donnons le résultat d'un travail statistique fait avec soin sur la demande de l'autorité supérieure pour constater le degré d'instruction des enfants nés en 1857, ayant accompli par conséquent, leur treizième année. Le nombre des enfants nés en 1857 dans le département, était de 3,496 garçons et de 3,384 filles. 906 garçons et 795 filles étaient décédés. On n'avait pas pu vérifier le degré d'instruction de 870 enfants. 243 garçons et 320 filles savaient lire et écrire. 799 garçons et 749 filles savaient en outre le calcul et l'orthographe. 320 garçons et 230 filles possédaient une ou plusieurs des matières facultatives. Enfin on comptait 42 illettrés dont 16 garçons et 26 filles. L'ignorance de ces 42 illettrés était attribuée, pour 5, à l'emploi des enfants aux travaux des champs, par suite de la pauvreté des parents ; pour 14, aux infirmités des enfants eux-mêmes ; pour 23 à l'indifférence des familles. En ne tenant pas compte des 14 enfants infirmes, on arrivait au résultat définitif suivant : un illettré sur 92 enfants.

C'est là un résultat satisfaisant sans doute, mais qui ne constitue pas, disait M. le préfet, un progrès

réel. « L'indifférence sans doute, et la cupidité de certaines familles sont pour beaucoup dans la non-fréquentation des cours ; mais il faut reconnaître aussi que les municipalités, les maîtres eux-mêmes encourent une partie de la responsabilité de cet état de choses. » Nous savons qu'il y a progrès depuis cette époque. Nous ne pouvons donner aucun chiffre officiel.

On s'occupe en ce moment de faire le même travail pour les années 1871 et 1872. Il sera intéressant de connaître le résultat des mesures qui ont dû être prises pour améliorer une situation relativement bonne. A cet égard, nous n'avons certes rien à envier aux autres départements. S'il faut en croire les tableaux de statistique qui accompagnent la brochure publiée par le groupe havrais de la ligue de l'enseignement, notre département occuperait le 2^{me} rang. Sur cent enfants de tout âge ayant quitté définitivement l'école en 1865 pour n'y plus rentrer, on comptait :

Ne sachant rien, 1 enfant ; sachant lire seulement, 2 ; sachant lire et écrire, 7 ; sachant lire, écrire et compter, 60 , sachant quelque chose de plus, 30. A ces différents titres, nous occupions le 2^{me} rang, et nous venions après le Bas-Rhin ; venaient ensuite la Meurthe, la Meuse ; le Doubs était le 48^{me} sur la liste et la Haute-Saône le 62^{me}.

Nous pouvons donc le dire avec M. l'inspecteur d'Académie, le nombre des illettrés est insignifiant. « Mais ce n'est pas assez de savoir lire et écrire, il faudrait que la jeunesse des campagnes

sût quelque chose de plus et surtout qu'on lui apprit à penser. » Et d'abord, comment lit-on au sortir de l'école ? « On crie au lieu de parler ; on fait des liaisons ridicules de pédantisme ; on débite les morceaux qui demanderaient le plus de sentiment sur un ton uniforme, que varient de la façon la plus ennuyeuse comme la plus insignifiante des chutes de voix se reproduisant à la fin de toutes les phrases. » Quant à comprendre soi-même ce qu'on lit, quant à le faire comprendre aux auditeurs, soit par des pauses convenablement placées, soit par une prononciation nette et bien accentuée, on n'y songe pas.

Or que peuvent savoir à vingt ans les jeunes gens sortis de nos écoles primaires ? Nous ne parlons pas des villes : là nous trouvons une population d'ouvriers occupés à un art où l'instruction vient en aide, des commerçants, de petits employés ; tous augmentent par la pratique et par la lecture le savoir qu'ils ont acquis à l'école. Il en est de même à certains égards dans le vignoble ; la population y est plus dense qu'ailleurs ; les villages sont populeux, ce sont presque de petites villes : le vigneron a des loisirs pendant l'hiver, et il est quelque peu négociant. Nous faisons également une exception pour la haute montagne : le climat, les habitudes locales, l'industrie, le commerce, sont autant de circonstances favorables à l'instruction des habitants. Mais, dans les autres parties du département, que reste-t-il le plus souvent des notions de grammaire, d'histoire,

de géographie, que l'on a reçues à l'école ? On lit de temps à autre une lettre de famille, le livre de prières qu'on porte à l'église, quelquefois peut-être un journal ou un almanach. Il est rare qu'on ait à écrire quelques mots, à faire un petit calcul ; c'est une besogne pénible, un travail qu'on évite le plus possible. Loin de se perfectionner, on s'atrophie par défaut d'exercice. Aussi les résultats annuels du recrutement, publiés par l'administration militaire, cessent de nous être aussi favorables. Après avoir occupé le 5^{me} rang et l'avoir gardé de 1827 à 1846, nous descendons au 6^{me} de 1847 à 1861, au 7^{me} de 1862 à 1866, au 8^{me} de 1866 à 1868, au 9^{me} en 1869. D'après le recensement de 1866, et relativement au nombre des époux qui ont signé leur acte de mariage, notre département est classé le 8^{me}, il n'est que le 12^{me} pour le nombre des épouses qui ont signé ce même acte.

On conteste quelquefois la valeur de ces renseignements et la signification que l'on attribue à ces chiffres. La population diminue sensiblement dans notre pays : ceux qui émigrent sont instruits ; les ouvriers que nos industries locales, celle des fers notamment, attirent chez nous, sont illettrés. Il en résulte un mouvement qui ne nous est pas favorable ; mais, de quelque manière que l'on s'y prenne, on aura toujours de la peine à expliquer un écart aussi considérable.

La population scolaire ne se partage pas également entre les écoles publiques et les écoles libres.

D'abord il y a une disproportion assez forte entre le nombre des garçons et celui des filles. Sur 53,744 élèves, on compte 28,301 garçons et 24,572 filles. Des garçons, 27,172 fréquentent les écoles publiques, et 1,129 les écoles libres. Les écoles publiques ont 22,476 filles, et les écoles libres 2,096. Sur les 1,407 nouveaux élèves de cette année, 429 sont allés aux écoles libres, et 978 aux écoles publiques. Dans les campagnes, les écoles libres ne peuvent prospérer. Ces écoles offrent moins d'avantages ou de garanties aux communes. Les rares écoles libres de garçons qui soient quelque peu florissantes sont dans des petites villes comme celles de Salins et de Saint-Amour, ou doivent leur prospérité à certaines circonstances particulières comme celle de Saint-Laurent. Quant aux écoles de filles, la bourgeoisie aisée en général ne veut point de ces écoles publiques, où les enfants de toutes les conditions viennent s'asseoir sur les mêmes bancs et participer à une éducation commune. Cette sorte de faiblesse aristocratique, si répandue chez nous, explique pourquoi dans les écoles libres, le nombre des filles est si supérieur à celui des garçons.

On compte dans notre département 794 écoles laïques et 102 congréganistes ; la proportion est de 4 à 8.

Les écoles laïques se divisent ainsi :

291 écoles spéciales, garçons.

209 écoles spéciales, filles.

295 écoles mixtes.

Les écoles congréganistes comptent :

89 écoles de filles.

12 écoles de garçons.

1 école mixte.

Les écoles laïques ont 60,374 élèves des deux sexes ; les congréganistes en ont 9,274, ce qui donne 50 pour la moyenne des écoles laïques et 89 pour celle des écoles congréganistes. Les écoles congréganistes existent surtout dans les centres populeux : le maintien de la discipline en général y exige plus d'efforts et d'énergie, et y coûte plus de peine ; mais par compensation, il y a moins d'éléments divers dans la même classe ; dans la plupart des communes rurales, chaque école n'a qu'un instituteur ; un seul maître pourvoit à tous les besoins. Chez nous, comme dans tous les autres départements, le nombre des écoles congréganistes de filles est bien plus considérable que celui des écoles de garçons. D'après M. Charles Robert, sur cent garçons dans le Jura, 11 appartiennent aux écoles congréganistes, tandis que pour les filles, la proportion serait de 44 pour cent. Nous reproduisons ce renseignement sans y attacher beaucoup de valeur, parce qu'il peut intéresser quelques personnes. Cette proportion est faible relativement. Voici l'indication des départements où elle est encore moins élevée que chez nous :

Seine,	29 sur cent.
Savoie,	34
Charente,	34

Pyrénées-Orientales,	35
Creuse,	39
Hautes-Pyrénées,	40
Lozère,	42

La proportion la plus forte est celle que l'on trouve dans la Haute-Loire où elle atteint le chiffre de 96. Cette situation provient de ce que, en France, le recrutement des institutrices laïques rencontre bien des difficultés. La France ne possède que 9 écoles normales d'institutrices dont 4 sont dirigées par des laïques ; les salaires sont modestes, la besogne est rude, ingrate, et la perspective d'une existence vouée à l'isolement au fond d'un village, sans grand espoir d'avancement, est loin d'être séduisante (1). Il y a de la place cependant pour tous et aucun dévouement n'est à repousser. Il se passera longtemps avant que la France ne soit pourvue d'un nombre suffisant d'institutrices, laïques ou non. En 1864, on comptait encore 18,147 écoles mixtes, dont 2,740 seulement étaient tenues par des institutrices ; 360 mille filles les fréquentaient. On peut juger par ces chiffres du nombre considérable d'institutrices que réclament les besoins du pays et aussi du

(1) Sur 12,766 écoles de filles, il y a 7,861 écoles congréganistes (en 1864) et 5,905 écoles laïques. La proportion est toute différente pour les garçons. Sur 37,874 écoles publiques, 34,873 sont laïques et 3,001 congréganistes. Si nous comptons les écoles privées, nous trouvons qu'il n'y a dans toute la France que 2,553 écoles privées pour les garçons, savoir 3,023 laïques et 530 congréganistes, tandis qu'il y a 12,826 écoles privées pour les filles, dont 5,630 dirigées par des religieuses. (*Revue des Deux-Mondes*, 1864.)

nombre d'écoles spéciales de filles dont la création est indispensable.

Les écoles mixtes ne sont pas en faveur dans le Jura. Le nombre de ces écoles est pourtant encore assez considérable; on en compte 295. La loi n'impose aux communes l'obligation de créer une école spéciale de filles que lorsque la population est au moins de cinq cents âmes. Quelque bien installées que puissent être ces écoles mixtes, lisons-nous dans le rapport du préfet, ces institutions n'ont qu'un caractère transitoire. On n'épargnera rien pour les faire disparaître de notre système d'enseignement. Le but à atteindre, l'idéal à réaliser, serait la création d'écoles spéciales de filles dans toutes les communes indistinctement où la chose serait possible. Le Jura a fait beaucoup dans cet ordre d'idées, puisque 123 communes, ayant moins de cinq cents âmes, possèdent des classes spéciales de filles. Il est bon de rappeler qu'il ne reste que trois localités où les prescriptions de la loi n'aient pu être exécutées. M. le préfet exprime l'espoir que la loi soumise actuellement aux délibérations de l'Assemblée nationale permettra d'accorder les subventions de l'Etat à toute commune quelle que soit sa population qui consentirait à organiser une école de filles. Une partie des ressources destinées à cette amélioration serait toute trouvée. La nomination dans chaque école mixte d'une femme chargée de la direction des travaux de couture n'a jusqu'ici donné que des résultats insignifiants, pour ne pas dire

nuls. Pourquoi ne pas consacrer au traitement d'une institutrice spéciale la somme allouée à ces directrices ? Il resterait, il est vrai, la question des locaux, l'installation matérielle de la nouvelle classe ; mais cette question serait facile à résoudre dans un département où les populations, avides d'instruction, ne reculent devant aucun sacrifice pour faciliter la diffusion de l'enseignement.

Rien de mieux assurément. Mais il est une limite à laquelle on sera toujours forcé de s'arrêter. Les communes du département du Jura ont en général une faible population ; beaucoup n'ont que des ressources peu étendues. Quelques mesures que l'on se décide à prendre, il faut s'attendre à avoir longtemps encore des écoles où les deux sexes se trouveront réunis. Peut-être y a-t-il quelque exagération dans la manière de voir de l'administration ; le langage du préfet, le procès-verbal de la séance du conseil général nous semblent porter la trace de quelque sentiment excessif d'appréhension ou de défiance à l'égard des écoles mixtes.

On a beaucoup et longuement discuté sur les inconvénients de ce système d'écoles. L'enquête de 1864, les rapports des inspecteurs d'Académie, l'exemple de quelques nations qui ont adopté ce système et en ont poussé l'application jusqu'à ses dernières limites, tout nous prouve que cette question est loin d'être résolue, qu'elle peut être envisagée de bien des manières, et donner lieu à

des appréciations fort diverses. Voici la conclusion à laquelle nous nous arrêterions le plus volontiers. En principe et à un point de vue général, la spécialité des classes est préférable ; mais, dans les petites localités, la suppression des écoles mixtes n'a aucun caractère d'urgence et n'est même pas toujours désirable. Il convient d'agir sans précipitation. Peut-être même avant de songer à la création d'une école spéciale de filles, faudrait-il exiger tout d'abord, et avec la plus grande rigueur, que la commune eût un local convenable pour la tenue d'une école avec un mobilier scolaire complet ; c'est là une condition indispensable de succès pour l'enseignement, et peut-être est-on trop porté à n'en pas tenir assez de compte. Il faut aussi que la population de la commune dépasse un chiffre inférieur, si l'on veut, au chiffre légal, mais qui assure pourtant à l'école de filles un nombre raisonnable d'élèves. Il nous paraîtrait difficile d'admettre qu'au-dessous de trois cents âmes la spécialité des écoles fût avantageuse. Les divisions se réduiraient à quelques enfants ; toute émulation disparaîtrait. Ce principe ainsi poussé un peu loin se détruit de lui-même par ses conséquences extrêmes. Une seule école bien tenue, bien dirigée, convenablement pourvue des objets nécessaires à l'enseignement, sera toujours préférable à deux écoles dont la spécialité ne couvrirait pas la misère et pour lesquelles la commune s'épuiserait en efforts stériles.

Mais si l'existence des écoles mixtes est un fait,

et un fait nécessaire, inévitable, à qui faut-il en confier la direction ? L'article 9 du décret du 31 décembre 1853 dispose que des institutrices peuvent être chargées de la direction des écoles publiques communes aux deux sexes qui, d'après la moyenne des trois dernières années, ne réunissent pas plus de quarante élèves. L'exécution de ce décret constitue pour les communes une économie sensible, le traitement des institutrices étant inférieur à celui des instituteurs ; et M. le préfet n'a point hésité à se prononcer en faveur de l'application de cette mesure. Mais on se heurta bientôt à de graves difficultés et on reconnut bien vite qu'on ne pouvait en appliquer la règle d'une manière générale.

La première et la plus grave de ces difficultés provenait de la répugnance des populations. Autant qu'on peut se faire une idée de l'opinion publique dans les campagnes, on peut dire que chez nous du moins elle ne fut point favorable à la substitution des institutrices aux instituteurs. Voici, croyons-nous, l'explication la plus raisonnable que l'on puisse donner du peu de faveur dont jouissent les institutrices comparées aux instituteurs. Dans les campagnes, on tient généralement beaucoup plus à l'éducation des garçons qu'à celle des filles et l'on ne s' imagine pas qu'ils puissent être aussi bien élevés par une institutrice que par un instituteur. Peut-être encore pourrions-nous dire avec un inspecteur d'Académie, que les institutrices ne possèdent ni cette habileté calligraphique si ap-

précieée des hommes de la campagne parce qu'elle frappe les yeux, ni cette aptitude à l'enseignement de l'arithmétique qu'ils n'estiment pas moins, en raison de l'utilité de l'art de calculer. Autre raison : l'école est-elle nombreuse, le maintien de la discipline réclame des forces physiques et une énergie qu'on rencontre bien rarement chez une femme. Il semble du reste qu'à l'âge de onze ou douze ans les garçons ne se sentent plus à leur place dans ces écoles ; le plus souvent ils s'en vont dans une école spéciale du voisinage chercher le complément d'instruction qui leur manque.

Enfin il est d'autres motifs étrangers à toutes ces considérations pédagogiques et qui influent bien plus puissamment sur le choix des populations. Les instituteurs seuls sont aptes à rendre certains services ou gratuits ou modiquement rétribués. Plus instruits que les habitants des campagnes au milieu desquelles ils vivent, ils peuvent à tout moment leur être utiles, soit en faisant leur correspondance, soit en mesurant leurs héritages, soit en arrangeant leurs différends. Certaines fonctions accessoires ne peuvent guère être remplies que par eux et c'est encore une raison déterminante pour les autorités locales. Dans une commune d'une faible population, est-il bien facile de trouver, en dehors de l'instituteur, un secrétaire pour la mairie et un clerc-chantre pour l'église ?

En présence d'une telle situation, qu'avait à faire l'administration, convaincue qu'elle est et avec raison que la mesure proposée ou indiquée

par la loi a des avantages réels ? Devait-elle, forte de son droit, engager la lutte, et, au risque de voir certaines écoles désertes, forcer les municipalités à accepter des institutrices ? Non certes ; la marche à suivre se présentait d'elle-même, et c'est celle qu'on a suivie. On s'est résigné à faire à l'opinion toutes les concessions indispensables : au lieu de heurter l'obstacle de front, on a entrepris de le tourner ; on s'est décidé à agir par la persuasion, à faire pénétrer peu à peu la lumière et le calme dans les esprits aveuglés ou prévenus ; puis on laisse au temps le soin d'achever son œuvre.

Ce n'est point après tout une tâche bien difficile que de faire ressortir à tous les yeux les inconvénients que présente la nomination d'instituteurs dans les écoles mixtes. M. le préfet s'est chargé de ce soin dans son rapport au conseil général, session de 1874. La loi de 1867 exige que dans chaque école mixte une femme soit chargée de la direction des travaux à l'aiguille ; voilà donc en quelque sorte à côté de l'instituteur une institutrice, voilà deux directions, deux autorités en présence.

Une telle immixtion dans l'intérieur de l'école est-elle sans danger pour l'unité de vue, de direction, pour le maintien de la discipline ? Est-elle sans inconvénient pour l'instituteur dont les habitudes doivent être au-dessus de tout soupçon, dont la réputation, sinon la considération, doit être au-dessus de toute atteinte ? S'il est célibataire, c'est

là le cas le plus fréquent dans les petites communes, le voilà forcé d'ouvrir sa classe, peut-être son ménage, à une femme dont la présence donnera infailliblement lieu à des interprétations malveillantes et compromettantes. Il ne faut pas perdre de vue que les communes où fonctionnent les écoles mixtes sont toujours les plus pauvres et qu'en thèse générale, l'administration ne met à la tête de ces classes que les débutants dans la carrière de l'enseignement. Il ne pourrait en être autrement ; dans ces postes où le traitement ne saurait, sans grever outre mesure le budget de l'Etat, dépasser le minimum déterminé par la loi, un instituteur marié, père de famille, ne trouverait pas des moyens d'existence suffisants. Ainsi, aux yeux de l'administration, l'obligation d'organiser l'enseignement des travaux à l'aiguille, sera toujours une raison déterminante pour nommer des institutrices dans ces écoles.

Cette raison n'est pas la seule : il en est une d'une autre nature et qui a bien sa gravité. On se préoccupe beaucoup en ce moment de la situation que font aux femmes les conditions de la civilisation moderne et les exigences actuelles de la vie. On cherche à ouvrir des carrières nouvelles qui leur permettent d'exercer les facultés précieuses dont la nature les a douées et d'employer d'une manière utile à la société, leurs aptitudes incontestables, les talents qu'elles possèdent. Il en est peu qui leur conviennent mieux à cet égard que la carrière de l'enseignement. Les Américains à

qui l'on ne peut certes refuser un grand sens pratique, donnent aux femmes une part considérable à l'instruction publique : ils ont une si haute idée de leur jugement et de leurs lumières qu'ils n'hésitent point à les admettre parmi les membres des comités d'éducation. Aux Etats-Unis, les institutrices sont beaucoup plus nombreuses que les instituteurs, et les surintendants des écoles sont unanimes à reconnaître que les femmes apportent dans l'exercice de leurs fonctions une intelligence, une habileté, un tact que l'on rencontrerait difficilement chez les hommes. L'opinion, en Europe, devient de plus en plus favorable aux institutrices; la Russie elle-même entre dans ce mouvement, et dernièrement un rapport du ministre de l'instruction publique, en Italie, nous apprend qu'à Milan l'essai qu'on a fait des institutrices pour les écoles de garçons a pleinement réussi. Du reste, ce que nous voyons dans nos salles d'asile nous semble donner raison aux partisans des institutrices. Il n'y a assurément pas une telle différence entre les enfants de six ans et ceux de huit qu'on doive forcément admettre deux systèmes d'éducation.

Pour compléter ce que nous avons à dire du personnel enseignant, il nous reste une question importante à examiner, celle des traitements. Nos instituteurs, comme on sait, sont au nombre de 1088. Le total des sommes qu'ils reçoivent soit de l'État, soit des communes, soit des particuliers, à l'occasion de leurs fonctions, atteint le chiffre de

818,816 francs 48 centimes. C'est le chiffre que donnent les états de situation ; il se décompose ainsi, nous négligeons les centimes :

Traitement fixe	413,693 francs.
Rétribution scolaire. . .	129,619
Traitement éventuel. . .	3,713

Complément pour assurer les minima 500,600 pour les institutrices, 700, 800, 900, 1,000 pour les instituteurs .	168,128
---	---------

Suppléments payés (par les communes) en dehors des minima garantis par la loi du 10 avril	32,753
---	--------

Revenus divers	70,958
--------------------------	--------

Ces diverses sommes ne se partagent point également entre les instituteurs et les institutrices. Sur 818,816 francs, ces dernières touchent environ 236 mille francs et leur traitement moyen n'atteint pas 545 francs, tandis qu'il s'élève à environ 890 fr. pour les instituteurs. Nos institutrices auraient donc en moyenne moins de 1 fr. 50 par jour. Ce résultat peut étonner. En 1866, l'exposé de la situation de l'empire assurait qu'elles avaient en France un revenu moyen de 665 fr. 33, c'est-à-dire près de 1 fr. 85 par jour. Pour établir cette moyenne, on avait fait un total de tous les traitements et on l'avait divisé par le nombre des institutrices ; mais, comme le faisait remarquer un publiciste, on comptait dans le total les revenus relativement très-élevés de quelques institutrices

de grandes villes, et cette disproportion entre la richesse d'une minorité et le dénûment du très-grand nombre a complètement faussé la moyenne. Dans le Jura, un certain nombre de communes populeuses font des traitements relativement élevés à leurs instituteurs ; mais presque partout les institutrices sont réduites à leur minimum légal de 500 et de 600 francs pour les communes dont la population n'est pas inférieure à 500 âmes ; au-dessous de ce chiffre de population, les traitements n'ont plus de limite minimum et deviennent presque dérisoires. Cette règle souffre peu d'exceptions. Ainsi dans un de nos arrondissements où les communes ne sont certainement pas le moins généreuses, on ne compte que trois institutrices à mille francs et deux à huit cents francs. Les traitements garantis par la loi aux instituteurs s'élèvent par degrés de 700 à 1,000 francs. Quant aux revenus provenant de sources diverses, telles que secrétariat de mairie ou de société de fromagerie, chant à l'église, elles n'y peuvent rien prétendre. Elles ont leur jardin, leur part d'affouage, la tenue du linge d'église, quelquefois un pensionnat. Aussi sur 70,958 francs qui représentent le total de ces revenus de divers genres, les instituteurs prennent pour leur part près de 60 mille francs ; les dix ou onze mille qui restent, reviennent aux institutrices.

Les communes qui ont des ressources suffisantes peuvent voter à leurs instituteurs en dehors des *minima* tous les traitements qu'elles veulent.

Beaucoup usent de cette faculté. Le total des suppléments ainsi payés s'élève à la somme de 32,553 francs. On nous cite dans l'arrondissement de Poligny, un traitement de 3,500 francs et l'instituteur a un pensionnat florissant ; mais il paye ses maîtres-adjoints. Lons-le-Saunier alloue à l'instituteur laïque un traitement de 2,400 francs et une indemnité de 500 frans pour son logement. A Morbier, le traitement est de 2,200 francs, secrétariat de mairie et chant d'église compris. Dans le même arrondissement de Saint-Claude, nous trouvons encore un traitement fixe de 1,800 fr., deux de 1,600, un de 1,400. Dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier, des chefs-lieux de canton comme Orgelet, Clairvaux, Arinthod, Bletterans, etc., et même de simples communes comme Ruffey, Arlay, Perrigny, etc., votent des traitements qui varient entre mille et quinze cents francs. Il en est de même dans l'arrondissement de Dole. Les différents avantages attachés à ces fonctions font de l'enseignement une position recherchée et le recrutement des instituteurs se fait avec la plus grande facilité. En somme, dans les campagnes, les instituteurs peuvent vivre fort honorablement. Dieu merci, nous n'en sommes pas encore réduits à la situation où se trouve, dit-on, l'Allemagne. D'après M. Hippeau, le recrutement des instituteurs, en Prusse, devient depuis quelque temps de plus en plus difficile. Ce n'est que par nécessité que l'on se décide à entrer dans une carrière si laborieuse et si faiblement rétribuée.

Toutes les fois qu'un instituteur trouve le moyen de se procurer d'une autre manière des moyens d'existence, il s'empresse d'abandonner l'école pour s'adonner à une profession plus lucrative. En Autriche, nous dit le dernier bulletin du ministère de l'instruction publique, la disette des instituteurs est le plus grand sujet de plaintes des autorités locales ; beaucoup d'écoles complètement organisées ne peuvent s'ouvrir par suite de cet empêchement. Quelquefois même, force a été de fermer entièrement l'école faute d'un personnel enseignant. Il va devenir nécessaire de recourir à des mesures extrêmes que les intéressés eux-mêmes désapprouvent, à savoir : la réduction des heures de classes et l'emploi de personnes non diplômées.

Dans tous les pays du monde, l'instruction a besoin d'agents instruits et dévoués ; mais on ne peut les multiplier à volonté. A l'exemple de l'Allemagne, la France a rendu le service militaire obligatoire ; elle peut rendre comme elle, si bon lui semble, l'instruction obligatoire ; mais ni dans l'un, ni dans l'autre pays, on ne rendra jamais l'enseignement obligatoire. Il est plus facile de faire des soldats que des instituteurs. Pour avoir des instituteurs, il faut leur faire une position suffisamment avantageuse. L'Allemagne a les meilleures écoles normales et les meilleures méthodes d'enseignement ; ce n'est pas assez : il faut peupler ces écoles et combler les vides qui se produisent dans le personnel enseignant. Et c'est ici qu'on

se heurte à la grande difficulté, la question de budget. Chez les nations militaires et conquérantes, ce n'est point d'habitude aux écoles que vont les fonds de l'Etat. Quant à nous, ne l'oublions pas, en matière d'instruction, un pays qui ne recule pas devant les sacrifices pécuniaires est sûr de réussir : il possède la première condition du succès.

IV

ENSEIGNEMENT : SALLES D'ASILE, ÉCOLES PRIMAIRES, CERTIFICATS D'ÉTUDES, SOURDS-MUETS, CONCLUSION.

En Allemagne, l'instruction populaire comprend trois séries par lesquelles passent les enfants depuis le premier âge jusqu'à 15 ans ; de 2 à 6, salles d'asile ; de 6 à 10, écoles primaires ; de 10 à 15, écoles bourgeoises. Toute commune, si petite qu'elle soit, est tenue d'avoir, à défaut d'école bourgeoise, une école élémentaire, remplissant tout le programme prescrit par la loi.

En France, les écoles supérieures qu'avait établies la loi de 1833 ont cessé d'exister et nous n'avons plus que deux catégories d'écoles, les salles d'asiles et les écoles primaires proprement dites. Les salles d'asiles sont destinées aux enfants de 2 à 6 ans ; on comprend sans peine que, chez nous, pas plus du reste qu'en Allemagne, toute commune ne peut avoir une salle d'asile.

Notre département n'en possède actuellement que quarante. 38 sont publiques, 2 sont libres; 17 sont laïques et 23 congréganistes. Deux nouvelles sont sur le point de s'ouvrir.

Nous n'insisterons pas sur les services que ces institutions rendent aux familles. Les enfants ne sont pas abandonnés à eux-mêmes pendant que leurs parents travaillent; la mère peut, sans inquiétude, se livrer à ses occupations; si l'éducation manque à ces enfants, la salle d'asile y supplée.

Au point de vue de l'enseignement et de la culture générale de l'esprit, les salles d'asile ne sont pas moins précieuses. « C'est dans ces riants asiles que se manifestent les premières lueurs de l'intelligence; le cœur y reçoit ses premières inspirations; là se contractent des habitudes qui doivent influencer en bien ou en mal sur le reste de la vie. » Quelles dispositions peuvent apporter en entrant dans les écoles primaires, la plupart des jeunes enfants de 6 ou 7 ans, qui ont été abandonnés en quelque sorte au hasard des circonstances, et qu'aucune direction raisonnée ou méthodique n'a préparés aux études? Ceux qui sortent des salles d'asile, au contraire, sont en général dociles; ils ont déjà pris des habitudes d'ordre et de discipline; ils possèdent une foule de petites connaissances qui rendent les leçons du maître plus intéressantes ou plus fructueuses pour eux.

C'est grâce au Conseil général, grâce aussi à l'initiative de M. Muller, que l'introduction de la mé-

thode Frœbel dans les salles d'asile du Jura est aujourd'hui un fait accompli. Il y a quelques années, M. Muller envoyait à ses frais en Belgique une institutrice, ancienne élève de l'école normale de Lons-le-Saunier. Pendant deux ans, mademoiselle Guy suivit à Liège les cours normaux de mademoiselle Masson, créatrice des jardins d'enfants de Liège et de Verviers ; à son retour, Champagnole eut son *Kinden garten*, dont l'organisation ne laissa bientôt plus rien à désirer.

Le succès dépassa toutes les espérances. On venait de fort loin contempler ce merveilleux spectacle de petits enfants acquérant aisément, sans fatigue, à l'aide de séries graduées d'objets, qui leur servaient de jouets, des connaissances élémentaires de géométrie, de dessin et d'architecture. Madame Sarrazin, inspectrice des salles d'asile pour l'académie de Besançon, vint à son tour étudier les résultats de la méthode nouvelle. Ce qu'elle vit l'enchantait. Elle fit alors à Champagnole des conférences auxquelles assistaient avec un égal empressement des institutrices religieuses et laïques du Jura et du Doubs. M. Gréard, de son côté, ainsi que nous l'avons dit, s'informait du succès d'une tentative à laquelle il s'intéressait et qu'il se proposait de réaliser à Paris.

Le 30 octobre 1871, M. Muller pria ses collègues du conseil général de vouloir bien assister le lendemain à une leçon donnée dans une des salles de la préfecture, par la directrice de la salle d'asile de Champagnole. Sur l'invitation qui lui en

avait été faite, mademoiselle Guy s'était transportée à Lons-le-Saunier avec cinq jeunes élèves. Ces enfants étaient munis de leur petit mobilier scolaire : c'étaient des boîtes renfermant des cubes en bois, des surfaces, des règles plates, des arcs de cercle en fil de fer, du papier blanc préparé, du papier de couleur, des aiguilles, du fil, des écheveaux de soie de diverses couleurs. Ils se mirent à compter, à décompter les matériaux de construction qui leur étaient confiés, à en faire des escaliers, des chaises, des maisons, des figures géométriques ou artistiques. Tous ces exercices excitèrent un vif intérêt ; les membres du conseil général exprimèrent leur satisfaction en termes flatteurs pour la directrice et rendirent hommage à son dévouement et à sa persévérance.

Le 8 novembre suivant, dans un rapport substantiel, précis, M. Muller fit un exposé complet de la méthode Frœbel, des principes philosophiques sur lesquels elle repose, des grands résultats qu'elle a produits en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Angleterre, en Suisse, et des services qu'elle est appelée à rendre en France. Il concluait à ce que cette méthode fût introduite dans les salles d'asile du Jura, qu'elle fût enseignée à l'école normale de Lons-le-Saunier, qu'un crédit de 1,500 francs fût employé à acheter un matériel et à former des institutrices. Toutes ces conclusions furent adoptées à l'unanimité.

L'impression produite par le rapport de M. Muller avait été si profonde et l'excellence de la nou-

velle méthode s'était montrée avec une telle évidence que, l'année suivante, le Conseil général témoigna une fois de plus de l'intérêt qu'il prenait à la propagation des salles d'asile. Dans la session d'août 1872, il émit le vœu que, dans la nouvelle loi sur l'enseignement primaire, l'entretien d'une salle d'asile au lieu d'être facultatif, devint obligatoire pour toute commune ayant une agglomération de 500 habitants. M. le préfet se contentait de demander cette obligation pour les localités où la population scolaire atteint un chiffre de cent élèves pour chaque école. Une commune de 1,000 habitants donne une population scolaire qu'on peut évaluer à 490 enfants. Les 0,26 de ces enfants ont moins de 7 ans ; la salle d'asile, dans cette commune compterait donc environ 50 enfants. Il nous semble difficile qu'on puisse descendre au-dessous de ce chiffre. La proposition du préfet nous paraît fort sage ; ce serait un progrès considérable que cette obligation fût imposée aux communes qui auraient une agglomération de 1,000 habitants. Le Conseil général demande, et avec beaucoup de raison, que la position des directrices de salles d'asile soit améliorée. Par une anomalie inexplicable de la loi, est-il dit dans le rapport, elles n'ont qu'un traitement de 250 fr., tandis que le minimum du traitement des institutrices est de 500 francs. Or, dans le Jura, on ne demande pas seulement aux titulaires le diplôme spécial prescrit par l'art. 27 du 21 mars 1855, mais encore le brevet de capacité imposé aux ins-

titutrices laïques. Le conseil émet donc le vœu que le minimum du traitement soit élevé à 500 francs.

Dans le courant de cette même session, on inscrivit dans les propositions du budget de 1873 la somme de 2,000 francs, sous ce titre : subvention aux directrices de salles d'asile et on décida pour la rentrée, l'introduction de la méthode Frœbel dans toutes les salles d'asile du Jura.

On se rangeait toutefois à l'opinion de M. le Préfet qui, après avoir entendu les personnes les plus compétentes, était d'avis de conserver certaines parties excellentes du programme français. A cet égard, le langage de M. le préfet est fort sage : « Ici comme ailleurs, il faut se garder du système du parti pris ; chaque méthode offre sans doute des avantages qu'il ne faudrait pas sacrifier pour ceux d'une méthode opposée. C'est à l'institutrice qu'il appartient de combiner les différentes méthodes, d'emprunter à chacune ce qu'elle a de bon. »

Frédéric Frœbel conseille de ne commencer l'enseignement de la lecture et de l'écriture que lorsque l'enfant en sent le besoin, en éprouve le désir. Il ne fait travailler en quelque sorte que leurs mains ; il les occupe à des constructions matérielles, à des décompositions graduées, amusantes et bien dirigées. De cette façon, sans fatiguer prématurément leur cerveau, on éveille chez eux le sens de l'observation : tout ce qu'ils voient, tout ce qu'ils touchent, tous ces menus objets

qu'ils manient sans cesse en se jouant, les conduisent à établir des comparaisons entre les formes, à en imaginer eux-mêmes de nouvelles ; après trois années de pareils exercices, ils seront naturellement en état d'apprendre aisément la lecture, l'écriture, l'arithmétique, puisqu'ils auront déjà dessiné et calculé. En France, nous sommes plus impatients ; nos enfants, du reste, ont l'esprit plus vif, plus éveillé ; ils sont en un mot plus précoces. Nous voulons que la lecture, l'écriture marchent de front avec les exercices manuels. Il nous semble que, raisonner uniquement sur des faits positifs, ne voir, n'observer, ne comparer, ne juger que par les yeux, ne faire appel qu'aux facultés *perceptives* et *intuitives*, comme diraient les Allemands, constitue une méthode par trop rigoureuse, terre à terre, dont le tort est de laisser dans l'ombre une des facultés les plus brillantes de l'esprit, celle qui nous séduit le plus, l'imagination. Cette faculté ne manque nullement à l'enfance. « En apprenant par cœur les fables de notre La Fontaine, dit M. Hippeau, les enfants n'acquièrent pas seulement sur les plantes, les animaux et l'homme, les notions utiles que leur fournit ce grand observateur de la nature ; ils trouvent de plus le charme du récit, la vivacité des peintures, les piquantes allusions, la finesse des réparties, la délicatesse des sentiments. Les leçons de morale pratique et les impressions qu'ils en reçoivent laissent dans leur esprit des traces profondes. Ainsi se forment et se développent chez eux ces qualités de l'esprit et

du cœur, sans lesquelles aucun progrès n'est possible dans le domaine de l'art et de la poésie. »

Il n'est plus besoin, Dieu merci, d'aller en Allemagne ou en Suisse pour se faire une idée de ce qu'on appelle là-bas *un jardin d'enfants*. La salle d'asile de Lons-le-Saunier n'a certes rien à envier aux établissements les plus vantés de l'étranger. L'installation en est admirable, nous l'avons dit, et nous ne reviendrons pas sur ce point. Mais dans ces salles spacieuses, si confortables, on y a établi jusqu'à un dortoir, c'est merveille de voir ces enfants de quatre ou cinq ans exécuter, dans un ordre parfait, leurs marches et contre-marches dont la mesure est marquée par le champ ou le son d'un instrument. Un doux abandon, une franche gaieté, une joie naïve, anime ces frais visages. C'est merveille d'entendre ces voix enfantines qui se mettent à l'unisson : une réflexion morale, une pensée religieuse, une exhortation au travail, voilà de quoi se composent leurs chants. Cependant ils prennent gravement leurs places et, à un signal, le silence s'établit aussitôt. Une prière touchante est dite par la maîtresse et répétée par tous. Le jour de notre visite, la séance commença par un exercice de dessin. Chaque enfant recevait ou une ardoise quadrillée, ou une feuille de papier préparé, les plus sages une boîte de couleurs. Tous étaient abandonnés à leur inspiration, ou, si l'on veut, à leur caprice. Les dessins n'étaient pas tous des chefs-d'œuvre ; mais, dans quelques-uns, il était facile de reconnaître de l'aptitude et

du goût ; beaucoup dénotaient une certaine habitude de la main, une certaine justesse de l'œil. Mais il faut prévenir la fatigue et écarter l'ennui. Un nouvel exercice commence. Un petit garçon de 5 ans, à figure intelligente se présente pour reciter le Corbeau et le Renard. Tous sont attentifs : le jeu des physionomies prouve que l'on suit avec un vif intérêt les phases du récit. Des réflexions, parties de divers bancs, nous démontrent que la leçon morale a été comprise. A chaque question, dix réponses se font entendre à la fois.

Qu'est-ce qu'un oiseau ? De quelle couleur est le corbeau ? Où certains oiseaux vont-ils passer l'hiver ? De quel côté sont les pays chauds ? Où est le midi, le nord, le levant, le couchant ? et toutes les mains s'agitaient et nous montraient les points cardinaux. Nous avons pu voir ainsi tout ce qu'une habile institutrice peut obtenir d'enfants de deux à six ans. Ces jeunes intelligences se prêtent, il est vrai, avec une facilité étonnante à toutes les impressions et s'ouvrent d'elles-mêmes aux meilleurs sentiments. Mais quels trésors de patience, d'indulgence, de tendresse, doivent exister chez celles qui acceptent le gouvernement de ces petits êtres ! Quelle délicatesse, quel tact leur est nécessaire pour mettre en pratique dans la mesure convenable le grand principe posé par Froebel : « Dans toute bonne éducation, dans tout enseignement vrai, la liberté et la spontanéité doivent être nécessairement assurées à l'enfant, à l'écuyer. La contrainte et l'aversion refouleraient en lui la liberté et l'amour ? »

Après la salle d'asile vient l'école primaire. Les matières d'enseignement sont déterminées par la loi ; il y en a d'obligatoires, d'autres sont facultatives. Les parties obligatoires sont l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, la langue française, le calcul, le système métrique, la géographie, l'histoire de France et, dans les écoles de filles, la couture. Presque tous nos instituteurs du Jura vont d'eux-mêmes au-delà de ce programme. On peut dire que partout l'enseignement de l'agriculture est devenu comme obligatoire. Dans beaucoup d'écoles on enseigne aussi l'arpentage, le dessin, le chant, la gymnastique. L'enseignement peut s'étendre encore à d'autres matières facultatives, qui répondent mieux aux besoins ou aux vœux des villes et des centres industriels. Ainsi les écoles primaires se transforment au besoin en écoles supérieures. On y peut enseigner l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, les notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle applicables aux usages de la vie, les éléments de l'industrie et de l'hygiène : puis viennent ces connaissances qui flottent en quelque sorte entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire ; la loi du 21 juin 1865 permet, en effet, d'enseigner la géométrie, la tenue des livres, le dessin d'ornement et même les langues vivantes étrangères.

Les programmes ainsi étendus répondent à peu près à tous les besoins. Dans nos cités industrielles et commerçantes, on enseignera la tenue des

livres, le dessin linéaire, le dessin d'ornement, les langues vivantes. Dans nos villages où l'on n'a pas le moindre souci des conditions le plus essentielles de la salubrité ; dans nos montagnes, où l'on pratique peu la tempérance, l'hygiène ne sera point déplacée.

Dans la grande enquête agricole de 1866, nous voyons nos agriculteurs exprimer tout le regret que l'enseignement primaire ne reçoive pas une direction plus en harmonie avec la nature et les besoins du pays. A en juger d'après tous les témoignages, les enfants seraient loin de prendre dans nos écoles le goût de la profession à laquelle ils sont destinés : l'agriculture, le premier des arts, a besoin d'hommes intelligents qui l'aiment et l'améliorent, et nos campagnes sont désertées. Dans la même enquête et aux différents concours régionaux qui ont eu lieu à Lons-le-Saunier, nous voyons également déplorer l'absence de toute comptabilité chez nos cultivateurs. « On parle beaucoup de l'instruction agricole, disait naguère M. Charles Louandre, (*Revue des deux Mondes*, du 1^{er} juillet 1873), et l'on croit avoir résolu le problème en faisant cultiver à la bêche, par les élèves des écoles, quelques coins de jardin, en leur faisant planter en ligne quelques grains de blé, et l'une des premières choses qu'il faudrait introduire dans les campagnes, la comptabilité rurale, est précisément celle que l'on n'y enseigne pas. Les cultivateurs ne tiennent aucun livre de culture ; ils se trouvent souvent en perte sur certains pro-

duits là où ils se croient en bénéfice. L'un des plus grands services que l'on pourrait rendre aux jeunes générations, ce serait de leur apprendre à ouvrir pour chaque pièce de terre un compte exact du doit et avoir, intérêt du capital engagé, loyer de la terre, journées de travail, labours, travail des animaux, détérioration du matériel, ce serait en un mot de faire pénétrer dans l'agriculture le système des inventaires commerciaux.

Rien n'empêche que l'enseignement agricole ne soit organisé d'après ces principes.

La situation faite à la France par la dernière guerre avec l'Allemagne exige que chaque citoyen ait la vigueur et la souplesse nécessaires au soldat ; que la gymnastique soit donc enseignée dans toutes les écoles. Les populations s'y prêteront volontiers. Notre département possède déjà 62 gymnases, et dans les communes qui n'ont pu encore se pourvoir des agrès nécessaires, les élèves sont exercés à la marche au pas, à la course, aux différents mouvements du corps, des bras et des jambes.

On ne se contente pas de faire entrer dans les programmes toutes les matières d'enseignement qui peuvent répondre aux besoins actuels des populations, on veut que les maîtres perfectionnent leurs méthodes, qu'ils emploient les moyens les plus rationnels, qu'ils fassent faire aux élèves des progrès plus rapides. C'est ainsi qu'aujourd'hui tout le monde paraît être d'accord sur la nécessité de donner à toutes les branches de l'enseignement

primaire un caractère pratique. Pour la grammaire, par exemple, on paraît, d'après le rapport de M. l'Inspecteur d'Académie, avoir définitivement renoncé aux interminables dictées, aux exercices sans fin de conjugaisons et d'analyses, aux règles abstraites et aux subtilités. L'enseignement de l'histoire est sur bien des points défectueux. On met encore dans la main des enfants un abrégé historique que l'on fait apprendre par cœur, en pages, en demi-pages, en leçons de dix ou douze lignes ; la leçon récitée, le livre se referme et tout est dit. Nous connaissons des enfants qui apprennent ainsi fort consciencieusement toutes les généalogies des rois mérovingiens, tout le détail des guerres du dixième ou du onzième siècle, aussi bien ou mieux que les grands événements des derniers siècles. Avec ce système, on recommence chaque année la récitation du petit traité et on n'arrive jamais à la fin. C'est par des récits oraux que doivent commencer les premières notions de l'histoire ; l'enfant aime à entendre raconter : les grands noms et les grandes choses l'intéressent, mais à condition que tout ce qu'on lui dit soit à sa portée ; c'est assez de fixer dans son esprit le caractère distinctif des périodes, le sens général des événements, le rôle marquant et national des hommes. Il nous semble que les programmes suivis dans les écoles primaires de Paris sont fort bien conçus et qu'ils seraient d'une application facile dans notre département. L'enseignement de la géographie est en progrès : les élèves de nos

écoles connaissent la carte de la France et quelques-uns en dressent assez exactement le tracé à main levée. L'arithmétique est peut-être ce qu'il y a de mieux enseigné.

Les leçons de choses commencent aussi à entrer dans nos écoles.

Pour bien faire comprendre ce que les Allemands appellent *enseignement par l'aspect*, nous empruntons au plan d'études d'une école primaire du Wurtemberg les dispositions suivantes, en ajoutant que pour les autres branches de l'enseignement, leurs programmes sont semblables aux nôtres :

Enfants de 6 à 8 ans.

Description des objets qui se trouvent à l'école, à la maison, dans la ville, etc. — Chansons d'enfants.

Enfants de 8 à 10 ans.

Histoire naturelle. Etude des plantes : herbes et fruits des champs, plantes toxiques et médicinales, céréales. Les animaux domestiques, les oiseaux, les insectes. Minéralogie : sels, mines.

Cet enseignement prend dès lors le nom de *enseignement réel*.

Enfants de 10 à 12 ans.

Description de la classe, du village, du district ; géographie de la contrée. Histoire du pays natal ; explication des montagnes, des vallées, des fleuves, etc.

Enfants de 12 à 14 ans.

Géographie de la terre sainte. — Explication

des machines à vapeur. Description des cinq parties du monde et de l'Allemagne en particulier. Phénomènes météorologiques : les orages. Principes de l'agriculture et de l'hygiène.

Avec de bonnes méthodes et des procédés rationnels, il faut une bonne organisation pédagogique. Dans l'enseignement secondaire, dirons-nous avec M. Gréard, lorsqu'on parle de telle ou telle classe, on sait exactement quel degré de connaissance répond au numéro de la classe pour tous les établissements de même nature (1). La force des élèves est variable, sans doute ; mais chaque classe a ses programmes déterminés, son rang dans la série progressive des études. Rien de semblable dans l'enseignement primaire. Sous le nom de première division, il faut comprendre partout sans doute la réunion des élèves les plus avancés, mais le degré d'avancement varie d'une classe à une autre ; les matières de l'enseignement de telle première division répondent à peine à celles de l'enseignement de la deuxième ou même parfois de la troisième division dans un établissement voisin. Les instituteurs suivent bien certains règlements ; mais le point de départ et le but de l'enseignement y sont mal déterminés : les degrés intermédiaires sont incertains, flottants ; l'ensemble manque de précision, de gradation, de lien. Voici ce

(1) Consulter la brochure publiée par la préfecture de la Seine sous le titre de *Organisation pédagogique des écoles du département de la Seine*. Nous en avons tiré tout ce que nous disons ici de la division des élèves en trois cours.

que l'on a imaginé à Paris pour remédier à un pareil désordre. On a réparti en trois cours toutes les matières de l'enseignement primaire : cours élémentaire, cours moyen, cours supérieur.

Par les leçons de chose, par les exercices du genre le plus simple sur l'orthographe et le calcul, par les premières notions d'histoire et de géographie, le cours élémentaire est la continuation de l'enseignement de la salle d'asile. D'un cours à l'autre l'élève avance pas à pas. Prenons pour exemple le système métrique : l'élève dans le cours élémentaire apprend le nom et l'usage des diverses mesures métriques ; dans le cours moyen, il est appelé à faire des exercices pratiques sur chacune de ces mesures, et dans le cours supérieur, il en étudie l'application aux surfaces et aux volumes. Il n'en résulte pas que toute école doive avoir trois maîtres. Le nombre des maîtres est proportionnel au nombre des élèves ; le nombre des cours est relatif à leur force. Rien n'empêche que sous une direction unique les élèves ne soient répartis entre deux ou trois cours. Les programmes sont en outre combinés de telle sorte que chaque cours présente, à des degrés différents, un certain ensemble de connaissances essentielles. Le cours moyen par exemple comprend en instruction religieuse, outre le catéchisme et les évangiles, l'histoire sainte ; en lecture et en grammaire, la lecture des imprimés et des manuscrits, des exercices généraux d'orthographe ; en arithmétique, les opérations des règles fondamentales sur les nombres

entiers et sur les nombres décimaux, les premières notions sur les fractions et des exercices pratiques sur l'ensemble du système métrique ; en histoire, la suite des faits de l'histoire de France ; en géographie, la géographie générale de l'Europe ; l'enfant qui ne pourrait pas pousser ses études jusqu'au cours supérieur, aurait du moins un fonds de notions formant un tout complet et qu'il lui serait facile d'étendre soit de lui-même dans la maison paternelle, soit dans les classes d'adultes. Des examens de passage d'un cours à l'autre seraient institués ; de cette façon chaque cours ayant son développement propre, on diminuerait, autant qu'il est possible, les inconvénients des études tronquées.

Telles sont les bases du système d'organisation pédagogique des écoles de la Seine, organisation si simple dans son principe et dont l'exécution nous paraît facile. L'administration s'est proposé, comme on voit, d'instituer ce qu'on peut appeler les *classes* du peuple. Il y a là un ensemble de mesures qui auront pour effet non d'élever quant à présent le niveau de l'enseignement, mais « d'en mieux asseoir les bases et d'en étendre le profit réel à un plus grand nombre d'élèves. » La ville de Paris s'applaudit aujourd'hui d'avoir adopté ces réformes ; notre département qui a toujours fait preuve d'initiative en matière d'instruction publique fera bien, croyons-nous, de les introduire dans ses écoles avec les modifications dont l'expérience fera connaître l'opportunité. Il nous est

d'autant plus permis de l'espérer que nous avons déjà vu fonctionner chez nous cette année, avec un succès remarquable, les examens de certificats d'études qui sont une des parties principales du système de M. Gréard.

La création du certificat d'études date de 1866. C'était, dans la pensée de l'administration supérieure, une sorte de diplôme qui, attestant les connaissances acquises des jeunes gens, devait leur rendre plus facile l'accès de diverses professions et devenir même, pour des emplois salariés, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, un titre de préférence. Le Jura avait immédiatement mis à exécution les vues du ministère : des commissions communales avaient été constituées, dont faisaient partie l'instituteur, le maire et le curé ; mais les résultats ne répondirent pas aux espérances. On comprit que, si l'on donnait plus de solennité à l'examen, on rehausserait par là même la valeur du diplôme aux yeux des élèves et aux yeux des familles. On institua donc cette année, dans chaque chef-lieu de canton, une commission composée de dix membres, à savoir : le conseiller général du canton, le conseiller d'arrondissement, l'inspecteur primaire, le juge de paix, le président de la délégation cantonale, le curé et le maire du chef-lieu de canton et trois instituteurs désignés par l'inspecteur d'Académie (1). Les candidats

(1) A Paris, la commission se compose du maire de l'arrondissement, d'un inspecteur primaire, d'un ministre du culte, membre de la délégation cantonale, et de deux autres délégués.

devaient dans le principe être interrogés seulement sur la lecture, l'écriture, le calcul et l'orthographe. C'étaient des prétentions trop modestes et le but qu'on poursuivait était manqué.

L'examen devait porter évidemment sur toutes les matières qui font légalement partie de l'enseignement primaire, par conséquent sur l'enseignement moral et religieux, sur la géographie et l'histoire de France. A toutes ces matières qui ont été en effet introduites dans le programme adopté à Paris, on a ajouté chez nous une épreuve orale portant sur les notions élémentaires d'agriculture ou sur les règles générales de la comptabilité, ou bien enfin sur les connaissances industrielles spéciales du candidat, et l'on a eu raison. Ce diplôme n'a-t-il pas pour but de faciliter à ceux qui l'ont obtenu l'accès des diverses carrières agricoles, industrielles et commerciales ? Et si (1), au point de vue de l'engagement conditionnel d'un an, il y a en effet quelque témérité à espérer que le certificat d'études primaires puisse conférer un jour le même privilège que le baccalauréat ou le diplôme d'études, n'est-il pas permis de penser que le jeune homme qui se présentera devant le jury d'examen, institué en conformité de l'article 54 de la nouvelle loi militaire, offrira une première et sérieuse garantie d'instruction par le seul fait qu'il est possesseur d'un certificat d'études et qu'il s'attirera

(1) Voir le rapport de M. l'inspecteur d'Académie au préfet, du 4 février 1873.

ainsi les sympathies des examinateurs ? A Paris, les jeunes filles ont été admises ; on sait en effet qu'aujourd'hui, dans les grands centres de population, les exigences de la vie obligent les femmes aussi bien que les hommes à chercher leurs moyens d'existence dans les diverses professions ouvertes à leur activité. Dans notre département, où les besoins de ce genre sont assurément moins pressants, on a cru pouvoir, sans grand inconvénient, écarter les filles de l'examen ; on craignait du reste d'imposer aux commissions un surcroît de travail. Les scrupules étaient sans doute exagérés ; quoiqu'il en soit, la déception a été grande chez nos jeunes écolières ; espérons que l'année prochaine, on saura trouver un moyen de concilier tous les intérêts.

A Paris on n'a pas fixé de limite d'âge : l'instituteur, dit le règlement, dresse un état en double expédition des élèves de son école, candidats au certificat d'études. Dans le Jura, le principal but que poursuivait l'administration était de diminuer l'irrégularité dans la fréquentation de l'école : on prenait avant tout des précautions contre l'empressement que parents et élèves mettent à abréger la durée des études. « Proposer à l'ambition de l'élève un diplôme qui est comme la récompense de son travail et la consécration de ses études, voilà pour lui un motif puissant de suivre assidûment l'école, et pour ses parents une raison déterminante de l'y laisser autant de temps qu'il en sera besoin. » Aussi ce règlement exige-t-il que le

candidat ait 13 ans accomplis au 1^{er} janvier de l'année où il doit subir l'examen et qu'il ait suivi régulièrement les classes du jour depuis la dernière rentrée, ou les classes du soir pendant l'hiver qui aura précédé l'inscription.

C'est dans le courant du mois d'avril et du mois de mai que ces examens ont eu lieu. Malgré les difficultés d'un premier essai, le succès a été plus beau qu'on n'osait l'espérer. Grâce à l'empressement avec lequel les conseillers du département et de l'arrondissement, les juges de paix, les maires, les curés, les délégués cantonaux ont répondu à l'appel qui leur a été fait, grâce à leur concours aussi éclairé que dévoué, les prescriptions arrêtées par M. le préfet ont été régulièrement exécutées et le règlement scrupuleusement observé. La réunion dans chaque chef-lieu de canton de toutes les notabilités du pays, a produit partout un salubre effet. Ce n'était pas sans un sentiment de respectueuse surprise que les habitants des campagnes voyaient les personnages les plus considérables par leur savoir et par leur position sociale interroger leurs enfants, constater leurs progrès, récompenser leur travail et proclamer leur mérite, et l'on a commencé à comprendre que l'instruction est un intérêt de premier ordre pour la société. Pendant plus de six semaines une « vive et salubre agitation » s'est ainsi maintenue dans tout le département et nous pouvons en concevoir les meilleures espérances pour l'avenir. On pouvait craindre, dit M. l'inspecteur d'Acadé-

mie, qu'à raison de la nouveauté, le nombre des candidats ne fût restreint cette année. Cette crainte ne s'est pas réalisée : 280 candidats se sont fait inscrire ; 236 se sont présentés ; 104 ont été ajournés, 132 ont été reçus, 25 avec la note bien, 58 avec la note assez bien. On a vu dans ce nombre des jeunes gens de 18 à 20 ans. Deux candidats âgés de 27 ans, dont l'un avait fait campagne, n'ont pas craint d'affronter les épreuves ; le niveau d'instruction était réglé sur celui que l'on demande aux aspirants de l'école normale. Le certificat étant le couronnement des études primaires, il en résulte qu'il doit être accessible à la majorité des élèves ; il ne peut avoir de valeur bien entendu qu'à la condition d'être accordé à un mérite réel d'intelligence et de savoir ; mais ce degré de mérite, comme le dit fort bien M. Gréard, doit être cherché dans la moyenne des esprits auxquels sont destinées les études primaires, non dans l'élite. Or, si nous en jugeons d'après les résultats définitifs de l'examen, les jurys se seraient maintenus à une égale distance d'une indulgence excessive et d'une sévérité trop rigoureuse. Les résultats obtenus à Paris donnaient, en 1869, 771 admissions sur 2,189 candidats, le tiers environ, en 1870, la proportion des admis dépassait les trois cinquièmes. Chez nous elle dépasse sensiblement la moitié et l'année prochaine, les résultats seront certainement meilleurs.

Les meilleurs systèmes d'enseignement, a-t-on dit avec raison, les méthodes les plus ingénieuses,

les programmes d'études les plus complets, quelque beaux qu'ils soient en théorie, quelque réguliers qu'ils paraissent au point de vue philosophique, ne produisent aucun effet, si l'on n'a pas des instituteurs intelligents et capables de les mettre en pratique. Aussi a-t-on créé des écoles normales destinées à préparer, par une instruction forte et sérieuse, les maîtres à remplir dignement leurs fonctions. L'utilité de ces établissements est incontestable ; et la mesure qui autrefois a supprimé l'école normale du Jura a été une inspiration malheureuse. Notre département en a fait la triste expérience et les conséquences en pèsent encore sur la situation actuelle de l'enseignement dans nos écoles primaires. Le brevet tout seul ne prouve, s'il prouve quelque chose, que l'existence de certaines connaissances personnelles ; quant à ce qui concerne la moralité, le caractère, la vocation, la patience, l'aptitude à communiquer ce que l'on sait, les qualités en un mot qui font le bon maître, rien n'annonce que le breveté les possède.

A l'école normale des instituteurs du Jura, l'enseignement, dans les limites où les professeurs sont tenus de se renfermer, produit de bons résultats. Sur les 17 élèves sortis de l'école l'année dernière, 15 ont eu leur brevet à la session de juillet, les deux autres à celle de mars ; 13 ont ajouté aux connaissances exigées pour le brevet simple des matières facultatives qui rentrent dans le domaine du brevet supérieur.

On s'occupe, en ce moment, dit-on, de remanier

les programmes et d'élargir le cercle des études. Sans doute il y a là une réforme à faire. Assurément ce n'est point assez que le maître puisse lire couramment, qu'il possède une belle main, qu'il sache les quatre règles, etc. Il serait à désirer, nous en convenons encore, qu'il fût au courant des principales découvertes de la science, qu'il ne fût point étranger aux productions les plus remarquables de la littérature nationale, qu'il fût habitué à réfléchir, à comparer, à juger, à exprimer convenablement ses idées, qu'il pût donner aux enfants des notions étendues d'histoire naturelle. Mais une telle réforme, si séduisante au premier abord, n'est possible que si elle se fait graduellement. Les aspirants, on le sait, sortent des écoles primaires. La préparation première est nécessairement imparfaite, et tout est à refaire quand ils sont à l'école. Il y a donc une double impossibilité : car les programmes, pour porter leurs fruits, doivent être à la portée de ceux pour qui ils sont faits, et l'on ne peut rendre les conditions d'admission plus difficiles parce qu'on découragerait certainement les candidats et l'on finirait par rendre le recrutement des élèves-maîtres impossible.

La Prusse a éludé cette difficulté en créant deux catégories d'écoles normales, les petites et les grandes. Les premières forment des instituteurs pour les communes les plus pauvres ; l'enseignement y est moins étendu que dans nos écoles départementales ; les élèves y sont exercés à la

lecture, à l'écriture, au calcul et au chant ; il est bon qu'ils sachent en outre un métier. Une distinction aussi tranchée entre les écoles des campagnes et celles des villes, entre les paysans pauvres et les propriétaires et bourgeois froisseraient nos instincts et nos mœurs démocratiques. Leurs grandes écoles forment des instituteurs à la fois pour les écoles élémentaires et les écoles bourgeoises (1).

Les écoles normales d'institutrices sont en France bien moins nombreuses que celles d'instituteurs. Voici quelle serait à cet égard la situation d'après les dernières statistiques que nous connais-

(1) Voici les principales conditions d'admission à ces écoles. I Religion. II Allemand. Ecrire sans faute grossière d'orthographe ou de grammaire une narration ou une description sur un sujet donné, et rédiger une lettre relative à quelque circonstance de la vie commune. III Arithmétique. Les quatre premières règles sur les nombres entiers, les fractions et les nombres décimaux. IV Musique, chant, violon, piano. V Géographie. Usage des globes terrestres, connaissance détaillée des différentes parties de l'Europe avec leurs rapports commerciaux. VI Histoire. Biographie des hommes remarquables de la Prusse et les faits les plus importants de son histoire. VII Physique. Ses éléments, les principales lois de la chute des corps, de l'hydrodynamique, de l'acoustique, de la chaleur, du magnétisme, de la lumière et de l'électricité. VIII Histoire naturelle. La botanique avec les familles, l'anthropologie et des notions de géologie.

Plan d'études de l'école normale de Carlsruhe. Deux années de cours.

Nombre d'heures par semaine :

Religion, 6 heures pour chaque cours.

Pédagogie, 2 heures dans le cours de deuxième année.

Langue allemande (lecture et composition), 7 et 6 heures.

Géométrie, 3 heures dans chaque cours.

Dessin, 2 heures

—

—

Géographie, 2 heures

—

sons. Quatre écoles normales laïques renferment 198 élèves, 5 écoles congréganistes en comptent 142, en tout pour les 9 écoles normales 340 élèves. Il y a en outre 44 cours normaux dirigés par des sœurs, réunissant 1,125 élèves, mais ces cours n'ont qu'une importance secondaire. Entre toutes ces écoles, celle de Lons-le-Saunier occupe un rang distingué ; aucune ne l'égale pour l'installation, la direction morale, pour l'excellent esprit qui anime les maîtresses et les élèves, aucune ne la surpasse pour la force des études : on la cite partout comme une école modèle. Les inspecteurs qui viennent la visiter ne font pas un mystère de l'extrême satisfaction qu'ils éprouvent, et c'est un plaisir pour eux de l'exprimer bien haut. Ce que l'on se propose, dans cette école, c'est moins l'instruction que l'éducation ; on s'y adresse plus au cœur qu'à l'esprit ; on cherche à y former non pas des femmes savantes, mais des institutrices honnêtes, laborieuses, modestes, dévouées, qui puissent un jour donner de sages leçons aux enfants qui leur seront confiés, et d'utiles exemples aux populations parmi lesquelles elles seront appelées à vivre.

Calcul, 3 heures dans chaque cours.

Physique et chimie, 12 heures.

Histoire naturelle, 2 heures —

Economie rurale, 2 heures —

Calligraphie, 2 heures —

Musique, 12 heures et 11 heures.

Gymnastique, 2 heures —

Enseignement pour les sourds-muets, 1 heure dans le deuxième cours.

Il est difficile d'imaginer, disait-on déjà en 1864, l'union qui règne dans cet établissement ; mêmes pensées, mêmes aspirations vers le bien animent toutes les maîtresses. « Point de froissements occasionnés par la hiérarchie ; celle qui commande ne veut être la première que dans l'abnégation et le renoncement de soi-même. » De la part des maîtresses, c'est un dévouement sans limites, une sollicitude qui s'étend à toutes les parties du service, un attachement touchant pour les élèves ; de la part des élèves, c'est un mélange de confiance et de respect, de soumission et d'amour. Il en résulte des relations affectueuses qui se continuent longtemps après la sortie de l'école. Arrivées dans leur village, aux prises avec les premières difficultés de leur position, les institutrices savent à qui elles doivent s'adresser. L'école normale est pour elles comme la maison maternelle ; elles sont toujours assurées d'y trouver un bon conseil, un aimable accueil, de bonnes paroles, et au besoin une protection et un appui.

Bien nombreux sont les témoignages de sympathie dont cet établissement est l'objet. Le département, l'Etat lui accordent libéralement tout ce qui peut compléter l'installation et contribuer à rendre l'enseignement plus profitable. Ainsi cette école vient tout récemment d'être dotée d'une dépendance importante destinée à lui donner plus d'étendue et d'agrément en même temps qu'à la mettre à l'abri de tout voisinage dangereux. On songe à la pourvoir d'un matériel plus complet

pour l'histoire naturelle, la physique, la chimie élémentaire.

Aux écoles normales nous pouvons joindre certaines institutions pédagogiques, fort utiles, et auxquelles on attache avec raison, dans le Jura, une grande importance ; ce sont les conférences cantonales et les retraites pédagogiques. Les premières se font sous la direction des inspecteurs primaires. Les instituteurs y reçoivent de ces fonctionnaires des instructions sur les diverses parties du service, des directions sur leur conduite, des éclaircissements sur les points qui leur paraissent douteux ou difficiles. Les retraites réunissent chaque année à l'école normale un grand nombre d'instituteurs.

Ainsi l'année dernière, durant huit jours, 150 instituteurs se sont faits élèves ; il ne pouvait y avoir que profit pour eux à entendre les chefs de l'instruction primaire leur rappeler leurs devoirs, leur exposer les écueils devant lesquels ils peuvent avoir échoué et les règles à suivre pour éviter le retour de ces échecs. On comprend sans peine combien ces leçons, ces conférences doivent contribuer à les préserver de la routine, et combien cette vie commune qui se prolonge ainsi toute une semaine, est propre à entretenir l'esprit de corps, les relations de bonne confraternité si désirables chez des hommes destinés à poursuivre le même but. Les autres départements semblent avoir reculé devant la dépense qu'entraîne le déplacement d'un aussi grand nombre de fonctionnaires : nous ne

voyons ces retraites organisées nulle part ailleurs de la même manière.

En Amérique on en sent parfaitement l'utilité et l'on apprécie les avantages qui en résultent ; là, elles comportent des modifications dues surtout à la différence des mœurs politiques, les retraites y prennent le nom de *congrès* : outre les cours et les exercices pratiques, il y a des conférences dans le vrai sens du mot : ce sont alors des *meetings* et tout le monde peut y prendre part à la discussion ; la liberté la plus grande y règne, pourvu que l'on ne s'écarte point des questions portées à l'ordre du jour. Souvent les habitants de la ville où se réunit le congrès offrent l'hospitalité aux instituteurs ou institutrices et l'Etat paye une partie des frais de voyage.

Parmi les questions sur lesquelles on appela l'année dernière l'attention des instituteurs, il n'en est pas d'aussi intéressante que celle de l'enseignement des sourds-muets. Nous étonnerons sans aucun doute nos lecteurs en leur apprenant que cet enseignement est aujourd'hui organisé dans nos écoles partout où il existe des sourds-muets. Notre département est le premier où une telle tentative ait pu jusqu'ici réussir. C'est en 1866 que M. Duruy, ministre de l'instruction publique, après avoir pris l'avis d'une commission spéciale et compétente, résuma dans une instruction adressée aux recteurs les procédés d'enseignement qui peuvent être employés à l'égard des sourds-muets. L'administration départementale songea aussitôt à mettre à exé-

cution le projet du ministre. Les élèves-maîtres de l'école normale durent s'initier à la méthode Blanchet, et, devenus instituteurs, ils durent l'appliquer lorsque l'occasion s'en présentait.

L'opinion eut d'abord quelque peine à se fixer sur les avantages de cette méthode. Les premiers essais n'avaient pas été heureux. Il y avait eu dans l'application des procédés nouveaux quelque incertitude, des tâtonnements, de l'hésitation; beaucoup d'instituteurs étaient rebutés par les difficultés d'un enseignement si nouveau pour eux; peut-être même eut-on à constater quelque peu de négligence et d'apathie. Puis vint la guerre, et avec elle d'autres préoccupations. Mais aujourd'hui, grâce au zèle et au dévouement d'un instituteur, M. Cousin, élève du docteur Blanchet, grâce à l'activité déployée par l'administration, grâce aussi au Conseil général qui n'a point refusé son concours à cette œuvre d'un caractère aussi utile, grâce à la subvention qu'il vota généreusement, la question a fait un grand pas. Voici du reste les renseignements que nous trouvons dans le rapport de M. l'Inspecteur d'Académie.

On compte 60 enfants sourds-muets dans le département, capables de recevoir un certain degré d'instruction. Tous ne peuvent être envoyés à l'institution de Besançon; la générosité du Conseil général aussi bien que les ressources du département a des bornes (1). Les autres qui auparavant

(1) Le rapport de M. le préfet rappelle au Conseil général que six enfants sont entretenus à Besançon et l'invite à se prononcer sur cinq nouvelles demandes en concession de bourses.

venaient s'asseoir sur les bancs et débarrassaient ainsi leurs familles d'une surveillance difficile à exercer, mais qui ne tiraient aucun profit de leur assiduité à l'école, peuvent aujourd'hui prendre part à l'enseignement. Un rapport individuel a été fait sur chacun d'eux. « Plus d'un enfant commence non-seulement à écrire et même à calculer un peu, mais encore à comprendre les questions simples qu'on lui adresse et à se faire entendre à son tour à l'aide d'un vocabulaire de sons et de mots peu complet sans doute, mais suffisant pour les besoins de la vie. » Ainsi ces infortunés, pour qui les soins de la famille sont si nécessaires, pour qui il est si pénible d'aller, loin du sol natal, recevoir l'instruction qui leur manque, pourront rester près du foyer paternel ; leurs premières années s'écouleront tranquilles, heureuses peut-être, sous les yeux de ceux qui les ont vus naître et grandir ; et, plus tard, ils ne seront point des étrangers pour les autres habitants dont ils auront, dans leur enfance, partagé les jeux, les fêtes et les travaux. C'est un grand service qui leur est ainsi rendu ; c'est un acte d'humanité éminemment honorable pour tous ceux qui y ont pris part, pour le Conseil général, pour la préfecture et pour l'autorité universitaire. On nous pardonnera sans doute de saisir cette occasion de rendre hommage au zèle déployé en cette circonstance et en bien d'autres par M. Jacoulet, inspecteur d'Académie, dont nous apprenons le départ au moment où nous écrivons ces lignes. M. Jacoulet n'a fait qu'un court séjour

dans le Jura ; mais il laisse en partant des traces durables de son passage. Sous sa direction, l'instruction primaire a fait de remarquables progrès ; le service lui est redevable d'améliorations heureuses et de réformes qui resteront, et le personnel gardera longtemps le souvenir reconnaissant de sa bonté, de son empressement à obliger et de sa sollicitude toujours en éveil, toujours prête pour la défense des intérêts qui lui étaient confiés.

Nous avons constaté dans notre travail avec un vif plaisir, souvent avec un orgueil que nous ne cherchions point à dissimuler, la brillante situation de l'instruction publique dans notre département. Une telle prospérité, nous le répétons, est l'œuvre de tous ; elle suppose des efforts communs et le concours de toutes les volontés. D'un côté, l'autorité départementale stimule les municipalités, multiplie les maisons d'école, assure la fréquentation des classes, augmente par tous les moyens dont elle dispose le bien-être du personnel et ne lui refuse jamais son bienveillant appui. De l'autre, le Conseil général, par ses subventions, encourage toutes les œuvres utiles, examine dans sa sagesse les réformes qui lui sont soumises, s'y associe, leur donne par sa haute expérience la consécration et l'autorité qui peuvent leur manquer : matériel des écoles normales, concours des écoles, certificats d'études, bibliothèques scolaires, cours d'adultes, retraites pédagogiques, sourds-muets, etc., partout vous retrouverez des traces de son activité et de sa sollicitude.

Les municipalités suivent l'impulsion qui leur est donnée : les individus, se mouvant dans une sphère plus restreinte, n'en secondent pas moins les efforts de l'autorité. L'autorité universitaire enfin, tout obligée qu'elle est de compter avec les exigences des traditions et de se conformer aux prescriptions qu'elle reçoit, n'en a pas moins son initiative propre qui se manifeste par des modifications de programmes, des innovations et des réformes partielles ; c'est à elle qu'on doit par exemple une meilleure distribution du travail, de nouvelles méthodes, des réductions dans les différentes branches de l'enseignement, une direction mieux entendue des études.

L'instruction est un élément de force pour un peuple ; ce n'est un doute pour personne. Les défiances tombent, les vieilles illusions s'évanouissent. Nous nous comparons aux nations voisines et cette comparaison ne laisse pas que de jeter quelque inquiétude dans l'esprit. Ce trouble augmente quand on songe aux périls politiques ou sociaux dont le pays est menacé. On sent qu'on n'en peut rester là ; on sent qu'il faut marcher et agir. Notre département, et c'est là sa gloire, comprend depuis longtemps cette nécessité ; et cette loi impérieuse qui s'impose aujourd'hui à tous, il a été un des premiers à la reconnaître et à l'accepter. Espérons que tant d'efforts ne seront point stériles, que tant de sacrifices ne seront pas perdus.

Dans ce travail, dont l'étendue dépasse nos premières prévisions, nous n'avons pas donné à toutes

les questions les développements que leur importance eût demandés. Ainsi nous n'avons fait qu'effleurer celle des modifications à introduire dans les programmes, et Dieu sait cependant de quel intérêt elle pourrait être pour nos écoles. Aujourd'hui, à Vienne, il faut bien le dire, hélas ! les étrangers constatent, avec surprise que, pour certaines méthodes d'enseignement, nous sommes de quarante ans en retard (1).

Enfin nous avons écarté un peu à regret toutes les questions relatives au personnel, bien que les documents même publics et les renseignements particuliers ne nous fissent nullement défaut. Mais certaines convenances nous commandaient la plus grande réserve et nous avons préféré nous abstenir. Nous ne terminerons pas cependant sans rendre hommage au mérite et aux qualités qui recommandent les instituteurs du Jura. Les rapports que nous avons entre les mains reconnaissent chez tous des habitudes sévères de moralité, une piété sincère, du savoir et du dévouement. On disait d'eux l'année dernière au Conseil général : « ils ont su éviter les écueils semés sur leur route, même dans les plus humbles communes ; ils se

(1) En Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Scandinavie, et jusque dans les écoles polonaises, ruthènes, tchèques, slovénes et autres, on emploie pour l'enseignement de la lecture et de l'écriture, une méthode nouvelle que les Allemands appellent *schreibese* ; elle est moins fatigante pour le maître, plus amusante pour l'élève. Une grande maison de librairie publiera prochainement tout ce qu'il faut pour l'appliquer dans nos écoles. (Voir *Journal des Débats*, 5 juillet.)

sont tenus à peu près partout à l'écart des luttes et des divisions des partis. » Nous nous souvenons encore qu'en 1866 un éloquent orateur, à propos des cours d'adultes, racontait devant un auditoire parisien d'admirables traits de dévouement et de désintéressement de nos instituteurs, et d'unanimes applaudissements accueillaient ses paroles (1). Nous savons aussi que tous restent fidèles aux vieilles traditions de loyauté et de vertu qui sont depuis bien longtemps l'honneur du corps et le cachet de la profession. Lors de la dernière guerre avec la Prusse, plus d'un a répondu à l'appel que la France faisait à ses enfants, et a vaillamment fait son devoir. Dans beaucoup de communes, l'attitude énergique des instituteurs a imposé à nos ennemis eux-mêmes. Dans le cours des désastres qui ont accompagné l'invasion, plusieurs ont prodigué leurs soins aux soldats blessés ou malades ; leur abnégation a été sans bornes : ils ont sacrifié jusqu'à leurs dernières ressources ; ils l'ont fait simplement, sans bruit, sans éclat ; ou nous nous trompons fort, ou ce dévouement a été bien près de l'héroïsme. Il nous semble en un mot que c'est à eux surtout que peuvent s'appliquer les belles paroles que M. Jourdain, inspecteur général de l'enseignement supérieur adressait naguère aux membres du corps enseignant de l'académie de Nancy :

(1) Discours de M. Charles Robert, secrétaire général du ministre de l'intérieur à la distribution des prix des écoles communales d'enfants, d'apprentis et d'adultes du 11^e arrondissement.

« Si nous considérons comme la première de nos obligations, celle d'inculquer à la jeunesse par nos leçons et surtout par nos exemples plus efficaces que nos leçons, l'amour du devoir, la foi en Dieu, la soumission aux lois, le respect de l'autorité, en un mot les sentiments et les vertus qui font l'honnête homme et le chrétien, soyez en bien persuadés, nous aurons bien mérité de la patrie, nous aurons travaillé utilement à guérir ses plaies et à relever ses ruines ; nous aurons préparé pour elle une nouvelle ère de grandeur et de prospérité. »

ERNEST GIRARD.



IMPRIMERIE GAUTHIER FRÈRES, A LONS-LE-SAUNIER.

TROIS RECÈS

INÉDITS

des États de Franche-Comté.

Quand les états de Franche-Comté avaient tenu leurs séances, le greffier desdits Etats recueillait les recès des procès-verbaux de ces séances dans trois registres différents : l'un de ces registres est maintenant déposé à la bibliothèque de Besançon ; l'autre est à la bibliothèque nationale ; l'autre enfin, après différents possesseurs, est arrivé entre nos mains. En le parcourant, nous avons constaté que plusieurs Recès n'étaient pas compris dans la publication qu'a fait en 1847 le regretté M. De Troye ; car il n'avait pu en avoir connaissance, ne sachant ce qu'était devenu ce manuscrit. Ce sont ces trois Recès que nous offrons au public ; les amateurs de notre histoire en comprendront l'importance.

Nous avons l'espoir que quelques autres plus anciens se retrouveront également plus tard ; car quoique beaucoup de titres importants aient disparu, nos archives nationales sont encore riches, et on commence à comprendre l'importance de ces vieux titres. En effet, ce n'est que par la publication de documents pareils qu'on reconstituera la véritable histoire de Franche-Comté, celle de notre administration, de nos luttes et de nos misères, et qu'on liera fortement cette histoire à l'histoire générale de France.

D.-A. THIBOUDET.

I

Le mardi XIII^e jour de febvrier mil iiij^e iiij^e xx et dix-huit (1498), au lieu de Salins, de la part de révérends pères en Dieu, messieurs les prélats, abbez, vénérables personnes, les archidiaques, chanoines et autres gens d'église, et aussi gens et députez des villes et plat-pays représentans les trois États du Comté de Bourgogne (1) assemblez aud. iour et lieu par lettres de très-honoré et [re]douté seigneur monsieur de Vergy, mareschal de Bourgogne, ont esté faites les très-humbles requettes et remontrances qui-sensuivent.

A sçavoir que veue la grande foule du pays, les frais et dommages qu'il a supporté au moyen de la guerre, en manière que les pauvres gens n'ont plus de quoy vivre, qu'il plaise à mon dict sieur le mareschal se retirer et desloger tous gens d'armes vivans sur ledit pays, et à la charge d'iceluy, A sçavoir ceux du pays en leurs maisons, et envoyer les étrangers devers le roy, leur interdisant et deffendant par ses lettres et mandemens de doiresnavant tenir les champs, ne de prendre plus aucune chose sur les habitans dud. pays par appatissemens despenses vivres ne autrement en quelque manière que ce soit, le tout à peine de confiscation de corps et de biens en procédant à l'encontre des désobéissans faisans le contraire sy rudement que ce soit exemple à tous autres.

Et à cette fin que mond. sieur le mareschal ordonne aux bailliz, leurs lieutenans, aussy aux nobles, justiciers, officiers et sujets dud. pays, contreindre lesd. gens de guerre pour obéir à ce que dessus, nonobstant toutes et quelconques appellations.

Et en faisant vuidier et retirer lesd. gens de guerre par effect, lesd. deux Estats (sans préjudice des libertez et privilèges dud. pays, et sans cy après le tirer à conséquence) feront délivrer en prest à mond. sieur le mareschal ou son commandement la somme de deux mille cinq cens frans affin que sans déport ou excusation quelconque, il les fasse retirer et vuidier comme dict est, dont seront remboursez lesd. des deux estats par noz souverains seigneurs, ou par les trois estats dud. pays.

Item, et en ensuyvant ce que desia avoit esté ordonné luy plaise des maintenant faire retirer lesd. gens de guerre estant de ced. pays en leurs maisons, à la peine que dessus.

Et pource que les sujets de ced. pays au moyen de la guerre sont destruictes et en extreme nécessité et pauvreté, tellement que le faiz de la guerre et desd. gens d'armes leur est insupportable, et aussy la communication des pays voisins leur est substraitte de laquelle ils ne se peuvent bonnement passer, Plaise aussy à mond. sieur poursuivre et pourchasser devers le roy, que par paix ou trefues longues *communicatives* et marchandes ou autrement, Iceiluy pays puisse estre et demeurer sans

guerre ou sans gens d'armes et en la vraye obéissance du roy et monsieur nos souverains seigneurs (2).

Aussy attendu qu'il conviendra asseoir lad somme de deux mil cinq cens frans sur lesd des deux états, plaise ordonner et déclarer que tous, exempts et non exempts, privilégiez et non privilégiez, ensemble des subgetz, biens et chevance de ceux qui tiennent party contraire à nosd. sieurs, séans en ced comté, soient contribuables, Et que des plus clerz deniers et revenuz d'yceulx les sommes qui leur seront imposées soient relevées et fournies, et sur ce octroyer mandement comme pour les propres deniers de nosd. sieurs.

Et des choses dessus dites que mond sieur le mareschal face expédier ses lettres signées de luy et de l'un de ses secrétaires.

Signé G. DE VERGY.

Et plus bas, par mond sieur le mareschal,

VARNOROT.

NOTES

(1) On trouvera au second recès la raison pour laquelle la noblesse de Franche-Comté manquait aux Etats généraux. D'une part, la guerre contre Louis XI avoit été fort meurtrière, et précédemment les batailles de Morat et de Grandson l'avoient bien épuisé ; et à cette époque (1498), la plupart des nobles étoient morts ou encore en captivité.

(2) Le peu de commerce qui existoit alors en Franche-Comté, se faisoit en grande partie avec la Suisse qui venoit dans le pays s'approvisionner de blé, de vin et de sel, (lettres sur la guerre des Suisses de M. de Gingins, p. 24) puis quelque peu avec les provinces limitrophes de la France, et enfin quelque peu avec l'Alsace et la Lorraine. Comme on en peut juger, les relations n'étoient pas encore rétablies à l'époque de ces Etats généraux, et il y avoit cependant déjà à peu près dix-neuf ans que la guerre avoit cessé.

Ce recès, du reste, fait ressortir le pitoyable état où s'est trouvé la Franche-Comté après la guerre de Louis XI.



DEUXIÈME RECÈS.

Aux présens estats assemblés en ceste ville de Salins, le treizième iour du mois d'apvril après Pasques, l'an mil cinq cens et sept, en vertu des lettres patentes closes de la Sacrée Majesté du Roy des Romains notre sire (1) envoyées par révérend père en Dieu monsieur l'évesque de Basles, haults et puissans seigneur messire Sigismond, conte de Lonphen, capitaine général dud seigneur roy, en ses pays d'Auxois, messire Guillaume, seigneur de Vergy, mareschal de Bourgoigne, messire Estienne de Thiard, chevalier seigneur de Bussy, chef du Conseil dud. seigneur roy, et président des parlements de Bourgoigne, et messire Simon de Ferrectes, aussy chevalier ambassadeurs et procureurs du seigneur roy.

Lesquels assemblez en la grand sale des frères mineurs du couvent dud. Salins ont présentées lesd lettres closes à ma très redoubtée dame, madame la princesse d'Aurenges (2), messieurs de Genrey, de Neuschâtel, de Ruffey, de Vieme (3), de Fontaine-Française, révérends pères en Dieu les abbez de Montbenoit, de la Charité, vicaire de monsieur de Besançon et à tous messieurs desd. estats illec assistants et congreguez et assemblez.

Lesquelles lettres veues par les dicts seigneurs des estats de la part desd. seigneurs ambassadeurs et procureurs dud. seigneur roy des Romains,

par led seigneur président a esté très-élégamment proposé les causes de leurs légations déclairans ausdicts seigneurs des estats que led seigneur roy en ensuyvant la supplication et requeste à luy faites par les députés desd. estats qui avaient visité Sa Sacrée Majestée royale à Salembourg, qu'il acceptait comme ayeul paternel la Mantbourine, légitime administration et gouvernement des corps et biens, pays, terres et seignories de monsieur Don Charles archiduc d'Austriche, prince de Castille, filz de feu très recommandée mémoire Don Philippe à son vivant roy de Castille, duc et comte de Bourgoingne, son fils notre souverain seigneur auquel Dieu face mercy (4). Les mercioit par eux du bon vouloir qu'ilz avaient heu par le passé, et continuaient à luy et à mond. seigneur l'archiduc son fils nostre souverain seigneur.

Requérant ausd sieurs des estats, actendue lad. acceptation, qu'ilz feissent aud. seigneur roy comme ayeul paternel Mentbourg, et légitime administrateur, le serment de fidélité selon qu'il appartenait, et que led. seigneur roy leur avoit par ses lètres patentes, donné pouvoir et procuration de faire ausd. estats aussy le serment pertinent et leur promettre faire la confirmation de leurs privilèges franchises et libertez du pays ainsy que avoient faict messieurs les comtes de Bourgoingne, prédécesseurs de mond. sieur l'archiduc notre souverain seigneur, leur requerant pour les grands et urgens affaires et autres causes et raisons mises avant, et pour le bien, garde et

seurté du pays et de leurs personnes et biens que lesd. des estats facent un don libéral, gratuit et sans préiudice de leurs libertez, privilèges, et aussy de la prendre ne tirer à conséquence, de la somme de trente mil libures, monnoye dud. Comté de Bourgoingne, et de ce baillerait ses lettres, patentes de non préjudice à la manière accoustumé avec la confirmation de leurs privilèges aux députez desd estats, que par eux seroient envoyés à sa très-sacrée majesté, laquelle pour soulagier lesd. estats avoit intention les suractendre en son comté de Ferrecte qu'est le lieu le plus prochain dud. comté de Bourgoingne. En faisant sur ce plusieurs belles et grandes offres et remontrances donnans clerement à cognoistre la singulière amour et dilection que led. seigneur roy porte ausd seigneurs des estats de ce comté de Bourgoingne.

Mesd. seigneurs des estats après qu'ils ont ouyes et entendues les chòses ainsy très-élegamment à eux proposées de la part desd. seigneurs ambassadeurs se sont retirez en la manière accoustumé, et ont sur les chòses dessusd. délibéré conclu et accordé, ainsy que cy après sera déclaré.

Lesquels seigneurs desd Etats le jourdhuy quatorzième dud mois d'april se sont de rechef assemblez en lad sale du dict couvent, et eux assemblez et mesd seigneurs les ambassadeurs aussy et présents, de la part desd. seigneurs des estats par maistre Nithier Patornel, conseiller et premier advocat fiscal de nosd. sieurs en leurs

parlements a été dict et déclaré et respondu ausd. seigneurs ambassadeurs, et procureurs après aucune prémisses et louanges des parsonnes desd. seigneurs roy des Romains et feu roy de Castille, que lesd des estats remercioient très humblement lad. très-sacrée majestée dud seigneur roy à laquelle avoit pleu envoyer mesd. sieurs ses ambassadeurs pour les visiter et consoler, aussi comme raison vouloit, il avoit accepté lad Mainbourne et légitime administration des corps et biens de mond. sieur l'archiduc nostre dit souverain seigneur suppliant à leurs personnes très humblement lad. très sacrée majesté dud seigneur roy que son bon plaisir soit les entretenir en leurs privilèges, libertez, franchises et exemptions, en bonne paix et amour, et qu'il les aye tousiours en bonne souvenance et recommandation. Et quant à eux, ils feront et seront comme tousiours par cy devant ont faict et esté bons, vrais, loyaux et parfaicts vassaulx, féaulx et subjects à sa très sacrée majesté comme ayeul mentbourg tuteur et légitime administrateur des corps et biens, pays, terres et seignories de mond. seigneur l'archiduc nostred. souverain seigneur, et luy offrent faire le serment tel que de raison comme ils sont tenuz et ont accoustumé faire à leur souverain seigneur, Et combien que led comté de Bourgogne, subiectz et habitanz d'icelluy ayent puis et sont trente cinq ans soubstenuz de dommaiges inextimables tant par les guerres qui y ont régné, les feugz y mis, parsonnes prisonnières, les autres après leurs

prisons et deniers de rançons payés, mors et autres occis, famines, mortalitez et stérilité qui y ont esté, semblablement que pour survenir et fournir aux très grandz fraiz des dernières guerres et des voyages dud feu seigneur roy de Castille par luy faictz en ses royaumes en Éspaigne ils ont tans fourniz de deniers que led. comté de Bourgoingne et habitants d'icelluy sont totalement desnuez d'argent et en grande pouvreté, et aussy quil leur convient payer leurs députez, envoyer devers la sacrée-majesté mond sieur l'archiduc et ma dame la duchesse douaigière de Savoie, sa fille (5), que aultres, mais en parseverant et demonstrant les bons loyaulx et grands couraiges qu'ils ont aud seigneur roy, liberallement en don gratuit et sans préjudice de leurs privilèges et exemptions, et soubz les modificationz suigvantes.

Et moyennant qu'il plaise aud. seigneur roy faire tousiours entretenir ses subjectz dud. Comté en bonne paix et justice, ainsy que de sa part leur a esté offert par lesd. ambassadeurs et depputez, ils ont accourdé et donné aud. seigneur roy aud. nom la sòmme de quinze mille francz, monnaye dudit Comté à les payer assavoir la moitié au jour de nativité, nostre seigneur prouchainement venant, Et l'autre moitié et le reste des quinze mille francz à la resurrection nostre Seigneur ensuyvant et prouchainement venant.

A prendre et relever lesd. deniers sur touz les habitanz dud. comté de Bourgoingne exempz et non exempz privilégiez et non privilégiez, et sans préjudice de leurs privilèges libertez et exemp-

tionz aussy en condition que en cas que aulcuns desd. habitans dud. comté que seront imposés de lad. somme ne payeront ou refuseront les payer le trésoriers ou recepveurs dud. don gratuit pour led. seigneur roy seront tenuz prandre les payemens, et requerans les sommes qui seront ainsy imposées sur lesd. refusans pour les en faire exécuter comme des propres deniers de notred. seigneur Roy.

Et pour ce que le recepveur dud. seigneur roy de Castille qui receut les deniers du dernier don gratuit à luy naguères achevé de payer à faict aux derniers députez certaines indehues exécutions comme de arrester leurs parsonnes, que ne fut jamais faict. Ils ont requis et supplyé comme dessus que le plaisir dud. seigneur roy soit que telles exécutions ne se facent sinon en forme de justice et raison, en cas de deffault de payer contre les recepveurs que sont commis et aüront receu led. don gratuit, aussy moyennant que les officiers tant de receipts, finances, que aultres pour led. seigneur ne mettront aucun empeschement et deniers que seront imposés par les gens et deputez desd. estats sur lesd. habitans dud. pays, ains moyennant le payement de lad. somme de quinze mille frans laisseront lesd. des estats ordonner et disposer comme raison est de ce qu'il en sera gecté et imposé sans recouvrer par lesd. officiers de recepte et aultres aucun des deniers appartenans ausd. des trois estats.

Et mercient mesd'seigneurs les ambassadeurs

les priant qu'ilz ayent pour recommander envers led. seigneur lesd. des estats, et qu'ils enverront devers luy leurs députez pour luy exposer les choses dessusd. et obtenir les confirmations de leurs privilèges, le supplier et requérir les entretenir en bonne paix et union.

Et après ce, mesd. sieurs les ambassadeurs ont dict et déclaré quant aud. don gratuit et aultres choses dessusd. ils en feroient le rapport aud. seigneur røy pour a son bon plaisir l'accepter. Et quant au serment de fidélité, ils ont requis ausd. seigneurs des estats de faire en leurs mains et présences selon la forme de leur pouvoir et procuration contenue esd. lettres patentes que ont été lehues à haulte voix en présence desd. estatz lesquels assavoir mad. dame la princesse, lesd. sieurs devant nommez et tous aultres desd. estats illec présents et assemblez en tenant la main deptre aux saintz (evangiles) ont faict es présences desd. ambassadeurs commis et deputez le serment semblable et cy après escript, lequel aussy à haulte voix par maître Guillaume de Boisset, greffier desdits estats leur a esté leu, duquel serment la teneur sensuit :

Vous jurez le nom de Dieu par votre foy et serment sur et aux saintz évangiles de Dieu que vous serez bons et loyaux au roy des Romains comme agent paternel membours et légitime administrateur des corps et biens, pays, terres et seignories de monsieur Don Charles archiduc d'Autriche, (6) prince de Castille, duc et comte de

Bourgoingne, nostre souverain seigneur les obeirez et servirez enuers et contre tous procurerez leurs honneurs biens et prouffitz, et par le contraire évicterez de votre pouvoir toutes entreprinses et damages qui se pourroient faire contre eux et chascun d'eux, leurs pays et seignories, venans à vos cognoissances desquelles le plus diligemment que pourrez, advertirez le roy ou ses lieutenant, général, *mareschal*, *court souveraine* et aultres officiers qui ad ce seront par luy commis, et généralement ferez tout ce que bons loyaux vassaux féaulx et subjectz sont tenuz faire à leur souverain seigneur.

Après lequel serment ainsy faict par mad. dame et lesdictz seigneurs des estats, ils ont aussy prié et requis ausdictz sieurs ambassadeurs que en vertu de leur pouvoir et procuration ils fassent au nom dudit seigneur roy ausd. des estats le serement tel et semblable que les comtes de Bourgoignes prédécesseurs de nosd. souverains seigneurs ont accoustumé à leurd. vassaulx feaulx et subjects, lesquelz seigneurs ambassadeurs ont aussy levé la main aux saintz (evangiles) et juré semblable serement en l'ame dud. seigneur roy comme mémbour et légitime administrateur que dessus, que led. seigneur roy les entretiendra en privilèges libertez franchises et exemptions telles et semblables que ont faict messieurs les comtes de Bourgoingne prédécesseurs de nostred. souverain seigneur les entretiendra en paix et bonne justice, gardera de son pouvoir de folles oppres-

sions ; et fera envers eux toutes autres choses que souverain seigneur est tenu de faire à sesd. vassaulx feaulx et subjects déclairant par lesdits sieurs ambassadeurs ausd. seigneurs des estatz que s'ils envoient leurs depputez aud. seigneur roy qu'il confirmera ledit serment selon que leur a donné par instructions, faict les an et four que dess. presens maistre Marc de Chauvirey de Salins, licencié es droicts, et Jaques Morel de Dole, tesmoins ad ce appelez et requis.

Et ce faict, par les estats de chascun baillage eux retirez par ensemble et à part ont esleu et nommés commis et depputé à faire légalement dud. don gratuit : Assavoir pour le baillage d'Amont, révérend père en Dieu Monseigneur l'abbé de la charité, noble et puissant seigneur messire Fernande sieur de Neuschâtel et de Montagu et messire Hugue Marmier, lieutenant général de monsieur le Bailly d'Amont pour le baillage d'aval, messire Guy David, docteur es-droicts, conseiller de nostd. seigneur en lad. court de parlement de Dole, prévost de l'église de Saint-Moris, noble et puissant seigneur Gerard de Vienne, seigneur de Ruffey, maistre Loys de Cise, lieutenant-général du baillage d'aval, et maistre Hugues de Vers, receveur général de madame la princesse. Et pour le baillage de Dole, reverend père en Dieu, Damp Nicolas Parret, abbé de Buillon, noble et puissant seigneur messire Gerard de Longvy, seigneur de Gevrey (1), et en son absence, noble seigneur mes-

(1) Probablement pour Gevry.

sire Jean, seigneur de Champdivers, chevalier, et Gustave du champ bourgeois de Dôle.

Auxquelz par mesdsieurs des estats a été donnée puissance faculté et autorité de faire et imposer led. don gratuit selon qu'il a esté accordé, et en outre la somme de treize mille francs : assavoir, pour madame la duchesse douhairière de Savoie, trois mille francs, et le surplus pour payer et satisfaire aux frais tant de messieurs les ambassadeurs. la envoyez devers ledict seigneur roy, mond. sieur l'archiduc que devers madite dame et de ceux qui seront depputez cy après pour aller devers lad. sacrée Magesté faire la response de par lesd. estats auxquelz seigneurs depputez mesd. sieurs des estats ont aussy donné puissance de taxer et de faire payer sur lad. somme lesd. seigneurs ambassadeurs selon leurs estats et qu'ils verront estre à faire par raison. Et aussy que en cas que aucuns d'eulx iroient de vie à trespas ou ne se trouveroient que les survivans et presens aux assembleez desd. depputez procéderont aux engallement et expéditions tant de faire faire et conclure toutes choses que pour le relièvement et payement dud. gect comme aussy de l'audition et affunement des comptes des receueurs d'icelluy gect lesquelz depputez ne pourront commectre ne subroguer en leurs places, faict ausd. estats les an et jour dessusditz.

Et le lendemain quinziesme jour dud. mois, lesd. seigneurs des estats ont esleu pour envoyer devers la très-sacrée Magesté du roy, noble et puissant

seigneur messire Guillaume, seigneur de Vergy, mareschal de Bourgoingne, nobles seigneurs et saiges messire Estienne de Thiard, chevalier, seigneur de Bissy, chief du conseil de nostre dit seigneur et président de sa court de parlement de Dole, messire Guy David docteur en droictz, vicaire de monsieur de Besançon, messire Philippe Loyette, aussi chevalier par dessus des offices de la saulnerie de Salins, Jean Bontemps, seigneur de Salans et Nicolas Marceret, escuyer mayeur de Salins, ausquelz ilz ont donné la puissance de faire envers nostre dit seigneur selon qu'elle est contenue et escript es instructions et mémoires à eulx faites et baillées par lesd. estats par les deputez desquelz seront tauxées et les feront payer sur lad. somme comme dessus, faict ausd. estats en la saulnerie de Salins les an et jour que dessus.

Instructions à messieurs, messire Guillaume, de Vergy, mareschal de Bourgoingne, messire Estienne de Thiard, chevalier, seigneur de Bissy, chief du conseil du roy nostre seigneur et président de sa court de parlement de Dole, Messire Gui David, docteur es droitz, chambrier et chanoine de l'Eglise de Besançon, conseiller de nostred. seigneur en sa dite court messire Philippe Loyecte, chevalier par dessus des offices de la saulnerie de Salins, Jean Bontemps, seigneur de Salans, aussy conseiller de nostd. seigneur et l'un des commis sur le faict de ses finances; et Nicolas Marceret, escuyer-mayeur de la ville de

Salins de ce qu'ils auront à dire et à remonstrer à la sacrée magesté du roy des Romains nostre seigneur ayeul et légitime administrateur des corps et biens de monseigneur l'archiduc prince de Castille, duc et comte de Bourgoingne, nostre souverain seigneur de la part des gens des trois estats du comté de Bourgoingne naguères assemblez en vertu des lettres patentes royaulx en la bonne ville de Salins.

Assavoir, que après la présentation des lettres de créance et les très-humbles recommandations à la bonne grâce de la très sacrée magesté royal, diront et réduiront à mémoire comme les habitants du comté de Bourgoingne en tous estats en suyvant les vestiges, la trasse et les gestes des prédécesseurs ont de tout leurs cœurs aymé et chéri leurs princes et souventesffois se sont employez en leurs services de corps et de biens tellement que feus tres recommandées mémoires les roys, ducs et comtes de Bourgoingne ont par vraie expérience de tout le temps passé trouvé toute entière et loyalle obéissance en leurs subjects des pays de Bourgoingne autant que en subgets, royaumes ou provinces qui soit au monde comme de ce non-seulement l'histoire croniques et escriptures auctentiques contenans choses mémorables l'affermement et démontrent, et par continuation la mémoire des vivans en est encore récente et fresche la ouvertement démontré, car pour servir et entretenir la très-noble maison de Bourgoingne en son entier les Bourguignons et

habitans en ced. comté, démontrants leurs loyauté de cœur et courage ont porté le faict des guerres et divisions passées pour la deffence dud. pays à l'obéissance de leurs princes ou ilz ont heu de grandes pertes et quasy intollerables dommaiges en leurs personnes et biens, car ledit pays a esté pour la pluspart bruslé, destruict et pillé. Et premièrement les nobles du pays *sont morts au service de leur prince*, les autres prisonniers, payer grandes et excessives rançons, et la pluspart des maisons des gentilshommes dud. pays destruites et abattues, les villes et villages tous destruits, pillez et gastéz, les églises et monastères semblablement pillez et destruits, tellement que de la mémoire des vivans l'on ne trouvera pas que aultre pays prochain ou loingtain ou que ce soit aye tant souffert et porté d'inconvéniens que led. pays pour l'amour et fidélité qu'ilz ont tousiours porté à leur prince.

Et lesquelz des estats considérant la perte inestimable advenue par le très doloireux et lamentable déces et trespas de feu de tres recommandée mémoire le bon roy Philippe (8) que Dieu absoille jadis nostre souverain seigneur en ont porté merveilleux regret et desplaisir. Toutesfois pour ce que c'estoit chose irrémédiable après qu'ils ont recouru à Dieu le créateur et fait devotes prières et obsèques pour le remède et salut de son ame.

Ils ont pris grande consolation en ce qu'il a pleu au Créateur soy tant encliner envers lesd. subject

que led. feu (*) seigneur roy a délaissé vivant sur la terre mond. seigneur l'archiduc messieurs ses frères et seurs ou plus beau et grand nombre qui soit en quelquonque maison royalle dessus la terre dont tout le pays a joye indissible et inexplicable.

Et d'autant plus que la sacrée réelle magesté qu'est le grand père les a en ses mains et puissance et comme ayeul paternel par la disposition de tous les drois à pleniére puissance et administration de leurs corps et biens, et qu'il a pleu à sa magesté sur la tres humble requeste des ses subgets en prendre et accepter la charge dont ilz ont loué et louent Dieu le créateur en rendant graces et marcy perpetuellement aud seigneur roy.

Auquel comme ilz ont entendu tant par le rapport de leurs députez envoyés devers sa magesté comme par la legation de messieurs ses ambassadeurs orateurs et commis qu'il luy a pleu envoyer en la ville de Salins où il avoit faict convoquer les estats du pays en vertu de ses lettres patentes et selon la manière accoustumée led. seigneur roy de sa benigme grace a dict et faict dire et exposer l'amour et dilection qu'il porte à sesd. subgets, et que sur toutes choses. Il désire les entretenir en paix, justice et bonne police, les garder de toutes folles (**) et oppressions pour tousiours leur donner meilleurs couraiges de continuer et parseverez en

(*) Le mot Seigneur n'est représenté là, comme bien autre part, du reste, que par l'abréviation Sc.

(**) Folle probablement pour fouille.

leurs loyautéz et obeissances dessusd. dont lesdicts subjects ont esté consolez, car la chose qu'ilz désirent plus au monde, c'est que le pays demeure en *paix* et *exemptions* dehors de toutes guerres et divisions en l'obeissance de leur souverain seigneur ; car par la paix led. pays pourra ressoldre, et par guerres et divisions en voye de toute ruyne et désolation.

Successivement par lesd. seigneurs ambassadeurs denommez ez lettres patentes dud. seigneur a esté pour plusieurs considérations bien à plain et sagement remontrées par eulx faict requeste ausd. des estats qu'ilz voulsissent accourder aud. seigneur roy trente mille libvrez pour une fois pour un don gratuit et liberal sans prejudice des libertéz et franchises du pays, ne de le prendre ne tirer à consequence, recouvrables sur tous exempts et non exempts pour ceste fois offrans sur ce lettres de non prejudice en bonne et ample forme, afin que led. seigneur peust mieux entretenir led. pays en paix bonne justice et seurté.

Et combien que le pays soit constitué en très grande puuvreté tant au moyen des guerres passées, pestilences stérilité de temps que aultrement comme lesd. des estats ont a plain remontré esdits ambassadeurs, et que les proposans le pourront encoires plus à plain repeter, toutesfois pour tousiours demonstrer leurs bons couraiges, et que sur toutes choses ilz desirent complaire à la magesté royalle comme grand père et légitime administrateur, *luy ont liberallement et par don gra-*

tuit accourdé la somme de quinze mille frans recouvrables sur tous exemps et non exemps privilégiez et non privilégiez et sans prejudice de leurs privilèges et immunitéz libertez et franchises du pays et que led. don ne sera tiré à consequence, et soubz aultres modifications contenues en la response et conclusion des estats que lesd. sieurs ambassadeurs envoyés pourront voir afin d'en faire plus ample remonstrance.

Et au regard du serment de fidélité lesd. sub-
jects tres volontiers et de leur plein gré l'ont faict et presté aud. seigneur roy des Romains comme grand père et légitime administrateur des corps et biens de mond. seigneur l'archiduc son fils nostre souverain seigneur ainsy que sa magesté l'a peu entendre par le rapport de mesd. sieurs ses ambassadeurs lesquelz en suyvant le pouvoir qu'ils avoient de lui ont faict led. serment ou nom du roy nostd. seigneur membour et administrateur que dessus de entretenir et conserver led. pays en paix et justice, le garder de foulles et oppressions, conserver les privilèges, libertez et exemptions dud. pays selon led. forme.

Lesquels des estats en suyvant ce que les dessusd. ambassadeurs leur ont déclaré envoyant devers lad. sacrée magesté royalle luy remercier tres humblement ce qu'il luy a pleu se tant incliner envers eulx, les envoyer visiter par bons et grands personnaiges singulière amour et dilection qu'il pourte à sesd. subjects et des bonnes et grandes offres qu'il luy a pleu leur faire de les

vouloir entretenir en bonne paix justice et police, le supplieront très humblement que son bon plaisir soit vouloir continuer affin que led. pays se peust ressordre et remettre sus pour mieux servir leurd. seigneur.

Aussy qu'il plaise à sa magesté encoires et d'abondant auctoriser ratiffier et confiermer lesd. privilèges, libertez et exemptions dud. pays et des gens desd. trois estats chascun en son endroit et qualité, et à procurer les aultres choses faites et accourdées au nom de sa magesté par sesd. ambassadeurs ayant pouvoir espécial par ses lectres patentes.

Et qu'il luy plaise veue la grande pauvreté du pays soy contenter dud. don gratuit et libéral desd. quinze mille frans a luy accordez selon la forme et les modifications y contenues, et octroyer ses lectres patentes de non préjudice en bonne et ample forme pour l'entretienement de la franchise et liberté du pays.

Et que le bon plaisir du roy nostd. seigneur soit en suyvant qu'il luy a pleu accourder entretenir lesd. pays et sesd. subgects en bon ordre et justice, *continuer la court souveraine du parlement de Dole* (10), et tous ses officiers en leur offices et administration ainsy et par la forme que led. feu seigneur roy Philippe son filz les avoit bien et saigement instituez et ordonnez laquelle continuation et entretienement sera tousiours cause de donner couraige à sesd. officiers et aux successeurs les mieux et loyalement servir chascun en

son estat et qualité, comme il fut faict lorsque [led.] pays paruint soubz l'obéissance de la magesté de l'empereur, que sera leur donner tant meilleur cœur de tousiours faire leurs leaulx debvoirs au service de sa magesté et administration de sa justice.

Avec ce que son bon plaisir soit ordonner que les provisions sentences et arrêtés de la court souveraine et juges royaulx soient demandez à exécutions selon leur forme et teneur et les ordonnances de lad. court de parlement sur ce faites et, si besoning est par main forte.

En oultre que à un gentilhomme nommé Carmugnet et à plusieurs autres sont esté debues plusieurs sommes de deniers pour le faict des guerres et deffences du pays, son bon plaisir soit les faire appaiser et contenter et que ledit pays en demeure quicte.

Et finalement soit suppliée lad. sacrée magesté que son bon plaisir soit escrire à nostre saint pèr le pape touchant l'interdict mis es villes de Dole, Lons-le-Saunier et autres villes et lieux de ce comté de Bourgogne, et donner provision au pays pour obvier a telz interdicts que sont a très grand scandale des subgetes de mond. seigneur (11). Et est led. (*) interdict faict aud. Salins en la grande saulnerie le xvi^e jour d'april l'an mil cinq cens et sept après Pasques.

Par ordonnance de messieurs des estats.

Signé : DE BOISSET.

(*) Nous croyons qu'il y a là une distraction du copiste: au lieu du mot *interdict*, il faudrait le mot *instrument* ou *procès-verbal*.

Notes du second Recès.

(1) En 1507, le vieux Maximilien d'Autriche, roi des Romains, administrait le comté de Bourgogne comme tuteur des enfants de son fils Philippe mort en 1506.

(2) A cette époque, Philiberte de Luxembourg, princesse d'Oranges, mère de Philibert de Chalon, habitoit souvent le comté de Bourgogne.

(3) Il faudrait, pensons-nous, lire De Vienne, seigneur de Ruffey.

(4) Des états précédents dont les Recès nous manquent, avoient confié l'administration du comté de Bourgogne à Maximilien. La qualification de Mainbourg signifie tuteur, protecteur. Je ne le trouve employé au XVI^e siècle que pour signifier la protection donnée aux grands fiefs. Ce mot est commun dans la langue du moyen-âge.

(5) Marguerite, fille de Maximilien, à laquelle ce prince ne tarda pas à relâcher l'administration du comté de Bourgogne.

(6) Qui fut dans la suite Charles-Quint.

(7) Nous pensons qu'à cette époque Marguerite de Savoye avoit déjà part, au moins en fait, au gouvernement du comté de Bourgogne.

(8) Il est ici question de Philippe-le-Beau, archiduc d'Autriche, comte de Bourgogne, qui mourut jeune, bien regretté de ses sujets.

(9) Le Parlement avoit été récemment fixé à Dole par ordonnance de l'archiduc Philippe, dont nous venons de parler.

(10) Ceci mérite une note détaillée et qui fera juger combien les misères humaines se mêlent aux meilleures institutions; par une coutume déplorable, et qui remontoit aux temps où l'official intervenoit au nom de l'archevêque dans les relations civiles, on avoit l'habitude de contraindre les mauvais payeurs (et il y en avoit beaucoup alors!) en employant contre eux l'excommunication. Moyennant une rede-

vance, les créanciers empruntoient les foudres de l'Eglise et obtenoient contre les débiteurs une sentence d'excommunication. Les conséquences ne tardèrent pas à se produire : dans la biographie universelle, une note citée et extraite de la bibliothèque séquanoise de Ferdinand de Lampinet dit quel'on avoit vu en même temps quarante mille excommuniés ; il ajoute que, dans les villages, les femmes portoient le gonfanon, parce que tous les hommes étoient excommuniés pour des affaires de néant.

Le Parlement et les états protestèrent longtemps contre ces abus : (voyez Recueil des Ordonnances de Petreman, p. 169, 1^{re} partie.) une autre ordonnance « prenant en considération que l'on avoit le saint concile de Trente pour réduire le glaive d'excommunication..... défend d'en user pour exécution ecclésiastique, afin d'obvier à l'usage indiscret de ladite excommunication ; et, par ce moyen, exterminer les abus qui s'en sont reconnus avec grand scandale et foule des sujets. (Id. p. 172, liv. 6^{me}, 1^{re} partie.)

Avec le temps, cet abus devint intolérable ; et la religion ne tarda pas à souffrir de la faute de ses ministres : un passage d'un Recès de 1598 dit que l'autorité de l'Eglise étoit presque réduite à néant. Je trouve au Recès des Etats du 16 novembre 1556 ce passage : *parce que plusieurs habitants du pays poursuivent leurs débiteurs par censures ecclésiastiques provenant de l'officialité, plutôt que par justice séculière, tellement que les excommunications sont plus fréquentes audit pays qu'en tout autre de l'obéissance de S. M. Chose scandaleuse et de pernicieuse conséquence pour le salut des âmes de ces excommuniés, dont on a vu plusieurs inhumés en terre profane, et des autres demeurer longtemps sans recevoir les sacrements. Pour obvier à ces scandales, les gens de l'état de la noblesse et des villes ont supplié S. M. faire interdire censures ecclésiastiques réservées aux matières spirituelles.* »

Le clergé fit une vigoureuse résistance à la réforme, il défendit opiniâtement ses privilèges ; mais à la fin il fallut céder ; l'archevêque de Besançon reçut le revenu d'un abbaye en indemnité ; et tout finit par s'apaiser.



TROISIÈME RECÈS.

A l'Assemblée de messieurs des trois estats du comté de Bourgoigne faite au lieu de Dole au college de monsieur saint herosme dud. lieu, et que commencèrent le mardy dernier iour du mois dapuril apres Pasques 1538. On avoient esté mandez mesd. sieurs desd. estats par l^{res} de la très sacrée magesté de l'empereur duc et comte de Bourgoigne notre souverain seigneur (1). En laquelle assemblée ont esté lesd. sieurs des estats en après nommés, a scavoir très reverend pere en Dieu r^r messire Antoine de Vergy, archevesque de Besançon, reverends seigneurs messire Pierre de la Baume evesque de Genève prince d'empire abbé commendataire de Saint-Claude, Guillaume de Poupet, abbé commendataire des abbayes de Baume et de Goilles, François Bonvalot, abbé commendataire de Saint-Vincent de Besançon, François de la Palud abbé commendataire de Luxeul, messire Bernard de Gruieres official de Besançon, les abbez des abbayes de la Charité, Bellevaux, Corneul, Accy, Theulley et du lieu croissant, venerables personnes messire Mercurin de Boisset, docteur ès droits, doyen de Dole (2), le prevost de l'eglise Saint-Anatoile de Salins et plusieurs aultres seigneurs d'église faisans et représentans l'estat ecclésiastique. Noble sieur messire Jean Faulquier, cheva-

lier seigneur de Commenailles (3), comme commis et représentant la personne de très hault et puissant prince de messire René de Chalon, prince d'Oranges, chevalier de l'ordre, premier desd. estats, hault et puissant seigneur messire Claude de Vergy, chevalier sieur de Champlite, messire Jean sieur de Rupt et Adrien de Vaudrey, sieur de Corlaou chevaliers en la court souveraine de parlement, nobles et puissans seigneurs messire Joachin de Rye sieur dud. lieu etc. de Rahon et de Jean de Poupet sieur de la Chaux aussy chevaliers, *le Bailly de Montbeliard*, le comte de Pontdevaulx, les seigneurs de Vaudrey, sieur de Bouclans de Montfort, de Tromarey, de Charrin, de Vaicles, de Lieffrans, de Thouraise, de Montrambert, de Poupet, d'Arches, de Morvillars, de Marigny, de Loulans, de Terrans et plusieurs aultres chevaliers et gentilshommes assemblez en l'estat de la noblesse, les mayeurs et deputez des villes de Dole, Gray, Vesoul, Salins, Arbois, Poligny, et autres gens des villes de ce comté de Bourgoigne.

• Lesquelz sieurs desd. trois estats ainsy assemblez de la part de S. M. par hault et puissant seigneur messire Claude de la Baume, chevalier de l'ordre de la thoison d'or, baron sieur de Mont St Sorlin, mareschal de Bourgoigne, messire Hugue Marmier, chevalier, sieur de Gastel et de Longvy, président de Bourgoigne et par noble et egrege personne messire Jean de Saint-Mauris docteur es droitz, conseiller et maistre aux requestes de sa magesté, et par elle commis et deputez en cest

affaire ont été présentées à mesd. sieurs des trois estats les lettres de S. M. qui ont esté leutes à haute voix, en présence de mesd. sieurs des estats assemblez par le greffier diceux estats.

Après laquelle lecture par mesd. sieurs les président et Saint-Mauris suyvant la charge et commission de sad. magesté ont été dites et proférées a mesd. sieurs des estats les choses qui s'ensuiuent.

A scavoir par mond. sieur le président que plusieurs escriptures tesmoignent que pays, royaumes et regions ne scauroient avoir plus grande félicité ny les habitans icelles moyen tant convenable pour estre et demeurer en repos et tranquillité que d'avoir et estre conduicts par princes digne de regner, tendans à conserver l'estat commun et publique pour estre chose causant aux humains liberté excellente, et par laquelle sont tous pays préservez de corruption et macule.

Singulièrement quand iceux princes sont (") orn. de vertus, .humains clemens et benigns euv (") eurs subjects aux sollicitudes, sont obligés les entretenir de paix, justice et convenable police, vigilans au bien et commodité d'iceux et au rebouttement de toutes choses à eux dommageables, et par lesquelles peuvent tomber en calamité et misère. Car, comme l'expérience la souvent démontré, plusieurs villes, pays et régions ensemble

(") Ici tache d'encre au manuscrit ; nous croyons cependant qu'à la ligne supérieure il y a sous la tache le mot *orné* et à la seconde le mot *envers*.

de tous y habitans ont esté désolés, ruinez et destruits par les insolences, maux et tyrannies de leurs princes. A ceste cause Dieu, notre créateur, pour plus tirer son peuple d'Israel et le divertir par vehemente commination de son péché et désobéissance menaçoit de lui donner prince imprudent, voluptueux, cruel et tyran dont par sa divine clémence sommes exempts tous et pourvus de prince auquel toutes vertus abondent que dila-gray (4) particulièrement déclarer pour estre chose cogneue et notoire en toute chrestienté de laquelle est choisy vray modérateur et monarque. Il a dez son bas age a l'imitation du sage Salomon choisy sur toutes choses a luy agréables l'ornement de prudence bien cognoissant que entre toutes vertuz nécessaires à la moderation et conduite de la sublimité a lui deuement, telle vertu est estimée la plus requise par l'adresse et moyen d'icelle, sa magesté a tellement pourveu et donné sy bon ordre que (Dieu grace) ce pays est demeuré en quiétude et repos, nonobstant toutes fluctuations, motions de guerre. et perilz eminentz, ayant regné es pays circonvoisins sans oublier ni omettre chose qu'il a peu penser servir a cest effect.

Sa magesté nous a tousiours donné commandement et ordonnance garder et observer la ligue hereditaire pieca accordée et conclute pour les maisons de Bourgoigne et d'Austriche avec messieurs des ligues, et que ayons à recourir a eux comme à noz bons prochains voisins et alliés en toutes choses concernant la deffense de ce pays.

Et de sa part n'a iamais obmis de leur escrire bonnes et cordialles lettres et impartir plusieurs honnestes gratifications pour tousiours les entretenir en leur accoustumée bonne volonté, respectant singulièrement ce pays ; et à cest effect leur a tousiours compleu en toutes choses par eux désirées sans y épargner la despense a quoy monsieur de Granvelle s'est monstré vigilant comme il est en tous aultres affaires concernant la quiétude de ced. pays comme bien le tesmoignent les despeschés *naguères envoyées* au seigneur de Marnoz servans finalement a de plus esmouvoir lesd. sieurs des ligues estre perseverans a l'observance d'icelle ligue héréditaire et cordialle amitié qu'ilz ont à nous.

Vous savez messieurs que sa magesté a tousiours affectueusement désiré la préservation de ce pays et nous a donné pouvoir et auctorité procurer par la main et bone adresse desdits sieurs la seurté d'iceluy durant la guerre ou autrement et selon que l'on trouveroit convenir au bien de l'affaire [ce] qu'il n'a jamais voulu permettre a aucuns de ses aultres pays, avec ordonnance a monsieur le mareschal faire fournir tous frais a ceste fin nécessaires sur les plus clairs deniers de son domaine en ced. pays, outre deniers du don gratuit que luy furent accordez sont environ quatre ans.

Voire en considération finalement de ce pays, S. M. a des longtemps entretenu devers lesd. sieurs des ligues le sieur de Marnol bien sachant qu'il feroit devoir comme à la vérité il a faict en toutes choses duisantes au bien et salut de ce pays.

Semblablement a commandé à son trésorier de Dole fournir au payement chascun an et au terme préfix la gratieuse souvenance deue ausd. sieurs des ligues pour et à raison de la ligue héréditaire.

Et iaoit (messieurs) que S. M. eut peu prendre moyen donner plus d'ennuicts à ses ennemis leur faisant guerre de led. pays que d'aillieurs.

Neantmoins pour le fervent desir qu'il a tousiours le conserver en son entier n'a iamais voulu permettre que du costé de ça lon aye faist acte d'invasion, invahissement ou hostilité contre lesd. ennemis, et tout pour donner à cognoistre ausd. sieurs des ligues qu'il vouloit ses subiects d'icy bien vivre et voisiner avec tous leurs voisins pour plus grande observance de la ligue héréditaire.

Vray est que quand sa magesté fut advertie par le sieur d'Arestey que monsieur le mareschal et autres bons personnages envoyèrent devers luy a diligence que l'armée de ses ennemis devoit entrer en ce pays après la retraicte de Provence selon que le bruit en estoit S. M. pourveut promptement que le comte Frédéric de Furstemberg et autres bons capitaines furent despechez, avec huit ou dix mil lansquenets assemblez et payez pour incontinent entrer en ce pays à la deffension d'icelluy demonstrant par effect qu'il ne veult ny entendre nous laisser sans force et bon secours la nécessité le requerant.

Plus fait donner ordre que le roy son frere envoyroit du costé de Ferrette grand nombre de

gens tant à pied que a cheval et artilleries, lesquels avec les gens dud. comte Frederic estoient prest d'entrer en ce dict pays.

Mais Dieu, protecteur d'Icelluy dressa les affaires de grace que au mesme instant mond. seigneur le mareschal eut nouvelles que par l'adresse et bon moyen desd. sieurs des ligues nous fut accordée abstinence de guerre, ayant duré jusqu'au présent. A ceste cause, et pour non mettre S. M. en plus grand frais ny le pays en peine et travail que gens de guerre sont coustumiers donner aux pays ou ilz passent, monsieur le mareschal fait a diligence contremander le secours ordonné par sad. magesté.

Depuis sa magesté prévoyant les dangers ou le pays se pouvoit retrouver, et qu'elle estoit loingtaine pour prestement y pourvoir a faict dresser expédient en la Germanie tel que monsieur le comte d'Ortembour a charge et commandement de S. M. payer et envoyer bon nombre d'iceux lansquenets, a quantes fois sera besoing et qu'il aura sur ce advertissement de mond. sieur le mareschal.

Au semblable, le roy son frère a pourveu que ses subjectz de Ferrette ne faudront donner assistance en cas de nécessité tant de gens que d'artillerie quand besoing sera et requis en seront.

Que sont considerations assez tesmoignantes la souvenance de grande affection que S. M. a conserver a ses loyaulx sujets de par deça et les entretenir en repos et tranquillité soubz la con-

duite de sa justice et bons personnages quil a député à la bonne adresse de tous affaires succédans, dont ne devons demeurer ingrats ains du tout enclins et affectionnez rendre debvoir que tous bons subjects doibvent en tel cas rendre a leur prince et souverain seigneur, et a ce demeurons selon tous droicts obligez et tenuz.

Et davantage plus quand les affaires de sad magesté se retreuvent à ce disposez comme au present pour les non croyables frais qu'il a supporté depuis quatre ans en ca rendant obligez tous ses subjects luy faire et donner toute assistance possible.

Or est il a chascun notoire que tost après l'invincible expédition dressée contre le Turq principal ennemy de la chrétienté au quartier d'hongrie, et par laquelle fut tellement terré (4) que contrainte le meut soy honteusement retirer, S. M. dressa nouveau exercite pour l'emprise de Tune desirant poursuyvre son adversaire et l'adomager tant par mer que terre, que depuis sa magesté exécuta comme il est à chascun cogneu.

Et pensant trouver à son retour la chrestienté en paix que par avant il avoit accordée, et que dicelle il avoit rebouté Barberousse turbateur de tous chrétiens et vivre en fraternité et amitié avec tous les voisins, fut à son grand regret provoqué et mèn adresser nouvelles et puissantes armées non seulement au quartier de Piedmond, mais aussy en ses pays de Flandres comme aussy a faict lesté passé que n'a esté sans inestimable despense.

De laquelle pour l'advenir ne se peut excuser car combien qu'il soit apparent d'une bonne paix et durable d'entre luy et le roy de France et que Dieu dressera les cœurs d'eux et de leurs ministres prendre pitié du pauvre peuple chrestien, néanmoins sa magesté demeure en volonté obvier à la descente dud. Turc qui desia furieusement enchemine contre les chrestiens, et ses adhérens employer toutes ses forces pour a layde du créateur recouvrer l'empire oriental et terre sainte par luy pièce occupée à l'opprobre et très-grande iac-ture (5) de toustes chrestienté.

A ceste cause faict promptement levée de cinquante a soixante mil pietons tant en Germanie qu'en Italye avec les sainteté du pape, seigneurie de Venise et autres potentats d'Italye faict armée de plus de deux cent galeres et autant d'autres manières, suivant les concordats de la sainte ligue et alliance puis nagueres dressée entre eux.

Dieu est le monde cognaissent le soing et dilligente sollicitude que S. M. prent reduire a lumiere chrestienté, tous errans et desvoyez d'icelle, et les poursuites par luy faites de pièce, et qu'il faict chascun jour pour parvenir a l'assemblée d'un saint concile comme chose requise (6), et sans laquelle n'est apparent y scavoir donner ordre considéré la multitude et puissance des princes, pays, villes et citez desvoyez des commandemens et sacrements de l'eglise que sont negociations non guidables sans excessive despence, a laquelle volontairement et par fervente affection contribuent

ses subjects, et luy donnent à cognoistre que de bon cœur luy veuillent impartir charitable subside.

Mais sa magesté qui bien cognoit ce pays esloigné de ses pays, royaumes et ditions (7) ne le voudroit aucunement affoiblir de chose y estant cognoissant le service qu'il en peut recevoir et de tous y habitants singulièrement de la noblesse par luy expérimentée et cogneue, ne veult vous requérir en la despens avant dite.

Vraye est que sa magesté desire que vous considérez quil ne veult delaisser ce pays despourveu de choses servantes à la diffension d'yceluy et que les charges dont il pourroit estre aillieurs enveloppé le pourroient empescher fournir entièrement aux choses requises le danger advenant que Dieu ne veuille.

Quest la cause ayant meü S. M. vous faire présentement assembler et pour vous faire déclairer ce que dessus. Aussy vous faire requérir par monsieur le mareschal le seigneur de St-Mauris son conseiller, et je, luy vouloir accorder en don gratuit pour survenir a la deffension, bien et utilité de ce pays, la somme de cent mille francs, qu'il n'entend en facon quelconque tirer dehors, ains laisser le tout à la preservation dud pays comme entendrez plus au long par led sieur de Saint-Mauris voire sy la nécessité survient, vous faire scavoir qu'il ne defaudra y employer plus oultre sans espargner ses forces ny choses despendantes de son pouvoir pour la tres grande amour qu'il vous porte.

Messieurs, S. M. a bien de tous vous telle et tant assurée confidence (*), que scaurez considérer l'affection et singulière volonté qu'il a vous entretenir en paix justice et police la despense qu'il a faite et encore luy convient supporter à l'occasion que dessus, qu'il a fait appliquer la pluspart des quatre vingt mil francs que lui accordates l'an courant 1534 (8) a esté employée pour les affaires de ce pays tant à la poursuite de l'abstinence de la guerre, payement des gens de pied tenuz a diverses fois pour la garde des villes munitions d'icelles et tous aultres affaires survenuz que (Dieu grace) le pays souffisamment abundant par le bon traictement quavez eu de S. M. vous ayant tousiours tenu en paix et iustice, et en tel ordre, que par honnesteté ne luy voudriez refuser chose tant raisonnable que luy sera accroissance de tesmoignages de la sincère et fervente deuotion qu'avez tousiours eu a S. M. dont de sa part vous requerons affectueusement.

Et après le trespas de propos cy dessus faict par led sieur président a este dict et propose par led sieur de St-Mauris, aussy ce que sensuit, Messieurs, le propoz que présentement vous a esté recité par monsieur le président vous peult être suffisant et irrefragable tesmoignage des considérations ayans meu sa magesté de ce jourd'hui vous faire assembler de sa part, et ont esté toutes choses pertinemment et exactement arraisonnées

(*) Pour confiance.

qu'il me seroit difficile dy pouvoir adionster ou diminuer chose quelconque, comme aussy a la verité m'appereoy n'estre aucunement necessaire bien confiant que vous (messieurs) par vos grandes discrecions peserez entièrement ce que vous verrez convenir au bon estat de cette négociation.

Vray est (messieurs) que moy estant en court de S. M. apres que par advis de son conseil elle eut résolu de convoquer ses estats en ce pays, il pleut à sad majesté charger de vous expressement certifier le tresgrand contentement qu'elle a du debvoir ou du passé vous vous estes mis et euer-tuez pour la deffence et protection de ce pays, signamment ceux de la noblesse quand il a esté question de comparoir aux monstres d'armes, aussy les estats de l'église et des villes et tout le remenant (9) de *ce pays*, *qui de* vous mesmes estes imposez de *vos pures* et liberales volonteiz et sanz autre precedent mandement de sad. majesté qui la rend tant plus affectionnée envers vous messieurs et tout le pays de tenir le soing tout et tel qu'elle pourra au bien et repos de ce pays, singulierement pour vous contenir hors de toutes guerres, qu'est chose a quoy sad. majesté veult continuer.

Aussy pour faire exercer et administrer bonne et breve justice en ce pays pour l'observance de bonne police en iceluy, et finablement pour survenir, secourir, ayder et assister en tous cas de besoing, selon que par voz grands vertuz et prudhommies vous le meritez. Et pourtant le vous

certifie sad majesté entend veult et consent que le don gratuit que vous luy accorderez doyve demeurer en ce pays pour la nécessité d'iceluy, et en cas de plus grand besoing, ce luy sera chose agreable, voire commander que ainsy se face que lon doige prendre son propre patrimoine, et le convertir entièrement à la seurté et deffence dud pays.

Messieurs, je reprendray particulièrement le contentement que sad magesté prent que de nous mesmes nous nous soyons imposez que nous doit a mon iujement mouvoir de luy accorder ce quelle demande, car sy de nous mesmes lavons faict, par plus forte et vehemente raison en estant requis par nostre prince souverain le devons plainement octroyer, et tant plus prenons considerations sur la gratuité dont sad. magesté nous respecte si liberalement.

Car combien qu'il soit en sa main d'appliquer a son particulier et privé prouffit le don gratuit et en disposer comme du sien propre toutesfois elle permect que les deniers soient convertis pour nostre incolumité (10) tellement que l'on peut probablement inférer que le don se fera a nous mesmes finalement et accessoirement à sad. magesté puisqu'il s'agit de nostre salut, nous devons beaucoup penser et non econduire ceste requeste iuste et raisonnable mesmes pour non desmouvoir (11) sad. magesté de la bonne affection qu'elle nous porte, ains par tous moyens devons tacher et tenir main a ce qu'elle nous respecte avec telle

inclination que du passé, que pourra estre luy accordant ce qu'elle nous demande comme ie confie vous (messieurs) le ferez, et est en tel espoir sad magesté.

Davantage (messieurs) il a esté de longtemps mis en terme que ceux qui du passé ont eu l'administration des deniers du pays deussent rendre entierement compte de leur villication (12) et desia sad. magesté en fait de sa part tenir propoz aux derniers estats comme chose grandement importante au bien et evident prouffit de ce pays, et pour estre chose de cette qualité elle ma enchargé vous requerir tres expressement de sa part que a ce coup veuillez commettre et deputer personages preudhommes et experimentez et suffisans en fait de compte pour assister à l'audition et closion desd comptes, et avec eux un syndic ou procureur qui au nom desd estats fasse diligente poursuite pour contraindre ceux qu'il appartiendra recevant d'eux le serment de y fidèlement yacquer et entendre et auctoriser sad magesté toute poursuite en tant qu'il sera de besoing.

Autrement si telle reddition demeure, comme du passé dilayée et les choses requises, sad magesté faisant office de bon prince ayant esgard tant de suasion admonestemens que sur ce sont desia est éfaicts de sa part, aussy (*) que plusieurs du pays et plus gros d'iceluy sen pleignent et ressentent ne pourra, comme par raison elle ne peult de-

(*) Il y a dans la copie des Recès, aussy, mais nous croyons qu'il faut ainsy.

laisser dy pourveoir selon justice et equité et n'entend par ceste presente poursuite vouloir aucunement prejudicier a la liberté du pays, ou aussy en appliquer un seul denier a son prouffit, mais veult le tout estre pour le bien du pays et entend que absolument ceste reddition se fasse, me ayant bien particulièrement enchargé ladvertir par qui restera, et dont la faulte procedera.

Davantage, messieurs, je pense que la compagnie pourra estre souvenante que comme de pieça par advis de messieurs des estats furent dressées et couceus nouvelles ordonnances par l'abbreviation et (a) complicitement de justice en ce pays en intention quelles seroient publiées et promulguées. A quoy aucuns seigneurs ont tousiours du passé tenu la main envers S. M. Toutesfois pour ce que aucuns de la noblesse se sont ressentus d'icelle publication prenant fondement que les seigneurs qui avoient esté presents a la compilation desdites ordonnances estoient pour la pluspart decédez sad magesté desirant de tant plus vous faire entendre comme avec vive satisfaction et contentement, elle veult les affaires publiques de ce pays estre addressées, ma chargé (de) vous dire quelle consent et veult que vous choisissiez neufs personnages et au dessoubs pour avec les sieurs president Betoncourt et aucuns conseillers que la court deputera de rechief, voir lesd. ordonnances, pour ioinctement deliberer sy en icelle y aura chose meritant esclarcissement, correction ou ampliation, pour pourueoir comme il convient,

et du tout advertir sad magesté, sans plus avant attendre et persister sur ce que ia auparavant sest resolu esd. ordonnances, et entend sad magesté que lon doibge proceder à lad. revision incontinent ces estats tenuz, et en cas que lesd commis retreuvent difficulté par ensemble sad. magesté veult estre du tout advertie pour y pourueoir selon l'exigence des affaires.

Et apres la proposition faicte par lesd. sieurs president et de Saint Mauris commis que dessus, par led. sieur de Commenailles, Bailly de Dole, furent présentées lectres de Monseigneur, monseigneur le comte de Nassau a mesd. sieurs des estats ainsy assemblez, querant d'icelles estre faite lecture à haulte voix par le greffier desd. estats, ce que fut faict après laquelle lecture, le dit sieur de Commenailles fut admis par messieurs des estats a tenir le lieu et place de mond. sieur le prince d'Oranges, comme sieur et chef de lad. maison de Chalon, Et ce faict iceluy seigneur de Commenailles dict et proposa ce que sensuit.

Messieurs par les lettres que mond. seigneur de Nassau vous escript, pouvez cognoistre le desir qu'il a eu que monseigneur le prince son filz se eut peult trouver avec vous, messieurs pour rendre son debvoir et tesmoigner sa bonne affection et celle de mond. sieur son pere a S. M. et au pays. Et m'a escript mond. sieur et ordonné supplier (*) l'absence de mond. seigneur le prince

(*) Pour suppléer.

et avec vous (messieurs) m'employer de sa part en toutes choses qu'il vous semblera convenir pour le service de sad. magesté, bien et utilité dud. pays, et cognois par les letres de mond. sieur qu'il a bien sceu les causes que meuvent sad. magesté requérir ses feaulx et subgects de ced. pays luy accorder un don gratuit et semble à mond. sieur que l'intention de sad. magesté est sy raisonnable et à ce en quoy elle l'entend employer tant louable comme au bien et prouffit dud. pays que chascun se doit incliner à complaire à sad. magesté sy avant que les subjects le pourront comporter.

Et ce faict, pour ce que iceux sieurs commis de part sa magesté vouldrent eux trouver en lad. assemblée avec l'estat de messieurs les nobles, fut advisé que l'on leur remonstreroit qu'ilz ny devoient assister pour le moins a opiner sur le don gratuit, mais que cōme feaulx de sa magesté et ayans grands biens en seigneuries au pays, ilz pourroient bien assister et opiner es autres affaires, pour lesquelz lesd. estats estoient assemblez.

Et a ceste fin fut envoyé de la part de mesd. sieuts les nobles, le sieur de Bouclans devers lesd. sieurs mareschal et président, lequel sieur de Bouclans leur déclara ce que dessus, auquel iceulx sieurs mareschal et président respondirent, que de toute ancienneté les commis et deputez de sad. magesté et messieurs ses prédécesseurs comte de Bourgoigne manans et residents aud. comté s'estoient trouvez avec autres nobles pour aviser,

opiner et conclure sur la respõce du faict principal qu'estoit touchant la requisition faite ausd. des estats des dons gratuits, pour iceux exécuter (*) les affaires du pays le requerans accorder ou modérer selon l'exigence desd. affaires qui est chose fort raisonnable, considéré qu'iceulx sieurs mareschal et president et leurs predecesseurs esd. estats, et que du passé ont eu semblable commission, ont terres et seigneuries aud. comté, et à raison d'icelles sont appelez par lettres particulières comme autres sieurs et nobles du pays, et que pour le soulagement de leurs subiectz, manans et habitants en icelles seigneuries contribuables esd. dons gratuits estoit bien consonant a raison qu'iceux sieurs entrevienssent pour avec les autres messieurs les nobles du pays de battre toutes choses servantes au soulagement desd. subiects priant led. sieur de Bouclans en faire rapport a mesd. sieurs les nobles pour non alterer la façon accoustumée dont led. estat de noblesse ne se pouvoit ressentir attendu le devoir et naturelle obligation qu'iceux sieurs mareschal et president ont aud. pays et au soulagement de tous habitants en iceluy, et non vouloir faire innovation a eux n'y a autres qu'il plaira à sa magesté commettre cy après en tel cas, dont ils requièrent acte leur estre decerné par moy Jean Barnard secretaire de sad. magesté et greffier desd. estats.

Nonobstant lesquelles remontrances rapportées par led. sieur de Bouclans en l'estat de lad. no-

(*) Il y a au texte excuser.

blesse, et après la communication en faite avec messieurs de l'église et des villes, retournèrent devers messieurs les mareschal et president messire Joachim de Rye, chevalier, sieur dud. lieu, Raon etc. et Jean de Poupet aussy chevalier sieur de la Chaux, lesquelz declarerent a iceux sieurs mareschal et president que la conclusion desd. estats estoit qu'ilz ne se debvoient trouver esdicts estats pour opiner sur led. don gratuit, les prians non plus y persister, les advertissans que en tous autres affaires concernant le bien, prouffit et utilité du pays mesd. sieurs des estats desiroient et les prioient eux y treuver comme vassaulx et subiects de sad. magesté, et ayans plusieurs seigneuries et subiects aud. comté lesquelz sieurs mareschal et president après avoir conféré entre eux et pour non empescher, differer ou retarder l'affaire general concernant sad. magesté feirent response qu'ilz n'entendoient persister plus avant en ce que dessus, et neantmoins se treuveroient en l'estat de messieurs les nobles auquel ils estoient appelez quand par med. sieurs de la noblesse requis en seront pour entendre au surplus aux (*) affaires concernant le bien du pays, le tout sans préjudice de ceux que cy apres seront commis de part sad. magesté et messieurs ses successeurs comtes de Bourgoigne, et que autrement par sad. magesté soit ordonné (13).

Et après ce, le mesme iour messieurs des villes

(*) Il faudroit au surplus des affaires.

assemblez a part vindrent faire remontrance à messieurs des eglises et des nobles, aussy assemblez chascun à part, que plusieurs des officiers de S. M. estoient en leur assemblée et en grand nombre et plus grand que ceux desd. villages, et que en leurs présences ils ne pourroient libere-ment opiner sur les affaires de lad. assemblée. Requérans que lesd. sieurs officiers fussent tenuz eux retirer devers eux. A quoy de la part desd. officiers fut dict qu'ilz avoient esté mandez par S. M. eux treuver aussy esd. estats ce que de toute ancienneté ilz avoient tousiours accoustumé estre en l'assemblée desd. villes, par quoy ne se devoient retirer joint que par le passé pour le devoir de leurs offices ils s'estoient acquitez au bien du pays, de sorte que l'estat des villes s'en estoit bien trouvé.

Sur ce par mesd. sieurs des églises et nobles fut advisé (que lesd.) sieurs officiers apporteroient leurs lettres pour cognoistre en quelle qualité ilz avoient esté mandez par S. M. esd. estats ce quilz feirent lesquelles veues, pour ce que par les lettres des sieurs de Betoncourt et de Ceres (*) fut conclu qu'ilz pourroient venir à l'assemblée de mesdits sieurs les nobles.

Et quant aux lettres adressans (**) aux avocats et procureur général en la cour de Parlement en semblable fut dict, veues lesd. lettres qu'ils pour-

(*) Apparoissoit par la superscription d'icelles qui contenoient a noz armés feaux les sieurs de Betoncourt et de Cere.

Cette phrase est ajoutée à la marge du manuscrit.

(**) Pour adressées.

roient venir en lad. assemblée de mesd. sieurs les nobles, mais qu'ils n'auroient qu'une voix pour autant qu'ilz n'ont qu'une lettre de S. M.

Quant es officiers de sad. magesté es bailliages d'amont, d'aval et de Dole, qu'est en chascun balliage, lieutenant advocat et procureur, a esté advisé qu'ilz pourront assister en l'estat de mesd. sieurs des villes, mais pour ce que mesd. sieurs officiers n'ont en chascun balliage qu'une lettre particulière de sad. magesté, en semblable a esté conclud qu'ilz n'auront eu chascun balliage qu'une voix seule en opinant laquelle conclusion et délibération fut notiffiée a mesd. sieurs de Tromarey et Vellefaux lesquelz officiers ont respondu qu'ils estoient contens a ce obéir pour ceste fois, sans préjudice de au temps advenir eux pouvoir pourveoir devers S. M. pour avoir declaration de son bon vouloir.

Et le ieu di suyuant second iour de may aud. an 1538 mesd. sieurs des estats assemblez comme dessus, après plusieurs opinions et consultations l'un des estats avec l'autre ont accordé a sa magesté en don gratuit la somme de cinquante mil frans à les prendre et recouvrer sur tous exemps et non exemps, privilégiez et non privilégiez, et sans préjudice de leurs privilèges et exemption, et à la condition que messieurs les commis de S. M. l'ont requis et déclaré cy-devant à payer lad. somme deans le jour de S. Martin prochain en un an, et sy la nécessité le requeroit, le terme se pourroit anticiper. Et sur ce que sa magesté a

faict dire a mesd. sieurs des estats par led. sieur de Saint-Mauris sur le faict de la rueue des ordonnances nouvelles, dont plusieurs propoz ont esté tenuz aud. estat de messieurs les nobles, et mesmes que sad. magesté entendoit seulement quelles fussent veues par personnages deputez desd. estats iusques au nombre déclaré par led. sieur de Saint-Mauris, pour après faire scavoir à S. M. les difficultez que en ce se pourroient trouver, et entre autres led. sieur de Rye a déclaré qu'il n'estoit d'avis que l'on veit (*) aucunement lesd. ordonnances et qu'il entendroit (**) volontiers la cause que mouvoit led. sieur président procurer la veue desd. ordonnances, et pouvoit doubter iceluy s^r de Rye qu'il ny eut aucune chose a luy préjudiciable au procès qu'il a contre iceluy s^r président lequel s^r président a déclaré qu'il estoit meü estre d'avis qu'ycelles ordonnances fussent veues pour rendre le devoir d'obeissance que luy et tous autres subiects doibvent à sa magesté comme leur prince souverain, de laquelle il a esté institué president et chef de sa iustice en ce pays, laquelle iustice se peut grandement abreger par icelles ordonnances et lesd. subietz relevez de frais foulles et despens, dont iournellement se font doleances, que se pourroient interpreter au preincipe de lui et d'autres administrateurs de justice par ceux qui se rendent enclins iournellement a murmurer contre eux, aussy que dicelles ordonnances a eu

(*) Pour révisat.

(**) Pour comprenoit.

charge à laquelle ne voudroit estre négligent, n'y donner occasion a personne estre accusé de négligence, singulièrement en choses concernantes le bien publique, et pour faire cesser le scrupule que led. sieur de Rye prenoit sur iceluy sieur president a déclaré expressément en présence de la compagnie qu'il renonçoit à toutes choses contenues en icelles ordonnances quant à ce que touche et concerne, peut toucher et concerner led. procès. Sur quoy a esté resolu entre led. estat des nobles par la plus grande et saine partie d'iceux que pour obéir a sad. magesté l'on debvoit deputer bons personnages pour icelles ordonnances veoir, et après faire remonstrances à sad. magesté de ce que l'on treuveroit convenir au bien et utilité du pays, abbreviation de justice et soulagement des subiects, et neantmoins, pour ce que par les estats de med. sieurs des eglises et des villes a esté resolu que lad. veue fut différée.

A esté conclut que pour le présent, attendu l'indisposition du temps, l'on debvoit supplier sad. magesté vouloir differer lad. reueue jusques à autre temps, et que cependant luy plaise ordonner les anciennes ordonnances estre gardées et observeez.

Et quant à la reddition des comptes des deputez precedens a esté conclud que de chascun estat seroient deputez trois personnages en chascun bailliage pour ouir et clorre lesd. comptes des precedens dons gratuits, et que lesd. deputez precedens seroient tenuz rendre leurs comptes par

devant lesd. commis, affin de garder les reliqua pour fournir aux affaires.

Et au regard des deputez pour le présent don et outroy a este advisé que par le passé, les plus grands personnages dud. pays ont pris charge d'estre deputez, que l'on a trouvé a trop grand frais, et que par la crainte d'eux lesd. comptes n'ont esté poursuyvis ny rendus, aussy qu'il conviendrait (*) commis à l'audition d'iceux, personnages de semblable qualité (**), à la foule du pays, car petits personnages ne voudroient prendre la charge ny mescontenter les grands.

A esté conclu et délibéré que les deputez a egaler et faire recevoir led. don gratuit presentement accordé a S. M. et autres que pourront cy-apres estre accordez par les estats du pays seront de facile convention, et chascun député n'aura que six vingt francs de gaiges, et cinquante soulx tournois pour leurs despens de chascun iour qu'ilz vaqueront pour les affaires nécessaires de leur charge et deputation.

Et quant aux receveurs en chascun balliage, ils auront cent francs de gaiges pour chascun imposé avec deux blancs pour chascune quictance et moings qui pourra.

Et a esté conclu que a l'audition des comptes desd. deputez ne leur seront n'y ausd. recepveurs passez autres gaiges que ceux que dessus.

(*) Pour mieux saisir le sens, lisez *commettre*.

(**) Il faut ajouter, pour l'intelligence de ce passage obscur, les mots *le contraire estant*, qui manquent au texte du manuscrit.

Et après ceste conclusion messieurs de l'estat des églises ont comparu en l'assemblée de mesd. sieurs les nobles et ont déclaré qu'ilz estoient contens et se offroient que leurs deputez et recepueurs pour led. don gratuit serviraient à leurs depens sans aucun gaiges, pourveu toutes fois que les autres deputez a ce, recepueurs de messieurs les nobles et des villes faisans le semblable, et de cest offre messieurs de l'église ont [re] quis avoir attestation.

Sur quoy a esté conclud par les autres sieurs des deux estats en considération que toutes peines doibvent recevoir salaire, et que les commis et deputez de l'estat de noblesse des villes n'ont des rentes et biens comme ceux desd. eglises, que iceux deputez prendront les gaiges telz que dessus, de laissant a mesd. sieurs de l'église leur bon vouloir pour faire charité pour le soulagement du pauvre peuple.

A esté aussy conclu que l'on ne pourra excéder de iecter pour fournir aux récompenses de ceux qui ont faict service au pays sinon jusques à la somme de dix mil francs et non plus.

Semblablement que de chascun estat seroient deputez trois bons personnages, pour avec messieurs les commis de S. M. et ceux qui seront deputez pour le don gratuit ordonner sur les récompenses a ceux qui ont vacqué pour le bien du pays et faict service à iceluy.

Et de la part dud. estat de messieurs des églises a esté déclaré qu'ilz ne vouloient commettre autre

que leurs deputez pour led. don gratuit pous euer fraiz superflus.

Quant à la reueue et cherche des feugs a esté conclu que pour le présent l'on ne la pourroit faire, mais dès maintenant a esté accordé qu'elle se fera, et que es prochains estats l'on ne procédera n'y accordera aucune chose que préalablement lad. cherche ne soit faite, et ce pendant l'on suppliera S. M. ouctroyer ses lettres patentes pour le faire.

Et neantmoins des maintenant les deputez du baillage d'amont recompenseront ceux du baillage d'aval et de Dole de la somme qu'ilz ont accoustumé du passé, Et aussy touchant la terre de Luxeuil qu'est de présent ioncte aud. bailliage d'Aumont, selon que entre eux sera advisé.

Et sur ce que de la part desd. estats a esté faite doleance. Touchant le scel des contraux qui se passent en ce comté de Bourgoigne desquelz on faict payer excessive somme, a esté advisé que l'on suppliera S. M. vouloir ordonner que l'on ne paye aucun scel des obligations, admodiations et autres contraux, sy tant est que les parties ne requièrent ledit scel estre apposé esd. contraux.

Et sur la remonstrance faite par messieurs les nobles disans qu'ilz ne doibuent estre imposez pour les dons gratuits es villes et villages ou ilz ont leurs biens tant féodaux qu'autres de franc alleu attendus qu'ils sont chargés de supporter leurs fiedz (14), et de comparoir au ban et arrière-ban, au moyen de quoy ils supportent de innombrables fraiz pour eux armer, monter équiper pour aller au service de S. M.

A esté advisé que l'on suppliera sur ce sad. magesté pour y parvenir au bien et soulagement de mesd. sieurs les nobles, selon par la manières des requestes présentées ausd. estats de la part des sieurs de Brancion et de Rambel et que les instructions sur ce faites par l'estat de la noblesse le peullent (peuvent) contenir (*).

Et le vendredy tiers jour dud. mois de may l'an que dessus en la salle du collège de Mortau de la part dud. sieurs de Commenailles bailly de Dole comme commis de mond. sieur le prince d'Oranges furent dites et proposées plusieurs paroles à moy greffier desd. estats baillées par escript par led. sieur Bailly selon que sensuit, sans y adiouster ny diminuer.

Le vendredy tier iour du mois de may en la saile de Mortau ou estoient assemblez les estats de la noblesse entre Jean Faulquier sieur de Commenailles commis et admis par Messieurs des trois estats a tenir lieu et place de monsieur le prince d'Oranges comme sieur et chef de la maison de Chalon lequel avant autres propositions, dict ausdessus d. estats telz mots ou semblables.

Messieurs, monsieur de Nassau estant aduertie que sad. magesté avoit ordonné faire assembler ses estats en ce lieu le lundy apres quasymodo, ma escript, commis et ordonné à tenir la place et lieu de monsieur le prince son filz comme sieur et chef de la maison de Chalon qu'est telle en ce pays que chascun scait, et a cest effect a escript

(*) Probablement pour convenir.

lectres a messieurs des estats, et à d'autres sieurs en particulier, et suis esté admis par lesd. estats a suppléer l'absence de mond. sieur le prince, en quoy me suis acquitté loyallement et justement tendant principalement a deux fins l'une a procurer avec vous (messieurs) que au faict du don gratuit, et autres choses par sa magesté requises, chascun se deult incliner pour complaire a sad. magesté.

L'autre pour procurer le soulagement du pauvre peuple le plus que soit possible, et à c'est effect avec vous, messieurs, ma semblé avoir esté rendu loyal debvoir tant à la diminution des frais des deputez, recepveurs que aultres frais superflus faits par le passé, toutesfois (messieurs) vous avez veu et entendu comme en vos présences, et comme commis que dessus, je suis esté agassé reiterées fois, et mesme hier au soir par monsieur de Genève, lequel en voz présence me dict en cette saule publiquement que ie ne debuois estre au lieu et place que j'estois, et que j'estois une beste, et me debuois ouster de la, auquel sieur de Genève ie respondis que ce lieu et place m'avoit esté admis (*), et ie y pensoy avoir faict et entendois faire mon debvoir et que ie n'avoy procuré (demandé) lad. place, et croit bien que en icelle entreroit personages que mieux la peult exercer et que mond. sieur le prince se y pourroit trouver quelque iour, ou il y pourroit commettre quelque autre, neantmoins comme iay ia dict, y pensois avoir faict mon

(*) Pour remis.

debuoir, et me y estre acquité leallement, et puisque a en ma personne mond. sieur le prince avoit esté ainsy outragé et injurié en vos présences, n'entendois souffrir telles iniures, n'y aussy plus longuement assister, considéré aussy que l'on avoit bien peu de respect a mond. sieur le prince, attendu que de sa part avec grand nombre de gentils hommes dont plus de cinquante avoient soubigné une requeste estant es mains de monsieur de Corlaou cy-present, requerans tous que pour bonnes considérations la reueue des feugs se feit, neantmoins n'en avoit rien peult obtenir, pourquoy j'entendoy me retirer a mon logis, et que mond. sieur le prince n'estoit de sy petite qualité que telle requisition tant juste luy deut estre refusée, comme chose desia promise et accordée dois les derniers estats, voires le vouloir et intention de S. M. estoit tel, et sur ce print congé de la compagnie priant icelle avoir souvenance de toutes choses.

Sur quoy monsieur de Saint-Mauris, l'un des commis par S. M. et plusieurs autres se levèrent et me fut dict par led. sieur de Saint-Moris que sy ie me retirois, les affaires de sad. magesté en pourroient estre retardez et pourroient lesd. estats demeurer sans conclusion faisant des protestations contre moy, et que du tout advertiroit sad. magesté demandant au secrétaire des estats instrument, messieurs les mareschal et president feirent le semblable. Alors monsieur de Rye me dict que ce que monsieur de Genève m'avoit dict, il le

maintiendrait, et qu'il n'avoit point parlé à moy en qualité de commis de monsieur le prince, ains parloit à moy comme Faulquier, et que monsieur de Genève estoit humble serviteur de monseigneur le prince bien prest à luy faire service, comme aussy il estoit, et que autrefois avoit en alliance de sa maison à la maison de Chalon. Et que pour ce que j'avois dict que la place meritoit bien personnage qui sçaurait mieux exercer la charge que moy, qu'il le croyoit puisque ie le disois, a quoy luy respondis que quand il parleroit a moy en qualité de Faulquier, luy respondrais comme il ap-
pertienendroit.

En oyant lesquelles parolles, plusieurs autres se levèrent, me requerans me rasseoir, lors respondis que desirois en communiquer avec aucuns des vassaulx et serviteurs de mond. sieur le prince, illec estant en bon nombre, a quoy led. sieur de Rye respondit qu'il sembloit que ce fut une mo-
meur (15) et pour faire un monopole ou un muti-
nement. Auquel feis responce que n'estoit homme pour faire monopole ou mutinement, et que ne voulois (*) eslongner la place, mais que c'estoit pour scavoir sy ie me debvois rasseoir, et sy mond. sieur le prince avoit esté iniurié a ma personne, quelle reparation il afferoit, et sur ce de rechef fut requis par messieurs les mareschal, président et Saint-Mauris, commis de sa magesté et autres des plus apparens illec estant retourner en ma place, a quoy ie respondis, afin que à moy ne fut imputé

(*) Pour m'esloigner de.

le retardement des affaires de sad. magesté que retournerois en ma place, sauf la reparation a mond. sieur le prince de ses iniures dont ie protesta et demanda acte et instrument au secrétaire des estats.

Ausquelles parolles ainssy baillées par escript par led. sieur bailly de Dole [ci] dessus insérées de mot à mot led. sieur de Rye a respondu ce que s'ensuit, aussy à moy secrétaire et greffier desd. estats baillé par escript par iceluy sieur de Rie selon que s'ensuit.

Sur aucuns propoz que monsieur de Commenailles tient aux estats ie luy respondis en conclusion que monsieur de Genève mon oncle se tenoit et refutoit humble serviteur de monsieur le prince et de M. de Nassau, son père, et que de tout son pouvoir il leur voudroit faire service très-humble, et qu'il n'entendoit avoir dict, chose aud. de Commenailles que toucha ne diminua en rien leur autorités, et que s'il avoit dict aucune chose dont il eut regret, cela s'adressoit a luy et non a autre, et en signe de vérité j'ai signé ceste à Dole le 24 iour de may, ainsy signé, Joachim de Rye. Et après lesquelles parolles ainsi dites et baillées par escript par lesd. sieurs de Commenailles et de Rye, fut dict par led. sieur de Saint-Mauris, que en cas que icelluy sieur Bailly se vouldist retirer sans prendre conclusion et resolution au bon effect de l'assemblée desd. estats, et que sa magesté se treuvoit par ce interessée, qu'ils protestoit de tous interests a l'eucontre dud. sieur Baylly, et au mesme

instant se leverent lesd. sieurs mareschal et president et autres bons sieurs en l'estat de noblesse qui s'adresseront aud. sieur Bailly qui desia s'estoit levé de sa place pour se retirer auquel ilz dirent et prièrent vouloir persister en sa charge a luy commise par mond. sieur le prince iusques a l'entière conclusion desd. estats et que la response fut faicte aux sieurs commis de S. M. sur quoy led. sieur Bailly de Dole apres les propos et protestations dessusd. faites de sa part, retourna se asseoir en sad. place, continuant sa charge en la qualité que dessus (16), et furent avant que partir de l'assemblée resolues toutes choses despendantes desd. estats mesmes furent deputez de chascun estat ceux que s'ensuyvent, tant pour esgaler et getter led. present don gratuit, veoir et faire rendre compte aux deputez precedents des impôts dont ilz ont eu charge, comme aussy pour estre presents à faire les récompenses à ceux qui ont faict service au pays.

Premièrement pour getter et esgaller led. present don gratuit.

Assavoir pour le baillage d'amont Reverend pere en Dieu et sieur messire François Bonvalot abbe, commendataire de l'abbe de Saint-Vincent de Besançon.

Noble sieur messire Pierre d'Occours chevalier sieur de Lieffrans, et maître Antoine Martel licencié es-droits.

Pour le balliage d'aval pour led. don gratuit.

Reverend pere en Dieu et sieur messire Pierre

de la Baume euesque de Genève, prince d'empire, abbé commendataire et administrateur perpétuel de l'abbaye de Saint-Ouyan de Joux.

Noble sieur messire Adrien de Vaudrey sieur de Corlaou chevalier en lad. court de parlement, et noble et eggrege personne messire Henry Colin docteur es droicts conseiller de S. M. en icelle court de Parlement.

Pour le baillage de Dole pour led. don.

Reverend pere en Dieu et seigneur messire François de la Palud, abbe commendataire de Luxeul, messire Aymé de Balay, chevalier sieur de Longvy, et noble et eggrege personne messire Jean le Moyne docteur es droits sieur de Mutigny.

*Les commis et deputez pour ouir les
comptes des deputez precedente a scavoir pour
le baillage d'aval.*

Reverend pere en Dieu messire Loys de Vers abbé des abbayes de Mont s. Marie et la charité, le sire de Montfort et le sieur Du Port.

Pour le baillage d'amont

Reverend pere en Dieu messire Marc Cussemenet, abbé de l'abbaye de Bellevaux, hault et puissant seigneur messire Jean seigneur de Rupt, premier chevalier en lad. court de parlement et maitre Simon Thomassin de Vesoul, sieur de Villeperot.

Et pour le baillage de Dole pour lesd. comptes.

Noble et eggrege personne messire Remy d'Ocours docteur es droicts sieur de Vorges conseiller en la court de parlement, le sieur d'Arestel, mes-

sire Jean Tirol dud. Dole licentié es droicts, ausquels sieurs commis dessus nommez et à chacun d'eux mesd. sieurs des estats ont donnée et donnent toute puissance et auctorité a ce pertinente et necessaire [d'] appellér avec eux pour scribe le greffier desd. estats ou son commis.

Autres commis et deputez pour estre presents avec les (dits) au present deputez pour le don gratuit, a faire les recompenses pour lesquelles recompences messieurs de l'estat de léglise n'ont voulu eslire ny commettre autres que leurs deputez pour led don.

Assavoir pour le balliage d'Amont le sieur de Rupt, et le procureur d'Amont, pour le bailiage d'aval, le sieur de Marigny et le sieur du Port, et pour le balliage de Dole messire Aymé de Balay chevalier seigneurs de Longvy, et messire français du champ dud Dole, docteur es droicts.

Après lesquelles deputations et commission fut advisé par messieurs des estats de faire réponse ausd. sieurs commis de S. M. laquelle response fut remise a l'apresdisné dud. Tier iour a deux heures apres midy, a laquelle heure de rechef s'assembleront au college lesd estats par lesquelz fut requis reverend seigneur messire Guillaume de Poitiers, prothonotaire du St-Siege apostolique, chanoine de Saint-Lambert de Liège, conseigneur de Vadans, faire lad response a messieurs les commis de S. M. lesquelz se treuverent en lad. asssemblée en la grand saule dud college, et par led. sieur prothonotaire fut faite icelle response

en presence desd. trois estats illec assemblez,

Assavoir qu'yceux desd. estats accordoient à sad magesté liberalement en don gratuit la somme de cinquante mil frans a les recouvrer sur led. pays en la manière accoustumée payable a la Saint-Martin prochain en un an, a condition toutes fois de anticiper led terme la necessité survenant. Requerant ausd sieurs commis de S. M. la supplier vouloir prendre consideration a l'accident et grand orvale survenu aud. pays par la perdition des vignes pendant l'uiver follement y gelées et perdues, et la pluspart de la paisson des bois, nouhiers, pommiers, poiriers et autres semblables fruicts, declarant en oultre ce que cy devant est contenu, tant sur la vision des ordonnances, redditions des comptes qu'autres choses suz mentionnées.

Laquelle responce faite fut declairé par monsieur le président que la loyauté et bon vouloir desd. des estats, estoit tant experimentée à sad magesté et le debvoir qu'ilz auroient tousiours faicts par cy devant en toutes choses concernantes le service de sad magesté qu'elle eut bien désiré les relever presentement leur demander aucune chose, nestoit les grands et urgens affaires supportez par sad magesté ramentevés et declairées au propoz dud. sieur president cy devant narré, et que sad magesté désiroit lesd des estats prendre consideration ne laisser le pays depourveu de choses servants a la deffense et préservation d'iceluy mesmes veaut les discrimés (17) regnant presentement.

Que neantmoins pour les considerations mises

en avant de la part desd estats, singulierement de l'orvale et accident desd. vignes et fruicts, acceptoient sous le bon plaisir de S. M. le don gratuit par la maniere qu'a esté accordée et feroient leur mieux envers sad magesté la suppliant vouloir considerer les cœurs et bonnes volonteiz desd estats plus avant que a la chose donnée bien scachans que tous les subjects dedient comme ils, et leurs predecesseurs ont dedié leur biens, leur corps et leurs personnes a la devotion et service de sad. magesté delaisant le reste aud. seigneur de Saint Mauris comme charge particulière a luy commise par sad magesté.

Et après lad. response ainsy faite par led sieur president a esté aussy respondu par iceluy sieur de Saint Mauris ainsy que s'ensuit, a scavoir, messieurs ie pense que vous avez meurement pesé toutes raisons que pouvoient convenir à la publication des nouvelles ordonnances dont de la part de sa magesté ie vous avois pourté propoz, et croy bien que pour bonnes et urgentes considerations, vous vous estes resolu de non procéder à la publication dicelles dont en mon particulier ie ferai le rapport a sad magesté, a laquelle il sera tres-aggreable d'entendre la bonne et sainte détermination qu'avez prise quant a la reddition des comptes des deniers de ce pays, que ie ne puis encores delaisser vous ramentouvoir pour le desir que ie sçay sad magesté a ce que lad reddition soit entierement effectuée dont aussy aduertiray sad magesté et de tous aultres poincts desquelz il vous a pleu m'encharger particulierement.

Et incontinent apres la conclusion faite, et mesd
sieurs des estats estans encores ainsy assemblez
en lad. saule dud college de Mortault par maitre
Nicolas Vaillardet premier huissier de la cour
souveraine de parlement dud. Dole a esté leu a
haulte voix et intelligible, le billet duquel la teneur
sensuit. Messieurs representans les trois estats de
ce pays et Comté de Bourgoigne, presentement
assemblez par ordonnance de l'empereur nostre
souverain seigneur, lon vous faict remonstrance
et declaration de la part de messire Hugue Mar-
mier president de Bourgoingne, meu d'honneste
et raisonnable occasion seruant a la conseruation
de son honneur, chose a luy singulierement re-
commandée, que sy aucuns de vous ou aultres de
quelque estat ou qualité qu'ilz soient prétendant
qu'il aye donné ou faict donner en maniere quel-
conque aud. president comme juge, ne en conside-
ration de judicature, dez le temps qu'il a esté
institué en l'estat de president, que fut sont pas-
sees dix huict ans, or, argent monnoyé, ou non mon-
noyé, bagues, joyaux, pierreries, drap de soye, de
laine, ou autres semblables meubles ou immeubles,
de quelque valeur qu'ils puissent estre, qu'il en facet
declaration et poursuite, et iceluy president offre
se submect, et oblige tant ses biens que [sa] personne
rendre non seulement ce quę veritablement se
trouvera par luy avoir esté pris, directement ou
indirectement, ains a la partie qui donné l'aura,
le quadruple, et a sa magesté le conduple (cen-
tuple) pour la faute qu'il aurait en ce commis.

Aussy vous remonstre que sy aucuns de vous

ou autre de quelque estat qu'ilz soient pretendent avoir esté foullé, exacté et adommagé iniurié ou oppressé en manière quelconque par led president, soubz couleur et auctorité de son office ou autrement, qu'ilz ayent a le declarer icy publiquement a sa magesté et a tous aultres qu'il appertendra, a ce que luy, s'il est trouvé coupable, y soit aygrement chastié à l'exemple d'autres, ou les accusateurs ou detracteurs de son honneur punis par egal et reciproque iugement.

Desquelles remonstrances et declarations led. president [requerre] instrument luy trestre otroyé par le greffier desd. estats, es mains duquel il a delaisé ceste presente declaration escrite et signée de sa main pour en donner copie a tous qui avoir la voudront, Ainsy signée Marmier, apres laquelle lecture ainsy faite par led. huissier, mond. sieur le president a delivré a moy soubscrit greffier desd. estats led. billet escript et signé de sa main, et a dict et prononcé haultement les parolles suivantes, messieurs s'il y a personne qui de present ou cy apres me veuille acculper des choses de ma part publiées, mes biens et personnes demeurent au pays et y sont, pour en respondre par la forme et maniere contenue aud. billet, dont et de laquelle publication et chose dessusd. led sieur president a requis a moy led. greffier attestation et instrument que luy ay ouctroyé en ceste forme pour luy valoir et servir ainsy que de raison. faict à lad. assemblée desd estats en lad. sale dud. college Saint Hierosme, les an, jour, mois et presentes que dessus.

Notes du troisième Recès.

(1) Comme chacun sait, le comte de Bourgogne se trouvoit être alors Charles-Quint.

(2) La famille des Boisset venoit d'être anoblée par Charles-Quint : ainsi qu'on l'a pu remarquer, les comtes de Bourgogne, rois d'Espagne, continuoient la politique des ducs de Bourgogne en opposant à la noblesse d'épée, la noblesse parlementaire qui jeta une si grande illustration sur le pays.

(3) La famille des Faulquier, sans s'élever au niveau des premières familles du pays, étoit cependant considérable ; elle tenoit aux Vaugrigneux, aux De Portier, aux De Chevroz, aux L'Aubespain. Un Fauquier est abbé de Saint-Claude en 1460, un autre fut écuyer de Philippe le Bon, un Pierre Fauquier fut capitaine du château de Poligny en 1455 (voir Chev., *Hist. de Poligny*, t. 2^e, p. 354). Jean Faulquier étoit donc d'assez bonne maison pour avoir droit de représenter le prince de Nassau, et pour que l'orgueil formaliste de l'évêque de Genève n'en fut pas offensé ; ajoutons qu'il étoit bailli de Dole, et par là même dévoué à la science du droit et aux intérêts parlementaires, qui déplaisoient à la haute noblesse, encore toute imprégnée alors des idées féodales. Du reste, nous avons dit ce qui précède pour jeter quelques lumières sur la querelle du bailli de Dole avec l'évêque de Genève qu'on lira plus loin.

(4) Dilagreer de *dilargiri* répandre avec profusion, ce mot n'a jamais été beaucoup employé. Du reste nous retrouverons bien d'autres expressions empruntées au latin dans le discours du président Marmier, et ceux qui suivent.

(5) Du mot latin *jactura*, perte, dommage.

(6) Charles-Quint fit en effet beaucoup de démarches pour provoquer un concile ; il ne fut assemblé, après bien des pourparlers et des contestations, qu'en 1545. Ce fut le fameux concile de Trente.

(7) Du mot latin *ditio*, domaine.

(8) Le Recès de l'assemblée des Etats de Franche-Comté dont il est ici question, n'est pas rappelé dans la publication de monseigneur de Troyes, ni dans notre manuscrit.

(9) Le restant de *remanere*, rester, demeurer.

(10) Incolumité, d'*incolumitas*, conservation.

(11) De *demovere*, déplacer, enlever.

(12) De *villectatio*, qui veut dire administration d'une métairie ou d'une ferme.

(13) Une note un peu détaillée est ici nécessaire. Les officiers du roi dont il est question sont les procureurs et les avocats fiscaux, qui faisoient alors partie du ministère public ; on avoit reconnu par expérience que la présence des officiers du fisc aux Etats gênoit la liberté des délibérations. On leur reprochoit de ne pas se contenter d'une seule voix délibérative pour tous, à laquelle ils avoient seulement droit, et de chercher à obtenir un vote pour chacun d'eux en particulier ; et de disposer ainsi de la majorité en s'alliant tantôt aux uns tantôt aux autres. Les fiscaux se défendirent, la lutte se prolongea (voir la publication des Recès de Franche-Comté, de Mr de Troyes), on accusoit encore les officiers du fisc, de gêner à la liberté des débats ; eux prétendirent qu'ils avoient la possession ; ce que nioient vigoureusement les différents ordres des Etats. L'affaire alla au roi d'Espagne, qui renvoya le tout au parlement, l'illustre compagnie décida que les fiscaux, pour ne pas entraver le service du roi, se contenteroient de se présenter aux estats pour *satisfaire* aux avis qu'on pourroit leur demander ; puis après ils devoient se retirer pour ne pas gêner la liberté de la discussion, sauf à y retourner si l'on avoit besoin de leur avis.

(14) Lisez les charges de leurs fiefs : on sait qu'en temps de paix les seigneurs étoient exempts d'impôts ; mais en temps de guerre, ils supportoient une partie des dépenses de la guerre à leurs frais ; et souvent ils en revenoient ruinés.

(15) Vient probablement de momentum, mouvement, valeur importante.

(16) Pierre de la Beaume-Montrevel, à l'époque de la tenue de ces Etats, est évêque de Genève et abbé de Saint-Claude.

Il devint, plus tard, cardinal et archevêque de Besançon ; passant par Arbois, il y mourut et y est inhumé ; un de ses ancêtres, Jean de la Baume, avoit épousé, en 1400, Jeanne de Chalon, l'une des héritières de Louis de Chalon, comte d'Auxerre ; c'est à cette alliance que le fougueux prélat fait allusion dans sa discussion avec Jean Faulquier. Joachim de Rye, neveu de l'évêque de Genève, avoit un procès avec le président Hugues Marmier, probablement pour leurs seigneuries qui s'avoisinoient ; car on n'a pas oublié que Joachim de Rye étoit seigneur de Rahon, et Hugues Marmier seigneur de Gatey et de Chaussin. Ces seigneuries étoient du ressort de Dole ; et le bailli de Dole avoit pu y intervenir dans un sens contraire aux intérêts du sieur de Rye. L'évêque de Genève ne pouvoit manquer de soutenir son neveu. Voilà peut-être un des motifs de cette lutte qui rend ce recès si curieux, indépendamment des autres causes d'intérêt qui s'y rattachent.

(17) Descrimen, hasard, chance périlleuse.

D. A. THIBOUDET.



TRADUCTION

D'UN

FRAGMENT DE PROCÈS-VERBAL DE RÉFORME

FAIT EN 1563

Au couvent des Cordeliers de Lons-le-Saunier

Nous comptons bien que les personnes timides et pieuses qu'effaroucheraient les documents du genre de celui que nous publions, considéreront les choses d'une manière assez large et assez haute pour croire que nous n'avons mis en cause, par cette publication, ni la religion ni ses ministres. Les faiblesses humaines confirment l'excellence des doctrines ; historiquement parlant, il y a longtemps que c'est un fait acquis : ce procès-verbal constate au contraire la profonde et énergique volonté de l'Eglise qui sait porter le fer chaud dans ses plaies et réformer sa discipline quand il en est besoin.

Ce curieux document, du reste, est un des premiers publiés dans ce genre, et il nous fournit une utile étude de mœurs au XVI^e siècle, en Franche-Comté.

D. A. THIBOUDET.



.... (*) Je fis amicalement appeler à moi le frère Denis Violet qui dédaigna de se rendre à mon invitation, ajoutant par récrimination que je n'étois que frère Grand, serviteur et non supérieur de la province ; il ajouta encore qu'en nulle façon il ne se rendroit à mes ordres. Les susdits frères Guillaume Thorret et Bernardin Guyot entendant une pareille réponse, lui ordonnèrent de ma part, en vertu de la sainte obéissance, et sous peine d'excommunication majeure précédée des trois admonitions canoniques, d'avoir à venir, dans le plus bref délai possible, me donner des renseignements sur l'état et la direction de son couvent. Il prit mes ordres en dédain et en fit si peu de cas, qu'il s'appliqua en tout à méconnoître ma qualité de père provincial ; c'est dans ce sens qu'il s'expliqua avec un prêtre séculier, et plusieurs personnes laïques, que je lui avois envoyé par bienveillance pour l'appeler à moi. Enfin, lassé de l'attendre, je fis citer le susdit frère Denis par lettres ouvertes, signées et scellées, puis affichées à la porte de l'église du susdit couvent, à avoir à comparoître devant moi dans le susdit château de Lons-le-Saunier dans l'espace de trois heures, pour avoir à répondre à certaines interrogations qui devoient lui être posées, faute de quoi il encourroit l'excommunication majeure et se verroit privé de son office et emprisonné. Et quoique frère Denis ait méprisé

(*) C'est le père provincial qui parle dans ce procès-verbal d'enquête.

tous nos ordres, quoiqu'il ait négligé d'obéir à nos menaces ; pour qu'il ne soit pas dit que nous avons prescrit un trop bref délai, et afin de prévoir tout ce qui pouvoit arriver, je l'attendis encore le jour suivant et jusqu'à l'heure de complies du troisième jour, pendant lequel espace de temps il persista à ne pas comparoître.

Le dimanche qui se trouvoit être le quatre mars, je l'excommuniai et le cassai de son grade de gardien, à cause de son défaut de comparution.

Le six de mars au matin, en ma qualité de père supérieur, j'envoyai les lettres de citation afin de les faire afficher aux portes du susdit couvent ; elles étoient signées et scellées, elles furent portées par les frères Guillaume Thorret et Bernard Guyot, les mêmes qui n'avoient pas reculé devant la mission de porter la citation à Denis Violet. Ces lettres de citation étoient adressées à François Varnoz, à Pierre de Ville, à Louis Potier (1), à Denis Nivet et à Jean Bernard, pour avoir à se rendre, dans l'espace de six heures, au château de Lons-le-Saunier, et avoir à répondre, par devant le supérieur, à certaines questions qu'il auroit à leur poser ; faute de quoi, ils auroient à encourir la privation de leur bénéfices, la punition d'être déclarés contumaces pour leurs désobéissance, de subir l'excommunication majeure et enfin d'être incarcérés.

(1) Peut-être doit-on lire Portier, famille connue dans le pays. Tous ces noms du reste nous semblent des noms du pays, tronqués par un visiteur étranger qui leur a donné dans le texte latin une terminaison italienne.

Pendant que les susdits frères affichoient ces lettres, un autre frère du même couvent portant un gros bâton accourut auprès d'eux et les railloit en vociférant contre eux des clameurs.

Et parce que les susdits frères ne comparurent pas dans l'espace de temps assigné, quoique on leur eut fait la grâce de les attendre jusqu'au lendemain, le susdit supérieur, au moyen d'un mandataire, priva les appelés de leurs bénéfices, rendit publique leur excommunication, et les condamna aux prisons par lettres patentes signées, scellées et publiquement affichées à la porte des églises.

Et comme les frères Guillaume et Bernard exécutoient les ordres donnés en faisant poser les affiches, le frère Denis Niverd accourut à eux, et leur arracha des mains les susdites lettres en s'écriant que Pierre Grand n'étoit pas supérieur.

Le neuf du même mois, par une autre affiche de ces lettres aux portes du couvent, toujours par l'intermédiaire des frères Guillaume et Bernard, j'ai de nouveau cité à comparoître le susdit excommunié et déposé Denis Violet, pour avoir à répondre à l'enquête faite et à faire sur sa conduite, et toujours en lui faisant les mêmes menaces.

Et peu après, comme les mêmes affiches étoient de nouveau apposées, survint un frère du même couvent qui, devant tous les spectateurs, arracha les lettres; et le susdit Denis Violet que j'avois primitivement cité, ne prit nul souci de comparoître et n'envoya personne pour le représenter : puis ajoutant à ses méfaits, le même jour, ce frère dé-

posé et excommunié Denis Violet, fit afficher dans les lieux publics des lettres signées de sa main et scellées du sceau du couvent, par lesquelles avec une incroyable témérité il m'enjoignoit effrontément à moi son supérieur, d'avoir, sous peine d'excommunication majeure, et dans l'espace de neuf heures, à déguerpir de Lons-le-Saunier et des limites du territoire de cette ville.

Ces lettres étoient remplies d'injures contre moi : elles scandalisèrent grandement plusieurs séculiers, à cause de l'arrogance de ce même frère Denis Violet qui venoit cependant d'être déposé et excommunié.

Du reste plusieurs frères du susdit couvent ont encouru la sentence d'excommunication parce qu'ils ont divulgué les secrets de l'ordre aux séculiers ; il y a plus, des lettres que l'on me faisoit passer clauses et scellées, ont été ouvertes, et le secret violé ; et ils s'en servirent pour appeler à leur secours et intéresser en leur faveur les laïques, afin d'empêcher la sainte réformation. Ils refusèrent également à nos frères qui arrivoient là pour la célébration des saints mystères de prêter les ornements ecclésiastiques, comme s'ils avoient été tout à fait des étrangers et des inconnus ; et le susdit gardien tombant de plus en plus dans la perversité, dit à une personne noble que si je mettois les pieds au couvent *il me feroit un tour de Bourgignon* (1). Ils dirent encore à d'autres que si la

(1) Cette phrase est en français et soulignée dans le texte : Y aurait-il là une vague réminiscence des mauvais traitements que les

susdite dame (1) pensoit à m'introduire dans le couvent, ils me tueroient entre ses bras (2). Ils ajoutèrent plusieurs horribles et abominables paroles contre l'ordre et nos frères ; et, partant de là, ils blasphémoient Dieu et se parjuroient en toute manière comme s'ils avoient été la peste des hommes.

Information prise avec frère Désiré Corpet, enfant du même couvent, de la même année, le 5 de mars, à 6 heures.

En premier lieu, il affirme et garantit que, depuis le départ du père général, on n'entreprit nulle réforme sur aucun point, excepté le jour du dimanche, où l'on disoit à table le benedicté et les grâces.

Quant aux choses matérielles, en ce qui touche la règle, il ajoute que les frères du susdit couvent acquièrent indifféremment et sans choix des propriétés de toutes façons qu'ils étalent à leur ca-

moines de Baume firent, environ en 1147, subir à un visiteur qui venoit pour y rétablir la réforme.

(1) Il est ici question de Philiberte de Luxembourg, veuve à peu près depuis un an, et qui habita si souvent le comté de Bourgogne. Philibert de Chalon devoit alors avoir un peu plus de un an.

(2) Cette phrase, si irrespectueuse pour la princesse d'Orange, n'indique-t-elle pas la colère de l'ancien gardien contre cette princesse ? Cette colère devoit être motivée par la réforme du couvent à laquelle pousoit Philiberte de Luxembourg, le père Fodéré, dans sa notice sur le couvent de Lons-le-Saunier, attribue cette réforme à la maison de Chalon ; mais comme le mari étoit mort récemment et que le jeune Philibert étoit encore trop enfant à cette époque, on doit attribuer cette réforme à sa mère.

price. Il ajoute qu'il y a surtout un certain frère, Henri Bornier, qui est un grand blasphémateur du nom de Dieu. Le gardien et les religieux mangent dans leurs cellules et acceptent des repas en dehors de la communauté; et, quoique dès le principe de la réforme, quand le père général se trouvoit ici, un syndic ait été préposé à la réception des aumônes, cependant après son départ, le frère Bornier reçut les sommes; et, selon son habitude, les employa à son usage, sans même s'en cacher.

Il ajoute en outre que les aumônes particulières ne sont pas déposées pour être partagées en commun; car, comme l'on a déjà dit, il n'y a point de syndic dans le couvent.

Que les fêtes, les solennités et les autres cérémonies ne sont pas observées dans le susdit couvent.

Quant au vœu de chasteté, il constate que le frère Louis Potier est surtout entaché du péché de fornication, au point qu'un enfant novice étoit chargé d'introduire dans le couvent une femme de mauvaise vie; et que ce vice a gagné plusieurs frères; et bien plus, on dit qu'une femme débauchée se trouve dans l'intérieur du monastère.

Pour le vœu d'obéissance, il assure que les frères obéissent au gardien quant cela leur plaît, et rien de plus. Il ajoute que depuis le départ du père général, les femmes entrent indifféremment dans le couvent.

En sus, il ajoute que les frères du susdit couvent ne portent plus d'étoffes grossières, mais des

bottines avec haut-de-chausse, selon la mode du siècle.

Après avoir constaté la rébellion et la contumace des susdits frères, le même jour je fus forcé par le devoir de mes fonctions, et selon les ordres que j'avois reçu, de recourir au bras séculier ; je requis donc le seigneur Louis de Vaudrey (1), bailli d'aval, officier de notre sérénissime prince l'archiduc, et commissaire spécial pour présider à notre réforme, afin qu'il me fournit aide et secours pour abattre l'audace de ces rebelles et les ramener à l'obéissance. Du reste, je m'étois expressément promis de ne pas employer le susdit bailli, ou sa suite, ou quel autre que ce put être, à pousser les effets de mon autorité jusqu'à l'effusion du sang, ou même à laisser donner quelques coups ou blessures ; ma pensée étoit d'amener les frères à la réforme, sans bruit ni tumulte ; et je manifestai ces intentions devant l'illustrissime mère du prince (2) et en la présence des deux magnifiques et nobles seigneurs, François, maréchal de Meximieux, et Jean de Gières, seigneur de Montaigne (3).

(1) Louis de Vaudrey, de la branche de Mutigney, fut capitaine des gardes de l'empereur Maximilien ; il suivit Philippe le Beau en Espagne. C'étoit un brave chevalier à grand air et à bonne mine, dont la bravoure étoit incontestée.

(2) Philiberte de Luxembourg, mère de Philibert, prince d'Oranges. Elle patronoit le couvent des Cordeliers, et paroit, comme nous l'avons dit, n'avoir pas été étrangère à la réforme de ce couvent.

(3) Philippe-le-Bon avoit confisqué en 1418, sur Louis de Chalon, la seigneurie de Montaigne. Il la vendit à Bernard de Gierres, et Jean, fils de celui-ci, dont il est ici question, finit par en hériter.

Tout cela se passoit à la pointe du jour, le dix mars, au château de Lons-le-Saunier.

Le douze du susdit mois, jour de la fête de saint Grégoire, évêque, les frères de la réforme et moi fûmes introduits sans violence et sans obstacle d'aucune sorte dans le couvent de Lons-le-Saunier, par l'illustre seigneur bailly d'aval, qui employa dans l'exécution de son mandat autant de fermeté que de prudence, puisque tout se passa sans tumulte ni sédition.

Quand les frères de la réforme et moi fûmes entrés, nous trouvâmes les rebelles qui pousoient des clameurs et des vociférations, afin d'exciter le peuple contre cette réforme.

Irrité d'une rébellion si prolongée, et ne daignant pas tolérer plus longtemps ce désordre, prenant avis de notre conscience, et ne devant pas laisser impunie une telle insubordination, je leur ordonnai de se taire, ils ne voulurent pas obéir ; alors j'ordonnai que le susdit Denis Violet, gardien déposé et excommunié, qui se trouvoit dans le chœur où il excitoit les autres, fut renvoyé dans la partie inférieure de la susdite église.

Et quand, selon mes ordres, on l'emmenoit, tous les autres commencèrent à pousser de plus fortes clameurs, espérant ainsi exciter une sédition dans le peuple ; et bientôt le reste des indisciplinés vint à moi ; j'étois alors séparé d'eux par beaucoup de seigneurs qui se trouvoient dans l'église : peu à peu ils fléchirent le genou et demandèrent humblement pardon des fautes qu'ils avoient com-

mises. Ils me reconnurent pour supérieur et provincial et me supplièrent de leur rendre ma première affection.

Et moi, dominé par l'esprit de charité, je me suis rendu aux prières de la communauté ; je leur octroyai à tous le pardon ; et je les réintégrai dans la communauté des frères.

Mais hélas, pendant la nuit qui suivit, à notre insu, les susdits frères s'enfuirent : poussés par une témérité sacrilège, ils enlevèrent les calices, les ornements et les principaux ouvrages de la bibliothèque, au grand dommage du couvent et au grand scandale des séculiers ; d'où l'on peut conclure de quelle espèce se trouvoit être leur bonne volonté ; et qu'ils n'eurent jamais la pensée de se soumettre à la réforme. Ils affirmoient qu'ils acceptoient cette réforme, mais les loups apparurent sous la peau des agneaux. Leur audace dut être réfrénée par tous moyens, et leur iniquité punie.

Et dans l'obstination de leur malice, comme dans le but de défendre leur perversité, ils introduisirent dans le couvent, avant leur sortie, comme nous l'avons rapporté, des hommes et des armes, sans vouloir en permettre l'entrée à nos frères. Et tant par la force que par la ruse, ils cherchoient à soulever le peuple contre les frères et moi ; mais Dieu, par sa grâce, nous fit échapper à tant de périls ; et comme je viens de le rapporter, ils s'enfuirent secrètement du monastère.

S'en suit la copie des lettres dont il est fait mention plus haut, affichées par ordre de Denis Violet, gardi endéposé et excommunié, contre le R. P. frère Pierre Grand, ministre provincial, au grand scandale de toute idée religieuse :

Au très-cher fils en Dieu, frère Pierre Grand, frère Denis Violet, humble gardien du couvent de Lons-le-Saunier, salut éternel dans le seigneur.

Comme il est avéré d'après les saintes écritures que les incorrigibles doivent être ramenés à la maison du Seigneur, autant par la voie des avertissements que par les rigueurs de la justice, et pour que sa simplicité ne fasse pas périr la brebis malade, mais afin que les sévérités de la justice ramènent l'antique discipline, selon ce qui est écrit dans la rubrique des règles monachales et des lois canonicales que le scandale résulte plutôt de la communauté que de l'individu ; là surtout où il est écrit qu'il est absurde que ceux qui produisent le scandale viennent au secours de l'Eglise.

Ce considéré, moi susdit gardien, je requiers et j'ordonne à toi et à tes adhérents, en vertu de l'inspiration du Saint-Esprit et de la sainte obéissance, sous peine d'excommunication majeure, et par un seul avertissement tenant lieu de trois, que, dans l'espace de neuf heures, à dater des présentes, tu ayes à déguerpir prestement du château dudit lieu de Lons-le-Saunier et de son territoire ; étant données trois heures pour le premier avertissement, trois autres pour le second et trois pour le dernier. Et si tu n'obéis pas à ce mandement et

ordonnance, tu seras censé avoir reconnu mériter la sentence d'excommunication, pour maintenant, comme pour plus tard, pour plus tard comme pour maintenant ; et tu t'imposeras à toi-même la fin de ces censures, lorsque ta rébellion rentrera dans les conditions de l'obéissance ; et surtout, quand tu ne nous parleras plus dans tes missives de ces rubriques de nouvelle formation.

Tu as encore mérité d'être excommunié par ta conduite diabolique dans la cité de Besançon, de la part du révérend père, maître Simon de Ulino, vicaire du révérend père général et gardien de cette custode. Il importe peu de quelle partie de la susdite sentence d'absolution il soit question ici, car le jugement est porté contre toutes fautes cachées et qui ne tombent pas sous le sens. Salut.

Donné dans notre couvent de Lons-le-Saunier, le huit de mars, à sept heures du soir de l'an de grâce 1503. En témoignage, j'ai signé sous mon propre scel et celui du couvent.

La lettre de Denis Violet est signée de sa propre main ; et plus bas, par Pierre Grand, dont la qualité de provincial est ainsi attestée.



TEXTE ORIGINAL

du procès-verbal de réforme.

..... Conventus, fratrem Videlicet Dionisium Violeti benigne vocari feci, qui vocatus venire contempsit, improperando dicens, me fratrem Petrum Grandis esse servum non ministrum hujus provinciae, addens insuper quod act me nullo pacto veniret cujus responsionem audientes fratres praedicti videlicet Guillelmus Thorreti, et Bernardinus Guyot, illi, ex parte mei injunxerunt et in virtute obedientiae et sub poena excommunicationis latae sententiae praeeperunt, trina et canonica monitione praemissa quod quamcitus ad me veniret, me informaturus de regimine et statu conventus sui, quod quidem agere omnino contempsit, et parvi faciendo mandata me suum non esse praelatum omnino asseruit, hoc ipsum etiam dixit cuidam Presbitero saeculari generose per me ad eum vocandum misso, et pluribus aliis saecularibus. Et tandem cum non veniret, expectatus, patentibus litteris signatis, et sigillatis, ad valvas ecclesiae ejusdem conventus affixis, citatus fuit idem frater

Dionisius compariturus coram me in dicto castro, et responsurus certis interrogatoriis sibi fiendis infra trium horarum spatium, sub pœnis excommunicationis latae sententiæ privationis officii, et carceris. Quando quidem frater Dionisius spretis omnibus mandatis, et comminationibus, omnino parere recusavit, et ne de brevitate termini utar quod consequi posset, expertatus fuit per totam diem sequentem, et usque ad horam completorii diei tertiæ qua percontumac iter latitavit.

Die autem dominica quæ fuit quarta Martii, ob contumaciam fuit per me declaratus excommunicatus et officis gardianatus privatus.

Item dies exta Martii de mane, misi ego minister affligi valvis ipsius conventus, litteras citatorias signatas, et sigillatas, per fratres Guillelmum Thorreti et Bernardinum Guyodi virtute quarum citabantur fratres Dionisius Violeti, Franciscus Varnoti, Petrus de villa, Ludovicus Poteri, Dionisius Niverdi, et Johannes Bernardi, responsuri in dicto castro coram dicto ministro, super certis interrogatoriis eis fiendis, et hoc sub pœnis privationis officiorum, inobedientiæ contumacis, carceris, et excommunicationis lata sententiæ, et hoc infra sex horarum spatium. Et dum affigerentur ipsæ litteræ per ipsos fratres, occurrit eis alter ex fratribus illius conventus, gestans in manu grossum baculum, et eos deridebat clamando post eos. Et quia non comparuerunt infra terminum assignatum predicti fratres, expectati de gratia usque in crastinum, nec per responsalem nimistrorum, præ-

dictus minister, eosdem fratres sic citatos officiis privavit, et contumaces filios carceris, et excommunicatos denunciavit, declaravit et publicavit, mandans sub patentibus litteris signatis, et sigillatis valvis ecclesia conventus affigendis, eos publice denunciari et declari. Cum autem prædicti fratres Guillelmus et Bernardinus mandata exequentes prædictam affixionem facerent, occurrit eis frater Dionisius Niverd qui violenter a manibus eorum litteras prædictas rapuit, clamans et dicens, fratrem petrum Grandis non esse ministrum.

Die vero nona ejusdem mensis per aliarum litterarum affixionem valvis ipsius conventus iterum mandavi citari depositum et excommunicatum fratrem Dionisium Violeti, per prædictos fratres Guillelmum et Bernardinum, responsurum titulis, formatis et formandis contra eum cum comminatione etiam.

Et paulo post prædictam affixionem supervenit quidam frater ejusdem conventus, qui omnibus præsentibus easdem litteras rapuit et asperiter ipse autem sic ut præmittitur citatus, nullo modo comparere curavit, nec aliquis pro eo, et mala malis cumulando ipsa die prædictus frater Dionisius depositus et excommunicatus in locis publicis affigi fecit quasdam litteras manu sua signatas, et sigillo conventus sigillatas, quarum vigore præciebat nimia ductus temeritate, mihi prædicto ministro sub pœna excommunicationis latæ sententiæ quatenus infra novem horarum spatium, absentare haberem locum Ledonis Salnerii; et omnes ter-

minos ejus, in quibusquidem litteris multa injuriosa verba continebantur adversus me quæ etiam litteræ multos sæculares mirabiliter scandalizarunt propter nimiam arrogantiam ejusdem fratris Dionisii Guardiani depositi et excommunicati.

Cæterum multi fratres prædicta conventus sententiam excommunicationis incurrerunt, quia secreta ordinis sæcularibus propalarunt, quinimo litteras quæ mihi debebantur clausas, et sigillatas aperuerunt et violaverunt, auxiliumque et favores ad impediendam sanctam reformationem, hinc inde apud quoscumque seculares, continue postularunt fratribus etiam nostris illuc causa celebrationis accedentibus, indumenta ecclesiastica accomodare denegarunt, ac si essent omnino extranei, et ignoti et in profundum malorum deveniens Guardianus cuidam nobili dixit quod si venirem ad conventum faceret mihi *un tour de Bourguignon*. Quod alii etiam dixerunt, quod si prædicta domina presumeret me introducere in conventum inter brachia sua me interficeret multaue alia nefanda et horrenda contra ordinem nostrum et fratres, huic inde dixerunt, blasphemantes deum, et perjurantes variis modis ac si essent pestilentissimi homines.

Informatio habita cum fratre Desiderato corpeti filio ejusdem conventus, anno quo supra et die Quinta Martii hora ut sexta.

Et primo dixit et asseruit quod a recessu patris generalis, nulla ibi fuit reformatio etiam in quibus

cumque rebus, hoc excepto quod die veneris dicuntur benedicite et gratiæ in mensa.

Quo autem ad substantialia regulæ dixit quod in dicto conventu, fratres passim, et indifferenter contractant pecunias et exponunt sicut et quemadmodum volunt, et maxime inter alios frater Henricus Bornificis qui est magnus blasphemator dei, etiam Guardianus et ceteri comedunt in cellis, et faciunt banquetos extra communitatem, et licet a principio reformationis, cum ibi esset Pater generalis deputatus fuisset Syndicus qui pecunarias eleemosinas reciperet attamen illico post recessum suum, prædictus Bornificis pecunias recepit, ut solitus erat contractavit et exposuit.

Dixit præterea quod particulares Eleemosinæ non sunt repositæ in communi, nec est prout Dixit nunc syndicus in conventu.

Dixit præterea quod nullum ibi servatur solemne, nec cæteræ ceremoniæ.

Quoad votum castitatis dixit quod quidem frater Ludovicus Poteri, notatus est plurimum de fornicatione, ex eo quod quidam puer nonianusque, scortum solitus erat ducere, hoc pluribus fratribus retulit quinimo dicitur quod fornicaria illa, etiam pro num est in conventu.

Quoad votum obedientiæ, dixit quod tantum obediunt Guardiano, quantum placet eis, et non plus.

Dixit præterea quod a recessu generalis mulieres indifferenter intraverunt claustrum.

Item dixit frater prædictus quod fratres ejusdem

conventus non portant panniculos, sed coligas brachatas more sæcularium.

Visa autem prædictorum fratrum contumacia et rebellione eadem die, fui coactus pro debito officii mei, et ut mihi præcipitur recurrere ad brachii sæcularis invocationem. Requisivi idcirco dominum Ludovicum de Vaudré Baillivum d'aval officiarium serenissimi principis Domini nostri archiducis et commissarium specialem super hujus modi reformatione, ut mihi auxilium præberet et favorem, ad comprimendam audaciam eorum, ut reduci possent, cum protestatione solemni, quod per hujusmodi requisitionem nunquam intendo quod per dictum baillivum, per assistentes seu ejusdem servitores, vel etiam per quemcumque alium, quomodocumque ad aliquam sanguinis effusionem, mutilationem seu corporis offensionem procedatur. Hæc est tantum intentio mea quod fiat reformatio conventus fratres que reducantur sine strepitu et tumultu, et hæc invocatio facta fuit in conspectu illustrissimæ dominæ principis ac magnificorum et nobilium virorum duorum francisci mareschali de Messimieux, Joannis de Gières Domini de Monte acuto ac magistri Ludovici de Cize jurium doctoris, pluriumque aliorum nobilium et religiosorum, et die decima prima Martii hæc ipsa acta sunt in ipso castro Ledonis Salnerii.

Die autem Duodecima prædicti mensis, qua festum Gloriosi præsulis Gregorii celebratur, fuerunt fratres nostri reformati introducti, et ego cum eis

in conventum prædictum Ledonis Salneri, sine violentia et obstaculo quocumque perprædictum Generosum Baillivum d'Aval, qui quidem in hujus mandati executione pacifice et strenue se habuit, quandoquidem sine tumulti et sedicione omnia acta sunt. Porro ergo intraverunt fratres reformati mecum, intra chorum inventi fuere. Ibi fratres disformati, clamantes et vociferantes ut populum adversus reformationem excitare possent. Ego autem tantisque usque pulsatus injuriis, ulterius que dissimulare non valens absque nota conscientiae, et ne talium insolentiae utcumque remanerent impunitae mandavi ut tacerent, et noluerunt, et primo mandavi capi et ad me duci infra prædictam ecclesiam prædictum fratrem Dionisium Violeti guardianum depositum et excommunicatum qui ibi in choroerat, et alios conducebat. Cum autem caperetur et duceretur mandato meo, fortius clamare coeperunt omnes, ut populi seditionem excitare possent deruptum medio multorum dominorum nobilium ibi existentium, paulatim omnes genibus flexis venerunt ad me in eandem ecclesiam, pro commissis veniam petentes humiliter, et me in praelatum et ministrum secum sponte recognoverunt, supplicantes ut eos primo affectu recipere vellem. Ego autem pietate devictus ad preces tam generosae congregationis ibi existentis, omnibus illis, absolutionis beneficium impendere volui, et de pia gratia ad fratrum communionem admisi.

Sed proh dolor ! eadem nocte, clam et latenter aufugerunt prædicti fratres, et sacrilego spiritu

ducti, omnes calices, et pretiosa indumenta et etiam libros librariæ principales rapuerunt et deportaverunt in grandem conventus jacturam, et popularium maximum scandalum, ex quo manifeste apparet quomodocumque fuerunt bonæ voluntatis nec eis aliquando placuit reformatio, asserere enim se esse reformatos, et sub ovina pelle apparuerunt lupi, quorum audacia modis omnibus cohibenda est, et punienda iniquitas.

Et in suarum malitiæ et obstinationis defensione, arma hostilia armatos que viros ut relatum est, antequam conventum exirent in conventum introduxerunt, non permittentes fratres nostros dictum conventum intrare, ad hoc expresse tendentes ut armis in insidiis tumultum facerent in populo et contra me ac fratres nostros seditionem omnino excitarent; sed deus per gratiam suam nos a tantis eripuit periculis; et ut supra dictum est eadem nocte mei ingressus clam aufugerunt.

Sequitur copia litteræ.

De qua fit superius mentio affixæ per eundem fratrem Dionisium Violeti guardianum depositum et excommunicatum contra R. P. fratrem Petrum Grandis ministrum provincialem et in dedecus totius religionis.

In Dei Charissimo fratri Petro Grandis ordinis minorum frater Dionisius Violeti ejusdem ordinis humilis guardianus in conventu De Ledone Salnerii, salutem in domino sempiternam. Cum secundum sanctiones sacræ scripturæ debeant incorri-

gibiles per viam monitionis et justiciæ reduci ad domum domini, ne ovis morbida simpliciter pereat sed ipsa severitas justitiæ ad pristinam reparationem reddat, ut inquit rubrica de statu monachorum et canonicorum regularium per totum maxime quod per tales generatur scandalum; ibi super quod ubi habetur: indignum est ab ecclesia subveniri, per quos constat scandalum in ecclesia generari quas ob res ego supradictus guardianus te moneo et tibi præcipio tuisque adhærentibus, in virtute spiritus sancti, et sanctæ obedientiæ nec non sub pœna excommunicationis latæ, unica pro trina monitione præmissa, ut infra novem horas a data præsentium, habeas cum effectu recedere a castro oppidi dicti Loci de Ledone Salnerii, nec non terminos dicti loci cum diligentia dimittere, dando tibi tres primas horas pro prima monitione, tres alias pro secunda, et reliquas tres pro tertia, et ultima. Quod si non pauperis mandatis, et huic præcepto, prædictam sententiam excommunicationis noveris incurrisse ex nunc prout ex tunc, et ex tunc prout ex nunc. Finis ergo ex hiis taliter a te imponatur, quod petitiæ conditionis rebellio per virtutem sequentis obedientiæ valeat expirari, capitulo quod ex injuncto Rubrica de natis opis nuncia ne jam lauda per diabolicam rebellionem in civitate Bisuntina hanc sententiam excommunicationis incurristi. Per præceptum reverendis patris magistri fratres Simonis de Ulino vicarii reverendissimi patris generalis dicti ordinis, nec non custodis hujus custodiæ:

nec constat quavis parte de absolutione sententiæ prædictæ, et de hiis quod non sunt, et non apparet id est iudicium, et vale, actum in dicto nostro conventu de Ledo Salnerii hac luce octava mensis martii hora septima ipsius diei, anno domini 1503. Teste signo meo manuali hic appposito, cum sigillo mei officii et conventus. Sic signatum frater dionisius Violeti gardianus mandat propria manu et inferius Fr. Petrus Grandis qui supra minister ita attestatur et Petit.



REDDITION
DE LA VILLE DE LONS-LE-SAUNIER
en 1595.

ENQUÊTE CONTEMPORAINE
sur cet événement.

REDDITION

DE LA VILLE DE LONS-LE-SAUNIER

en 1595.

ENQUÊTE CONTEMPORAINE

sur cet événement.

En 1867, M. le docteur Chéreau a publié dans le Recueil de la Société d'émulation du Jura, et d'après les Manuscrits de la Bibliothèque nationale, le récit de l'invasion d'Henri IV en Franche-Comté (1595).

Ce récit est d'un haut intérêt, parce qu'il émane d'un contemporain, Jean Grivel, conseiller au Parlement de Dole, parfaitement au courant des événements. Malheureusement, dans ce manuscrit, un feuillet a été déchiré, et est définitivement perdu. C'est précisément celui où l'auteur racontait la capitulation de Lons-le-Saunier, lorsque au voisinage de ses murs, et à la tête d'une puissante armée, le roi trouva les habitants réduits à un très-petit nombre et hors d'état de se défendre.

M. Chéreau a cherché à combler une lacune si regrettable, en insérant, dans le corps même du texte original de Jean Grivel, celui de l'avocat

Courbe dans son histoire de Lons-le-Saunier, considérant ce texte comme emprunté à la narration de Grivel, modifiée et arrangée selon le langage du XVIII^e siècle.

Mais quelle est la valeur de cette copie ? est-elle exacte ? M. Chéreau reconnaît n'avoir pu en acquérir la certitude, et cependant il s'agit de l'une des phases les plus curieuses de l'histoire de cette ville.

Nous avons pu remplacer enfin cette partie si importante par un texte sûr et qui ne peut souffrir de contradiction, c'est celui d'une enquête faite huit jours après les événements ; tous les témoignages y émanent de témoins contemporains présents sur place, membres du conseil de la ville ou députés vers le roi. Aucune page de l'histoire de Lons-le-Saunier ne peut donc offrir plus de garanties de certitude.

Nous donnons dans le récit qui va suivre le résumé fidèle de cette information, dont les conséquences se poursuivaient encore devant le Parlement de Dole au mois de mars 1596 ; elle présente nombre de détails curieux et inconnus ; on y trouve notamment ce qui s'est passé soit dans les délibérations du conseil de la ville, soit dans le secret de l'entrevue avec le roi même, le lieu précis, et jusqu'à présent fort discuté, où, à deux reprises, les députés ont été reçus par le vainqueur, et jusqu'aux questions curieuses d'Henri IV sur les prédictions du défunt seigneur de Montfort qui s'attribuait, on ne sait comment ni pourquoi, le don de prophétie.

Il est un fait capital, dont M. Chéreau, en publiant le livre de Grivel, a dû se préoccuper sérieusement. Comme le manuscrit est sans nom d'auteur, il s'est agi de savoir s'il était réellement l'œuvre de ce savant magistrat. Le chroniqueur, écrivant sous la domination de l'Espagne, s'était permis sans crainte d'assez vives tirades contre le roi. Mais depuis, la Franche-Comté avait, par la conquête, passé sous le gouvernement de la France ; ces passages alarmèrent quelques parents de l'auteur, qui surchargèrent d'un encre fort noire les passages où l'écrivain, se révélant lui-même, nommait son *père*, son *oncle*, son *frère*. Il a fallu beaucoup d'adresse pour enlever cette couche d'encre, et retrouver sans les effacer les mots qu'elle recouvrait. M. Chéreau y est parvenu, et c'est ainsi qu'il a reconnu Jean Grivel.

Je voudrais établir par une preuve de plus l'exactitude de cette vérification ; et cette preuve écrite la voici : à la page 164 du récit publié, l'auteur dit : le connétable de Castille, après avoir fait marcher toute son armée contre Lons-le-Saunier et loger ses troupes dans les villages voisins, prit son quartier *au village de Perrigny, et fut loger en une maison appartenant à mon père*.

Où je trouve dans le registre XXV, f° 65 de la chambre des comptes de Dole (1), des lettres d'Albert et d'Isabelle, portant la date du 1^{er} mars

(1) Archives de la préfecture du Doubs. L'enquête dont le résumé va suivre y est également déposée.

1611, octroyant à Jean Grivel, escuyer, conseiller et maistre des requestes au conseil privé, la haulte jusltice au village de Perrigny, avec la mention que ce magistrat possède entre autres biens une belle chevance à Perrigny, consistant notamment *en une fort belle tour et maison, en laquelle a autrefois logé le connestable de Castille, lorsqu'il tenoit le siège devant notre ville de Lons-le-Saunier.*

II

RÉSUMÉ DE L'ENQUÊTE CONTEMPORAINE.

Il y a eu jeudi dernier huit jours, qu'estoit le 17^e du présent mois d'aoust, un particulier de la ville d'Arbois, appelé Magnin, se disant des gens de madame la marquise de Carnavalet, vint à Lons-le-Saunier, et entra dans la ville sous le prétexte de parler au mayeur. Il estoit à la suite du prince de Biard, et avoit esté envoyé au dit Lons-le-Saunier par son commandant pour parler au sieur lieutenant Bouquet, comme il feit selon qu'il est notoire en ceste ville, s'estant le même jour, parti d'icelle pour, comme il est vraisemblable, resservir ledit prince de ce qu'il avoit vu à Lons-le-Saunier, et entendu du dit sieur lieutenant.

Au quel jour, ceux de Lons-le-Saunier tindrent leur conseil, où certains des déposants et le lieutenant Bouquet furent appelés, ayant ledit lieutenant commencé à opiner à l'honneur et louange

du dit prince de Byard, disant que c'estoit un prince magnanime, heureux et victorieux, accompagné de grandes et puissantes forces, qui avoit prins Champlitte, Autrey, Pesmes, au couspect du connestable de Castille, sans que celuy ci eust osé lever les cornes ; qu'il avoit emporté Besançon, Salins, Arbois, Poligny ; qu'ils n'estoient pas gens pour empescher ses conquestes ; et que son avis estoit qu'on luy envoyast un commis au devant pour traicter et capituler.

Ce qui fut rejeté par tous, remonstrant que ce seroit crime de lèze-majesté, si l'on alloit au devant, premier que l'on fust sommé. L'un des témoins dit au lieutenant Bouquet, que c'estoit un vrai Carementrant, voulant entendre qu'il ferait comme le lieutenant de Vesoul.

Il y a bien longtems que le dit lieutenant est suspecté de tenir le party du Byarnois, voire que, sont environ trois ans, estant en la maison de Richard de Plasne apothicaire, au souppé, il dit que le roy d'Espagne faisoit tort au roy de France, et que mal luy en prendroit.

Et fut résolu au dit conseil que, se l'on les venoit sommer, le capitaine de la ville, qu'estoit le sieur de Marigny, ou le mayer d'icelle, feroit la response.

Le lendemain, 18^e jour du dit mois d'aoust, le dit Magnin revint à Lons-le-Saunier avec un trompette du dit Byarnois et lettre du connestable de Montmorency adressée aux mayer, eschevins et conseil de la dite ville, le tout pour les sommer

de se rendre. Le roy, disoit-il, estoit en grand courroux de ce qu'il avoit reçu des nouvelles de la prinse de Dordans, et du traitement que les Espagnols avoient faict aux habitants et soldats. Sur quoy fut assemblé le conseil, où l'on résolut faire response au dit connestable, et par icelle le prier intercéder vers le roy son maistre, qu'il luy pleust les recevoir à composition de dix mille escus, prenant esgard que leurs moyens n'estoient à comparer à ceux de Poligny.

Mais le dit sieur lieutenant persévéra à conseiller que l'on devoit se rendre, et quelques autres aussy, voire que le dit sieur de Marigny et le baron de Pymorain firent la déclaration qu'ils ne vouloient estre de la composition. Le sieur docteur Duprels dit qu'il falloit donc que ceux qui se disoient avoir de la valeur pour combattre, baillassent caution pour leurs vies, celles de leurs enfants et honneurs de leurs femmes.

Guillaume Blondel marchand déclara qu'il falloit que ceux qui avoient peur se retirassent, et qu'ils deussent aviser ce qu'ils résoudroient ; et, pour ce que ils faisoient chose contre leur honneur, ils estoient environ quarante qui avoient résolu de leur couper la gorge.

Là dessus, il se despartit de l'assemblée en la quelle fut conclud que l'on enverroit des commis au prince de Byard pour traicter et capituler avec luy, à condition toutes fois de non recevoir ny admettre aulcune garnison en la ville, résolu de plutôt tous mourir que de se départir de l'obéissance de sa Majesté.

Tout le peuple se montrait fort zélé et affectionné, sauf quelques uns qui inclinoient à la reddition.

Le dit lieutenant Bouquet fut commis pour la capitulation avec messire Philibert de Brange, le sieur Duprels docteur en droit et le sieur de Chaulcin.

Ils sortirent de la ville le 18^e aoust, ayant tenu le dit conseil environ la minuit du jour précédent. Mais, avant leur partement, retourna à Lons-le-Saunier le dit Magnin, pour faire entendre la volonté du prince de Byard et la response de la lettre escripte au dit connestable de Montmorency, qu'estoit qu'il ne vouloit point de capitulation, si les habitants ne recevoient garnison, et que, si l'on faisoit tirer un coup de canon, il mettroit tout au fil de l'espée, comme l'Espagnol avoit faict devant à Dorlans. Ce qui troubla grandement le peuple.

Et lors se partirent les dits commis, qui allèrent trouver le prince de Byard à une grange proche le villaige de Chille, le quel les amena avec luy à Conliège. Il leur dit qu'ils estoient à moitié vaincus, qu'il savoit bien qu'ils n'estoient que deux cents habitants et quelques paysans dans la ville, et partant qu'ils n'estoient gens pour résister à son armée.

Ils capitularent pour vingt cinq mille escus. Le roy leur fit entendre qu'il n'y auroit aulcune garnison en la ville ne au faulbourg, excepté quarante Suysses au chasteau, à raison que le

sieur de Pymorain, avoit escript certaines lettres qui luy estoient tombées ès mains, par où il ne l'avoit pas respecté ; que du reste les Suysses ne coucheroient au chasteau qu'un soir. Le prince de Byard leur enjoignit de revenir le lendemain avec six ostaiges.

Les quarante Suysses entrèrent au chasteau, le dit jour, conduits par le baron d'Auzonville.

Le lendemain, les dits commis retournèrent à Conliege, au quartier du prince de Byard pour faire coucher la dite capitulation par escript. Ils le trouvèrent sur son partement, mais il avoit bien changé de propoz. Car il leur déclara qu'il vouloit laisser garnison à Lons-le-Saunier. Le docteur Duprels luy remontrant qu'il avoit promis le contraire, il luy imposa silence, menaçant qu'il le feroit pendre, ajoutant qu'il ne vouloit aultre ostaige que luy pour le paiement des vingt cinq mille escus, qu'il voyoit bien qu'il avoit un cœur espagnol, que c'estoit un clerc, et qu'il le vouloit faire François.

Le prince de Byard remit les députés au dit connestable de Montmorency qui, à la fin, ne voulut se contenter de ce que dessus, mais prétendit avoir une plus ample garnison dans la ville.

Malgré le refus du prince de Byard, le docteur Duprels luy demanda de permettre au moins que les habitans sortissent de leur ville avec la bague blanche et en chemise, et luy particulièrement.

Mais le dit prince de Byard, de rechef, luy imposa silence, le menaçant s'il parloit, de le faire

pendre, si que le dit sieur Duprels fut contrainct de se taire.

Le prince de Byard, lorsqu'ils furent retournés à Conliege, commanda que le dit sieur lieutenant entrât seul. Ce nonobstant, le docteur Duprels racontoit qu'il s'estoit glissé avec lui dans la chambre, où ledit prince devisa un longtemps du fut seigneur de Montfort, s'informant s'il n'avoit rien prédit s'il seroit roy de France et des Espagnes, et s'il viendrait en ce pays. Le bruit court que le mareschal de Byron a mandé la femme du dit sieur de Montfort à Cressya, pour savoir si son dit mari avoit rien prédit sur sa nativité.

Le prince de Byard, sans entendre au dit traicté, se despartit de Conliege, délaissant tout pouvoir au connestable de Montmorency, tellement que, le dit jour, rien ne fut négocié ; et, le lendemain, la garnison entra à Lons-le-Saunier. Aussi, le sieur lieutenant Bouquet ayant esté rencontré par le dit Guillaume Blondel, l'un des témoins, devant la barrière du pont de l'horloge, celui ci lui dit en se moquant : *Eh bien, qu'en dites-vous maintenant ?*

Au lieu d'avoir un traicté, les habitans furent contraincts de recourir au connestable de Montmorency par supplique, le quel leur accorda l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, et leur assura leurs franchises, avec liberté de vendre leurs immeubles, distraire leurs meubles et leurs chevaux, et de se retirer là où ils aviseroient.

Neanmoins, dois lors, il ne voulut permettre à

aucuns habitants de sortir de la ville ni distraire aucune chose ; et, se aucun s'avance de sortir sans passe-port, il est arrêté et constitué prisonnier de guerre.

A l'entrée de la garnison, les habitants ont été contraincts de payer seize cent escus sur la somme de vingt cinq mille escus pour l'entretien de la garnison pendant quinze jours. De plus les François saisissent les biens de ceux qui s'absentent, comme ils ont fait pour Pierre Blondel. Celui ci s'est retiré au chasteau de Saint-Laurent-la-roche devers le capitaine, où il a fait service à sa Majesté, ayant assisté à repousser le mareschal de Byron avec ses troupes, qui vouloient attenter au dit bourg, ayant déjà gagné l'église que l'on luy a fait quitter avec perte de ses gens.

Sont passés quatre ans, une information avoit desja esté faite contre le lieutenant Bouquet et Philibert de Branges et fu le sieur de Montfort. Nonobstant icelle, ils n'ont cessé de fréquenter le party du Byarnois. Depuis l'entrée des François à Lons-le-Saunier, le dit lieutenant n'a eu aucun soldat à loger dans sa maison ; et, bien qu'on ait osté aux habitants toutes leurs armes, on n'a aucunement attouché aux siennes.

DOCUMENTS INÉDITS
RELATIFS A L'HISTOIRE
DE LA FRANCHE-COMTÉ

publiés par

Bernard PROST

Archiviste du Jura.

2^e Série.

« ORDONNANCES POLITIQUES

de la ville de Salins. »

(1492-1549)

Ordonnances et statuz faiz et establiz sur le fait de la police et gouvernement de la ville et communauté de Salins, par mess^{rs} les maire, eschevins, procureurs, gens d'église, conseilliers et aultres habitans d'icelle, cy-après nommez, pour le bien, prouffit, utilité et comodité de lad. ville, habitans en icelle, et de la chose publique ; lesquelles ordonnances et statuz seront doresenavant gardez, entretenuz et observez par toutes personnes, sur les peines cy-après contenues et déclarées, ainsi qu'il a esté advisé, délibéré et conclud, après pluseurs consultations et remonstrances sur ce faictes au conseil communz d'icelle ville, pour ce à diverses fois assemblé, tant en la maison de honorable homme Humbelin de Nosseroy, [escuyer], bourgeois dudit Salins, séant ou Surrin, comme en la saulnerie dud. lieu, et mes-

[me]ment le présent jour d'huy, jeudi XXIX^{me} jour de novembre, l'an mil IIII^c IIII^{xx} et douze, que la conclusion desd. ordonnances et statuz a esté entièrement accordée, passée et consentue ; c'est assavoir par noble homme Guion Guierche, maire de lad. ville, Jehan d'Andelost, escuier, Jehan de Gilley, Jehan Colin, Guillaume Barbier, Guiot de Seurre, Jehan Vigoreulx, eschevins, vénérables et discrètes personnes maistres Guy David, Estienne Merceret, Pierre de Saigny, chanoynes de Saint-Anathoille, messires Nycolas Régnier, chanoyne de Saint-Michiel, Jehan Frontenay, Jehan Prévostet, chanoynes de Saint-Moris, et Estienne Morel, familhier de l'église de Nostre-Dame dud. Salins, honnorables hommes et saiges maistres Nythier Patournay, Humbert Cuynet, licencié en loiz, maïstre Jean de Montoiche, Anthoine Saige, Guienet Cussemenet, Michiel et Christofle Ramel, frères, escuiers, Anguerrant Marchant, Estienne Gaigneffin, Nycolas Cuyllier, Andrye Ryon, Charles Desbarres, Estienne Chaboz, Michiel Bernardet, Jehan Boisset, hostellier, Jehan Ramel, mercier, Anthoine Grosjehan, Jehan Tardy, Guillaume Nycard, Lyon Desforces, Jaques Dufour, Jehan Moreaul, Pierre Villet, Jehan de Bruges, Tassin Touppet, Huguenin Perroiche, Claude Grappe, Pierre Beschet, bolengier, Symon Buchin, Claude Marchant, Bon Jouvent, Guillemain d'Ambrung, Lembreit Guignoire, Huguenin Fèvre, Jehan Maillet, Jehan Flury, Oudet Viron, Bienventureulx Petit, Guillaume Vercel, Estevenin Dufour, Jehan

Boisset, notaire, Bienventureulx de Faletans et Humbert Marchant, conseilliers et habitans de lad. ville, faisans et représentans la plus grande et saine partie du conseil d'icelle ville et communaultey. Et lesquelles ordonnances et status ont esté leuz à haulte voix, et sont telles et telz que s'ensuit.

Premièrement : est ordonné, statué et estably, que toutes personnes, de quelque estat qu'elles soient, marchans, marchandes, revendeurs, revenderriz, hostelliers, charpentiers, recouvreurs et aultres, ne soient si hardiz ne ose[z] de aler, venir, ne envoyer en quelque manière que ce soit, de nuyt ne de jour, interpositement ne autrement, au-devant des marchans venans et amenans danrées en toute lad. ville, tant blefz, voulailles, poisson, beufz, vaiches, veaulx, moutons, porcz, que autres danrées mengeailles et bevables ; ne aussi bois esquarré et non escarrey, lahonx et autres bois pour chauffaige, ne autres danrées quelxconques, pour icelles marchandises acheter, marchander, ne mettre à aucungs pris ; ains les laissent venir et entrer en lad. ville, ès lieux où l'on a acoustumé de vendre et distribuer lesd danrées, tant ou Bourg-Dessoubz que ou Bourg-Dessus ; et ce, à peine, pour une chascune fois qu'ilz feront le contraire, de soixante solz estevenans, à appliquer au prouffit de lad. ville, assavoir d'ung chascung bourg où le cas se commectra, par les transgresseurs de lad. ordonnance. Pour ce... LX S.

Item : que lesd. marchans estrangiers pourront vendre et distribuer leurd. marchandises et danrées à pris raisonnable, à tous et à chascuns habitans dud. Salins, réserver ausd. revendeurs et revenderesses, qui ont accoustumé de les revendre et distribuer à aultres que ceulx que sont logez en leurs hostelz, dois le matin du jour jusques à unze heures avant midi dud. jour ; laquelle heure estre passée, en pourront vendre et distribuer ausd. revendeurs et revenderesses, jusques à l'eure de trois heures après midi dud. jour, et non autrement, et ce sur peine de sept solz estevenans, pour chascune fois, tant oud. Bourg-Dessus que oud. Bourg-Dessous, à aplicquer comme dessus. Pour ce VII S.

Item : que quant aucune personne, revendeur ou revenderriz, auront achetées aucunes danrées mengeables esd. deux bourgs, et il y a aucungs présens des habitans qui en vuille avoir pour le pris qu'elles auront esté achetées par lesd. revendeurs et revenderriz, en pourront avoir, et ne leur en feront reffus, pourveu que ce soit en la mesme instance, en les achetant par lesd. revendeurs ou revenderesses, à peine de sept solz estevenans, à applicquer comme dessus. Pour ce VII S.

Item : que aucuns, de quelque estat qu'ilz soient, n'achecteront aucungs blef ne grains esd. deux bourgs ne ès surbourgs de lad. ville, qu'ilz ne soient mesurez ès mesures d'iceulx bourgs, chascung en son endroit ; et ne enhorteront ne adviseront, en quelque manière que ce soit, les

marchans de non venir et admener danrées en lad. ville, ne leur manifesteront les pris desd. danrées et marchandises, quilz auront estez ès jours et marchiefz précédans ; et aussi ne feront faire aulcuns correctaiges de vendre ne acheter lesd. danrées par gens de guerre, ne par quelque aultre personne que ce soit, sur peine, pour chascune fois, de soixante solz estevenans, à applicquer comme dessus. Et aussi ne achèteront ne feront mesure[r] aulcungs blef d'iceulx marchands en aulcungs hostels secrètement, synon que ce soit ès mesures communes d'iceulx bourgs, sur lad. peine. Pour ce LX S.

ORDONNANCES SUR LE FAIT ET MESTIER DES
BOUCHIERS.

Item : que aulcungs bouchiers en lad. ville, ne aultres personnes quelxconques ne tuent, ne vendent, ne facent tuer et vendre aucunes grosses bestes jusques ad ce que par le maire, son lieutenant, eschevins, conjuges et procureurs desd. deux bourgs, ou l'ung d'eulx, chascung en son bourg, et non aultres, les aient veu mangier et rongier, visiter et donner licence de les tuer. Et aussi ne vendront berbis, coillars, chièvres, truyes, porcز méseaulx, ne autres bestes immondes et infectes, qu'ilz ne les manifestent et facent savoir aux acheteurs, en lieu apparant, que les acheteurs le puissent cougnoistre. Et avec ce ne vendent aul-

cunes chars mortes, que n'ayent esté tuées esd. bourgs, jusques ad ce qu'elles soient esté visitées, comme dessus et à peine, pour une chascune fois, de soixante solz estevenans. Pour ce . . . LX S.

Item : que tous bouchiers, bouchières et autres gens vendans chars en lad. ville et fourbourgs, ayans leurs bancz et estolles sur la rue commune, passans dehors de leurs maisons et demeurances sur lesd. rues, se retrayent et retirent leurd. bancz et estolles deans leurd. maisons, deans huit jours après la publicacion des présentes, tellement que lesd. bancz et estolles ne passent point oultre le parement dehors desd. maisons plus d'ung pied, sur peine de sept solz, à applicquer comme dessus. Pour ce . . . VII S.

Item : que nunlz bouchiers, bouchières, ne aultres vendans chars en lad. ville ne tuent ou saignent aucunes grosses bestes, commé beufz ou vaiches en la rue publique; mais les tuent sur les rivières et boucheryes, ou en leurs hostelz, et les ventrées et ordures d'icelles bestes et de toutes aultres qu'ilz tueront, portent et facent porter en la rivière, sans empeschie[r] les rues et ruelles, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz [estevenans], à applicquer comme dessus. Pour ce...VII S.

Item : que nunlz desd. bouchiers ou bouchières n'achèteront et ne feront acheter ne apprécier aucunes bestes privées ou saulvaiges, ne autres dandées de leurs mestiers, que seront admenées pour vendre à lad. ville, sinon après dix heures avant midi et jusques à trois heures après-midi, sur

peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce. VII S.

Item : ne achèteront ne feront acheter aucunes grosses bestes ne menues, en lieu où les bestes mourront, et qu'elles soient suspicionnées de mortalité, pour lesd. bestes vendre aud. Salins, sur peine, pour chascune fois, de soixante solz estevenans, à applicquer comme dessus. Pour ce. LX S.

Item : ne vendront, ne feront vendre aucunes herbis, coillars ne chièvres ou lieu de châtrens et bons moutons, aussi porcz grevez ou méseaulx ou lieu de porcz nectz, sur leurs bancz où ilz vendront et devront vendre bonnes chars et naturelles, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz estevenans, à applicquer comme dessus. Pour ce. VII S.

Item : ne feront aulcungs ferdemens, ne foureront, ne feront fourrer ne mettre ès roignons et autres lieux des bestes qu'ilz tueront et vendront autres graisses fors que celles d'icelles bestes, mesmes ne ferderont sur les costelz des bestes plus d'une tire, sur peine pour chascune fois, de sept solz. Pour ce. VII S.

Item : ne fendront, ne feront fendre aucunes ventrailles, trippes ou sang des bestes qu'ilz tueront, soient grosses ou moyennes, ès rues de lad. ville, soit devant ou dernier, ne gectent, ne facent gecter ou biefz courant oud. Bourg-Dessus, ains portent ou facent porter lesd. fiantes et ordures desd. bestes en la rivière de Furrieuse, sur peine,

pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce..VII S.

Item : que nunlz des bouchiers et bouchières, leursd. verletz et serviteurs et autres personnes quelxconques, ne lavent ou facent laver ès bief, fontaines et russeaulx de lad. ville aucunes ventrailles desd. bestes, ne aussi mectent aucunes ordures, drappeaulx ne tilles ès haulges desd. fontaines, ne aucungs gréaulx ne aisemens, qu'ilz ne soient honnestes, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

Item : que nulz desd. bouchiers, bouchières, serviteurs ne autres personnes quelxconques, de quelque estat qu'ilz soient, ne vendent ne facent vendre, en quelque manière que ce soit, aucunes chars cuytes ou cruyes qui soient ou puissent estre corrompues, pourryes ou infectes par porriture, infections de temps, ne autrement, sur peine, pour une chascune fois, de ardoir et bruller et de l'amende de soixante solz, pour chascune fois, envers lad. ville. Pour ce soixante solz.

Et avec ce ne fondront ne feront fondre aucunes graisses, penues, et sains dedans leurs maisons ne en cloison de fermeté de maison, à semblable peine, pour chascune fois, de soixante solz, en leur deffendant, sur semblable peine, de non fondre lesd. gresses, penues et sains, sans appeller lesd. maire, eschevins ou procureur de lad. ville, ou l'ung d'eulx, pour y estre présent, pour le bien de la chose publicque. Pour ce . . LX S.

ORDONNANCES SUR LE FAIT DU POISSON ET DES
POISSONNIERS.

Item : que nul, de quelque estat qu'il soit, habitant de lad. ville, ne aultres, vendent ne facent vendre en lad. ville, ne esd. fourbourgs aucuns poissons morts, jusques ad ce qu'il soit esté veu et visité par led. maire, sond. lieutenant, l'ung desd. eschevins ou procureur, et non autres, et la licence donnée de les vendre, en deffendant à tous autres de non faire lesd. visitacions, sur peine de l'amande, pour chascune fois, de sept solz, à applicquer comme dessus. Pour ce . . VII S.

Item : que aucunes personnes, marchans, revendeurs et revenderesses, ne autres, ne vendront ne feront vendre en lad. ville aucuns harans sors ou blancs, en gros ou en menuz, qu'ilz ne soient veuz et visitez par l'ung des dessusd. maire, lieutenant, eschevins ou procureur, sur peine de hardoir lesd. harans qui seront trouvez malvais et corrompuz, et de l'amende, pour une chascune fois, de soixante solz à applicquer comme dessus. Pour ce. LX S.

Item : que tous bouchers, taverniers, bolen-giers, ne autres personnes quelxconques, vendans danrées mangeables, ne les vendent ou facent vendre és jours de dymenche, festes solempnelles ne de Nostre Dame, dois le premier copt de prime jusques la grant messe soit dicte, chascuns jours ;

et que pendant lesd. grans messes, ilz tiennent leurs fenestres toutes closes et fermées, et ne baillent durant icelles aucunes danrées, sinon en cas de neccessité, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

Item : que aulcungs revendeurs, taverniers ne autres, vendans choses mengeables, ne vendent ne distribuent vin ne autres danrées après la cloiche de couvre-feul estre sonnée, synon'en cas de necces-sité, comme dit est, sur peine de sept solz, pour chascune fois. Pour ce VII S.

[TOUCHANT CEUX QUI VONT DE NUYCT POURTANS
ARMURES].

Item : que nunlz, de quelque estat qu'ilz soient, n'aillent de nuyt par lad. ville sans clerté et souffi-sante lumière, après la cloiche de couvre-feug sonnée, ne ne portent armures ne bastons invasiz ; ne paraillement que aucungs verlétz ne serviteurs servans maistres aud. Salins, ne autres, ne portent de jour ne de nuyt, par lad. ville et justice d'icelle, dagues, espées ne autres armures esmolées, sur peine, pour chascune fois, de soixante solz, à applicquer comme dessus, s'il n'y a mandement et ordonnance faicte au contraire, réserver gens de guerre. Pour ce LX S.

Item : que nunlz, de quelque estat qu'ilz soient, ne portent ou facent porter par lad. ville aucunes failles, bois ou charbons alumez, sur peinne de sept solz, pour chascune fois. Pour ce. . VII S.

ORDONNANCES TOUCHANT LES JEUX DES DEZ ET DES
CARTES DEFFENDUZ.

Item : que aulcungs, de quelque estat qu'ilz soient, ne jouhent ne tiennent en leurs hostelz et maisons jeuz de dez ne de cartes, ne autres jeuz désordonnez, tant de jour comme de nuyt ; et ce, à peine de soixante solz sur ceux qui seront trouvez jouuans par nuyt, et de sept solz, de jour, pour chascune fois, à applicquer comme dessus. Pour ce. LX S., VII S.

Item : que aulcungs habitans de lad. ville ne norrissent en leurs hostelz et domicilles porcz, cannes, oyes, pour aler ne venir par les rues de lad. ville, affin de évicter les pugnaies que en pourroient advenir, et ce à peine, de sept solz, et icelles estre prinses les confisquées (1) au prouffit de lad. ville. Pour ce. VII S.

Item : que nul ne soit sil hardy de entrer ne pourter doumaige en aucunes vignes, cultiz et aultres héritaiges ; et ce, à peine, pour la première fois, de sept solz, dont les trois solz seront au prouffit du prévost et le surplus à lad. ville ; et pour la seconde fois, d'estre mis en prison et pigny selon l'exigence du cas. Pour ce. . VII S.

(1) Lire : ...estre prinses et confisquées.

[TOUCHANT LES CHEMYNÉES].

Item : que nul, de quelque estat qu'il soit, ne face feug de bois, sinon dessoubz bonnes et seheures chemynées, passant les toiptz de demye thoize de hault, pour le moings ; et n'y souffrent aucunes fautes ne esclavesses, pour raison desquelles inconveniens de feug en peust advenir. Et aussi que chascung face nectoyer ses chemynées de deux mois en deux mois, bien et souffisanment, sur peine le tout, pour chascune fois, de soixante solz estevenans. Pour ce LX S.

ORDONNANCES FAICTES SUR LE FAIT DU MESTIER
DE BOLENGERYE EN LA VILLE DE SALINS, PAR
MESS^{rs} LES MAIRE, ESCHEVINS, PROCUREUR ET
CONSEILLIERS DE LAD. VILLE.

Premièrement : que nunlz serviteurs, ouvriers ne ouvrières dud. mestier, ne aultres, de quelque estat qu'ilz soient ne pourront ne devront doresenavant faire ne cuyre ne vendre pain, en lad. ville ne es fourbourgs d'icelle, que préalablement ilz n'aient fait leur chiefz-d'œuvre par-devant lesd. maire et eschevins, ou aulcungs d'eulx, et les maistres jurez dud. mestier, que seront pour l'année. Lequel chiefz-d'œuvre sera fait d'une émyne à pain blanc et d'une émyne à biz, aux fraiz et

despens du faisant led. chiefz-d'euvre ; lequel pain ilz ne pourront vendre jusques ad ce qu'il soit veu et visité par les dessusd. présens à faire led. chiefz-d'euvre ; lesquels en feront leur rapport par-devant lesd. maire et eschevins, pour savoir s'ilz seront ydoines et souffisans à estre passez maistres dud. mestier ; lesquels estre receuz et fait le sèrement tel que cy-après est contenu, et payer les droiz et choses cy-après déclairées, pourront dès lors tenir leur ouvrier, faire cuyre et vendre pain en lad. ville et feurbourgs comme les aultres boulengiers d'icelle ville et non autrement.

Item : que se par led. rapport ledit nouveau boulengier est trouvé ydone et souffisant, il sera tenu comme les aultres boulengiers desjà receuz de doresnavant faire bon pain tant blanc que biz, au poix de lad. ville, et pris que sera estably et mis par lesd. maire et eschevins, et payera avant toute euvre les sommes suigantes, assavoir : au prouffit de lad. ville, cent solz estevenans, trente solz ausd. commis à veoir faire led. chiefz-d'euvre, et cent solz à la confrayrie de Saint Honnoré, patron dusd. mestier.

Item : que tous filz de maistres ouvrans et continuans led. mestier pourront avoir et tenir leur ouvrier, pourveu qu'ilz soient mariez et en leurs mesnaiges à part et céparément de leur père et mère, et parmy ce ilz seront tenuz de faire le disné ausd. maire, eschevins et jurez.

Item : se aulcuns desd. maistres va de vie à

trespas, sa femme survivent, et elle se remarye à l'ung des filz desd. maistres non receu maistre dud. mestier, oud. cas led. filz sera tenu de faire led. disné, comme dessus, tant seulement, et moyennant ce sera receu maistre dud. mestier. Et se lad. femme se remarie à homme que ne soit dud. mestier de bolengerye, elle ne pourra dès-lors-en-avant exercer led. mestier de bolengerie, né tenir ouvrier et vendre pain. Et s'elle ne se remarie point, et vuille tenir son ouvrier, faire le pourra, parmy ce qu'elle sera tenue d'avoir et tenir bons ouvriers dud. mestier avec elle, ses serviteurs, au rapport et advis desd. maire, eschevins et jurez dud. mestier.

Item : se lad. vesve se remarye à ung homme dud. mestier, lequel ne soit pas filz de maistre, ne passé maistre, sond. mary n'elle ne pourront exercer led. mestier, cuyre ne vendre pain, que préalablement led. homme n'ait fait son chief-d'euvre, en la manière avantdicte, et payer lesd. cent solz au prouffit de lad. ville, trente solz ausd. commis, et à lad. confrairye Saint Honnoré aultres cent solz estevenans.

Item : que personne ne se puisse mesler ne entremectre de faire pasteiz, feur seulement les maistres dud. mestier, sans de ce avant toutes euvres avoir congié et licence desd. maire et eschevins, et ce, sur peine de sept solz estevenans au prouffit de lad. ville, sans rémission.

Item : que nul, de quelque estat qu'ilz soient, vendans graisses, huilles, harans, chandoilles, ne

aussi barbiers, corduanniers ne d'autre mestier, ne pourront ne devront doresenavant vendre pain en fenestre ne autrement, synon en temps qu'ilz vendront vin en taverne, et durant icelle tant seulement, lequel pain ilz ne feront ne cuyront, mais l'achèteront desd. boulengiers, et le tiendront autre part que sur leursd. fenestres, en lieu honneste et condécet, et ce, sur peine de sept solz estevenans pour chascune fois, et de perdicion dud. pain, qui sera incontinant envoyer pour Dieu ès hospitaux dud. Salins.

Item : que tous boulengiers seront tenuz, en les passant et recepvant maistres dud. mestier, de faire le sèrement sur saintz éwengilles de Dieu, pardevant lesd. maire et eschevins, de bien et loyallyment exercer led. mestier de bolengerye, et d'estre tousjours fourniz de bons levains (1), serines et de pain cuyt, sur peine de sept solz estevenans pour chascune fois, au prouffit de lad. ville.

Item : et qu'ilz ne mectront ès pains qu'ilz feront aucuns creuz ne repressures, ne ne feront painsinon blanc et biz, sans en avoir préalablement licence desd. maire et eschevins, et que la chose ne soit esprouvée, de quel poix et pris led. autre pain devra estre, sur semblable peinne de sept solz, pour chascune fois, au prouffit d'icelle ville.

Item : n'achèteront ne mectront aucung pris au blefqui se admènera et vendra aud. Salins, ne ès haules et marchiefz dud. Salins, que l'eure de

(1) [*Bois, levains, etc.*]

unze heures du matin ne soit sonnée, à quelque jour que ce soit, et dois icelle jusques à l'eure de deux heures après midi, ne feront acheter par gens de guerre ne autres personnes interposément, ne aler au-devant des marchans menans blefz aud. Salins, sur peine, chascune fois, de sept solz estevenans d'amende, sans nulle rémission, à applicquer comme dessus, et d'estre faiz et constituez prisonniers en prison ferme incontinant, et y estre détenuz à l'advis desd. maire et eschevins.

Item : que toutes et quantes fois que lesd. boulangiers et chascung d'eulx tenans ouvriers, faisans et vendans pain, tant de présent que pour l'advenir, feront aucung pains malvais, mal cuyt et mal appresté, ou de moindre poix que estre ne devra, selon l'ordonnance de lad. ville, l'amendront, pour chascune fois, de sept solz estevenans, au prouffit de lad. ville, sans nulle rémission, et de perdicion de leurd. pain, que sera incontinant envoyer pour Dieu és hospitaux [où il sera adviser ; et en oultre sil les pains desd. bolangiers ou l'ung d'eulx sont treuvez trois fois estre ligier, mal cuyct ou mal panetez, lesd. mayeur et eschevins les pourront privez et leur deffendre le mestier de bolangier pour austain de temps qui sera lors par eux adviser]. Desquelx pains sera faicte visitacion chascune sepmaine et tant de fois que semblera estre neccessaire, (1) par gens que ad ce se-

(1) [Par lesd. maire, eschevins, lieutenant et procureur de lad. ville, présens et advenir, et par ung chascung d'eulx, pour les peser, etc.]

ront commis et ordonnez par lesd. maire et eschevins, en chascung bourg, pour les peser et savoir s'ilz sont telz qu'ilz doivent estre.

Item : que chascung desd. bolengiers, présens, et advenir, soient tousjoursourniz de froment jusques à dix émynes et au-dessus, y comprins leur ferine, et ce, sur semblable peine de sept solz à appliquer comme dessus.

[Item : pour le bien et soulagement de la républicque, et affin que obvier à plusieurs abuz que se peuvent faire, seront tenuz iceux boulangiers sans difficulté aucunes ouvrir lesd. bouticles et monstre[r] à ceulx qui auront charge de prandre les pain, par foy et sèrement, s'il à ce sont requis, tous les pains bis et blancs qu'ilz auront en leurs maisons, à peine de sept solz pour le premier commandement, pour le second de trente solz, et pour le tier, de soixante solz, pour iceulx pains peser selon que dit est. Pour ce . VII S, XXX S, LX S.]

Item : ne feront par ensemble aucungs monopolles oudit mestier de boulengerye, nouvelleté ne ordonnance, synon ce que sera advisé, délibérer et conclud par lesd. maire et eschevins, et sur semblable peine de sept solz, à exiger sur tous et chascungs des saichans et consentans, et d'en estre pugniz par emprisonnement ou autrement, selon l'exigence du cas.

Item : se aulcungs boulangiers, présens et advenir, par malaidie, pouvreté ou aultrement, cessoit par temps à ouvrer dud. mestier, néantmoings, s'en pourra après entremectre, en ayant et prenant

préalablement licence d'iceulx maire et eschevins tant seulement.

Item : que les hostellier, tauverniers et autres dud. Salins et feurbourgs dud. lieu, présens et advenir, ne pourront ne devront désormais faire ne vendre pain en leurs hostelz, et mes[me]ment pain blanc, sinon qu'ilz le prengnent et achètent desd. boulangiers ordonnez et establiz en lad. ville ; et ce, pour évictier qu'ilz ne le facent tropt petipt ou mal apprestier, et que la charge en fut imputée ausd. boulangiers ou aulcungs d'eulx, et [ce], sur peine de sept solz, à appliquer comme dessus, pour chascune fois qu'ilz feront le contraire.

Lesquelx boulangiers seront tenuz, en ensuyvant l'ordonnance autrefois faicte, d'avoir chascung sa marque, de laquelle ilz marqueront tous pains qu'ilz feront pour vendre, et bailleront par impression leur marque en la maison de la ville d'ung chascung bourg, avec leurs noms et surnoms, se desjà ne l'ont fait, et ce, affin de plus facilement savoir et congnoistre quil aura fait faulte aud. pain, sur lad. peine de sept solz. Et pour ce que lesd. boulangiers dud. Salins, qui d'ancienneté sont dudit mestier, et n'ont autre prathique, ont esté faictes pluseurs doléances touchant ce que pluseurs aultres dud. Salins, d'autre mestier que de boulangerye, et nouvellement venuz au lieu, se sont entremis et entremectent de faire fours et de cuyre et vendre pain, tellement que le nombre y est confuz et exessif, et, ad ce moyen, se font journellement pluseurs mésuz et de pains petit, mal

cuytz et mal panetez, qu'est le grant doumaige et intérêt de la chose publicque de lad. ville et des affluans en icelle ; pour ceste cause, a esté statué et ordonné par iceulx maire, eschevins et conseilliers de lad. ville, par l'advis, vouloir et consentement desd. gens d'église et autres habitans, que toutes personnes eulx meslans et entremectans dud. mestier de boulengerie en lad. ville de Salins et és furbourgs d'icelle, ne se entremectront ne mesleront doresenavant, en quelque manière que ce soit, dud. mestier de boulengerye, à peine de soixante solz estevenans, et mesmement de faire ne cuyre aucung pain, quel qu'il soit, pour vendre en gros ne en menuz, seur tant seulement les cy-après nommez, qui sont dud. mestier d'ancienneté ; lesquels par lesd. maire et eschevins sont receuz maistres dud. mestier, et icelluy mestier doresenavant ont promis et promectent et seront tenuz de faire bien et loyalment, selon les présentes ordonnances et statuz, sur les peines avant dictes, faire et exercer ; c'est assavoir, Huguenin Bretin, Jehan Pyon, Jehan Baston, Humbert Billey, Perrin Bourgeois, Jehan Fleury, Jehan Barisey, gendre de Guillaume, vesve Jehan Guerrie, Marguerite Sanestre, fenme Michiel Restrain, Jaquot Bretin, Huguenin Charrière, Claude Lance, Pierre Beschet, Guillaume Vercel, Jehan Billequin, Perrenot de Dole, Jaques Degoy, Jehan de Goux, Lyon Meurdesoif, Jehan Robin, Jehan Camu, Perrin Millet, Humbert Marchant, Jehannin Marchandet, Jehan Debernaille, Hudelet Barisey, Estevenin

Dufour, Jehan Debeaulgrant et Estienne Blanchet. Desquelx et d'ung chascung d'eulx ont estez receuz les sèremens sur saintz éwengilles de Dieu par eulx et chascung d'eulx corporelment touchier, de bien et loyamment faire et exercer leurd. mestier, et de garder et observer les poinctz et articles dessusd., sur les peines avant dictes. Lequel nombre desd. boulengiers avant nommez, par l'advis et délibéracion que dessus, ne sera aucunement acreu, et n'y sera nul receu que icelluy nombre ne soit réduit au nombre de vingt bolen-giers, veu que sera grant et souffisant pour fournir et faire faire pain en lad. ville, en réservant par iceulx maire, eschevins et conseilliers, par eulx et leurs successeurs, maire, eschevins et conseilliers de lad. ville, présens et advenir, de pouvoir adjouster, accroistre, corriger et dimynuer à ces présentes ordonnances et statuz, toutes et quantes fois que bon leur semblera, et y sera expédiant et neccessaire pour le bien de la chose publicque. Et quant ad ce faire entretenir et accomplir icelles ordonnances et statuz, lesdictz boulengiers et chascung d'eulx pour eulx et leurd. successeurs et ayans cause se sont obligez et obligent par ces présentes, ensemble de leurs biens, tant meubles que héritaiges, présens et advenir, et de leurd. successeurs et ayans cause, ès mains de nous, Girard Symon et Guiot Contesse, notaires publiques, assavoir je ledit Girard, des habitans dud. Bourg-Dessus de Salins, et je led. Guiot Contesse dud. Bourg-Dessous, lesquelx quant ad ce ilz ont

submis et submectent à la jurisdiction, cohercion et contraincte de la court du roy nostre sire, conte de Bourgoingne, et de toutes autres cours, jurisdictions et contrainctes, tant d'église comme séculières, pour par icelles et chascune d'icelles estre contrainctz et compelliz et ung chascung d'eulx, tant par la prinse, saisine, vendue et exploict de leursd. biens, comme par toutes aultres voyes et manières de contrainctes deues et raisonnables, en renunçant par eulx et chascung d'eulx, quant ad ce, à toutes et singulières excepcions, décepcions, et autres choses que l'on pourroit dire contre de cesd. présentes, et le contenu desd. ordonnances et statuz, et mes[me]ment au droit disant que général renunciacion ne vault, se l'especial ne précède. En tesmoing de vérité desquelles choses, lesd. maire, eschevins, conseilliers et lesd. boulengiers ont prié et requis le sée[le] du tabellionné dud. Salins estre mis à ces présentes lectres. Donné audit Salins, aud. Conseil assemblé en lad. maison du Surrin, le jeudi vingt-neufième jour de novembre l'an mil III^e III^{xx} et douze. — Présens, Thiébault Troussel, Andrey Ryon, Michiel Boulay et autres tesmoins ad ce requis.

ORDONNANCES TOUCHANT LES POUTHIERES D'ESTAING
ET DE CUYVRE.

Item : que nulz pouthiers, habitans de lad. ville, ne soient si hardiz de faire poctz, platz, es-

cuelles ne autres aisemens d'estaing, que ne soit de bonne et loyale matière, en cas qu'i[lz] la marqueront et vendront pour fine matière, ne aisemens cuyvre, sinon de bonne et loyale matière, sur peine, pour chascune fois, de soixante solz d'amende. Pour ce LX S.

ORDONNANCES TOUCHANT LE NOICTOYEMENT DES
RUES.

Item : que nul, de quelque estat qu'il soit, ne gectent, de jour ne de nuyt, aucunes lauvyères (1) hordures, buyées, eaues de bains, ne autres imundices, par fenestres ne par portes, sur les rues publiques, ne en aultres places communes, ains les portent ou facent pourter en la rivière ou autres lieux, par façon que la puanteur n'en puisse venir aux allans et venans par lesd. rues, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz estevenans, à applicquer à lad. ville. Pour ce... VII S.

Item : que chascung desd. habitans, à l'endroit de sad. maison et habitacion, chascung samedi de la sepmaine, facent nectoyer les rues devant et dernier, et les ordures et esquevilles pourter en la rivière, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

Item : que nunlz desd. habitans ne mectent ou facent mectre aucunes terres, femyés, ne ordures

(1) [Laveures.]

esd. rues ne ès lieux communaulx de lad. ville ne en autres lieux particuliers non cloz, à l'occasion de quoy vint aucunes occupacions ès rues de lad. ville, ne malvais flars aux alans et venans par lesd. rues, et ce, sur peine, pour une chascune foiz, de l'amende de sept solz, et d'abandonner lesd. terres et fumiers à ceulx qui avoir en voudront.

Item : que nunt de quelque estat qu'il soit, soit habitant ou non, servans, serviteurs, enfans ne autres, petitiz ne grans, ne soient si osez ne hardiz de eulx mettre ne faire leurs neccessitez esd. rues ne ruelles communes dudit Salins, ne ès haules dud. Bourg-Dessous, et ce, sur peine de trois solz estevenans d'amende, pour chascune fois, la moitié applicquée aux accusateurs, et l'autre moitié au prouffit de lad. ville. Pour ce. . . . III S.

Item : que nunt ne soit si hardy de mettre et gecter ou bief courant par led. Bourg-Dessus aucunes terres, fumiers ne autres choses quilz puissent empescher le decours de l'eau dud. bief, ne amplifier le fond d'icelluy, et ce, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce. . VII S.

Item : que nunt de quelque estat qu'il soit, ne tiengne ou face tenir soings ne pailles sur fenestres et rues communes pour les reveendre, ne autrement, et ce, pour éviter la doubte du feug, et ce, sur peine de sept solz, à appliquer comme dessus. Pour ce. . . . VII S.

Item : que tous hostelliers et autres habitans

ayans estables pour aubergier et logier chevaulx ayans (*leg.*: *agent*) en leurs estables chandeliers de fer bien fourniz de chandoilles et de platines, pour doubte du feug, et dont visitacion sera faicte de demy an en demy an ; et ce, sur peine de sept solz [à appliquer comme dessus]. Pour ce...VII S.

Item : que toutes personnes de quelque estat qu'ilz soient, [soient] fourniz de bonnes lanternes, eschielles et gréaulx, chascun en son endroit, et mes[me]ment desd. eschielles ès establieryes et lieux neccessaires pour la doubte du feug.

ORDONNANCES TOUCHANT LES TANNEURS ET CORDUANNIERS.

Item : que aulcungs tanneurs ne corduanniers ne feront ne vendront aulcungs souliers, ouseaulx ne aultres chaulcemens que ne soient de bons cuy[r]s, loyal et marchant et bien couroyer, et les empeignes d'une mesme matière. Et aussi ne vendent aucuns cuy[r]s qu'ilz ne soient bien tannez et égraissez de bonnes graisses et bien aprestez sans fraude, et se (*sic*), sur peine pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

ORDONNANCES TOUCHANT LES CHANDOILLES ET CIERGES TANT DE CIRE QUE DE SUPT.

Item : que aulcungs faisans et vendans torches, cierges [et] chandoilles, tant de cire que de supt,

ne facent icelles que de pure cire et necte, sans y mettre poil (*leg.*: *poix*) ne aultres mistions, ne oud. supt aucunes ordes graisses puantes et des-honnestes, et ce, sur peine de sept solz... VII S.

Item : que nunt ne soit si hardy de mener au temps de vendanges aucunes boilles que ne soient bonnes et souffisantes, et telles que les six facent ou accomplissent le muys de vin, à peine de perdre les voictures, les boilles, et de l'amende, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce . . VII S.

Item : que tous hostelliers et autres habitans de lad. ville logeans chevaux, ne aultres [revendeurs et] re[ve]ndans aveine en détay soient furniz de bons et souffisans picquotins telz que les douze facent l'emyne, sur peine de sept solz d'amende à lever sur chascung faisans du contraire . VII S.

Item : que nunt de quelque estat qu'il soit ne soit si hardy de soy entremectre de mesurey aucungs blef en lad. ville de Salins, que préalablement l'on ne les ait ad ce receu, et qu'ilz en ait licence et commission desd. maire et eschevins, et ait fait le sèrement en tel cas requis ; et avec ce ne preignent lesd. commis à mesure[r] lesd. blef aucungs salaires, donnacion ne guierdons de marchans, vendeurs ne acheteurs ; mais leur souffice de ce que

leur est donné par les maistre ausquels com-
pectent et appartiennent les émynaiges, sur peine,
pour une chascune fois qu'ilz seront le contraire,
d'estre pugniz et d'estre privez de leurs offices
dud. mesurement et de l'amende, pour une chas-
cune fois, de sept solz au prouffit de lad. ville.
Pour ce VII S.

Item : que lésd. mesurreriz ne soient si hardiez
de mectre pris ne acheter aucungz blefz esd. haules
et marchiefz dud. Salins, ne de faire pact et mar-
chief aux marchans admenans blefz, en quelque
manière que ce soit, ains qu'ilz laissent mectre
le pris par autres qui en voudront acheter, et ce,
à peine, pour une chascune fois, de sept solz, et
d'estre privez de leurd. offices VII S.

ORDONNANCES TOUCHANT LES ANCELLES ET CEULX
QUI LES COMPTERONT EN LAD. VILLE.

Item : que tous marchans vendans ancelles en
lad. ville les amerront et vendront bonnes et
raisonnables, et de telle moison qu'elles doivent
estre, et selon le patron estant ès Bourg-Dessus et
Dessoubz de lad. ville, sur peine, pour une chas-
cune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

Item : que ceulx qui se voudront entremectre
de compter lesd. ancelles seront tenuz, avant
toutes euvres, de faire le sèrement ès mains des-

dictz maire et eschevins, et rappourter les faultes qu'ilz trouveront, et pourront savoir esd. ancelles, sur peine d'estre privez d'en plus compter et de l'amende, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce VII S.

Item : seront tenuz lesd. commis de bien et loyalment compter lesd. ancelles pour les acheteurs et vendeurs, et de non compter aucung reffuz, dont ilz auront pour leurs peines de compter chascung millier d'icelles ancelles, sur les vendeurs, trois deniers estevenans et non plus, sur peine telle et semblable [somme] que dessus est dit ou précédant article. Pour ce . . . VII S.

ORDONMANCE TOUCHANT LE POIX DE LA VILLE ET
MESURE DES VINS.

Item : que aulcungs habitans, ne autres personnes, de quelque estat qu'elles soient, ne soient si ousez ne hardiz de vendre ne distribuer aucunes danrées qui se doivent peser et qu'ilz vendront au poix, que ne soit à bon et souffisant poix de sèze onces la livre, ne vendre vin ne blef que à bonnes et loyales mesures eugalées aux mesures de lad. ville, sur peine, pour une chascune fois qu'ilz seront trouvez faisans le contraire, de soixante solz [et confiscation desd. mesures], et d'en estre pugniz au surplus, selon l'exigence des cas. Pour ce LX S.

Item : que tous taverniers vendans vins en lad.

ville et esd. furbourgs et justice dud. Salins, en menuz, après qu'ilz auront mis leurs vins en vente, n'y mectent ou facent mectre aulcunes mis-tions, licueur ne autre vin ou eaue, tellement que led. vin en puisse estre détérioré ne de moindre pris, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz au prouffit de lad. ville. Pour ce. . VII S.

[DÈS TONDEURS DES DRAPS.]

Item : que les tondeurs de draps en lad. ville ne preignent pour la tondaison d'une aulne de drapt fin en large, plus d'ung petit blanc, et d'autres draps commungs, au-dessoubz de deux engroingnes, sur peine, pour une chascune fois, de sept solz. Pour ce. VII S.

Item : que tous vergiers et prelz soient dores-enavant en banc et garde, dois le jour de feste Saint-George jusques au jour de feste Saint-Michiel archange. Et ne sera loisible à aucungs d'y mener paistre ne pasturer bestes grosses et menues, sur peine de sept solz sur ceulx qui seront trouvez et prins de jour, et de soixante solz, de nuyt. Pour ce. VII S., LX S.

Item : que nunt ne meinne ou face mener en aucungs vergiers où sont ehtes et arbres [et bleds], berbis, chièvres ne moutons, ne autres bestes, en queque temps que ce soit, sur peine de sept solz

[d'amende], pour une chascune fois, et, de nuyt, de soixante solz, dont les trois seront aud. prévost, et le surplus à lad. ville, et amender tous les intérestz et doimaiges que y auroient fait lesd bestes. Pour ce. VII S., LX S.

ORDONNANCES TOUCHANT LES OUVRIERS DES
VIGNES.

Assavoir : que lesd. ouvriers, dois le premier jour de février jusques au quinzième jour d'avril suivant, auront pour leurs journées quatre petitz blans et une pinte de despence, et les femmes auront deux blans seulement.

Dois le quinzième jour d'avril jusques au XV^{me} jour d'aoust suivant, lesd. ouvriers auront cinq petitz blans et trois chavaults de boire, et les femmes, sept engroingnes.

Dois le quinzième jour d'aoust jusques en vendanges et commencement d'icelles, auront lesd. ouvriers quatre blans et trois chavaults de boire de despence, et les femmes deux blans.

Et durant led, temps des vendanges, sera ordonné le taux des ouvriers, selon que lors y sera trouver estre le plus prouffitabel pour le bien commun de lad. ville.

Item : que lesd. ouvriers, lesd. vendanges estre faictes, auront jusques au premier jour de février trois blans et ung tier de despence, et les femmes cinq engroingnes.

Item : que esd. villes sera baillier ès saisons de l'an cy-dessus declairéez, par ceulx qui mectront les ouvriers, à ung chascung desd. ouvriers, la pidance jusques à une engroingne pour le plus hault, pour ung chascung jour, sans leur baillier pain ne autre chose que ce que dessus est dit, exepter le pontage, que l'on a accoustumé à une chascune desd. villes.

Item: seront deffendues toutes taiches et barates faictes et à faire, touchant les ouvraiges desd. vignes, assavoir de taillier, lier, fousserer, rebi-nier, effoillier et retersoyer.

Item : que lesd. ouvriers n'empourteront aucung bois desd. vignes, se se (*sic*) n'est de leurs propres, ou par licence de ceulx pour lesquelx ilz ouvreront esd. vignes.

Item : pour l'entretènement des choses dessusd. sera mise la peine et amende de quarante solz estevenans, que se relièvera sur ung chascung faisant au contraire d'un chascung article des choses dessusd., et toutes et quantefois qu'ilz seront trouvez mésusans, directement ou indirectement. Aussi seront amendables à la peine que dessus ung chascung desd. ouvriers quilz demanderont et relièveront que la somme des taux cy-dessus déclairez et ès saisons avant dictes.

Item : que esd. villes et villaiges ne se affermeront nunlz ouvriers par sepmaine ne mois, ne aussi ne soingneront nunlz ouvriers par marchiefz fait avec eulx, ne autrement.

Item : que ceulx qui relièveront et feront savoir

les fraudes et choses dessusd, auront cinq solz sur lesd. quarante solz.

Et se lesd. ouvriers, à l'occasion desd. statuz dessusd., ne euvrent et vons (*sic*) ès vignes ès heures accoustumées, ilz seront payez par ceulx qui les mecront en euvre, à la taxe des eschevins de lad. ville.

Sans touteffois vouloir desroguer ne préjudicier aux libertez et frainchises anciennes de lad. ville, et qu'ilz ne puissent cy-après adjouster, corriger et diminuer ausd. présentes ordonnances, toutes et quantes fois que sera advisé par lad. ville, ou du tout oste[r] icelles, se bon leur semble, tant sur lesd. éمندes que sur les autres poinctz et articles dessusd.

ORDONNANCES SUR LE FAIT DES VENDANS ET
ACHETANS GY.

Item : que toutes personnes admenans et vendans gy en lad. ville de Salins et ès furbourgs d'icelle, admerront bon et souffisant gy, bien baptu, léal et marchand, lequel gy ilz seront tenuz de baillier et délivrer aux achetans icelluy, à l'émyne et mesure dud. Salins, lesquels achetans le pourront mesurer, se bon leur semble, à lad. mesure et émyne ; et n'auront iceulx vendans, pour chascune émyne dud. gy, que la somme de huit petitz blans, monnoye, et ce pour évicter l'abbuz qu'est fait journellement par lesd. vendans, touchant ce qu'ilz

dient et maintiengnent leurs sactz chascung estre d'une émyne.

Ainsi signé : G. Guierche, J. de Gillé, G. de Seurre, G. Bourdon, J. d'Andelost, G. de Laillier, A. Sapienti, G. Symon, scribe, et G. Contesse, aussi scribe.

(ÉDIT DE 1546.)

Et deppuis, pour le bien et police de la république dud. Salins, au soulagement de tous, ou conseil d'icelle ville tenu le jeudi dixième jour du mois de jung l'an mil cinq cens quarante-six, en adjoustant ausd. ordonnances, à l'effect que dessus, a esté unanimement conclud, délibérer et résolu que, pour mettre ordre et police, et pour évier les grandes fraudes et habuz que journalment que (*sic*) y commectent aud. Salins par les boulangiers dud. lieu, au grand mespris et contempnement desd. ordonnances politiques et édictz de lad. ville et mulctes de peines par iceulx introduictes, sur la cuicte, fasson et poidz des pains tant blans que bis, au grand intérêt du public, seront ordonnez, escript et statuer par exprès commandement et édict publique ausd. boulangiers de doi-resenavant bien, loyalement, raisonnablement et fidèlement faire et cuire iceulx pains, tant blans que bis, selon le poidz qu'ilz debvront estre, par le taux dud. bled, que leur sera donné chascune semaine par led. conseil, et ce, sur peine que s'ilz

se treuve aucuns pains ligiers, assavoir pain bis d'ung blanc, ligier d'une once et au-dessus, et les pains blans de deux et d'une engroigne, ligier de demy-once et au-dessus, les bolangiers ayans faict iceulx seront émendables et condampnez à l'é-mende de soixante solz estevenans, au prouffit de lad. ville, sans nulle rémission, et de pardition de tous leurd. pains, que incontinant et promptement [seront] prins, envoyer et distribuer aux pouvres, pour Dieu, en aulmosne . . . LX S.

Et lequel édict a esté publier au son de trompe, ainsi qu'il est accoustumé par lad. ville, le douzième du mois de jun oud. an.

(ÉDITS DE 1547.)

Et depuis, ensuyvant lad. adjunction, pour le bien et police publique, au conseil de lad. ville tenu le quinziesme jour de septembre l'an mil cinq cens quarante-sept, et ensuyvant les ordonnances cy-devant, a esté conclud, délibérer et résolu unan[im]ement que, pour obvier et évictier aux habuz que journallement se comectent et font par les revendeurs et revenderrix aud. Salins, nonobstant les articles et poinctz déclairez aux anciennes et nouvelles ordonnances, ausquelx est contrevenu ordinairement par lesd. revendeurs et revenderrix, aux grandz intérestz, préjudices, fousse et domaige des habitans dud. Salins et toute la républicque, seroit faicte ordonnance et exprès commandement

et deffence à tous, que doiresnavant personne, de quelque estat qu'il soit, marchans, marchandes, bouchiers, bouchières, serviteurs, servantes, revendeurs, revenderrix, négociateurs ou facteurs d'iceulx, hosteliers, cabaratiers, boulangiers, charpentiers, recouvreurs ou aultres, de quelque estat et qualitez qu'ilz soient ou pourroient estre, ne soient si hardis ne osez de aller, venir, ny envoyer en quelque manière que ce soit, de jour ny de nuyct, interpositement, directement ou indirectement ny aultrement, au-devant des marchans venans et admenans danrées en toute lad. ville, tant bledz, chappons, voulailles, poissons, beufz, vaiches, moutons, porcs, couchons, venoisons, perdrix, cailles, faisans, gelinettes, pigeons et aultres venoisons et gibbiers, de quelque manière où espèce que ce soit, que aultres danrées vendables et mangeables, ne aussi bois escarrez et non escarrez, lahons et aultres bois pour chauf-faige, ne aultres danrées quelconques, pour icelles marchandises acheter, marchander ne mectre en aucuns pris ny revendre, ains les laisser venir et entrer en lad. ville, ès lieux où l'on a accoustumé de vendre et distribuer lesd. danrées, tant ou Bourg-Dessus que on Bourg-Dessous, et ce, à peine, pour chascune fois qu'ilz feront le contraire, de soixante solz estevenans, à applicquer au prouffit de lad. ville, assavoir de ung chascun bourg où le cas se commectra par les transgresseurs de ce que dessus ; le quart de laquelle émande sera donnée à l'accusateur et dénun-

ciateur et justifiant déhument de lad. accusation.

Et pour ce qu'il est tout notoire que les revendeurs et revenderesses aud. Salins des bois dessusd., et aussi de lambris, cubes, gréaulx, sailletes, seilles, assettes, tant à clavins que aultres vasseaulx et tines neccessaires à la républicque, et aultres affluans et fréquentans journellement aud. Salins, dont ilz ne peuvent estre pourvez à pris raisonnable, pour raisons de ce que lesd. revendeurs et revenderrix, pour fraulde[r] l'effect de la dicte ancienne ordonnance, font obliger à eulx les marchans admener lesd. marchandises à grande quantitey des espèces susd., pour excuser l'achat qu'ilz en font sur le marchief aud. Salins, et la descente et déception d'icelle marchandise en leur maison, premier que de les présente[r] à vendre sur le marchiefz, et observer les heures sur ce statué[s] ; et quelquefois, par intelligence avec lesd. marchans, par iceulx revendeurs et revenderrix, lesd. marchans ne veullent faire pris raisonnable desd. marchandises, surattendant l'heure permise ausd. revendeurs et revenderrix. Pour à quoy obvier, l'on deffend comme dessus ausd. revendeurs et revenderrix de doiresenavant acheter ne mener lesd. marchandises telles que dessus en leursd. maisons, que premièrement lesd. marchandises n'ayent demeurer sur les places et marchiefz aud. Salins, par l'espace de vingt-quatre heures, et ce, sans fraulde ny intelligence avec lesd. marchans, dont ilz seront tenuz prester le sèrement sur et aux

sainctz évangilles de Dieu, par-devant lesd. sieur maire, son lieutenant, ou l'ung desd. eschevins, sur led. faict, ses circonstances et deppendances, selon qu'ilz seront interrogez, s'ilz en sont requis, et ce, à peine, la première fois de dix solz estevenans, pour la seconde fois de trante solz, et pour la derrière de soixante solz aussi estevenans, pour chascune fois, lad. pécune applicable comme dessus. Et à semblable peine de soixante solz estevenans, l'on faict deffence ausd. revendeurs, revenderrix, cousturiers, peletiers et corduanniers, de vendre aulcuns lahons, lambris ou aultres choses de leurs praticques, le jour de festes saint dymanche ny aultres festes solennelles, actendu les solennitez et anciens commandemens ausd. jours, à applicquer lad. peine comme dessus.

Item : que lesd. marchans estrangiers vendans victuailles et choses commestibles seulement pourront vendre et distribuer leurd. danrées et marchandises commestibles, comme dit est cy-dessus, à pris raisonnables, à tous et chascuns habitans aud. Salins. Et deffend l'on à tous revendeurs et revenderrix acheter lesd. victuailles dois le matin du jour jusques à huit heures avant midi ; laquelle heure estre passée lesd. revendeurs et revenderrix en pourront acheter et jusques à l'heure de trois heures après midi dud. jour, et non aultrement, et ce, sur peine de sept solz estevenans pour chascune fois, tant aud. Bourg-Dessus que Bourg-Dessous, applicables comme dessus.

Item : que quant aucunes personnes revendeurs et revenderrix auront acheter aucunes danrées mangeables esd. deux bourgs, et il y a aucungs présens des habitans quilz en veullent pour le pris qu'elles auront esté achetées par lesd. revendeurs et revenderrix, en pourront avoir et ne leur en feront reffus, pourveu et que ce soit en la mesme instance en les achetans par lesd. revendeurs et revenderrix, à peinné de sept solz estevenans, à applicquer comme dessus.

Et de ce que dessus, a esté faicte lecture et publiquement par les marchiefz de lad. ville, à son de trompe, comm'il est accoustumé, led. quinzième jour du mois de septembre oud. an mil cinq cens quarante-sept.

(ÉDITS DE 1549.)

Et depuis, ensuyvant lad. adjunction, et pour le bien et police publique, ou conseil d'icelle tenu le quatorzième jour du mois de mars l'an mil cinq cens quarante-huit (*vieux style*), a esté conclud aussi, délibéré et unanimement résolu, et pour évictier les dangers et inconveniens qui succèdent et adviennent journalment en ce lieu, parce que plusieurs estrangiers d'estrange nation et pays et d'aultre lieu que dud. Salins, viennent journalment faire demeurence et résidence en ceste ville, estans dedyvers ars et praticques de mestiers, connectans le plus souvent grande fraulde et abus à la pra-

ticque et négociation d'iceulx, parce que la pluspart d'eulx sont ignorans et mal expérimentez aud. art, pratique et mestier ; et ce néantmoins en usent à leur volentez, qu'est détrimet, intérestz et dommaige de la chose publicque, et le tout soubz umber de ce que après qu'ilz sont par quelque temps estez en ceste ville, ilz se dient estres (*sic*) du nombre des habitans d'icelle, sans avoir licence ny permission dudict conseil ny cougnoissance de leurs personnes, vices, vacations ny négociations, dont nous a esté faicte remonstrance par le procureur dud. Salins, à la plainte et doléance de plusieurs bons personnaiges, habitans dud. Salins ; à ces raisons et comme chose juste, l'on fait sçavoir à tous que cy-après doires-enavant et pour l'advenir, personne, de quelque estat, condition et qualité qu'il soit, ne pourra faire résidence ny estre receuz habitans en cested. ville, négocians, labeurans et praticquans de leursd. ars, pratique et mestier, sans l'express conger, licence et permission dud. conseil. Et aussi comme tous et chascuns de ceulx quil se voudront faire habitans, premier que d'estre receuz et jouyr des drois de habitans seront et sera tenu de appourter attestation ou certification du lieu de leur origine et nations, de leurs vacations, besongne et pratique ; de laquelle attestation ou certification ilz seront tenuz faire apparoir à icelluy conseil, en demandant lad. licence, pour sur ce le pourveoir par raison ; et le tout, sur peine de l'émende arbitraire envers lad. ville. Et de ce que dessus a esté

faicte publication par les carrefeurs aud. Salins,
et à son de trompe, comm'il est accoustumé, le
seizième jour de mars aud. an quarante-huit.

TOUCHANT LES CHARBONNIERS.

Item : que aucuns charbonniers ne aultres ne
vendent aucuns charbons en lad. ville, qu'il ne soit
bon, léal et marchand, et qu'ilz ne refacent leurs
charrées, ainsi que l'on a esté advertir qu'ilz font,
et ce, à peine, chascune fois, de sept solz. Pour
ce. VII S.

ARCHIVES DU JURA, SÉRIE B, N° 979, *ms. in-4°*,
de la fin du 15^e siècle, de 31 ff. — ARCHIVES AN-
CIENNES DE LA VILLE DE SALINS, à la *Bibliothèque*
de cette ville, ms. in-4°, du milieu du 16^e siècle,
de 36 ff. — Le premier de ces deux manuscrits ne
contient que « les ordonnances et statuz » de 1492
(pages 258-290); le second renferme, en outre, les
édits de 1546, 1547 et 1549 (pages 290-297). C'est
également à ce dernier manuscrit que j'ai emprunté
les passages, titres et variantes entre crochets,
pages 268, 273, 274, 275, 282, 285, 286.

RECONNAISSANCE DES DROITS SEIGNEURIAUX⁽¹⁾

de la ville de Clairvaux.

(1580)



A tous ausquels cestes parviendront, soit notoire et manifeste que par-devant Philibert Bondieu, de Clèrevaulx, notaire coadjuteur de Sa Majesté catholique des tabellionnés du bailliage d'Aval, commis par lectres patentes de Sad. Majesté et mandement de sa court souveraine de Parlement à Dole, avec maistre Claude Morel de Long-le-Saulnier, aussi notaire, soubz la clause d'ung chascung d'eulx, en forme de terrier à faire, et recepvoir les recongnouissances des censes, rentes, redevances, prestacions et aultres auctorités appartenans à hault et puissant seigneur messire Jehan de Bauffremont, chevalier, baron et seigneur dud. Clèrevaulx, Chas-

(1) Comparer à cette reconnaissance la charte de franchises accordée à la ville de Clairvaux par Humbert de Cuisel, en janvier 1305, (N. St.) : *Annuaire du département du Jura pour l'année 1864*, pp. 135-150 ; — *Mémoires et documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté, publiés par l'Académie de Besançon*, édit. in-8°, tome IV, pp. 461-481.

tel-de-Joux , Ronchault , Estival , Sainct-Moris ,
Prelnoe, seul esd. terres [et] seigneurie, sçavoir
fait que ce jour d'huy, date de cestes, en vertu
desd. lectres, et ma commission acceptée, selon
que mandé nous est, estans constituez en leurs
personnes honorables hommes Pierre Crillat le
viel, Estienne Chasne, Nithier Bondieu le jeusne,
Jehan Cordelier le jeusne, prodommes et esche-
vins de la ville et communaulté dud. Clèrevaulx,
noble Guillaume Furet, Aymé Tournond, Fran-
çois Dangelon, maistre Jehan Puget, Nithier Bon-
dieu le viel, Rolin Crillat, Jehan Cordelier le viel,
Adrien Grévillet, Jacques Badoulier, Denis Corde-
lier, Hugues Vaillard, conseilliers et jurez de lad.
ville, Claude de Montfort, escuyer, honorable
homme Pierre Batavand, maistre François Gentil,
licencié ès loix, Charles Giroz, Nithier Roy, no-
taire, Claude Simon, Philippe Vaillard, Pierre
Vaulchier, Jehan Fleschon, Claude Verguet, Pierre
Grevillet, Jehan Badoulier, sellier, Nithier De-
grâce, Girard Poincard et Sorlin Lancert, tous
bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx,
et tant en leur nom que pour et au nom de tous
les aultres manans, habitans et bourgeois dud.
Clèrevaulx, absens, lesd. eschevins, conseilliers et
aultres cy-dessus nommez, représentans la plus
saine partie de lad. communaulté, et chascung
d'eulx par soy seul et pour le tout, et en corps de
communaulté et habitans de lad. ville, pour eulx,
leurs hoirs et habitans en icelle, et que cy-après
seront bourgeois et habiteront en lad. ville, con-

fessent et recongnoissent et déclairent par cestes, de leurs pure et spontanée volonté, compéter et appartenir à mond. seigneur, présent, stipulant et acceptant pour luy, ses hoirs et ayans cause, les droicts, auctorités, prééminences et prestacions annuelles et perpétuelles que s'ensuivent, pour et à cause de sesd. terres et seigneurie dud. Clèrevaulx, membres en dépendans, et des sieurs bourgeois et habitans en icelle ville, par protestacion qu'iceulx bourgeois, manans et habitans ont faict ne rien innover ou déroger, en quelque sorte et manière que ce soit, en les immunités, franchises et libertés ausquelles ilz m'ont déclaré vouloir estre et demeurer, et ce le tout par sèrement presté sur et aux saintz évangilles de Dieu par eulx et ung chascung d'eulx corporellement touchez, estans en mes mains, de déclarer, confesser et recongnoistre léalement et fidèlement tous et ung chascung lesd. droicts, auctorités, prééminences, et aux droits seigneuriaux, comme aussi toutes prestacions annuelles dehues par lad. communauté, corps d'habitans, à mond. seigneur, soubz les protestacions touteffois que mond. seigneur a faict, qu'advenant aulcunes choses de sesd. droictures et auctorités soient obmises, de le pouvoir répéter et faire insérer en cestes, et où se treuveroient erreurs ès présentes, les faire corriger et réformer cy-après, toutes fois et quantes que bon luy semblera. En ensuivant quoy, iceulx eschevins, conseilliers, bourgeois et habitans de lad. ville de Clèrevaulx, esd. noms et par leurs sèremens pres-

tez comme dessus, ont dit, recongneu, confessé et déclairé, comm'ilz font par cestes, compéter et appartenir à mond. seigneur, présent, stipulant et acceptant, comme dessus, la terre et seigneurie dud. Clèrevaulx, membres et villages en dépendans, qui sont, en oultre la ville dud. Clèrevaulx, en nombre de unze villages, à sçavoir : Cognia, la Frasnée, Haultecourt, la Rochette, Soucya, Champcignia, Soyria, Bissia, Patornay et Boissia, tous inclus et comprins en lad. terre et seigneurie, du long et large qu'elle s'étend et comporte, touchant devers soleil levant la terre et seigneurie de Saint-Moris, appartenant à mond. seigneur, et celle de Crillia, comme auss; à la terre et seigneurie de Chastel-de-Joux, appartenant aussi à mond. seigneur; devers soleil musant la rivière d'Ain, faisant séparation d'entre la terre et seigneurie de Binand; devers vent la terre et seigneurie de Meucya, et du costel de bise à la terre de Mont-Saint-Sorlin, selon les limites y estans, saulf les meilleurs confins.

DU CHASTEL ET MAISON FORT DUD. CLÈREVAULX.

En laquelle ville dud. Clèrevaulx, lesd. eschevins, conseilliers, bourgeois, manans et habitans, et esd. noms, ont recongneu, confessé et déclairé estre construict et basti ung chastel et maison fort, compétant et appartenant à mond. seigneur, de grant et notable pourpris, contenant environ douze

journaulx de terre, sur une colline et monticule, à l'extrémité de lad. ville, du costel de bise, entre laquelle et le chastel, pour l'entrée d'icelle, est ung pont dormant construict de bois. Auquel chastel sont esrigées deux grosses et puissantes tours, éminentes et eslevées de cinq estages, avec banderoles au-dessus d'icelles, armoyées des escussons de mond. seigneur et de messeigneurs ses devanciers et prédécesseurs, comme aussi trois corps de logis conjointz et liez avec lesd. tours, et trois aultres petites; ayant cour basse, cour grande et spacieuse, escuries, fontaine, jardin et colombier, le tout bien et dehuement revestu de bonnes murailles et bien foussoyé de bons et proffonds fossels tout à l'entour.

DES CHAPPELLES DUD. CHASTEL.

Auquel chastel sont deux chappelles, l'une d'icelles estant au joignant et à l'extrémité de la grande salle d'icelluy, et l'autre en la basse cour dud. chastel, fondée en l'honneur et révérence de la très-sacrée glorieuse Vierge Marie, notablement dotée, qui se desservent par les vénérables prier et religieux du couvent Nostre-Dame des Carmes dud. Clèrevaux, et par les s^{rs} curé et familiers dud. lieu, aux frais de mond. seigneur.

DE LA JUSTICE.

En oultre recongnoissent, confessent et déclarent compéter et appartenir à mond. seigneur, présent, comme dict est, sur lad. ville et à cause de sad. terre et seigneurie, et rière tout le district d'icelle, du long et large qu'elle s'étend et comporte, comme aussi sur tous et chascung les habitants et résidans en lad. terre et aultres y commectans délicts et mésuz, tous droicts de justice, haulte, moyenne et basse, mère, mixte et impaire.

DE L'ESTABLISSEMENT DES OFFICIERS ET POUVOIR
D'ICEULX.

Pour l'exercice de laquelle justice, compète et appartient à mond. seigneur le droict et auctorité d'instituer et establir en sad. terre et seigneurie scribes, sergens, forestiers, messiers et aultres ; lesquels sesd. officiers, selon leurs degrés, ont pouvoir de congnoistre de tous délicts et mésuz, de quelque qualité qu'ilz soient, fors ès cas de délicts privilégiez et réservez au souverain et à ses officiers, comme aussi condamner les coupables à toutes amendes pécuniaires, selon l'exigence des cas, au proffict de mond. seigneur, en conformité des franchises de lad. ville, ausquelles

lesd. recongnoissans se rapportent, quant auxd. amendes pécuniaires, dont lesd. délinquans et criminels sont arrestez et livrez en poursuite par-devant les bailly et lieutenant; faire arrester et emprisonner de son auctorité ès prisons estans à cet effect aud. chastel, pour les crimes et délits méritans punicion corporelle, et non pour les cas et délits commungs, réservez par lesd. franchises, que lesd. bourgeois n'entendent aucunement altérer ny diminuer, quant à ce point ny aultres; faire publicacions de tous testamens et codicilles des décédans rière le district d'icelle justice, et actes en dépendans, quand les parties ausquelles le faict touche sont dehuement assignées par les officiers dud. seigneur, ou prévenues en adjournement; et faire taxe de seel desd. testamens, au proffict de mond. seigneur, sur les subjectz des villages dépendans de lad. seigneurie, selon les biens et facultés desd. décédans. Et quant ausd. bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx et bourgeois déforains, ne doibvent pour led. seel desd. testamens publiez en lad. justice, que quatre solz estevenans, de la valeur de dix blans deux engroingnes. Et, en oultre, ont lesd. officiers congnoissance de toutes causes civiles qui se représentent par-devant eulx; à l'effect de quoy et pour tous aultres actes judiciaires, sont instituez sergens et forestiers pour faire tous adjournemens, contrainctes et exploicts contre les coupables, délinquans et aultres, que par lesd. bailly et chastelain dud. Clèrevaulx leur est ordonné, tant à re-

queste dud. procureur, pour les délits qui se connectent rièrè lad. ville et seigneurie, que pour lesd. causes civiles des parties qui les en requièrèront, et par mesme moyen garder les bois bannaulx de mond. seigneur et rapporter tous mésusans esd. bois. Lesquels sergens et forestiers, à leur establissement, sont tenuz prester sèrement aux saintz évangilles de Dieu, ès mains desd. bailly et chastellain, en présence des eschevins de la ville et communaulté dud. Clèrevaulx, si estre y veuillent, d'observer loyellement les droictures de mond. seigneur et de lad. ville, et faire rapport aud. procureur des délinquans et mésusans rièrè les terres et seigneurie dud. Clèrevaulx:

DE L'ÉRECTION DU SIGNE PATIBULAIRE ET DES SCÈPES
ET COLIERS

Ensuivant l'effect de laquelle haulte justice, iceulxdicts de Clèrevaulx reconnoissent appartenir à mond. seigneur l'auctorité, droict, puissance et faculté de, en lad. ville, dresser deux piliers de bois ou pierre, et y enclaver ung colier de fer, comme ilz sont présentement, ou aultre part de lad. ville, que bon luy semblera, pour lad. punicion et correction des délinquans que par lesd. bailly, chastellain ou leurs lieutenans sont et seront condamnez, selon l'exigence des cas ; et de plus luy compéter et appartenir le droict d'avoir rièrè lad. terre et seigneurie ung signe patibulaire,

qui est de présent dressé et érigé sur une colline, dehors de la ville dud. Clèrevaulx, appelé le Molard des Fourches, estant icelluy signe construict et élevé des quatre. colonnes de bois avec coronement et élévacion liant lesd. quatre colonnes, par forme de chapiteau, pour illec faire tous actes de haulte justice et exploicts de mort inclusivement, selon les sentences de sesd. juges aud. Clèrevaulx, ou leurs lieutenans. A l'érection duquel, et quand justice s'y faict, tous les subjectz des villages de lad. seigneurie et baronnie dud. Clèrevaulx sont tenuz, pour raison de lad. haulte justice appartenant à mond. seigneur, d'assister aux jours qui leur seront préfixez, avec armes qu'ilz sont tenuz monstrier par-devant lesd. officiers, et comme en cas d'éminent péril, et demeurer en armes jusque le supplice et exécucion soit parfaicte, à peine, pour ung chascung des deffaillans desd. subjectz, de trois solz estevenans, au proffict de mond. seigneur; lesquels dud. Clèrevaulx, recongnoissans, confessent estre tenuz à comparoir en tels actes par leurs quatre eschevins tant seulement, et sans armes, à semblable peine de trois sols.

DES FIEDZ ET DROICTS QUE MOND. SEIGNEUR A SUR
LES FÉODAUX ESTANS EN LAD. SEIGNEURIE.

Plus, déclairent, recongnoissent et confessent compéter et appartenir à mond. seigneur, présent que dictest, à cause de sad. seigneurie dud. Clère-

vaulx et maison fort d'icelle, plusieurs fiedz et rièrè-fiedz, tenuz et possédez par divers gentiliz hommes; pour raison desquels fiedz et rièrè-fiedz, iceulx féodaulx relèvent plusieurs censes, prestations et redevances sur plusieurs villages dépendans d'icelle seigneurie; les meix et censes en directe desquels sieurs féodaulx toutesfois sont affectez, comme aussi tous aultres héritages estans rièrè lad. seigneurie, envers mond. seigneur, des lods, vendz et relods, toutes fois et quantes que lesd. meix et héritages s'aliènent, réservé néantmoins que led. seigneur n'a aulcung droict de retenue sur les héritages estans rièrè l'ancienne bourgeoisie dud. Clèrevaulx. Pour le droict desquels lods, vendz et relods, led. seigneur prend pour ung chascung franc, vaillant douze groz, monnoye de Bourgoingne, la somme de deux groz une engroingne de la dicte monnoye, pour ung chascung franc dud. prix, oultre le droict du seel, qui se paye, quant ausd. bourgeois, de deux blans, et quant aux aultres, quatre blans pour chascune lectre séellée.

DES QUATRE CAS.

Comme aussi reconnoissent et confessent lesd. bourgeois, manans et habitans que dessus, estre tenuz envers mond. seigneur, ses hoirs et successeurs à l'avenir, que sont ou seront seigneurs dud. Clèrevaulx, à cause de lad. baronnie, seigneurie et

haulte justice qu'il a aud. lieu, luy donner aide ès quatre cas introduicts par les coustumes générales de ce pays et conté de Bourgoingne, comme aussi à aider deniers à mond. seigneur pour ung achapt qu'il faict, une seule fois en sa vie. Lesd. aides touteffois, au regard desd. bourgeois de Clèrevaulx, se font en conformité de leursd. franchises.

DES ESPAVES.

Auquel seigneur compète aussi le droict de toutes espaves qui adviennent rièrè lad. seigneurie dud. Clèrevaulx et villages dépendans d'icelle. Lesquelles espaves, ceulx qui les treuvent, sont tenuz révéler à lad. justice, deans vingt-quatre heures, à peine de soixante solz estevenans, applicables à mond. seigneur, et de l'interrest de la révélation d'icelles.

DES MONSTRES D'ARMES.

Comme aussi recongnoissent iceulx bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx, compéter et appartenir à mond. seigneur de Clèrevaulx, présentent que dict est, l'auctorité et faculté de pouvoir instituer et establir en son chastel et maison fort, pour seureté et garde d'icelluy, ung capitaine, par-devant lequel monstre et reveue d'armes se

font, quand le temps et l'occasion le requièrent, par les habitans des villages prédéclairez ; et quant ausd. bourgeois, par-devant les chastellain et officiers du justice de mond. seigneur, à peine, pour ung chascung des deffailants, quant ausd. bourgeois, de trois solz estevenans, applicables à mond. seigneur, en conformité desd. franchises. Et quant aux aultres subjectz d'icelluy, ilz sont tenuz faire guet et garde en sond. chastel et maison fort dud. Clèrevaulx, à peine de soixante solz estevenans, applicables comme dessus. Et de plus les subjectz desd. villages estre tenuz faire retraicte, en temps d'éminent péril, de leurs personnes et biens aud. chastel, suivant l'ordonnance du duc Jehan, et, en oultre, estre tenuz de par-fournir et aider à tous menuz emparemens neccessaires et qui conviennent pour la fortificacion dud. chastel, sans qu'iceulx bourgeois reconnoissans y soient tenuz en aulcune sorte ny manière.

DE LA PORTERIE ET GARDE DES PRISONNIERS.

Item : compète et appartient à mond. seigneur l'institution de mettre portier en sond. chastel et garde des prisons qui sont en icelluy ; lesquels portier et garde relèvent, à sçavoir sur ung chascung des habitans semans froment, des lieux et villages de Cognia, la Frasnée, Haultecourt, Soyria, Champcignia, Bissia, Boissia et Patornay, une gerbe de froment, de telle et semblable qu'ilz relèvent en

leurs héritages ; et pour la garde desd. prisons, ilz perçoivent d'ung chascung y estant mis en arrest es prisons dud. chastel, quant ilz sont eslargis, treize blans et une engroingne ; et en òultre, iceulx subjectz estre tenuz à tous faire guet, quant aulcung criminel est détenu ausd. prisons, leur estant commandé par la justice de ce faire, à peine de soixante solz estevenans, applicables à mond. seigneur, sans que lesd. bourgeois reconnoissans y soient aulcunement tenuz.

DE LA FORESTERIE.

Compète aussi et appartient aud. seigneur la messerie et foresterie dud. Clèrevaulx, qui s'admodie annuellement au proffict de mond. seigneur par les officiers. Pour raison de laquelle, led. fermier a droict de prendre et exiger sur lesd. villages de Soyria, Boissia, Matornay, Haultecourt, la Frasnée, Cognia, en partie, à sçavoir desd. de la Frasnée, des uns, deux groz, et des aultres, six blans ; et quant aux aultres, de ceulx qui sèment froment, ilz doibvent, ung chascung d'eulx, une gerbe de froment et une gerbe d'aveine, comme aussi quatre blans d'argent. Et sont tenuz iceulx messiers et forestiers rapporter par sèrement en la justice et chastellenie dud. Clèrevaulx tous les mèsus rièr le finage et territoire de lad. messerie, pour en estre faicte poursuite et instance par led. procureur, et obtenir adjudicacion des amendes

condignes au délict, au proffict de mond. seigneur.

DES POIDS ET MESURES.

Compète encore et appartient à mond. seigneur l'auctorité de toutes mesures tant en bled, vin, aulnes que toises, au droict qu'il n'est permis à personne quelconque desd. bourgeois et aultres subjectz de sad. seigneurie, pouvoir vendre, débiter, ny achepter aulcunes graines ny aultres dandrées qui se mesurent, soit en destail, ny autrement, sans avoir les mesmes mesures esgalées par les officiers de mond. seigneur, marquées à ses armes, en présence touteffois et à la participacion des eschevins de lad. ville, si estre y veuillent, suivant lesd. franchises, sur peine, pour une chascune fois qu'ilz seront treuvez mésusans, de l'amende de soixante solz estevenans. Et en conformité de lad. franchise desquelles marques, aulnes et toises se prengnent franchement et sans aulcung esmolument ; et quant à l'eschantillon des aultres mesures et marque d'icelles, lesd. habitans et tous aultres qui en veuillent jouir et user doibvent cinq solz estevenans ausd. officiers de mond. seigneur.

DU POID.

Item : reconnoissent et confessent lesd. bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx à

mond. seigneur, présent que dict est, luy compéter et appartenir ung poid à peser marchandises, bannal aud. seigneur, et en telle auctorité, que toutes et quelconques danrées et marchandises qui se traictent et débitent aud. Clèrevaulx par poid, et propres à peser, doibvent peser aud. poid, et, pour icelluy, payer ausd. fermiers dud. poid ou négociateur de mond. seigneur, au feur de cinq engroingnes par cent ; ou bien, si led. poid excède treize livres, doibvent lesd. bourgeois unze engroingnes de vingt livres en bas jusqu'ausd. treize livres, et du plus le plus, et au feur le feur ; et quant ausd. aultres, doibvent pour led. poid, encore qu'il n'excédera lesd. treize livres, une engroingne pour ung chascung poid qu'ilz font aud. poid, et ce le tout, à peine de soixante solz estevenans, applicables à mond. seigneur. Et touteffois peuvent lesd. bourgeois tenir poids en leurs maisons, pour s'en servir franchement, et y peser jusqu'à treize livres et au-dessoubz, sans en payer esmolument à mond. seigneur ny à ses fermiers.

DES VENTES.

Encore reconnoissent lesd. habitans compéter et appartenir à mond. seigneur sur ung chascung estranger et sur lesd. bourgeois reconnoissans, pour le banc qu'ilz font pour débiter leurs marchandises, estant dehors de devant leurs mai-

sons, demy-blanc, qu'est une engroingne et demie, et l'estranger, pour ung chascung banc estant hors ou dedans lesd. hasles, aussi demy-blanc ; et que de toutes danrées qui se vendent esd. marchez et foires, iceulx bourgeois et les aultres appelez déforains doibvent pour tous achapts, qui se font en bloc de marchandises, le prix desd. achapts excédant cinq solz estevenans, une engroingne, n'estant compris néantmoins esd. achapts les danrées commestibles et servans pour la nourriture et aliment tant des personnes que du bestail, comme bled, vin, paille, foin et aultres victuales, n'estoit que lesd. bourgeois et habitans achetassent chair en cartier au jour de foire et le mardy avant Noël, auquel cas ilz sont tenuz payer ausd. fermiers ou ayans charge de mond. seigneur, une engroingne, n'estant aussi dehue aucune chose pour la vente des bois acheptez et mis en ouvrage ny aultres quelconques, en quelque temps que ce soit, qui se débitent aud. Clèrevaulx. Et quant aux estrangers, sont tenuz à mond. seigneur pour la vente de toutes danrées et marchandises qu'ilz vendent ou acheptent, de quelque espèce ou matière qu'elles soyent, excédant le prix de cinq solz estevenans, à sçavoir le vendeur, au jour de foire, pour bestes à corne, comme beufz, vaches, veaulx, chèvres, boucs et aultres bestes à pied fendu, hormis le mouton et son espèce, demy-blanc, qui est une engroingne et demie, et l'achepteur, une engroingne ; et aux aultres jours tant marchez qu'aultres, iceulx vendeurs et achepteurs doibvent,

chascung d'eulx, une engroingne, et par jument, cheval et polain ausd. foires, deux blans, et à tous aultres jours, soit le mardy ou aultres, trois engroingnes, et pour chascung cuyr, hormis le cuyr d'ung cheval ou jument, une engroingne ; desquels cuyrs d'iceulx chevaulx, jumens et poulains, ilz doivent ung blanc, le tout à peine, retenant lad. vente, de soixante solz estevenans, se retirans et passans ès limites de la franchise et bourgeoisie dud. Clèrevaulx, sans payer lad. vente, que sont à sçavoir du costel de vent la fontaine de Lène, bise le raffourg messire Jehan de Chaignon, aultrement la vy blanche tirant à Vertamboz, soleil levant la croix Saint-Roch, soleil mussant la croix de Bissia. Et quant aux cuirs tannez et mis en euvre, soit en souliers ou aultres sortes d'ouvrage, ne s'en paye par lesd. bourgeois ou aultres aulcung esmolument pour lad. vente ou achapt ; demeurans lesd. bourgeois dud. Clèrevaulx toutesfois tenuz pour la vente des choses cy-dessus déclairées, en conformité de leursd. franchises, dans huict jours lors suivans, et où ilz ne les payeroient dans lesd. huict jours, ilz sont amendables de semblable somme de soixante solz estevenans. Et quant à la vente faicte par les estrangers et aultres subjectz de mond. seigneur, non bourgeois, qui se vendent et débitent aux foires, jours de marchez et aultres aud. Clèrevaulx, est dehu ung denier tournois pour chascung mouton, brebis et agneaul, par les vendeurs d'iceulx, et, par les achepteurs, une engroingne, pour le marché qui

se faiot d'iceulx, soit général ou particulier, et iceulxd. bourgeois de lad. ville, achetans ausd. jours de foire, marchez ou aultres jours, une engroingne pour chascung marché en bloc.

DES COPONAGES.

Plus, compète et appartient à mond. seigneur, selon que lesd. bourgeois recongnoissans ont déclaré, l'auctorité et faculté de prendre, lever et percepvoir, tant par luy que ses serviteurs, mercenaires, que aultres, de tous bledz et grains qui se débitent par les subjectz desd. villages de lad. seigneurie, et tous aultres estrangers non bourgeois, à une chascune des foires qui se tiennent aud. Clèrevaulx, deux couponages pour une chascune mesure, qui se relèvent et preignent par moitié sur les vendeurs et achepteurs desd. grains; et aux marchez et aultres jours, doibt led. vendeur seulement, pour une chascune mesure, ung coupon, estans iceulx coponages de la tenue de la trentième partie de la mesure dud. Clèrevaulx; et quant ausd. bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx, et bourgeois desforains, ilz sont et demeurent exemptz de tels coponages, à quelque jour que ce soit. Et les deffaillans, lesd. estrangers et non bourgeois, à payer iceulx coupons, sont amendables envers mond. seigneur de l'amende de soixante solz estevenans.

DU BANVIN.

Comme aussi reconnoissent et déclairent compéter et appartenir à mond. seigneur le banvin dud. Clèrevaulx, qui se commence annuellement la veille de Pentecoste, à heure de six après midy dud. jour, continuant et durant vingt-huict jours, en telle auctorité et droicture qu'il n'est permis à personne quelconque, soit hostelliers, cabaretiers ou aultres, vendre vin en destail ou en menu, sur peine de l'amende, quant ausd. vendeurs, de soixante solz estevenans, et quant ausd. achepteurs, de l'amende de sept solz estevenans, ou de confiscacion de leur pot, le tout applicable à mond. seigneur, sans son exprès consentement ou de ses fermiers ou commis; à charge touteffois que mond. seigneur ou sesd. commis et fermiers sont tenuz d'administrer pendant led. temps vin à pris raisonnable, pour la neccessité des allans, venans, passans et logeans aud. Clèrevaulx; du nombre desquels vingt-huict jours en demeurent ausd. bourgeois trois libres et hors du ban, que sont les dix, unze et douzième jours du mois de juin, pour raison de la foire St-Barnabé, que tombe en iceulx jours; lesquels touteffois, pour parfaire lesd. vingt-huict jours, se repreignent au bout du terme d'iceulx; et lequel vin, pendant lesd. jours, sera taxé par les officiers de mond. seigneur, à la participation des eschevins dud. Clèrevaulx.

DE LA PLACE DES HASLES.

Item : reconnoissent compéter et appartenir à mond. seigneur une grande, large et spacieuse place au bourg dud. Clèrevaulx, où souloient estre édifiées les hasles, appartenans à mond. seigneur, estans présentement en ruïne, pour, en lad. place et lieu susd., selon son étendue et marques de pierres y encore estans, pouvoir, à quantes fois que bon luy semblera, édifier et redresser icelles, tant pour l'exercice de sa justice, auctorité de ses prééminences, que tenue desd. foires et marchez, afin de en icelles débiter toutes marchandises, faire cris et proclamacions publiques et aultres actes de justice. Ausquelles hasles et aultres lieux désignez, lesd. subjectz de mond. seigneur et aultres estrangers non bourgeois sont tenuz débiter leurs danrées, soubz la peine de soixante solz estevenans. Pour et auquel effect, et pour mesurer les graines qui abondent ausd. foires et marchez, le fermier de mond. seigneur est tenu entretenir esd. hasles une mesure à mesurer bled, vin et de hument eschantillonnée et marquée aux armes de mond. seigneur.

CHARGES DES MAISONS DE CLÈREVAULX.

Encore déclairent, reconnoissent et confessent lesd. bourgeois debvoir annuellement à mond.

seigneur, au jour de feste St-Martin d'hyver, pour une chascune toise des maisons de tous ceulx à qui elles appartiennent, trois deniers, aux usages et droicts censaulx, à prendre icelles dictes toises de la largeur du front de lad. maison que l'on entre tant seulement, saulx iceulx ayans particulière exemption desd. toises, et les maisons estans particulièrement exemptées, le tout en conformité desd. franchises.

DES CENSES DEHUES PAR LE CORPS DE LA VILLE.

Reconnoissent et confessent, en oultre ce que dessus, lesd. bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx, estre tenuz à mond. seigneur, annuellement, à la somme de cinq solz estevenans, payables par les eschevins de lad. communaulté, à ung chascung jour de feste St-Martin d'hyver, à cause du prel appelé le prel de la rive du lac; et, à ce moyen, demeure led. prel en bannalité, au proffict desd. reconnoissans, depuis le jour de feste Annonciacion Nostre Dame jusques au jour de feste St-Michel archange; et aussi luy debvoir annuellement, à ung chascung jour de lad. feste St-Martin d'hyver, la somme de six livres estevenans, payables par lesd. eschevins, à l'acquict de lad. communaulté, pour raison de l'accensie des bois communaulx de St-Moris et Chastel-de-Joux, selon et en conformité des accenssissemens sur ce faictz; lesquels bois lesd. reconnoissans quièrent estre limitez et abosnez.

**DE LA PEINE CONTRE CEULX RETENANS LES ANCIENNES
CENSES PLUS DE DEUX ANS.**

Aussi ont recongneu les dessusd. qu'à mond. seigneur appartient, par vertu des franchises de lad. ville et de l'article y inséré, le droict que où les censes et toises dehues aud. seigneur et assignées sur maisons, curtils ou jardins, tant assis en lad. ville qu'en dedans des limites désignées cy-dessus, ne seroient payées dans ung an, à compter des jours de feste St-Martin d'hyver, et qu'à ce moyen le debteur attendroit le terme subséquent sans faire payement, lesd. censes et toises doublent pour ceste fois, ayans en ce esté liquidées et accordées les censes anciennes mentionnées en lad. franchise.

DES FOIRES ET MARCHEZ.

Aussi confessent et recongnoissent avoir trois foires publiques aud. Clèrevaulx, à sçavoir : l'une establee aud. lieu, le jour de feste St-Barnabé, apostre, unzième jour du mois de juin, l'autre le jour de feste St-Bartholemey, aussi apostre, vingt-quatrième du mois d'aost, et la tierce le jour de feste St-André, aussi apostre, derrier jour du mois de novembre, avec les marchez qui se tiennent ung chascung mardy de l'année ; ausquels

jours y viennent plusieurs personnes estrangères et circonvoisines, pour illec débiter et achepter danrées et bestail, qui y affluent. Pour la garde desquelles foires sont establiz certaines personnes de St-Moris par mond. seigneur, qui sont tenuz esd. jours se venir présenter par-devant son procureur aud. Clèrevaulx, en armes et esquipages décens, à peine de soixante solz estevenans, applicables à mond. seigneur, pour par iceulx faire tous adjournemens neccessaires, arrester tous délinquans qui commectent maléfice ausd. foires, et en saisir la justice, pour d'iceulx faire correction, selon l'exigence des cas. Lesquelles foires led. sieur peut faire assigner en tel lieu que bon luy semble pour la tenue d'icelles, par l'avis et exprès consentement desd. eschevins. Ausquels jours desd. foires icelluy sieur a droict, de, par ses serviteurs, mercenaires, ou admodiateurs, faire et dresser petites cloisons de bois pour enclorre et séparer les moutons qui abondent esd. jours aud. Clèrevaulx ; pour raison de quoy lesd. admodiateurs perçoipvent de ceulx qui veulent mectre moutons esd. cloisons ce qu'ilz en peuvent avoir ; demeurant touteffois ausd. bourgeois recongnoissans le droict de pouvoir faire closture pour la tenue de leurs moutons tant seulement, pour y mectre leurd. moutons franchement et sans aulcung esmolument pour lesd. bourgeois, et non aultrement si faire le veulent. Et s'admodie annuellement led. droict de lad. closture au proffict de mond. seigneur entre les fermiers de lad. seigneurie.

DES MOULINS ET BANNALITÉ D'ICEULX.

Ensuite de ce que dessus, lesd. eschevins, manans et habitans dud. Clèrevaulx reconnoissent compéter et appartenir à mond. seigneur le droict de bannalité des moulins, en nombre de deux, l'ung assis sur la rivière provenant des lacs dud. Clèrevaulx, dict et appelé le moulin d'Aujon, construit et basti derrière lad. ville, touchant devers soleil levant la rivière desd. lacs, et de tous aultres costels les commungs ; et l'autre moulin assis sur la rivière de Drovenant, en bas du chastel de mond. seigneur, du costel de soleil levant, appelé communément le moulin de Cougnia, touchant dud. costel la rivière, et de tous aultres costels le commun ; en tel droict et auctorité que tous les bourgeois, manans et habitans de la ville dud. Clèrevaulx, et les subjectz des villages dépendans de lad. seigneurie, sont tenuz y mouldre leurs graines et bled, de quelque espèce qu'ilz soient, et qui sont neccessaires pour l'usage et aliment de l'homme et entretien du bestail, et ce, à la peine de l'amende de sept solz estevenans sur ce introduicte, pour le regard desd. bourgeois, et de soixante solz pour le regard des aultres subjectz de lad. seigneurie, non bourgeois, applicables à mond. sieur ; pour le droict et mouture desquelles graines et bled, mond. seigneur ou ses admodiateurs desd. moulins perçoivent, pour une chascune mesure d'iceulx

grains, ung copon; estant la trentième partie de la mesure dud. Clèrevaulx; toutesfois lesd. reconnoissans, après avoir l'espace de vingt-quatre heures délaissent leurd. graines esd. moulins, et que lesd. fermiers négligent faire lad. mouture, ou ne pourroit icelle estre faicte, par faulte de bon entretien d'iceulx moulins, ou aultrement, ilz peuvent retirer leurd. graines et les aller mouldre en telle part que bon leur semble, sans payer aulcune chose ausd. fermiers ny encourir aulcung darger d'amende.

DES FOULLES ET BANNALITÉ D'ICELLES.

Plus, reconnoissent lesd. bourgeois et habitans aud. nom, compéter et appartenir à mond. seigneur deux foulles bannaes aud. Clèrevaulx : l'une d'icelles située rière la rivière de Drovenant, au lieu dict Au grand battoir, naguères dressée et érigée, et touchant devers soleil levant, bise et mussant le commung, vent l'aireux servant à tourner la roue de lad. foule; et l'autre, assise sur la rivière venant des lacs dud. Clèrevaulx, dicte et appelée la foule d'Aujon, estant en dessus led. moulin cy-dessus déclairé, touchant devers soleil levant l'esreux faisant tourner la roue d'icelle foule, mussant la rivière, vent et bise le commung; auprès de laquelle est pour l'usage et utilité des bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx, une fontaine à voute, l'eau de laquelle est con-

duicte par bournaux en lad. foulle, en laquelle lesd. bourgeois sont tenuz fouller leurs draps, à peine de sept solz estevenans, applicables comme dessus; pour le droict de quoy, ilz sont tenuz payer aux fermiers et admodiateurs de mond. seigneur, pour une chascune pièce y foulée, six blans de monnoye, aux charges de par lesd. fermiers ou admodiateurs fournir tous bois neccessaires au chauffage de l'eau qui convient à lad. foulle pour fouller lesd. draps, n'estant permis toutesfois ausd. bourgeois et habitans dud. Clèrevaulx de fouller supposément aulcung drap ny coupon de drap, par quelque estranger que ce soit, sans l'exprès consentement de mond. seigneur ou de ses admodiateurs; aux conditions néantmoins qu'advenant lesd. foulles ne soient en dehue réparation, ou que lesd. fermiers aient négligé fouller lesd. draps dans vingt-quatre heures après qu'ilz sont en lad. foulle, ilz peuvent, sans aulcung danger d'amende, distraire iceux draps de lad. foulle, et les aller fouller ailleurs, où bon leur semblera.

DES BATTOIRS ET RABATTES ET BANNALITÉ
D'ICELLES.

Item : confessent et reconnoissent compéter et appartenir aud. seigneur le droict de pouvoir avoir et entretenir une rabatte et battoir apte à battre escorces, chenesve, bled et aultres graines, aux droicts de bannalité; icelle rabatte dressée au

pourpris du moulin de Cognia cy-devant déclairé, et led. battoir construit sur lad. rivière de Drovenant, en bas de la foulle n'a guères y érigée, touchant devers soleil levant le commung, mussant et bise la rivière, et vent l'esreux dud. battoir ; au droict de par mond. seigneur, ses admodiateurs ou fermiers, prendre sur ceulx battans chenesve et lin, de douze battirons ung, et de toutes graines, comme de froment, orge, aveine, millot et aultres, par mesure non espovrée ung copon, qu'est la trentième partie de la mesure dud. Clèrevaulx. Et quant aux escorces qui s'y battent par lesd. bourgeois, pour l'usage de leurs tanneries, ilz sont tenuz de payer, par fourmée, treize engroingnes et demie, laquelle somme se prent et est entendue de ce d'escorces de chesne qu'ilz sèchent ès fourgs bannaulx dud. Clèrevaulx, et une aultre fourmée de bois de païs, sec, aultrement appelé de fluye de sapin, lesquelles deux fourmées contiennent environ trente lansoullées desd. deux escorces ; et en oultre se payent aux fermiers des fourgs bannaulx de mond. seigneur de Clèrevaulx, pour chascune fourmée quatre groz ; à la charge toutesfois qu'advenant lesd. rabatte et battoir ne soient en dehue réparacion, ou que les fermiers d'icelles négligent battre lesd. chenesve, graines et escorces dans vingt-quatre heures après lesd. graines et escorces ci-dessus déclairez seront esté esd. rabatte et battoir, ilz peuvent, sans aulcung danger d'amende, les transporter ailleurs, où bon leur semblera.

DE LA BANNALITÉ DES FOURGS.

Comme aussi reconnoissent compéter et appartenir aud. seigneur deux fourgs bannaulx, assiz en lad. ville dud. Clèrevaulx, sur le pont du bourg d'icelle, contiguz et jointcz ensemble, touchant devers soleil levant et vent la maison et jardin d'Adriain Grivela, mussant la rue commune, et bise la maison Pierre Mercier et Adrienne Chevalier, en tel droict et auctorité, que tous bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx sont tenuz y faire cuite de leurs pains et pastes levées, par les fermiers et admodiateurs d'iceulx, soubz la peine jà dicte de sept solz estevenans, applicables à mond. seigneur. Pour la cuite desquels pains et pastes, iceulxdictz habitans et bourgeois reconnoissans sont tenuz payer ausd. fermiers ou aultres ayans de mond. seigneur charge, dix engroingnes et demie, qui font trois blans et demy, monnoye, pour ung chascung quartaul, les huict mesures dud. Clèrevaulx faisant icelluy ; aux charges de quoy, led. fermier est tenu à ses frais fournoyer lesd. pains et pastes, bien et dehuement. Et advenant que, par sa faulte et négligence, advienne aulcung intérest esd. pain, et pastes, icelluy fermier est tenu l'amender envers les intéressez, à la taxe de justice.

**DU SÈREMENT QUE SONT TENUZ PRESTER LES ESCHE-
VINS A LEUR NOUVEL ADVÈNEMENT.**

Recongnoissent et confessent aussi lesd. bourgeois compéter et appartenir à mond. seigneur l'auctorité de, à l'establisement et nominacion qui se faict annuellement des quatre eschevins dud. Clèrevaulx, de, par ses officiers, recepvoir le sèrement desd. eschevins esleuz, lesquels, à cet effect, sont tenuz se représenter par-devant le chastellain ou son lieutenant, avant que faire aulcune entremise aud. estat, et prester sèrement, aux saintz évangilles de Dieu, de garder et conserver les droicts de mond. seigneur et de lad. ville. Pour l'acte duquel sèrement se payent aud. chastellain ou son lieutenant deux groz, led. sèrement se faisant le premier jour non férié après la feste Nativité Nostre Seigneur, chascung an ; à peine, advenant iceulx eschevins facent lad. entremise aud. estat avant led. sèrement presté, de l'amende de sept solz, applicables comme dict est.

DES PRELZ ET BANNALITÉ D'ICEULX.

A mond. seigneur recongnoissent aussi ung prel luy appartenant, au finage dud. Clèrevaulx, appelé le prel de Nant, contenant environ quarante soip-turs, touchant devers soleil levant Claude Faver-

nier, escuyer, et les hoirs feu Hector Morel dud. Clèrevaulx, mussant le prel Damanges, appartenant à mond. seigneur, et aultres particuliers dud. Clèrevaulx, vent les vénérables familiers de l'esglise parrochiale mons^r saint Nithier dud. lieu, et aultres dud. Clèrevaulx, et bise lesd. hoirs Morel et Loys Michiel. Auquel prel dud. Nant, mond. seigneur a l'auctorité de faire les premiers et seconds fruicts ; la bannalité duquel commence depuis le jour de feste Annonciacion Nostre Dame jusques au jour de feste saint Michiel archange ; depuis lequel jour et jusques à celluy de l'Annonciacion de l'an subséquent, lesd. recongnoissans ont droict de parcours, tant en général comme en particulier, comme bon leur semble.

Item : ung aultre prel appelé le prel Damanges, aud. finage, contenant environ vingt soiptures, touchant devers soleil levant mond. seigneur, à cause de sond. prel de Nant, mussant le sieur de Reculot et aultres, et bise lesd. familiers dud. Clèrevaulx ; auquel mond. seigneur a seulement droict de faire les premiers fruicts ; la bannalité duquel commence au jour de feste saint George, et lesd. fruicts levez, iceulx habitans ont semblable droict, comme au précédent, tant en général qu'en particulier.

Plus ung aultre prel au finage de Soyria, appelé le prel du Vernois, contenant environ dix soiptures, touchant devers soleil levant ung communal et ung chemin commung, mussant et vent plusieurs particuliers dud. Clèrevaulx, selon les

bosnes naguères y mises en présence de mond. seigneur et des tenementiers desd. prelz ; en tel droict que mond. seigneur y faict seullement les premiers fruicts, lesquels levez, iceulx de Soyria ont droict de pouvoir mectre en ban led. prel, avec d'aultres de leur village, jusques au jour de feste saint Michiel ensuivant, pour paistre et pasturer leur bestail trahant à charrue, et non aultres, sinon soubz le danger, quant à eulx et tous aultres, quelz ilz soient, de l'amende de soixante solz. Et led. ban, qui s'appelle vulgairement le ban à beufz expiré, lesd. bourgeois recongnoissans ont droict de pouvoir faire paistre et pasturer leur bestail tant gros que menu aud. lieu.

Et ung aultre prel au finage de Champcignia, appellé le prel des Chenevières, contenant environ douze soiptures, touchant devers soleil levant, mussant, vent et bise, ung prel de plusieurs particuliers dud. Clérevaulx et Champcignia, selon les bosnes naguères y mises à la part de mond. seigneur et en sa présence ; en tel droict de par mond. seigneur faire les doubles fruicts en icelluy prel, entrant en bannalité le jour de feste Annonciacion Nostre Dame et continuant en icelle jusques au jour de feste saint Michiel archange. Et depuis led. jour, iceulx bourgeois peuvent faire paistre et pasturer leur bestail aud. prel.

DES LACS ET BANNALITÉ D'ICEULX.

Item : reconnoissent appartenir à mond. seigneur deux lacs contiguz l'ung à l'aulture, situez en et rièrre la seigneurie et territoire dud. Clèrevaulx, l'ung dict et appellé le grant lac, de l'extendue d'ung quart de lieue, confinant du costel de bise au pont d'Augeon et entrée de la ville dud. Clèrevaulx, et de tous aultres costelz plusieurs particuliers dud. lieu ; et l'aulture, appellé le petit lac, contenant en rotondité cinquante journaux, lequel se confine de toutes parts à plusieurs héritages et prelz, appartenans à plusieurs bourgeois dud. Clèrevaulx et aultres des villages circonvoisins de lad. seigneurie ; en tel droict et bannalité, qu'il n'est permis à aulcung bourgeois ou aultres, quelz ilz soient, y pouvoir pescher ou faire pescher, en quelque saison que ce soit, à peine de soixante solz estevenans. Au décours duquel grand lac, toutesfois, et en ung lieu appellé la Rayette, iceulxd. bourgeois ont le droict et faculté d'y, dessus le pont d'Augeon, pouvoir faire passer, abreuver et gasser leur bestail, de quelque espèce qu'il soit, comme aussi esd. lacs, en tous temps, sans aulcung empeschement, ny encourir aulcune peine ou amende. Et dois la chaussée construite en dessus et près led. pont d'Augeon, lesd. reconnoissans ont droict de pouvoir pescher à tous engins propres à pescher, jusques led. décours d'eau

soit meslé et hors de son nom en aultre rivière de lad. seigneurie, sans aulcung danger d'amende.

DES DÉCOURS D'EAU.

Lesd. recongnoissans encor déclairent compéter et appartenir à mond. seigneur, présent que dict est, tous décours d'eau et rivières ayans source, passans, venans et estans en et rière lad. seigneurie, en tel droict de sur icelles rivières dresser, ériger, construire et bastir, si bon luy semble, ou accensir à tel effect, à qui bon luy semblera, tous moulins, foules, bapteurs, et aultres rouages, quelz ilz soient, sans excepcion quelconque. Esquelles rivières et décours, toutesfois, à iceulxd. recongnoissans compète et appartient le droict, soit en la rivière de Drovenant, la rivière de Symante, celle des lacs dois la chaussée cy-dessus déclai-rée, la rivière d'Ain, en ce qu'elle concerne mond. seigneur, le bief de Bissia, celluy de Soyria, celluy de Champcignia et tous aultres biefz et rivières, chascune en leur extendue et longueur, jusques hors les bosnes et limites de lad. seigneurie, avoir tous droicts de pescher et faire pescher, tant pour eulx, leurs serviteurs et mercenaires, que aultres, à quelque engin que ce soit, sans aulcune offense de justice.

BOIS ET FORESTS BANNALES.

Et de plus reconnoissent et confessent iceulxd. bourgeois, manans et habitans dud. Clèrevaulx, compéter et appartenir à mond. seigneur, présent que dessus, ung bois et forest dict et appellé le Champmois, sis et situé au finage et territoire dud. Clèrevaulx et Haultecourt, contenant en sa longueur etendue deux tiers de lieue, et en sa largeur demye-lieue, touchant devers soleil levant la roche Longbeuf, regardant du costel dud. soleil levant le Chastel-de-Joux, le bois des Royes et de Cueille, seigneurie dud. Chastel-de-Joux, appartenant à mond. seigneur, en hault de la roche de Montbuson ; entre lesquels confins cy-dessus et faisant lad. séparacion dud. Champmois [et du] susd. bois de Cueille et des Royes, il y a ung chemin traversant les chemins de Quamerlat jusques aux confins de bise cy-après articulez, jusques sur les Crosattes ; vent dez le hault dud. Montbuson, redressant par ung sentier dict et appellé le sentier Poyers, faisant séparacion de la joux de Soucia et dud. Champmois, et dois led. sentier descendant par la sommité des roches où est l'une des sources des lacs, dicte la Corbière, et par le hault desd. rochers droict à la fontaine Nithon ; mussant dois lad. fontaine, par-devers le molard du Plasne, icelluy molard demeurant exclusivement lesd. confins, et dois led. molard et champs appelez et

dictz les champs d'Augeon, tirant à la croix Oudet, par ung chemin estant par le hault des terres arables dud. Haultecourt, et dois icelluy chemin traversant droict par le dessus desd. héritages, tirant au molard du Saulgeois jusques au prel Girardin ; et bise dois led. prel Girardin, par le dessus des roches regardans contre Cognia, la Frasnée et jusques aux confins du soleil levant, dict et appelé au bout de la roche de Longbeuf, du costel de Chastel-de-Joux. Aux pourpris et confins duquel bois et forest cy-déclairez sont compris et contenuz les bois de la Vernois, de mesme bannalité et nature que le bois dud. Champmois, et en telle auctorité envers mond. seigneur, que les coupans pommiers ou poiriers sont amendables de soixante solz estevenans, pour ung chascung pied, et les chesnes, à l'endroit desd. bourgeois, pour ung chascung pied, de sept solz estevenans, et à l'endroit de tous aultres, de soixante solz estevenans. Et où lesd. habitans et bourgeois dud. Clèrevaulx auroient dedans lesd. bois dud. Champmois chargez leurs charriotz de plusieurs piedz de chesne, ilz ne peuvent encourir plus grande amende que de sept solz estevenans pour lad. charge. Desquelles amendes et peines iceulx bourgeois toutesfois ne sont amendables, si hors led. Champmois et dedans les limites de lad. bourgeoisie, ilz sont appréhendez par les forestiers et gardes desd. forestz, c'est à sçavoir dez la croix de la Creuse, en devers la ville, du costel du soleil levant, mussant la maison de la Maladière,

en devers la ville, estant hors les murailles d'icelle, devers vent la fontaine de Bien, en devers lad. ville, où présentement, sur icelle fontaine, est construit ung oratoire en l'honneur et révérence de mon^s saint Nithier, et devers bise une place où souloit estre anciennement ung raffourg nommé et appelé le raffourg messire Jehan Rechaignon, estant recongneu présentement emprez ung chemin appelé la vy blanche, tirant dois led. Clèrevaulx à Vertamboz, et reprenant dois led. raffourg à une croix de pierre appelée la croix de Cougnia, aultrement Esquetant. Ausquelz bois et forest dud. Champmois compète et appartient à plusieurs, divers et particuliers bourgeois dud. Clèrevaulx et aultres déforains, beaucoup de prelz, peuplez la pluspart de bois de chesne et broussailles, renaissantes des racines desd. chesnes, qui occupent les fruicts et herbes qui croissent aud. prel ; au moyen de quoy, il leur est permis et licite d'écombrer et copper lesd. rejettons, les laissant sur le buisson qu'il ne leur est permis distraire dud. bois, sinon soubz le danger de l'amende de sept solz estevenans, applicables comme dict est. La vaine pasture desquels prelz de Champmois est permise ausd. recongnoissans et à leur bestail, en serve commune ou particulière, demeurant à mond. seigneur la paisson desd. bois et forest, qui s'admōdie annuellement au proffict de mond. seigneur, commençant au jour de feste saint André apostre, et finissant le jour de feste Nativité Nostre-Seigneur suivant. Pendant la-

quelle paisson lesd. bourgeois dud. Clèrevaulx ny aultres quelconques ne peuvent faire emboucher esd. bois leurs porcs ou truyes ny aultre bestail, à peine de l'amende de sept solz estevenans, sans l'expres congîé du fermier de lad. paisson, quant ausd. bourgeois, et quant aux aultres, quelz ilz soient, de l'amende de soixante solz estevenans, leur estant aussi interdit, soubz led. danger, cueillir aulcung gland esd. bois tant seulement.

Promectans tous les dessus nommez, au nom de toute lad. communaulté, soubz l'obligacion de tous et singuliers leurs biens et ceulx de leurs hoirs, successeurs et ayans cause, par leurs sèremens par eulx et ung chascung d'eulx presté sur les sainçiz évangilles de Dieu, estans ès mains de moy, led. notaire et commis souscript, tant en leur propre, privé et particulier nom, que comme eschevins, jurez et ayans charge de la communaulté dud. Clèrevaulx, de faire ratiffier et approuver par tout le reste de lad. communaulté, où et quant requis en seront, les recongnoissances susd. et déclarations desd. droicts seigneuriaux, et les garder et entretenir, observer et suivre, comme aussi mond. seigneur, en foy de seigneur, a promis non controvenir à aulcune chose contenue cy-dessus.

Renunçans à cet effect à toutes excepcions de décepcions et fraudes, que au contraire de cestes pourroient estre alléguées, et mesme au droict déclairant que générale renonciacion ne vault, si la spéciale ne précède ; lesquels sus nommez ont

soubmis ung chascung d'eulx, eulx, leurs biens et ceulx de leursd. hoirs, aux justices et contrainctes de Sa Majesté pour l'entretènement des présentes. Que furent faictes et passées aud. Clèrevaulx, le vingt-troisième jour du mois de juillet l'an mil cinq cens quatre-vingt.

Présens : noble messire Jehan Froissard, docteur ès droicts, s' de Broissia, Jehan de Chauvirey, escuyer, honorables maistres Benoist Perret, de Dole, et Claude Guay, de Vuillafans, notaires, tesmoins.

Ainsi signé : P. Bondieu, J. de Chauvirey, J. Froissard, E. Chesne, G. Gentil, C. Demont, R. Crillya, A. Tournon, N. Bondieu, J. Cordelier, C. Girod, F. Dangelon et J. Puget.

Archives du Jura : Série E, titres non classés, cahier in-4°, sur papier de 22 ff. (Copie du XVIII^e siècle) ; — Archives anciennes de la Frasnée, cahier in-4°, sur papier, de 43 ff. (Copie du XVIII^e siècle).

Ces deux copies, extrêmement défectueuses, ont été rédigées d'après une première transcription de l'original, datée de 1633. — A défaut de l'original, j'ai essayé de restituer, autant que possible, le texte du XVI^e siècle.

**Discours funèbre prononcé [en 1630] en l'église
Nostre-Dame de Dole, par Antoine Brun ⁽¹⁾,
avocat au Parlement et du Conseil de ladite
ville, par ordre et commandement de mes-
sieurs du Magistrat, lorsqu'ils faisoient cé-
lébrer les obsèques de messire Clériadus de
Vergy, comte de Champlite, chevalier de la
Toison d'Or et gouverneur de Bourgongne.**

Quand je considère, d'une part, quel est le sub-
ject qui nous amène en ce lieu sacré, au nom de
qui nous a naguères sommés et appelés le lamen-
table son des cloches, pour qui est dressé ce grand
et funèbre convoy, quelles sont les obsèques que
nous célébrons, et combien ces lumières ardantes

(1) ANTOINE BRUN naquit à Dole en 1600. Après avoir fait de brillantes études à l'Université de cette ville, il fut nommé procureur général au Parlement, en 1632. Philippe IV, roi d'Espagne, le chargea de missions importantes aux diètes de Worms et de Ratisbonne, et l'envoya comme ministre plénipotentiaire au congrès de Munster (1643). A la suite de ces négociations, où il fit preuve de la plus grande habileté, Brun fut appelé au poste d'ambassadeur en Hollande. Créé en même temps baron et conseiller d'état au Conseil suprême de Flandre à Madrid, il remplit ces fonctions avec éclat jusqu'à sa mort (11 janvier 1654).

Brun a laissé les ouvrages suivants :

1^o *Le choix des épistres de Lipse, traduites de latin en françois ...*
Lyon, Ancelin, 1619, in-8^o ; Lyon, 1624, in-8^o, 1650, in-8^o.

2^o *Les pieux devoirs du sieur Brun à la glorieuse mémoire de*

nous en représentent d'autres esteinctes, en la personne de celuy qui esclairoit heureusement toute cette province, et dont la précieuse mémoire excite maintenant en nous ces pieux, ces derniers et légitimes devoirs ; et quand, d'autre costé, j'examine ce profond estonnement, cette muette langueur, cette lugubre attention, ce morne silence, cette funeste suspension d'esprit, cette sombre et tremblante horreur qui se respand tout à l'entour de ces haultes et longues voûtes, et qui se lit dans les

Philippe III, monarque des Espagnes, et d'Albert, archiduc d'Autriche, duc et comte de Bourgogne : Besançon, Nicolas de Moingesse, s. d. (1621), petit in-4°.

3° *Lettre à M. de Myon, ambassadeur de S. M. pour les Etats de Bourgogne vers MM. des treize Cantons* : Dole, Ant. Binart, 1629, in-8°.

C'est une réponse à l'*Olympiade et sommaire des faits du comte de Buquoy*, par Clément DE MYON : Dole, Ant. Binart, Dole, 1629, in-4°.

4° *Amico-critica monitio ad Galliæ legatos Monasterium Westphalorum pacis tractandæ titulo missa, auctore Adolpho Sprengero, Ubiorum consule* : Francofurti, Antuerpiæ, Mediolani, Viennæ, Genævæ, 1644, in-4°.

5° *Spongia Franco-Gallicæ lituræ in duas partes divisa; auctore Willelmo Rodolpho Gemberlakhio, apud Triboces consule* : OEniponti, 2 junii anni 1646, in-4°.

6° *Oratio libera Wolfgangi Ernesti a Papenhausen, liberi Baronis*, in-4°.

Mathieu de Morgues, sieur de Saint-Germain, répondit à ces trois derniers ouvrages par les suivants :

Amico-criticæ monitionis litura Franco-Galli calamo ducta : Parisiis, 1644, in-4°.

Wolfhango Ernesto a Papenhausen libero Germano baroni, libero Germanoque oratori, id est Antonio Bruno declamatori furioso, vinculum Hypocrisis : S. l. n. d. (Parisiis, 1647) in-4°.

Guillelmi Rodolphi Gemberlakhii apud Triboces consulis, id est Antonii Bruni Burgundo-Sequani, spongia per Franco-Gallum expressa : S. l. n. d. (Parisiis, V. 1647), in-4°.

yeux et dans le visage de tous ceux qui composent cette triste et célèbre compagnie ; hélas ! seroit-ce point, dis-je à part moy, qu'après tant de vives atteintes et au redoublement des douleurs que nostre ville a souffertes, elle seroit enfin devenue insensible par trop de sentiment ? Seroit-ce point que, frappée au cœur par ce dernier coup, elle seroit tombée dans un dangereux et mortel évanouissement ? Seroit-ce point que le corps civil de l'estat fût semblable au corps humain, qui a bien peu

7^o *Pierre de touche des véritables intérêts des Provinces unies du Pais-Bas, et des intentions des deux couronnes sur les traités de paix : Dordrecht, 1647, pet. in-8^o. — Souvent réimprimé in-8^o et in-4^o.*

8^o *Lettre d'Antoine Brun, ambassadeur pour S. M. C. en Hollande, sur l'innocence de MM. les princes, du 19 août 1650, in-4^o.*

On attribue à Brun les deux ouvrages suivants :

1^o *Bibliotheca Gallo-Suecica, sive syllabus operum selectorum quibus Gallorum Suecorumque tempestate belli proferendi, pacis everteudæ studio publice exhibentur. Accessit prologus seu ad concordiam Germanicam adhortatio ; auctore Erasmo Irenico : Utopiæ (Paris ?) apud Udonem Neminem, vico Ubique, hoc anno (1645 ?), in-4^o. — Editio altera, notis novis nuper additis illustrior . . . : Utopiæ, apud Udonem Neminem . . . : S. d. (1645 ?), in-4^o.*

Jean Stella répondit à cet ouvrage par le suivant : *Monarchia Gallica ab anonymo contra calumnias in libello cui titulus : Bibliotheca Sueco-Gallica intentatas adserta : S. l., 1646, in-4^o.*

Une autre réfutation de Brun parut sous ce titre : *Gallica arma contra calumnias asserta et ostensa Europæ salutaria esse : S. l., 1648, in-4^o.*

2^o *Politicismus Gallicus, seu fœdus triplex Gallo-Turcicum et Turco-Gallicum, Gallo-Hollandicum et Hollando-Gallicum, Gallo-Suecicum et Sueco-Gallicum, tum et patrociniûm Genevæ regum christianissimorum christianismum demonstrans : Cœmopoli, 1646, in-4^o.*

On trouve plusieurs lettres d'Antoine Brun dans le tome 1^{er} du *Recueil de lettres nouvelles* (publié par Nic. Faret) : Paris, 1637, 2 vol. in-8^o.

Sur Antoine BRUN, consulter : *Eloge d'Antoine Brun, procureur*

gémir dans la séparation de quelques-uns de ses membres, mais qui, dans la séparation de son chef, a de rester comme un tronc immobile ? Autrement, comme se pourroit-il faire, et par quelle nouvelle sorte de supplice arriveroit-il qu'en luy détachant les nerfs, on luy eût noué la langue, qu'on eût fermé sa bouche en ouvrant ses veines, retiré ses cris en tirant son sang, et qu'on l'eût tout recueilly en soy-mesme, à mesme temps qu'on le mettoit par pièces et par morceaux ? Seroit-ce

général au parlement de Dole (Cour impériale de Besançon. Discours prononcé par M. Polguand, premier avocat général, à l'audience solennelle de rentrée du 3 novembre 1864) : Besançon, J. Jacquin, 1864, in-8o de 64 pp. — *Mémoire* (manuscrit) *pour servir à l'histoire d'Anioine, baron de Brun, procureur général du Parlement de Dole, plénipotentiaire de la cour d'Espagne à la paix de Munster et ambassadeur en Hollande*, par M. Binétruy de Grandfontaine, secrétaire perpétuel de l'Académie de Besançon, — aux archives de cette Académie (cité par le P. Lelong, *Bibliothèque historique de la France*, tome III, no 33220). — Fr. F. CHEVALIER, *Mémoires historiques sur la ville et seigneurie de Poligny...* : Lons-le-Saunier, P. Delhorme, 1767-1769, 2 vol. in-4o, t. II, pp. 302-303. — Fr.-I. DUNOD DE CHARNAGE, *Mémoires pour servir à l'histoire du Comté de Bourgogne...* : Besançon, J.-B. Charmet, 1740, in-4o, pp. 663-670. — MONÉAT, *Le grand dictionnaire historique*, article Brun. — (GIROD-NOVILLANS) *Essai historique sur quelques gens de lettres nés dans le Comté de Bourgogne, avec une notice de leurs écrits* : Besançon, F. Charmet, 1806, in-8o, pp. 37-40. — Voir également : *Responce à l'apologie de monsieur de Souza Cotinho, ou à la prétendue vérification du contenu en sa lettre au sieur de la Chapelle, datée à Paris du 4 mars 1651* : A Ruremonde, par Gaspar du Pré, s. d., pet. in 4o de 39 pp. — L'auteur, désigné par les initiales I. C. D. T., dédie ce factum :

« A monseigneur de Brun, seigneur de Villeclair, d'Angirey et de Villerchemin, chevalier, conseiller de Sa Majesté Catholique en son conseil d'Etat et suprême pour les affaires des Pays-Bas et de Bourgogne, son plénipotentiaire aux traités de la paix générale, et son ambassadeur aux Provinces unies du Pays-Bas, etc. »

point, enfin, que nous fussions frappés de cette estrange maladie dont on accusoit une Thessalienne d'avoir, par ses arts magiques, infectés certains peuples de la Grèce, qui seichoient et flétrissoient avec les roses, et quand cette sorcière effeuilloit ces belles fleurs, elle faisoit tomber avec elles la vigueur de mille et mille personnes qui sembloient y estre inséparablement attachées ?

Vous ne sçavez que trop à quoy je vise par de semblables comparaisons ; le rapport et l'application en est si facile, que vous pourriez bien me dispenser de m'en esclaircir davantage. Si vous prenés seulement la peine de jeter les yeux sur ces funèbres armoiries, bordées de dœuil, qui portent de gueulle à trois roses d'or, il vous sera trop plus aisé d'entrer de vous-mesmes dans mes sentimens, sans m'obliger à vous peindre nostre commune désolation de plus vives et plus naïves couleurs. Je fais ce que je puis pour éviter la rencontre de ce nom glorieux, de ce nom fatal à notre conservation, de ce nom que huict siècles entiers ont révééré et conduit en pompe par toutes les maisons souveraines de l'Europe, de ce nom merveilleux dans lequel estoit enfermé nostre bon destin et avec lequel aussy toutes nos prospérités sont ensevelies, de ce nom chéry de nos princes, bény de leurs subjects, redoubté de leurs ennemis, admiré des estrangers, de ce grand et fameux nom de Vergy. Enfin, j'y suis venu, je l'ay prononcé, je l'ay dis, et m'asseure qu'à mesme temps toutes vos playes sont entreouvertes, tous vos cœurs se

sont entamés ; mais puisque vous ne voulés pas que je flatte vos blessures, ains que plustost, suivant la nature et l'extrémité du mal, j'y apporte et le fer et le feu ; puisque vous m'avez confié toutes vos plaintes, commis tous vos regrets, et que c'est par ma seule bouche que doivent esclatter vos gémissemens, je vais m'essayer à les dire et les publier, postposant ma honte et ma confusion à l'ordre et au commandement que j'ay de vous, messieurs du Magistrat, les chefs et les conducteurs de cette honorable cérémonie.

Je sçay bien que ce discours que j'entreprends n'est non plus l'ouvrage d'un homme seul, que l'entretien d'une simple journée, comme plusieurs pertes se rencontrent et s'assemblent en celle que nous venons de faire ; aussy faudroit-il que plusieurs esprits s'unissent pour les concevoir, que plusieurs voix se joingnissent pour les raconter, que plusieurs jours fussent employés pour les entendre. Car pour ne vous point céler aucune circonstance de vos infortunes, et afin que d'abbord vous découvriés à plein la face entière de vostre malheur, sçachés que ce n'est pas seulement icy l'oraison funèbre de très-hault et puissant seigneur messire Clériadus de Vergy, comte de Champlitte (1), mais celle encore de toute sa très-illus-

(1) Clériadus de Vergy, comte de Champlitte, chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, membre du conseil d'Etat du roi d'Espagne, « capitaine, gouverneur et lieutenant-général » du Comté de Bourgogne, mort en 1630. — Voir : A. DUCHESNE, *Histoire généalogique de la maison de Vergy*. . . : Paris, Seb. Cramoisy, 1623, 2 tomes en

tre maison. Ah ! chétive et désolée province, pauvre et misérable comté de Bourgogne, que l'arrest de ta condamnation est bien compris en ce peu de mots ! Que ces diverses et sanglantes paroles te doivent, à mon advis, porter le cousteau bien avant dans le milieu du sein ! Respends de nouveaux pleurs, pousse de nouveaux sanglots, exhale de nouveaux soupirs pour tant d'invincibles héros, les fidels appuis de ton salut, qui, ayans tous voulu revivre au dernier de leurs successeurs, ont, de conséquent, voulu mourir avec luy une seconde fois.

Il est certain, messieurs, ces belles roses qui servoient d'arres et de gages à nostre félicité, qui couvroient soubz leurs feuilles et cachotent sous leurs doux replis la longue durée de cet estat, quoyqu'on nous les ayt figurées d'or, pour tesmoingnage qu'elles estoient incorruptibles, sont fanies néantmoins, et ne nous reste plus que les espines, qui nous deschirent en chasque partie, et nous percent mortellement en tous les endroits. Ces belles roses dont toutes les nations estoient amoureuses et taschoient à l'envy de s'en parer et de s'en embellir, ces belles roses qui dès l'enclos de ce pays respendoient la suavité de leurs odeurs

1 vol. in-fol., t. 1, pp. 357-359 ; — FR.-I. DUNOD DE CHARNAGE, *Memoires pour servir à l'histoire du comté de Bourgogne...* : Besançon, J.-B. Charmet, 1740, in-4o, p. 536 ; — Nicolas MALPAS, *Le bon destin de la Franche-Comté conservée par la prudence et la valeur du sieur de Vergy, ou eloge funèbre de Cleriadus de Vergy, lieutenant-général de Bourgogne* : Lyon, Cayne, 1632, in-4o.

jusques aux contrées les plus reculées de la terre, ces belles roses enfin, à l'entour desquelles estoient semées toutes nos pensées sont flétries maintenant, si ce n'est que par la rosée de nos larmes nous leurs conservions encore autant de frescheur qu'il est besoing pour, suyvnt l'usage et la pratique de nos pères, fournir, ainsi que vous voyés, leur beauté mourante à l'éclat et parure d'un tombeau. S'il est vray que le soleil soit l'âme des fleurs, encores est-il plus vray que ces fleurs estoient l'âme de nostre soleil ; ce n'estoit pas luy qui les faisoit espanouir, c'estoient elles qui le faisoient briller ; ce n'estoit pas luy qui leur donnoit la couleur par sa lumière, c'estoient elles qui luy donnoient la lumière par leur couleur dorée ; et si autrefois on a veu au-dessous du soleil couchant une fleur panchée et languissante avec cette devise : « Quand tu te caches, je me ferme, » à plus forte raison doit-on veoir aujourd'huy le soleil de nostre ville au-dessous de ces fleurs avec cette inscription : « Quand vous vous fermés, je me cache ; » et si à la mort du dernier des Cæsars, on peignit ce grand œil du monde avec un vestement de dœuil, et si on renversa les aigles qui servoient d'armes et de panonceaux à la ville de Rome, semblablement au trespas du dernier de nos Cæsars, ou du moins du dernier de nos preux, qui ne vaut pas moins à dire que Cæsars, l'on doit renverser le lion et tirer un long crespé noir au-devant du soleil, qui composent les armes de la ville de Dole. En quoy nous ne ferons que de suivre

les traces du soleil ordinaire, qui, dans son horrible deffault et cette espouvantable éclipse que vous avez veue cette année, a, possible, voulu marquer les présages de l'accident que nous allions courir. Et comme à la mort du sérénissime Archiduc Albert, de glorieuse mémoire, nostre souverain prince, le ciel voulu[t] par ses prodiges en annoncer la triste nouvelle à toute la terre, faisant errer six sepmaines entières un comette flambant et traissant après soy de longues fusées de feux et de flames, pour faire veoir combien l'image de ce grand prince estoit fidèlement représentée au premier de ses lieutenans et dans la maistresse colonne, sur laquelle reposoit la plus haulte charge de sa domination, on n'a point fait de distinction du pourtraict à l'original, dans les menaces de leurs cheutes.

Je me souviens que desjà lors nous passâmes par une longue suite de calamités, et que nous allâmes de disgrâce en disgrâce, ainsi que de degrés en degrés, pour arriver au feste et sommet de nos afflictions. Ce qui me fait juger que quand nos forces se treuvent inégales et inférieures à quelque grand et démesuré fardeau, qui venoit à se renverser précipitamment sur nous, nous accravanteroit tout à coup, afin de faire durer nos travaux davantage et nous donner loisir de gémir sous la pesanteur, l'on nous essaye par de moindres charges ; et, à guise de Milon Crotoniatte, l'on nous accoustume de poids en poids qui croissent lentement. De mesme que l'on voit partir plusieurs

petites bouffées de vent qui replissent la mer, recrespent les joncs, agitent les roseaux, tournans, courans et pirouettans avant que la tempeste et l'orage se forme ; de mesme que les nues grondent un long temps, se heurtent, se chocquent, se fendent et produisent quantité d'esclairs, avant qu'enfanter le carreau et desserrer la foudre qui vat égaler à l'herbe et réduire en poussière un superbe palais ; de mesme que souvent les criminels sont exposés à la torture avant que d'estre conduicts au dernier supplice et que de perdre la teste ; ainsi avons-nous esté gesnés et battus de maintes adversités, qui servoient de fourrières à nostre désespoir, et de funestes avant-courrières au malheur que nous ressentons. Avant que le chef de cette province fut emporté, et qu'elle eût perdu son aymable et à jamais désirable gouverneur, elle avoit souffert en tout le reste de ses membres, et ne luy restoit partie sur soy qui n'eût esté cruellement tenaillée. Tantost, l'on luy avoit rompu et froissé les bras, en luy ostant plusieurs braves seigneurs de suite, les instruments de sa deffence et les outils de sa conservation ; tantost, l'on luy avoit arraché les yeux, en luy enlevant tout d'un temps tant de prudens conseillers, les sentinelles veillantes de son bonheur ; tantost, on luy avoit brisé les jambes et les pieds, tesmoing cette mortalité universelle respandue sur le menu peuple, qui avoit désolé les villes sur lesquelles cette province s'appuyoit comme sur sa base et son fondement ; tantost, on l'avoit saisie et pressée à

la gorge, tesmoing cette grande cherté et famine qui avoit réduit le pauvre villageois à l'usage des racines et des herbes.

„Sans doubte que, dès quelques années, nous ne faisons que languir et que descheoir à veue d'œil. La terre, par un changement prodigieux, ne nous donne plus tant de grain dans la récolte, que nous luy en avons confié dans la semaison ; elle ferme son sein à tous nos travaux, et ne l'ouvre qu'à nos funérailles ; sa stérilité nous meurtrit d'un costé, et le mauvais tempérament de l'air nous estouffe de l'autre. Nous paroissions le rebut de toutes les nations ; les estrangers ne nous fréquentent plus, nos voisins nous abandonnent. Dez longtemps le commerce a cessé ; près de nous le marchand demeure oisif dans sa maison, l'artisan erre de lieux en lieux, traissant après soy une nombreuse famille, qui, dans les ravages de la contagion, a perdu avec l'usage de son mestier, les commodités de la vie. Tel qui se croyoit à son aise tout le reste de ses jours est devenu mendiant ; dans le désordre de ces saisons infortunées, chacun crie partout à la miséricorde ; nul lieu de sauvegarde, nulle retraicte assurée ; quelque part que nous allions, nous traignons nostre mauvaise destinée. Aussy peu nous a profité la demeure des champs que celle des villes, et nous avons aussy bien rencontré nos sépulchres dans nos métairies que dans nos logis ordinaires. Qui a fui la peste d'un costé l'a treuvée aillieurs, et qui l'a évitée absolument n'a pas laissé de passer au tombeau par une autre

porte ; des maladies de toute espèce, de toute nature, nous ont mortellement travaillées (*sic*) en tous endroits. Rien n'est eschappé à la fureur de nostre persécution : elle a causé parmy nous, parmy nos voisins, parmy nos compatriots, une solitude accompagnée d'horreur et de pitié, qui s'est estendue jusques au trosne de la justice, jusques au séminaire des bonnes lettres, jusques aux temples et aux autels.

O Dieu ! que le souvenir particulier de tant de particulières misères nous seroit encore amer et cuisant, et qu'il fourniroit de matière à nostre désespoir, si tous ces fleuves de larmes ne s'alloient rendre et se perdre en ce vaste océan, sur lequel nous sortons de faire naufrage, et où je me vay perdant semblablement autant dans la bonace que dans la tempeste, puisque j'ai de quoy m'esgarer esgallement et dans les douceurs de la vie et dans les douleurs de la mort de ce seigneur incomparable, les délices du genre humain. C'est pourquoy je ne feray, pour mon assurance, que d'en costoyer seulement le rivage ; et d'autant que d'autres ouvriers, plus habiles que moy, ont desjà porté leurs faucilles en une si belle et si riche moisson, je me contenteray de glanner après eulx, et de recueillir çà et là quelques espics [à l']escart, ou qu'ils n'ont point apperceus, ou qu'à dessein ilz ont réservés à mon labeur et à mon industrie.

Il seroit donc superflus, voire téméraire, suivant cette règle, de vous entretenir des avantages que le deffunct tiroit de sa naissance ; les volumes

entiers ne nous en ont fourny que l'abrégé, et les plus longues veilles de l'un des plus célèbres historiens de nostre siècle, n'ont fait qu'esbaucher ce chef-d'œuvre et que d'en tirer les principaux ornemens, pour la satisfaction et l'estonnement de la postérité. De vouloir, au peu de temps qui me reste, repasser sur tant d'excellents hommes sortis de cette illustre race, ce seroit, à mon advis, esgaller mon entreprise à celle de ce funeste cocher, le plus estourdy et le plus insensé des hommes, qui voulu[t] tout d'un temps courir tout le chemin du ciel, visiter tous les astres, et passer en un instant par tous les logemens du soleil. Il me suffit bien de vous ramantevoir, en passant, que le pouvoir de cette maison éminente a esté souvent mis en compromis avec celui des monarques plus absolus ; qu'il a servy de digue et de barrière à la fureur de quelques potentats animés les uns contre les autres ; que de quelque endroit qu'il ayt voulu panacher et où il se soit joinct, il a toujours donné le trait au balancier et fait tomber le poids et le bassinet de son costé ; qu'il a esté employé à la deffence de l'église, à la protection de la foy, à la conquête des terres saintes, à la restitution des contrées et seigneuries dont on avoit injustement despouillé les légitimes seigneurs ; que son amitié et son alliance ont esté souvent recherchées par des souverains, avec des ambassades solennelles, et mesme liées et soudées par des mariages réciproques ; ainsy Alix de Vergy fut donnée pour espouse à Hugues, comte

de Bourgongne, laquelle vid les fruicts de sa royale couche antès presque sur tous les trosnes de l'Europe, et qui, d'un sein fécond, donna de si grands princes et en si bon nombre à la chrestienté, qu'elle n'avoit qu'à conserver la bonne intelligence entre ses enfans pour conserver le repos à tout le reste du monde, et qu'à faire la paix en sa maison pour l'establir en toute la terre.

D'adjouster maintenant à cette grandeur nompareille l'antiquité du temps, et, par une supputation exacte, rappeler toutes les années, depuis son origine, seroit un travail autant inutile que de chercher depuis quand le soleil nous esclaire et les estoilles luisent au firmament. Plusieurs se sont travaillés à la recherche de cette source, autant en vain qu'à celle du Nile, tant elle est reculée et au-dessus de nous. Quelques uns disent qu'elle se doit prendre à Manassès, comte de Bourgongne, d'autres à Guérin, comte de Chalon et de Mascon ; mais tous demeurent d'accord que ce grand fleuve estoit navigable dès son entrée, qu'il estoit sans fond et hors de sonde, autant en son commencement qu'en son milieu, qu'il a tousjours roulé à grands flots et avec une puissante charge d'eau sur un sable doré, sans jamais se partager en de petites branches, et sans oncques traîner après soy la boue et le limon d'une basse et ravallée alliance.

Que si, pour vostre contentement particulier, vous désirés d'estaller à part vous une plus longue

monstre de cette extraction illustre, si fertile en demy-dieux, vous aurés besoin d'une mémoire locale, et pour cela pourrés-vous recourir à tant de célèbres abbayes qu'ils ont fondées, tant de monastères qu'ils ont dotés, tant d'églises qu'ils ont érigées, tant d'armées qu'ils ont commandées, tant de places qu'ils ont forcées, tant de victoires qu'ils ont emportées, tant de différents de princes qu'ils ont composés, tant de traités de paix et de guerre qu'ils ont signés et arrêtés, tant de terres qu'ils ont souverainement seigneuries, tant de provinces qu'ils ont gouvernées, tant de charges qu'ils ont possédées et tant de peuples qu'ils ont conservés.

Et si pour soulager encore vostre mémoire, vous désirés d'avoir comme un tableau racourcy de toutes ces haultes et célèbres actions, venés avec moy, mais venés en pleurant, mais venés en gémissant, mais venés en vous deschirant, contempler sur les aix d'un cercueil la triste despouille de celui qui estoit l'essence, le triage et l'assemblage de toutes les vertus de ses ancestres. Mais pourquoy nous donner si tost en proie aux regrets ? Pourquoy si à coup rappeler l'usage des sanglots ? Il est à craindre qu'ils n'estouffent en cette narration les paroles de gloire et les termes d'honneur dont nous sommes obligés de l'assortir. Démonstrons de douleurs, lamentables génies, esprits de dœuil, ouvriers de désespoir, ombres funestes et lar moyantes, qui entourés cette chaire, qui guidés ma voix, qui formés mes accents, qui conduisés

mes gestes, destournés-vous un peu. Je sçay bien que la principale partie de cette action vous est dehue, c'est vous qui me l'influés, c'est vous qui la composés, aussy ne vous esloingneray-je guières; mais, s'il est possible, que j'obtienne tant soit peu de relasche et de tranquillité nécessaire à mon esprit, pour contempler clairement et hors de troubles les vertus encore vivantes et comme animées d'un vaillant capitaine, d'un prudent gouverneur, d'un expert conseiller d'estat, d'un parfait courtisan, d'un père débonnaire du peuple, et d'un fidelle serviteur de son roy.

Je commence par ces deux derniers, comme d'une pratique plus difficile, lorsqu'ils sont conjoints, en ce temps principalement où il semble que ce soit un crime de lèse-majesté, lorsque l'on propose l'intérêt des princes, d'y mesler celui des subjects; et touteffois nostre sage pilote a tousjours suivy cette salutaire maxime d'apparier l'un avec l'autre, et l'a si adroictement conduite et maniée, qu'il l'a fait veoir comme la clef d'un bon gouvernement, et le vray ressort de la seurté des roys, ensemble de la félicité publicque. Les preuves et les tesmoignages de cette vérité me naissent de toute part et se présentent en foule; mais pour imprimer tendrement en vos cœurs le souvenir, la gratitude et les obligations qui vous en doibvent rester, je me contenteray d'alléguer le maistre coup qu'opéra cette puissante intelligence de vostre salut. Il y peut avoir deux ans, que la résolution fut prise d'establis en ce pays une place d'armes.

Le subject de ce dessein estoit grand, la nécessité des affaires sembloit le requérir, les ministres le plus en créance le conseilloyent, les princes alliés en pressaient l'exécution, l'autorité du roy y estoit entrevenue, sa parole s'y treuvoit comme engagée, les ordres estoient desjà départis et les troupes enfin prestes à battre aux champs. Jugés de là quel fut l'effort, quelle l'industrie et quelle l'affection en vostre endroit, de celui qui détourna cet orage loing de vous. Ce ne fut autre que vostre protecteur ordinaire, qui n'eust point plustost appris cette fascheuse nouvelle, qu'il despesche courriers sur courriers à S. A. S^{me}, représente nos services, nostre fidélité, nos misères, nos nécessités, nos immunités, nos franchises, qui tous sembloient s'opposer à un traictement si rude. Il ne s'allentit point sur le premier rebut de ses propositions ; le soin de nostre conservation le presse trop vivement ; il suit donc sa première pointe, avec la mesme ferveur qu'il l'avoit commencée, envoyant des mémoires toutes escrites du sang de nos prédécesseurs, dont il ouvre les honorables playes, comme autant de bouches, pour demander la suppression du malheur que l'on nous prépare ; il conjure Sa Majesté par la mémoire des grands roys, ses invincibles ayeuls, dont cette province estoit la bien-aymée ; et à ces tendres mouvemens d'amitié et de compassion il adjouste de si fortes raisons d'estat et des exemples si pressants, qu'enfin, malgré le vent contraire, cette navire demeure assurée dans le port et préservée

de la tempeste qui la menaçoit. Admirés sur ce mesme fond les marques d'une générosité non-pareille, meslée et confondue avec celle d'un amour sans égal à l'endroit de son pays : comme l'on luy eut mandé, pour fléchir la grande résistance qu'il apportoit à une semblable résolution, que toutes ces troupes seroient par luy commandées dans son gouvernement, et que de conséquent il tireroit les avantages d'un général d'armée : « Jà Dieu
« ne plaise, respondit-il, que je preste ni ma main,
« ni mon nom, ni mon adveu au saccagement de
« ma chère patrie ; ce ne sera jamais par mon
« ordre ni par mon consentement que l'estranger
« foullera ses entrailles. » O liberté, ô libéralité sans exemple parmy des mœurs si gastées, si perdues ! O candeur, ô franchise sans première, sans seconde en un siècle si lasche et si corrompu, où l'intérêt particulier fait la loy et le visage à toutes choses ! A l'exemple de ces magnanimes prédécesseurs, qui avoient abandonné leurs domaines, leurs terres et leurs souverainetés, pour ne point abandonner leurs princes naturels, il n'estimoit non plus qu'eux les biens, qu'en tant qu'ils pouvoient servir d'eschelons à la gloire, et de degrés à la vertu. Ce qu'il tesmoigna de bonne grâce à la dernière assemblée des Estats, où il n'accepta nos dons que pour nous les rendre, lorsqu'à guise du cœur qui fait la plus noble partie du corps, il receu[t] bien le sang que le foye luy envoyoit et le présent que luy faisoit l'estat, qui dans le corps politicque est l'économe, aussy bien

que le foye l'est dans le corps humain ; mais après que ce cœur généreux eust raffiné ce mesme sang, il le renvoya parmy les artères et les petites veines, qui sont dans le corps humain, ce que le menu peuple est dans l'estat.

Ce n'a pas esté aussy la moindre de ses actions d'avoir fait recueillir toutes celles de ses ancestres. Je la loge en ce rang, pour ce qu'elle regarde esgallement sa libéralité et son affection en nostre endroit, autant que les autres que je sorts de rapporter, puisque par ce moyen il n'espargnoit pas sa bourse, afin d'espargner le déplaisir que nous eussions heu de veoir sa maison entièrement esteinte, et pour nous donner cette consolation de sçavoir que, lorsqu'il mourroit, son nom ne pourroit plus mourir. Et comme nous n'avions plus rien à désirer, ni en luy, ni aux siens, tant ilz estoient grands et parfaicts, que la seule immortalité, encore a il voulu contenter nos souhaits de ce costé-là, nous fournissant son histoire domesticque, en laquelle je treuve les annales publiques de nos bonheurs, de nos franchises et de nos libertés. C'est la marque d'une âme bien haulte, et qui tient un merveilleux ascendant sur le commung, de franchir les barrières du corps, du temps et de toutes les choses qui l'environnent, pour pénétrer les siècles à venir et s'intéresser dans le bon goust et l'estime de la postérité. Veuille le ciel que ces sublimes pensées ne soient point fraudées de leurs effects, et que la mémoire que ce livre nous trace de tant de personnages célèbres attire aussy bien les bé-

nédictions de nos nepveux que les nostres ! Veuille le ciel que cet ouvrage, composé de tant de merveilles, soit l'entretien de races futures, et qu'il remplisse aulcunement ce que nous trouvons de plus dur et de plus insupportable en ce fascheux accident, sçavoir qu'il ne nous reste aucun successeur de sang de ce sage gouverneur ! Veuille le ciel que ceulx au moins qui luy succéderont en dignité ayent continuellement devant les yeux ce monument de tant de vertus, pour en suivre les traces, et qu'ainsy que de nouveaux Alexandres, rencontrant l'histoire des haults fáicts de tant d'Achilles, ils se picquent d'une honeste émulation, et prennent leurs exemples pour les moules de leurs conduittes et de leurs desseins !

Mais où m'emporte le zèle et l'ardeur de mes vœux ? Je ne conduits plus mon discours, c'est luy qui m'entraîne, et si je ne traictois un subject où le désordre, la confusion et les transports ont quelque bienséance, on auroit peine à me souffrir semblables figures et digressions. Je reprens donc ma première routte et suys de droict fil le cordeau que je m'estois tendu pour me sortir de tous les tours et détours de ce labyrinte infini, continuant à vous faire veoir que vous avés autant de pertes à souspirer en la personne de celuy que vous regrettés, que vostre imagination sçauroit vous représenter de perfections en la nature de l'homme. Figurés vous cette vigilance, qui le tenant en un mouvement perpétuel, comme les cieux, tesmoingnoit que son âme estoit vraiment toute

céleste. Avec quelle promptitude, quel courage et quelle résolution l'exerça il, lorsque cet esclave outrageux, ce picoureur, ce vagabond qui alloit traînant ses chaines et ses ruines pour toute l'Europe, qui alloit choquant toutes les puissances souveraines avec les aïx et les pièces de son premier débris, quand cet orgueilleux Mansfeld parut sur nostre frontière ! Combien lors de commissions furent données en un instant, combien d'ordres départis en un moment, combien de provisions amassées et de forces recueillies en moins de rien ! Ce fut en ce temps que vraiment nous le considérâmes comme l'âme de cette province, qui est toute en tout, et toute en chasque partie, puisque l'on le voyoit à mesme heure esclatter dans le parlement, par ses conseils, et parmy les capitaines, pour le combat, assignant à chacun son poste, encourageant tous ceux qui estoient autour de luy, tenant des surveillants dans l'armée mesme de l'ennemy, engageant nos voisins à nostre assistance, et donnant enfin la force, la vigueur et le mouvement à toutes les actions du corps de l'estat.

Jamais on ne vid tant de courage meslé à tant de prudence, jamais tant de promptitude avec tant de jugement ; jamais personne ne donna tant d'amour et de crainte tout ensemble ; chacun le chérissoit comme son père, chacun le révéroit comme son maistre ; son estre enfin estoit tout merveilleux, et les qualités essentiellement contraires se treuvoient de bon accord chés luy, et y formoient un agréable tempérament. De combien de façons

sçavoit-il prendre un affaire, de combien de façons la conduire, de combien de façons la résoudre ? Il en examinoit meurement la cause, en prévoyoit sagement la fin, et en conduisoit accortement les moyens. Dans les choses les plus malaisées, luy naissoient les expédiens les plus faciles. L'on eust dict qu'il avoit l'œil dans le cœur et dans la pensée de tous ceulx avec qui il traictoit, tant justement sçavoit-il surprendre leurs volontés et leurs desseins ! Et cette exacte cognoissance n'estoit pas resserrée dans les limites de son gouvernement ; les continuelles correspondances qu'il a tenues avec les ambassadeurs de Sa Majesté en cour de France, avec les gouverneurs de Milan, Son Altesse de Savoye, de Lorraine, messieurs des Ligues Suisses, et avec monsieur le marquis Spínola, ont fait que les événements de la fortune, tant changeants et tant glissants puissent-ils estre, n'ont jamais trompé les propositions secrettes du conseil secret de nos princes ; et les advis qu'il a souvent donnés à la Sérénissime Infante luy ont fait souvent dire aussy que le comte de Champlitte n'estoit pas seulement gouverneur de Bourgongne, mais bien de plus encore, l'agent de Sa Majesté parmy toutes les nations.

Ne commencés-vous point desjà, Messieurs, de recognoistre par les linéaments de ce portrait auquel je travaille, la figure et la ressemblance d'un excellent gouverneur et conseiller d'estat, et ne commencés-vous point aussy à me quitter de la promesse que je vous en avois faicte ? Ah ! que

n'ay-je le loisir de vous satisfaire jusque au bout ? Que ne puis-je ensemble contenter ma passion et vostre patience, ou bien que ne possédé-je les charmes de l'éloquence, pour vous persuader que je ne feray que commencer lorsque je cesseray ! De grâce, esloingnés encore tant soit peu avec moy la fin de ce discours, qui ne se peut rencontrer qu'avec celle de l'une des plus belles vies qui jamais ayt esté. Et pour arriver par un chemin d'autant plus court et plus aisé à la preuve solennelle que nous recherchons, considérons quelle estoit cette province, qui luy fut confiée, en quel estat elle se treuvoit, lorsqu'il en prit le gouvernement, à quel eage cette charge luy fut conférée, et combien de temps il l'a desservie.

Je m'assure que vous admireriez bien davantage celui qui traverseroit la mer de bout en bout sur une simple claye, que celui qui arriveroit à bord dans un vaisseau bien calfutré et bien équipé. Aussi certes n'est-ce pas de merveille de garder une place de soy-mesme imprenable, et de maintenir une province flancquée de cinquante autres, ses sœurs ou ses confédérées, et comme autant de bastions qui la couvrent et la soustiennent ; mais bien est-ce un prodige d'en conserver si longtemps une telle que la nostre, reculée de tout secours, et destachée de toutes les autres qui sont sous la domination du roy, qui n'a rien ni à front, ni à flanc, ni à dos, que les corps des estats estrangers. Cela ne s'appelle pas moins que de faire fleurir et fructifier un rameau esbranché

et séparé de son tronc et de sa tige ; ce n'est rien moins que d'affermir une isle flottante entre plusieurs escueils, ainsy qu'Appollon fit celle de Délos, et tout en naissant comme luy ; car à l'eage de vingt-deux ans seulement, il pris les resnes à la main, et néanmoins, le choix qu'en fit Sa Majesté avoit desjà esté prévenu de nos vœux. C'est pourquoy il nous fut d'autant plus agréable, que mieux nous l'avions prévu et désiré. Nous donnâmes mille bénédictions à nostre souverain d'avoir commis nostre salut en des mains si pures, si nettes et si fortes ; et, nonobstant cette jeunesse, nous ne laissâmes pas d'appeller plustost cette dignité une récompense qu'une grâce, croyant bien que nostre grand monarque, qui demandoit s'il restoit encore quelqu'un du généreux sang de Vergy, n'ignoroit pas que ceux de cette race avoient les mesmes privilèges conjoincts, qui estoient divisés entre les descendans de Python et de Zéleuque, dont les uns naissoient avec une lance empreinte dans la main, les autres avec la marque d'une ancre, et ceux de la maison de Vergy, avec les deux ; le dernier principalement, qui à peine pouvoit monter à cheval et sauter en selle, qu'il commanda une compagnie de cent lances, et depuis, une de deux cens gendarmes. Cette lance estoit le caractère du courage descendu en luy par tous ses prédécesseurs, et cette ancre, le vray coing de la fidélité héréditaire entre les siens et inviolable, assés exprimée par cette devise : *Sans varier Vergy*. Il a bien fait veoir qu

les bons conseils ne sont pas tousjours attachés aux cheveux gris; que ceux-là se trompent, qui ne donnent point d'autres eschelons ny degrés à la vertu pour s'eslever, que les rides et sillons de la viellesse. Il a bien monstré que l'eage des grands hommes destinés à la conduite d'un estat, se doit plustost compter par le nombre des mérites, que par celui des années; que les Hercules estouffent les monstres dès le berceau, et qu'il estoit sorty d'une maison dont les descendans, comme ceux des Ephyaltes, avoisinoient chasque jour le ciel d'une coudée. Comme l'on pouvoit dire de luy ce que l'on disoit du fils d'Honorius, qu'il avoit esté bercé dans le bouclier et dans le harnois de son père, si jeunement avoit-il fait les essays de ses premières armes. Aussy pouroit-on en porter le mesme jugement que l'on portoit autrefois de Germanicus, lorsqu'on le comparoit à un arbre qui, par l'abondance et la maturité de ses fruicts, devançoit la promesse et l'espérance de ses fleurs, et qui sçavoit desjà l'art de régir et de commander la moitié du monde, lorsqu'à peine les autres sçavoient celui de bien obéir, et de se gouverner eulx-mesme.

Si vous considérés maintenant quelle face avoit pour lors cette province, combien deschirée, abbattue et languissante, combien son embonpoint descheu, son teint souillé, ses forces affoiblies et sa vigueur altérée par les dernières courses et les cruelles invasions de l'estranger, dont elle portoit encore les outrageuses marques, sans doute vous

la comparerés à cette misérable nymphe eschevelée, qui, pour éviter la fureur des satyres qui la poursuyvoient, se vint jeter à bonne heure entre les bras de son Alcide, sous les heureux auspices duquel, la paix ramena la pompe dans nos villes et l'abondance dans nos campagnes. Ce fut sous luy que les vertus retournèrent couronnées de palmes, sous luy que le fer mieux employé, cessa d'ouvrir le sein des hommes pour cultiver celui de la terre ; sous luy que la tyrannique usurpation de la violence et du libertinage firent place au juste règne des délices et de la tranquillité. Car quoyqu'il fut dans un temps où ceulx de son eage et de sa condition eussent peu s'endormir laschement entre les bras de la volupté, sous des titres mesmes honorables, ou du moins permis, néanmoins cette grande âme, sans cesse addonnée aux grands travaux, ne voulut jamais se relâcher de rien, et sembloit au contraire se délasser seulement dans les soins plus importants. Quand, de plus, nous voudrions prendre garde à la puissance de celui qui nous donnoit ce sage conducteur, à l'affection qu'il avoit pour cette province, et à la difformité où cette mesme province se rencontroit pour lors, comme encore à la prévoyance de ce mesme conducteur, nous trouverons icy la fable d'Argus changée en vérité, puisque un autre Jupiter confioit de nouveau sa favorite, dès naguères hydeusement transformée, au soing d'un berger à cent yeux, qui tout d'un temps voyoit devant soy, derrière soy et à ses costés, et qui ne fermoit ja-

mais un œil, que tous les autres ne fussent ouverts et de garde, autant la nuit que le jour ; car, sans mentir, sa prévoyance s'étendoit jusques aux moindres choses et perçoit les plus noires ténèbres, ne reposant jamais, afin de nous faire tousjours reposer, et ne se contentant pas d'apporter l'eau au grand brasier, mais se rendant soigneux d'esteindre jusques aux plus petites bluettes. Aussy bien vouloit-il aller au-devant d'une querelle domesticque, que d'un trouble général, sçachant assés que la discorde et la division dans un estat, principalement parmi les grands, sont comme des faulces clefs que l'on donne aux ennemys pour en ouvrir les portes, et que semblables partialités ne se peuvent nourrir qu'au détriment du public. En quoy il faut confesser qu'il avoit un merveilleux génie pour fleschir et ployer les volontés ; son esprit et son abbord estoient pourvus de certains charmes propres à faire tomber les armes des mains aux plus aigris et déterminés. Il n'appartenoit qu'à luy de dompter cette brutale manie qui rameine parmy nous, sur un théâtre sanglant, l'usage des gladiateurs anciens, et d'appriivoiser cette fureur desnaturée qui, dans son forcénement, renversant l'ordre de toutes choses, et changeant les maximes de la religion en celles de l'impiété, fait choisis aussy bien de parains à la mort qu'à la naissance. Combien par ce moyen a il espargné d'honorable sang à nostre généreuse noblesse ? Combien a il conservé de glorieuses vies, utiles au service de son roy et de sa patrie ? Combien

a il maintenu d'illustres familles, qui, sur le penchant de cette sauvage maxime, courroient précipitamment à leurs ruynes et à leurs derniers jours ? Ceux qui, dans le milieu de leur pays, leurs parens, leurs amys et leurs alliés, n'avoient pehu quitter leur haine, á leurs prières, ny à l'entrémise des mareschaux de France, ni à l'autorité mesme de leur souverain, après s'estre courrus et poursuivis par tous les endroits de l'Europe, pour produire les tragiques effects de leur vengeance, enfin l'estoient venu déposer entre les mains de ce suprême arbitre de l'honneur, et là il [s] l'avoient veue changée en une débonnaire réconciliation et aux promesses d'une amitié inviolable.

De tous les accords, le plus difficile à faire, à mon advis, et le plus nécessaire, dans un estat bien policé, c'est celui du bourgeois et du soldat, dont l'un ne respire que l'aise et le repos, et l'autre que le trouble et le désordre, qui s'accroist d'autant plus volontiers parmi les gens de guerre, que plus ils sont nécessaires ; et néantmoins, dans toutes leurs levées, leurs passages et leurs recrues, nonobstant la charté des saisons, la petitesse de leur solde et le retardement de leur paye, il n'a pas laissé de les contenir, avec une telle modestie et discipline militaire, dans l'enclos des villes où il procuroit qu'ils fussent retirés, qu'à peine les magistrats en ont sceu faire distinction d'avec leurs habitans.

La prudence de ceux qui gouvernent doit estre principalement occupée à compasser la possibilité

des commodités particulières avec les nécessités publiques et les desseins du roy ; ce qui faisoit de temps en temps remontrer à ce prévoyant tuteur et conservateur de nos vies et de nos fortunes l'estat de cette province, ses forces, sa portée, le malheur des saisons et les charges dont elle estoit desjà foulée, affin de prévenir à bonne heure l'orage dont il la voyoit menacée. Les instructions qu'il donna, n'y peut avoir encore qu'un an, à un gentilhomme de mérite, qu'il envoyoit à S. A S^{me}, n'estoient remplies d'autres remonstrances ; et dans la réponse qu'il fit à S. M. sur le subject et la conduite des guerres de Flandres, dont elle luy faisoit l'honneur de luy escrire confidamment, il ne peut s'empescher d'y mesler nos intérêts, et d'y faire entrer nos disgrâces, dont il s'expliquoit sensiblement les causes et en rapportoit utilement les remèdes.

Il abhorroit surtout l'inhumaine et cruelle maxime de certains politiques, qui veulent que les peuples ne deviennent sages qu'en l'eschole de la misère et de la pauvreté, et qui croient que le vray moyen de les tenir en obéissance et fidélité envers leur souverain, c'est de les réduire à une extrême indigence, comme des lions à qui ceux qui les conduisent font tirer du sang chasque semaine, craignans que, venans à s'eschauffer, ils en soient eux-mesmes dévorés.

Au contraire, il asseuroit que, comme l'amour des anciennes coustumes estoit un merveilleux lien parmy les peuples, pour les unir l'un à l'autre,

aussy en estoit-ce un très-grand d'eulx à leur souverain, que la conservation de ces mesmes coutumes et libertés. Et qui scauroit au vray jusques à quel poinct il s'est porté pour persuader cette vérité, que la possession de nos cœurs valloit au roy des flottes entières, je m'asseure que nous accourrions en foule révéler ses os, comme les gardes de cet estat, que nous irions par troupe baiser et toucher les pierres de cette tombe lamentable qui resserre un dépost si prélieux, et partage avec le ciel un thrésor tant regretté ; nous conduirions nos enfans, nos familles verser leurs bénédictions sur ses cendres, et par un vœu solennel d'an en an, nous viendrions reconnoistre et raffraichir par nos larmes ces semences de toutes nos prospérités.

Quand il voulut, pour nostre bien, retarder la levée du dernier régiment, et que, nonobstant les ordres réitérées qu'il receu[t], il s'excusat d'ouvrir les quartiers, avec quelle prudence sceut-il mettre le service du roy pour contrepoids mesme de l'autorité royale ! En quels termes est-ce qu'il exprima l'amour qu'il nous portoit, et les misères que nous ressentions, remontrant de quelle sorte la malignité de l'air avoit noué parmy nous une stérilité continue, qui faisoit secouer les chesnes pour les hommes, que l'on n'avoit auparavant secoué que pour les brutes !

Il ne cherchoit pas de l'ostentation et de la parade en de si belles actions, et n'estaloit pas pompeusement ny artificieusement le long spectacle

des faveurs qu'il nous faisoit ; il estoit assés payé de la satisfaction intérieure de les avoir faictes, sans vouloir ressembler à ces fanfarons du temps, qui taschent follement à s'appuyer sur de la fumée, et, ne faisant rien que pour leur vanité, se contentent de l'escorce et des apparences, sans jamais pénétrer ni le corps ni le fond de ce à quoy ils s'addonnent.

Quoque les grandes naissances et les hautes qualités ne donnent que trop de disposition à l'orgueil, les vertus ayans le pas bien glissants dans les conditions éminentes, principalement celle de l'humilité, qui s'oublie aysément parmy les flatteries que les hommes ont servillement inventées pour l'amorcer et pour la perdre, si est-ce qu'elle luy est tousjours demeurée si naturelle et si pure, qu'évidemment, il se contraignoit bien souvent pour faire veoir, quand l'occasion le requéroit, qu'il estoit au-dessus des autres.

Adjoustons-y cette bonté si rare, qu'elle sembloit l'excepter du rang des hommes, car il paroissoit n'estre né que pour obliger les autres, et n'avoit rien moins à soy que soy mesme. Si quelqu'un l'avoit offensé, il ne laissoit pas, de là à quelque temps, de rentrer en part de ses grâces, et jamais cette mesme bonté ne luy permit de veoir seulement le repentir en apparence, sans outroyer le pardon par effect.

Il disoit qu'il n'y avoit point de vengeance ni plus séante ni plus seure aux grands, à l'endroit des petits, que l'oubliance des injures, surtout à

l'endroit de ses subjects, dont il ne s'estimoit pas moins le père que le seigneur ; et l'on eust dict que leurs vies, leurs biens et leurs fortunes fussent attachées à la sienne, et en fissent la meilleure partie, confondant par son exemple ces nouveaux Poliphèmes qui dévorent leurs propres bras, ces petits tyrans champêtres qui ne portent point d'escarlatte que teinte au sang de leurs subjects, et qui, sur l'imitation de ce barbare Romain, vont, la gaule à la main, marquant le long de leurs villages les testes plus eslevées, comme celles des pavots, pour les abbattre et moissonner en leur saison.

Cette courtoisie si naïve et cette affabilité sans contrainte estoit à ses actions ce que le chatton est à l'anneau, qui les rehausse de certaines grâces particulières qui, comme celles des tableaux d'Appelles ne se peuvent exprimer que par l'admiration, luy attirant non-seulement la bienveillance des peuples qui vivoient sous son gouvernement, mais celle encore de tout le voysinage, et des provinces mesmes les plus reculées. Aussi ne les tenoit-il non plus cachées et réservées pour les estrangers que pour nous.

Et comme le bonheur et la félicité de ce pays estoit le centre auquel aboutissoient toutes ses vertus, il y rapportoit de conséquent, parfois, les effects de cette accortise et de cet accueil bien-séant dont il sçavoit obliger les plus grands que quelque occasion faisoit passer ou séjourner en ce pays. Messieurs les princes de Condé et de Lon-

gueville, les mareschaux de Bassompierre et de Chomberch, madame la duchesse de Chevreuse, et plusieurs autres encore, s'en sont si haultement loués, que ce seroit rabattre du pris de cette vertu que de la vouloir rehaulser, après des approbations si solennelles. Joingnés à cela les visites qu'il rendit au roy de France, si bien prises de luy, et tant approuvées par S. A. S^{me}. Joingnés-y encore sa magnificence en la cour de Loraine, les honneurs qu'il y receu[t], l'estime qu'il y gaignat et la bonne odeur qu'il y laissat de sa conduite, lorsque, suivy de la noblesse de son pays, il passoit, comme un autre Jason, à la conquête de la Toyson d'Or, en l'institution de laquelle les siens avoient tenus les premiers rangs, et depuis se l'estoient successivement transmise, comme un meuble héréditaire de leur maison. Ne le quictons pas en chemin, et achevons le voyage de Flandres avec luy ; mais après l'avoir assés admiré avec les souplesses, les grâces, l'adresse, la civilité et l'esclat d'un parfait courtisan, tel que je vous l'avois promis, après l'avoir assés considéré dans les carosels, les solennités, les triomphes et les resjouissances de la cour, regardons-le en sa séance ordinaire et dans l'une des plus hautes places du conseil d'estat, où il se fait veoir comme l'oeil qu'on pourroit mettre sur le sceptre de nos roys, ainsy qu'on faisoit autrefois sur celuy des Aegyptiens ; c'est de là qu'il découvre, comme dès une eschoguette, toutes les sorties et les advenues de cette puissante monarchie chés qui le soleil se lève et se

couche tous les jours. Il semble que son esprit soit le mouvant de tous les ressorts qui font faire quelque réfléchissement à chacune des parties de ce grand corps qui couvre de son estendue les deux tiers de la terre, et qui, plus vaste que le colosse de Rhodes, tient sous ses pieds les deux bords de l'Océan. C'est dans cette haute région que cette grande âme, prenant son libre essor, comme dans son propre élément, déploie des avis et des pensées qui servent d'oracles et de présages infailibles à l'éternelle durée et aux prospérités infinies de la S^me maison d'Autriche. Sa promptitude, sa vivacité, guidées d'une prudence et connoissance universelle, marquent et distinguent d'une simple réflexion, les lieux, les temps, les subjects, les personnes, les humeurs, les accidents, les dépendances, les habitudes, les soupçons, les secrets et les conséquences. C'est là enfin que cette force d'esprit, soutenue partout d'une solidité de jugement pleine de calme, de mesure et d'expérience, se montre comme ces premiers mobiles qui donnent le branle aux cieux inférieurs, et les entraînent en leurs mouvements, faisant avouer à chacun que ses simples paroles servent de démonstrations, et qu'en sa teste se trouvent les registres du monde et le livre des roys. Enfin, sa conduite aux affaires ne pouvoit estre plus industrieuse, sa bonté envers les hommes plus générale, et sa piété envers Dieu plus particulière et plus zélée. Tesmoignée par tant d'aumosnes, tant de riches présentz aux églises,

par ces grands luminaires d'argent, qui, comme son cœur, brûlent d'un feu continuel pour l'honneur et la gloire de Dieu, par l'entretien des religieux aux études, par celui des orphelins aux mestiers, par les jeunes extraordinaires, le samedy principalement, par l'honneur et la révérence qu'il déferoit aux prélats de l'église, par cette louable coutume de ne perdre jamais le saint sacrifice de la messe, et par la fréquentation ordinaire des sacrements, cette piété a esté le soleil sans lequel toutes autres vertus n'eussent sceu non plus paroistre que l'émail à l'entour du col de la colombe. Comme c'est elle qui a fermé cette glorieuse vie que je tasche de vous représenter, c'est bien la raison aussy qu'elle ferme ce funeste discours avec lequel je la vous représente. Mais quoy ? Les paroles commencent desjà de mourir en ma bouche, aux approches du coup fatal qui nous menace, et de ces tristes adveux ausquelz il convient nous apprester. Suffiroit-il pas bien que nos cœurs pantois et halletantz parlissent un langage sans voix, que plusieurs sanglotz entrecoupez exprimeroient confusément icy les angoisses ? La crainte, la tristesse et l'horreur partagent les débiles et languissantes fonctions de mon esprit ; tout le chemin qui me reste est hérissé de poinctes et de tranchans, je n'ay plus à marcher que sur des charbons vifz et sur le bord d'un effroyable précipice, au-dessoubz duquel j'oye bruire les flots d'un torrent de pleurs, et souffler les ventz d'une infinité de souspirs. Démons de douleur, lamen-

tables génies, esprits de deuil, ouvriers de désespoir, ombres funestes et larmoyantes, retournés maintenant, accourés, il est temps, et ne m'abandonnés plus.

Toutes ces qualités, messieurs, que nous venons d'admirer, et qui faisoient que le titre de gouverneur estoit le moindre de ses ornemens, ne nous laissent plus rien que le regret et le déplaisir de les avoir perdues. Voicy que tout à coup, comme je veux mettre les derniers fleurons à sa guirlande, je void changer en mes mains les lauriers en cyprès, et les roses que je desseigne d'y entrelacer, comme les enseignes de sa maison, deviennent ainsy que celles tant renommées du Brasil, qui blanchissent le matin, jaunissent à midi et noircissent le soir ; j'apperceois un grand et horrible dragon qui se vient saisir de ces fleurs, et les met soubz sa garde, ainsy qu'autrefois les pommes d'or du jardin des Hespérides ; je vois une effroyable et hydeuse Harpye qui découppe et déchire à coups d'ongles et de bec ces belles roses, ainsy que les fruicts du pauvre et misérable Phinée. Et quoy ! Ne scaurions nous faire quelque effort, et rendre combat contre cette inhumaine et cette impitoyable, qui vient impérieusement enlever à nos yeux l'honneur de cette contrée, renverser le fondement de nostre repos, rompre le bien de nos cœurs, et effacer l'image de nostre gloire ? Se peut-il bien que l'on ayt veu les serpens n'oser toucher aux descendans des Marses, et que néanmoins la mort, ce serpent venimeux,

ose bien maintenant tuer l'abbregé et le recueil de toute la race de Mars? Pourrions-nous pas entrer en composition avec elle, et ne permettroit-elle point qu'on ouvrit toutes les veines de l'Estat pour racheter, par un tribut universel et par une offerte générale, ce restaurateur du salut public, et cette puissance tutélaire de la tranquillité de toute la province? O mort, que tu es aveugle à nos pleurs, que tu es sourde à nos cris, que tu es inexorable! O souhaits perdus, ô vœux inutiles, ô vaines propositions, ô désirs esgarés, ô fortune inconstante, ô fragiles esprits, ô malheurs non préveus, ô bonheurs passagers, ô trompeuses grandeurs, ô ciel, ô sort, ô débile nature, ô pauvre affligée, ô ville désespérée! O ville de Dole, ville autant outrée et battue qu'aucune autre que le soleil esclaire, rappelle maintenant à ton souvenir l'exemption de tant de logementz de soldatz, l'outroy des deniers royaux pour tes réparations particulières, tant de privilèges, tant de passedroit, qui t'ont esté accordés, tant d'offres qui t'ont esté faictes depuis peu, pendant le temps de tes afflictions, tant d'honneurs et tant d'accueilz qui te furent rendus, lorsque tu allois, en habit de pénitente, t'acquicter de tes vœux, et le tout par celuy-là mesme pour lequel tu t'es aujourd'hui parée de deuil et pour qui tu m'ordonnes de pousser ces funèbres accents!

Puisqu'il ne reste aucune autre consolation, imite cette fidelle Alcionne qui, présageant la perte de son Ceix, monta sur le hault d'un rocher, pour

suivre autant qu'elle pourroit de l'œil sa navire, et l'accompagner de vue jusque au lieu de son naufrage.

Hélas ! nous n'approchons que trop le temps, l'endroit, le jour et l'heure funeste de nostre désastre. Il est vray qu'il meurt par pièces et lentement, et comme il fault du temps à la nature pour faire ses chefz-d'œuvres, aussy luy en fault-il pour les deffaire ; elle ne les achève pas tout d'un coup, elle ne les ruine pas tout d'un coup non plus. Il demeure donc quatre mois entiers dans les advenues de la mort, pendant lesquelz il n'a jamais fait contenance de céder aux douleurs, et malgré les tranchées et la violence de sa maladie, il a disposé comme en pleine santé d'une infinité d'affaires importantes au bien de ce pays, ayant voulu mourir, comme ce brave Palinure, les yeux aux astres et la main sur le timon. A veoir les fonctions de son âme et la foiblesse de son corps, l'on eust dict que c'estoient deux personnes, dont l'une travailloit et l'autre estoit travaillée, ou bien qu'il avoit un corps d'emprunt pour correspondre à la force et à la vigueur de son esprit. Ne pensés pas que cette constance fust fondée sur quelque espérance de guérison, car luy seul s'est tousjours condamné, et comme s'il eust senty que peu à peu son âme se déprenoit des liens et de la masse de son corps, il se faisoit veoir en la posture d'un homme qui ne tient plus que bien peu à la terre, et qui, chasque jour, voit tomber une partie de la boue et de l'argile dont estoit composé le vaisseau où il se

treuvoit enfermé. Tandis que ce grand Hercule se sacrifie soy-mesme, le feu de la fiebvre le dévore peu à peu et consume ses membres si visiblement, qu'il sert d'un très-piteux spectacle à ce[ux] qui le contemplent ; il devient pasle, maigre, deffaict, abbatu-et languissant, le visage décoloré, les yeux ternis, et la bousche flestrie ; enfin il diminue de jour à jour, puis tout à coup (et quoy, le diray-je, et comme le diray-je, et comme l'entendrés-vous ? je veu[x] regarder ce que je craind de veoir, et vous attendrés de moy ce qu'il vous fashera d'entendre, soustenons encore un peu), lorsqu'on ne s'y attend pas, une sueur glacée trempe tout son corps, son poulx se perd, sa parolle chancelle, ses médecins le regardent effrayés, ses domestiques sont en pleurs, madame son espouse saulte hors du lict, toute esperdue, les religieux se mettent en prières ; et luy cependant pousse sans cesse des souspirs contre le ciel, il brave la mort au milieu de ses menaces et de ses assaults, et comme de tous les honneurs du monde, il ne luy en restoit plus d'autre à posséder, il ordonne qu'on l'enterre en habit de capucin, en ayant dès longtemps obtenu la permission ; il deffend que les vanités, que les ornementz superflus, et mesme que ses armoiries paroissent en son enterrement ; toute la pompe qu'il désire est un effect de la charité, qui luy commande de faire habiller cent pauvres pour accompagner son corps.

Apprenés sur cet exemple, âmes bouffies d'orgueil, que naissantz tous égaux et demeurantz tels

à la nécessité de mourir, il nous convient avec une mesme humilité et soubmission recognoistre les loix de cette mesme égalité, et qu'il ne fault pas regarder derrière soy lorsqu'on veu[t] prendre le chemin de là hault. Comme il se send deffaillir, il dict ses derniers adieux au monde et à madame sa femme, il serre, embrasse et bénit son héritier; le cœur fend aux assistans, et qui ne gémit en voyant cette action a le cœur de bronze, ou n'en a du tout point. C'en est faict tout à cette heure, desjà la voix luy manque, desjà ses paupières s'abaissent et se serrent, et, dans cette extrémité, il fait parler son jugement tout entier par les signes de son pauvre corps affoibly, il respond des yeux, des mains, de la teste, et, avec un souspir d'amour et de pénitence, sa belle âme s'envole.

Icy le regret me tue et la fureur m'anime ; voilà que l'on luy clost les yeux, et l'on luy ferme la bouche avec laquelle la mienne se fermeroit pareillement, n'estant pas raisonnable que nos paroles nous demeurent, lorsque nos sens et nos espritz nous abandonnent, n'estoit que j'appерçois encore parmy nous la moitié de ce que nous avons perdu. Cette sage dame, la fille et la seur de deux chefs de la noblesse de France, qui, ayant fait eschange de son âme avec celle de son cher espoux, nous fait juger, par ses plaintes, qu'elle partage encore avec luy un sort réciproque, et que, comme il prend en son cœur la moitié de sa vie, elle prend dans son tombeau la moitié de sa mort, je la considère enfermée soubz ce grand voile, comme

une ombre plaintive et dolente, qui s'obscurcit d'autant plus, que plus le corps qu'elle suyvoit va s'esloignant et se retirant loing d'auprès d'elle. Rien ne nous oblige d'essuyer nos larmes, que le débordement des siennes, affin de l'attirer, sur nostre exemple, à quelque sorte de modération et de soulèvement. Et comme nous respectons sa présence en nostre affliction, aussy doit-elle respecter l'image qu'elle porte au milieu de son sein, de celuy que nous regrettons avec elle, et doit empescher que les regrets la déchirent et que les gémissements la profanent. Quoyque son cœur, qu'elle fait esclatter en mille pièces, soit semblable à un miroir cassé, de qui chasque partie représente la figure toute entière, il est à craindre que ce regret continuel ne le fasse encore mourir après sa mort, et ne souille ou ne ternisse la plus belle et plus digne partie de luy-mesme, affranchie du trespas, ses désirs, ses pensées, sa foy, son amour, qui vivront encore et résideront en celle qu'il a tant chérie. Il est désormais temps que ses pleurs et les nostres se changent en encens, comme ceux de Mire, ou en ambre, comme ceulx des Phatéontides, pour sacrifier et dresser un temple à ce nouvel astre, assis maintenant sur la face du soleil et des estoiles, où, franc d'intérestz et de passions, il void soubz ses pieds le globe de la terre et de la mer, et regarde tourner les nues, les ventz et les tempestes. O belle et grande lumière, pousse de là-hault quelques rayons, pour esclairer cette lamentation publique, que nous te

consacrons. Que puisse-tu gouter au ciel le repos que tu nous a faict gouter sur terre ! Que puisse-tu prendre à gré ces lugubres honneurs, et cet office de piété que nous rendons à ta mémoire, désireux de faire paroistre aux races futures, que nous avons du moins cougneu nostre perte et nostre domage ! Ainsy, retournés que nous serons en nos maisons, nous instruirons nos enfans de nostre deuil, affin qu'ilz le communicquent à ceux qui les suyvront, et que le nom de nostre douleur, joint à celuy de tes vertus et de ta gloire, passe de génération en génération jusques à la dernière postérité.

MS. in-fol. de 14 ff. Copie du temps.

Je dois communication de ce manuscrit à l'obligeance de M. Z. Robert, conservateur du Musée de Lons-le-Saunier.

DOLE DOLENTE A LA CLÉMENTE ROYALE ⁽¹⁾

Toute accablée que je suis sous la pesanteur de mes ruines, et toute abbatue que je me sens de la longueur de mes maux, je ne laisse pas, Auguste Reine, d'avoir encore assez de force pour me traîner jusqu'au pied de vostre throsne, où je vais, toute en larmes, implorer vostre compassion et vostre miséricorde. Le misérable estat où je me vois et où mes ennemis m'ont si cruellement réduite, bien loin de me pouvoir faire désespérer de pouvoir arriver jusqu'à vostre sacré tribunal, m'y promet un libre accès, un azile assuré et de favorables traite-

(1) Ce factum adressé par la ville de Dole à la régente d'Espagne, Marie-Anne d'Autriche, vers l'an 1668, est relatif à la suspension du Parlement de Dole par le marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas et du Comté de Bourgogne. — Voir : DUNOD, *Mémoires pour servir à l'histoire du Comté de Bourgogne* : Besançon, J.-B Charmet, 1740, pp. 695 et suiv.; — *Mémoires de Jules Chifflet, dans les Mémoires et documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté, publiés par l'Académie de Besançon*, édition in-8°, tome v. pp. 35-45, 229-223, 249-266, 276-285.

mens. Je sais que pour estre descheue de ma grandeur, nue et dépouillée de toutes sortes d'avantages, je n'en serai pas receue avec moins de tendresse de Vostre Majesté ; elle a trop d'affabilité, pour dédaigner les raisons d'une malheureuse, et j'espère mesme de me voir bientost entre ses bras, déjà à demi consolée de mes pertes, par les assurances qu'elle me donnera de son secours. J'attends de semblables accueils et de pareils soulagemens d'une grande princesse, qui distribue partout libéralement des faveurs et des grâces, qui reçoit dans son charitable sein tous les affligés que la fortune s'obstine à poursuivre, et qui enfin, abhorrant naturellement les supplices, comble de rémissions et de bienfaits ceux que des yeux moins humains et moins éclairés que les siens visent à punir.

Je ne demande pas néanmoins toute cette indulgence que vostre bonté accorde si généreusement aux coupables ; je ne suis pas de ce rang odieux, et pour estre délaissée, sans amis, dans la misère et les derniers abattemens, si j'en suis plus à plaindre, je n'en suis pas plus criminelle. Je demande seulement un peu d'attention à mes malheurs passés et à tout ce qu'ils me font à présent ressentir. On ne peut, à moins que d'estre prévenu de quelques passions, considérer leur source sans compatir à mes maux, comme l'on ne peut envisager leurs fascheux cours sans se porter à me secourir.

Il ne faut que me voir dans le déplorable

estat où je suis, pour estre vivement touché de mes peines, et il ne faut que m'entendre, pour estre persuadé que je ne mérite pas tout ce que l'on me fait souffrir. Je m'y soumets toutefois aveuglément, à ces peines, je baise les mains qui me frappent, et, comme fille obéissante, je subis sans répliquer et révere ces ordres, tout pressans qu'ils me soient, puisque ce doit estre la volonté de mon souverain. Je n'ignore pas que l'intérêt et la calomnie font tous leurs efforts pour les rendre légitimes ; ces lasches ennemis, qui poursuivent ordinairement le plus ceux qui sont les plus opprimés, m'enviant encore ma gloire et ma pompe passée, taschent à me noircir de mille crimes que je n'ai pas commis, et ces pestes malignes, corrompant tous les chemins que je puis prendre, pour retourner à ma première grandeur, infectent par leurs venins les esprits memes les plus purs et les jugemens les plus sains. En effet, si l'une me publie infâme, afin de m'enlever tout mon éclat, l'autre me fait passer pour criminelle, afin de s'élever sur mes ruines ; et ces deux tigresses, ne satisfaisant pas entièrement leurs cruautés en me voyant abbatue, sans force et toute déchirée, comme je suis, ne se peuvent encore assouvir. Si elles ne me voyent enfin ou réduire en cendres, ou noyer dans le sang de mes fils, il n'y a rien qu'elles ne tentent pour me conduire à ces funestes extrémités, et, se servant des plus infâmes voyes pour mener à bout leurs desseins, elles inventent contre moy tout ce qui peut

contribuer à me perdre, elles suscitent tout ce qu'il y a de persécutions, afin de me faire trouver des précipices dans les peines, ou le désespoir dans une extrême douleur. Mais la constance dans laquelle j'ai toujours été nourrie, et la fidélité dont je fais profession depuis tant d'années, ne me permettant pas de rien entreprendre contre mon devoir, me défend aussy d'écouter des sentimens si bas.

J'ay l'âme trop relevée pour tomber dans ces foiblesses, et, toute chargée que je suis d'une infinité de maux, cette infinité de maux, toutefois, ne peut altérer mon sang, ny corrompre ma noblesse, qui préférera toujours l'honneur à un repos illégitime, et la rigueur des peines à ces avantages honteux, que d'autres, moins affectionnés que moy, tirent de leur désobéissance. Oui, Reine toute bienfaisante, l'on me verra, plustost réduire en poudre, que m'acquérir un repos par des milieux criminels, et je me laisseray plustost consommer entièrement, que chercher du soulagement à mes afflictions par la moindre opposition aux ordres de mes souverains. Je m'y conformeray partout, aveuglément ; et quoique je voye tous les jours que la rebellion l'emporte sur l'obéissance, cet exemple néanmoins n'est pas capable de me tenter, ny de déconcerter ma conduite, puisque je sais depuis longtemps que le vice, pour triompher de la vertu, ne la devient jamais. Les faux prix qu'il propose, comme ils n'ont point de mérite, n'ont même point de durée ; ils semblent à ces étoiles qui brillent

pour un moment et ne paroissent plus, ou bien à ces
seux qui ne se montrent et ne nous conduisent
que pour nous faire périr ; le ciel, tost ou tard,
interrompt leur cours, il ne consent jamais à des
injustices et ne laisse rien d'impuni. S'il suspend
quelquefois ses foudres, s'il semble mesme quel-
que fois abandonner les bons aux dernières cala-
mités, pendant qu'il laisse prospérer les testes cri-
minelles, c'est qu'il agit par des raisons que la
prudence humaine ne peut pénétrer, ou bien qu'il
réserve pour un autre temps sa juste distribution
de châtimens pour les coupables et de récom-
penses pour les innocens. Nos souverains, qui
participent de sa nature, par la puissance qu'il
leur a remis sur nous, agissent aussi de mesme à
son exemple ; et, s'ils tollèrent quelquefois, comme
luy, les crimes de leurs peuples, s'ils semblent quel-
quefois protéger les mutins, pendant qu'ils lais-
sent gémir dans l'oppression leurs plus fidèles vas-
saux, c'est sans doute qu'ils y sont poussés par
des considérations auxquelles nous nous devons
soumettre sans répliquer, puisqu'elles passent la
portée de nos esprits. Il ne nous est pas permis
d'éplucher leurs raisons ; nous devons croire qu'ils
ne font rien que pour l'utilité publique, et qu'ils
sont trop justes et trop éclairés pour faillir.

C'est là le sentiment où je suis, et c'est dans
cette soumission, débonnaire Princesse, que je
crois trouver entre vos bras un repos dans les
maux qui m'affligent, et un refuge assuré contre
les malheurs qui me poursuivent. J'espère tout de

vostre bonté et de mon aveugle obéissance, puisque j'abhorrerai toujours ces fruits, que d'autres tirent de la rébellion.

Considérez donc un peu, équitable Princesse, l'estat où je suis, et ne permettez pas que je languisse plus longtemps dans l'oppression, pour des disgrâces que je n'ay pu éviter ; car enfin, qu'ay-je fait, qui mérite les peines qu'on me fait souffrir, et que pouvois-je faire pour résister aux traits de ma mauvaise fortune ? Ay-je manqué de cœur pour me défendre de mes ennemis ? Ay-je manqué de fidélité en faisant tous mes efforts pour me conserver à mon roy ? Me suis-je d'abord vendue, comme celle qui triomphe aujourd'huy si superbement de moy l'a fait, à la vue seulement de cinq cents chevaux ? Ay-je pas soutenu une attaque des plus furieuses qui se soient jamais données, une attaque de toute une armée contre une poignée de gens qui gardoient mes dehors, où deux cents hommes des miens l'ont soustenue toute entière pendant l'espace de sept heures sans discontinuer, qu'ils ont fait trébucher prez de deux mille de ceux qui les attaquoient ? Toute la province n'a-t-elle pas retentie des coups que j'ay tirés ? N'ay-je pas fait couler des ruisseaux de sang aux pieds de mes remparts, et n'a-t-on pas vu mes citoyens mépriser tous les coups des ennemis, pour défendre opiniâtement l'arrivée de mes murs ? Que si, par après, il m'a fallu céder à la force, et que j'ay malheureusement succombé sous la multitude, me peut-on condamner de lascheté

et de trahison ? Que pouvois-je faire contre une armée qui combattoit à la vue de son roy, et qui, après s'estre mise en possession de tout le pays, me vint environner de toutes parts, lorsque je n'avois que deux ou trois cents hommes de milice pour garder mes dehors, et six ou sept cents bourgeois, qui pouvoient à peine border deux de mes remparts ? Ce monde estoit-il suffisant pour soustenir une bresche que des travaux souterrains alloient ouvrir, ce que le petit nombre de mes miliciens n'avoient peu empêcher, quoiqu'ils eussent combattu avec un courage intrépide pendant toute la nuit, et avec une ardeur qui les portoit jusqu'à se servir des testes de leurs mousquets, lorsque la poudre leur avoit failly, pour ne pas céder les portes qu'ils occupoient ? Délaisée, et sans espérance d'aucun secours, au milieu de mes ennemis, toute la province rendue avec le gouverneur, sans assistance de mes voisins, sans soldats, que pouvois-je faire pour me garder plus longtemps à mon roy ? Pouvois-je soustenir encore une fois l'assaut de toute l'armée, qu'on me promettoit, qui eust peut-estre commencé par la cheute d'un de mes bastions ? Me falloit-il ensevelir toute entière sous ses ruines, et ne pouvois-je me conserver pour à présent, qu'en me perdant alors pour jamais ?

Je n'ignore pas que la malice de mes adversaires s'emparera de mes propres armes, et, tournant contre moy mes propres bastions et la force de mes remparts, me battra par où je me dé-

fendois ; elle dira que je n'avois rien à craindre, que j'estois inaccessible, et que la saison dans laquelle on m'attaquoit m'estoit trop favorable pour que j'eusse besoin d'autre secours. Mais, Auguste Princesse, écoutez la vérité qui s'oppose à ces faux discours ; elle fera voir la diligence et la promptitude incroyable avec laquelle les ennemis avoient travaillé pendant l'attaque, pour arriver aux pieds de mes murs ; elle fera voir que le temps ne fut jamais si beau dans l'hyver, ny si propre pour assiéger une place, qu'il estoit alors, et témoignera enfin que dans l'estat où j'estois, sans soldats et sans espérance d'aucun endroit, il falloit nécessairement ou me vendre, sans plus différer, ou, en différant, me livrer à un sac et à un carnage universel. Devois-je consentir à cette perte générale ? Mon roy, qui est un roy de douceur et de bonté, exige-t-il des marques aussy sanglantes de la fidélité de ses sujets ? Et puisqu'il ne me restoit aucune voye pour me retirer du péril, devois-je me laisser mettre en feu, par une obstination qui ne pouvoit m'estre utile, et qui eust esté condamnée par tous ceux qui me condamnent à présent ? Est-il vraisemblable que ce sacrifice eust esté approuvé, et plus agréable à mon prince que ma conservation ? Celui qui n'a que de la tendresse eust-il approuvé des actions de désespoir, et celui qui est l'objet de l'amour de tout l'univers, qui est la douceur et la bonté mesme, eust-il peu jeter les yeux sur un spectacle d'horreur et de cruauté ? Ha, non ! Nous ne sommes plus dans ce siècle de Xercès, qui sa-

crifloit à la teste de son armée un de ses plus vaillans soldats, pour se rendre propice dans le combat la divinité qu'il adoroit. Mon prince, plus humain et plus éclairé que ce Persan, n'immole pas des victimes innocentes, et la grandeur de son âme bienfaisante m'assure qu'il ne m'auroit pas choisie pour celle de ces guerres funestes, et qu'il m'auroit mieux aimée sous une autre domination que réduite en cendres, pour me vouloir inutilement conserver sous la sienne. La violence dont mes ennemis se servirent pour m'y soumettre ne fut pas plus grande que celle que je me fis pour leur obéir. Je montrai assez la répugnance que j'avois à subir leurs loix et leurs coutumes, et, bien loin de courir aux pieds d'un vainqueur, de le charger de vœux et d'applaudissemens, l'on ne vit pas un de mes citoyens sortir de sa maison, ny paroistre à la fenestre, lorsqu'il passoit dans mes rues, tout triomphant d'un si facile progrès. La curiosité qui règne ordinairement parmi le peuple, ny la renommée d'un roy dont on vante tant la puissance, ne peurent attirer le mien pour le voir. La douleur seule l'occupoit, et, soupirant en secret la perte de son bonheur et de sa liberté, regrettant la douce domination qu'on luy enlevait avec tant de force, et la domination d'un prince qu'il aimoit avec tant d'ardeur, il n'avoit de sentimens que pour se plaindre et non pas pour admirer. Aussi voyoit-on les uns d'un costé se tirer les cheveux, les autres casser leurs armes, et tous ensemble donner des marques convaincantes de leur consternation et de leur fidélité.

Qu'on ne m'accable donc plus de ces injurieux outrages, qu'on ne me noircisse plus de ces sanglans reproches de trahison et de lascheté ; puisqu'ayant fait tout ce j'ay peu, le mot de lascheté ne peut me convenir, comme celui d'infidèle ne peut m'estre approprié, puisque bien loin d'espérer quelque avantage, qui est la source et cause ordinaire de ce crime, je ne pouvois attendre de ce changement qu'une infinité de maux, pour tous les biens que je possédois auparavant, et qu'une continuelle persécution pour l'aimable franchise dont je jouissois si paisiblement, sous la domination de mon roy.

Exempte de ces crimes, de quoy donc peut-on me rendre coupable, et de quoy me peut-on punir ? Cependant il n'y a rien de plus vray, que je suis la seule de toutes mes compagnes qui souffre le plus ; il semble que je doive seule supporter tout le faix des soldats qui sont dans la province, parce que j'ay esté la seule qui ait soutenu celui des ennemis. Celle qui d'abord, la première, leur a ouvert ses portes, et qui a peu nourrir cinq cents de leurs chevaux, ne peut ou ne veut plus à présent en nourrir quelques-uns qui viennent de son légitime souverain ; elle refuse à tous ses ordres, sous quelque faux prétexte de privilèges, qu'elle interprète comme il luy plaist ; et il n'y a que moy qui supporte tout le fardeau, parce que j'obéis sans répliquer, et à qui l'on donne autant de soldats que j'ay d'habitans. C'est une vérité qui se peut facilement reconnoître par le nombre de

mes bourgeois, qui ne se trouve que de sept cents, lorsque, d'autre part, on comptera les soldats, qui sont au nombre de 400 dans le régiment d'infanterie et de 300 dans celui de cavalerie, sans y comprendre leurs femmes.

Après cela, se peut-on estonner si je me plains, et si je ne puis plus fournir à de pareils subsides ? Doit-on trouver estrange que mon conseil, qui n'est estably que pour soulager et soutenir l'intérêt du public, s'oppose aux vexations qu'on luy fait, puisque, outre ces raisons, il doit encore maintenir les privilèges de la province, dont l'un est qu'elle ne peut estre imposée que du consentement de l'estat, qui estant particulièrement informé des forces et de la portée du pays, le juge incapable de pouvoir continuer les grandes sommes qu'il a données jusqu'à présent. On le menace, ou plustost, sans le menacer, on se porte d'abord aux dernières extrémités, on exerce contre luy tout ce qu'il y a d'indigne et de honteux, et on ne diffère pas d'un moment de recourir à la violence, pour le faire désister de ses droits.

C'est ce qui s'est passé, il y a quelque temps en la personne de mon mayeur, qui, pour suivre les résolutions de l'estat, a esté indignement traité dans sa propre maison, où l'on a envoyé un pré-vost des archers et un huissier, pour le gager et me contraindre à payer des impositions auxquelles je ne puis plus fournir. J'ai vu néanmoins cette exécution sans rien dire ; j'ai vu détendre ses tapisseries, enlever ses meubles, les exposer en vente

au milieu des places publiques, ou, plustost, j'ay souffert qu'on me blessât dans ma plus sensible partie, et qu'on me déchirât jusqu'au entrailles par ces affronts et ces ignominies qu'on faisoit à mon chef, sans témoigner la moindre opposition à ces ordres, qui venoient de ceux que l'on m'a envoyés pour juges et pour gouverneurs. J'ay cru ne pouvoir donner de plus fortes preuves de ma constance et de ma fidélité, qu'en me soumettant indifféremment à toutes leurs volontés. Et quoiqu'elles passent la conduite ordinaire, et que ce siècle ne nous donne pas des exemples auxquels on puisse rapporter leurs actions, puisqu'il ne s'est jamais veu que l'on ait si injurieusement exécuté le mayeur d'une ville comme moy, je ne les accuse pas néanmoins de partialité et d'injustice, et je veux plustost croire que le grand zèle qu'ils ont pour l'intérêt particulier du roy, les empesche d'avoir attention à celui du public (si toutefois on peut séparer l'un de l'autre), et fait qu'il n'épargnent rien et qu'ils n'ont considération d'autorité, de rang, de qualités, d'usages ordinaires ou extraordinaires, pour parvenir aux fins que l'affection leur propose dans le service de Sa Majesté.

Il est vray que, si l'on n'estoit assuré de leurs bonnes intentions, et que leurs probités ne fussent conneues, on trouveroit sans doute estrange qu'ils me travaillassent avec tant de violence, en la personne de mon chef, qui n'a failly qu'en voulant maintenir mes privileges et le bien public. La malice et l'envie pourroient mesme les noircir de

corruptions et de peu d'intégrité ; car que ne diroit-on pas, lorsqu'on verrait que je suis la seule la plus chargée de toutes les villes de la province, quoique je soye la seule qui aye combattu, et qu'enfin, bien loin de me conserver à mon monarque, ils semblent avoir dessein de me détruire entièrement, tant par le nombre de soldats dont ils m'accablent, et les injures qu'ils me font ressentir, que par tous les efforts qu'ils font contre moy, pour m'arracher mes avantages et ceux par lesquels seuls je me puis rétablir ? Ne croiroit-on pas que de juges ils sont devenus partie, puisqu'au lieu de me relever de mes ruines, selon que le bien de l'Estat et l'intérêt du roy le demandent, ils me chargent de beaucoup plus de soldats que mes pareilles, et, ne se contentant pas de m'épuiser par d'inégales exactions, ils traitent encore de m'enlever un bien dont l'espérance seule me soutient, un bien dont je suis en possession depuis tant d'années, que j'ay acquis par tant de sang, et dont mes princes ont si libéralement récompensé mes services et ma fidélité ? Chacun sait qu'ils m'ont laissé un souverain parlement pour partage, et que me le vouloir oster, c'est non-seulement me priver de tous leurs bienfaits, de tout mon éclat, et aller contre leurs volontés, mais c'est encore me vouloir perdre entièrement, puisque je n'enferme presque dans mon enceinte que des gens, ou qui le composent, ou qui le servent, et qui, se voyant forcés de le suivre, pour entretenir leurs familles, m'abandonneront d'a-

bord, et me laisseront dans un pitoyable désert. Est-ce l'avantage de mon souverain, que je demeure ainsi déshabitée, et doit-on me dérober ce qui m'appartient par des dons si solennels; et ce qui peut seul me conserver, pour enrichir et embellir une autre qui ne l'a pas mérité?

Besançon n'a-t-elle pas d'ailleurs assez de beauté et de puissance, sans la gratifier encore de mon bien? C'est une belle et grande ville, qui attire quantité de seigneurs, par la renommée de son Académie, qui reçoit assez de lustre de la cour qui s'y tient, et qui profite assez de sa suite, sans avoir besoin d'un honneur et d'un avantage dont j'ai toujours joui, et sans lequel je demeurerai déserte. Déjà plus de soixante familles, qui ne pouvoient subsister sans rien faire, m'ont abandonnée, pour aller servir à la chambre de justice qu'on y a mis, et dans peu l'on y verra courir le reste, si l'on ne me rend cet auguste corps, qui est l'âme du mien.

Mais quand il seroit juste de me ruiner ainsy, pour augmenter l'éclat de ma rivale, ne doit-on pas toujours considérer l'intérêt du roy, et ses sages ministres, qui se le proposent partout avec tant de circonspection? Comment l'accorderont-ils avec ma perte? N'est-il pas évident que la possession de deux villes est beaucoup plus avantageuse que celle d'une des deux seulement, que le revenu en est plus grand, le domaine plus considérable, et qu'ainsy il est plus utile de me conserver pour en avoir deux, que de me perdre pour n'en posséder qu'une?

Si l'on pouvoit répliquer à des raisons si connues, je recourerois encore à d'autres, pour montrer qu'il est entièrement nécessaire de me remettre en mon premier estat, pour le bien et la conservation de toute la province. Il est certain que comme une ville qui n'est pas environnée de remparts ne peut se deffendre longtemps de ceux qui l'attaquent, de mesme une province ne peut résister, lorsqu'elle n'a point de villes frontières qui deffendent son entrée, et qui servent de barrières à la furie des ennemis. Si l'on considère ma situation, on reconnoistra facilement que je suis la seule de mon costé qui puisse servir de digue au torrent qu'on a veu depuis peu inonder la province, avec tant d'impétuosité, que quand il ne rencontrera rien qui s'oppose à son cours, il se repandra d'abord partout sans difficulté, que le venin, qui est par toutes les extrémités du corps, gagne insensiblement le cœur, et qu'il est enfin de la dernière conséquence de me rétablir, pour estre comme j'ay toujours esté, le boulevard du pays.

Mais quand on négligeroit cette considération, quand il ne seroit pas nécessaire pour le bien public de me relever de mes ruines, et de me maintenir dans mes premiers avantages, pour ne me pas exposer à la désertion ; quand il seroit vrai que je m'en serois rendue indigne, pour ne m'estre pas laissée réduire en poudre, et que j'aurois mérité l'estat où je suis, les subsides inégaux dont on m'accable, par une multitude de soldats, les affronts qu'on a fait à mon chef, par une honteuse

exécution, et toutes les peines enfin qu'on me fait à présent ressentir ; quand j'aurois commis les crimes les plus noirs, et je serois la plus coupable de toutes les villes, cependant le pourrois-je estre assez pour estre indigne d'une grâce ? Et puis-je estre plus chargée de fautes et de manquemens, que mon maistre n'est doué de douceurs et de bonté ?

Quoy, ce prince si bénin et si reconnaissant auroit-il oublié mes services passés ? Un siège de trois mois, où je^e fis périr une armée royale, se seroit-il desjà échappé de sa mémoire ? Le sang d'une garnison ennemie que j'égorgeai si hardiment, pour rentrer sous sa domination, ne fume-t-il plus à ses yeux ? Et celui de mes bourgeois, qui, dans une autre, se firent tous percer sur la place publique, plustost que de se rendre, est-il desjà effacé, et n'a-t-il laissé aucun caractère de leur courage et de ma fidélité ? Ces preuves passées de ce que je suis encore ne méritent-elles pas une entière rémission, quand mesme j'aurois failli ? Et quand je serois la plus criminelle, ne dois-je pas tout espérer de la magnanimité de mon souverain ?

Le pardon est le principal attribut des rois, et les grands cœurs ne paroissent invincibles que dans l'oubli des injures les plus sanglantes. Il n'appartient qu'aux âmes élevées de remettre les offenses ; c'est le propre d'un esprit humain, comme la vengeance n'est que l'action d'une beste farouche. Le crime d'Héraclitus ne put pousser Parménides à le punir. C'estoit assez d'avoir esté l'ennemi d'Agésilaus, pour en recevoir des charges

et des bienfaits ; et la conjuration de Cinna convaincu, bien loin de le conduire au dernier supplice, ne fit que l'élever aux plus hautes dignités, l'affermir dans l'amitié d'Auguste. Que si les monarques ont pardonné si généreusement à quelques particuliers, qu'ils avoient convaincus de leurs crimes, que ne fera pas le mien, qui les surpassant tous en grandeur et en bonté, voit tout un peuple humilié, qu'il ne peut punir en général, sans punir en mesme temps un grand nombre de ses plus fidèles sujets, dont il est composé ?

C'est donc à vos pieds, Royale Clémence, où je me prosterne, pour demander le pardon de ces crimes qu'on m'impute, et que j'ai si innocemment commis. Je sais que mon intention a toujours esté pure, que la désobéissance ny la rebellion n'ont jamais taché mon âme, que la fidélité y a toujours souverainement régné ; mais cependant je recours à grâce, puisqu'avoir cédé à la force, ce n'est que trop avoir failly. Ayez donc pitié, Auguste Reine, des maux. qui m'affligent, soulagez un peu les peines d'une ville, qui est accablée, plus que toutes les autres, de soldats, de ruines et de pauvreté ; remettez-la dans son premier éclat, conservez luy ses honneurs qu'on s'efforce de lui arracher, et ne permettez pas que celle qui a esté de tout temps la plus fidèle et la plus soumise, soit à présent la plus opprimée et le véritable portrait de la misère et du malheur.

*Manuscrit de la Bibliothèque de Salins ; copie
du XVIII^e siècle*

Mémoire pour faire sçavoir à ceux qui ne le sçave [nt] pas, de la façon que nous fûmes prins par les François, l'an 1668, et tout ce qui s'est passé de remarquable après leur sortie de Salins, et comme il[s] entrèrent sans donner coup dans la ville, quoyqu'on fut adverty de leur arrivée, comme il se verra cy-après.

Premièrement, messieurs de Besançon donnèrent advis, par un exprès, à messieurs du magistrat de Salins, qu'ils estoient fort bien resservis que leur ville et celle de Salins devoient estre attaquée[s], en mesme jour et en mesme temps l'une que l'autre, par les troupes de France, qui marchoient à cest effect. De quoy messieurs du magistrat les remercièrent du bon advis qu'ils leur avoient donné, par le mesme messenger. Nonobstant quoy, ils n'en donnèrent aucun advis aux notables, et ne se servirent dudit advis pour se précautionner et mettre en deffence.

Le sieur André François, marchand et négociant à Lyon, retournant dudit lieu et ayant gitté le soir auparavant à Long-de-Saulnié, assura messieurs du magistrat, que l'ennemy s'estoit emparé du

chateau de Bletterand, et qu'il estoit sortit de Long-de-Saulnié en grand danger et diligence, pour leur en donner advis.

A laquelle nouvelle, messieurs du magistrat firent sortir quelques bourgeois, pour aller du costé dudit Bletterand, pour reconnoistre s'il estoit vray que l'ennemy s'en fut emparé ; lesquels, de retour, leur assurèrent que les François. estoient dedans ledit chateau de Bletterand.

Néanmoins l'on fit courir un bruit que c'estoit Laceuzon et les Bressans qui avoient occupé ledit poste, et que, de ce costé, il n'y avoit rien à craindre.

Précédemment, l'on avoit eust advis, de plusieurs endroits, que Besançon et Salins devoient estre sous l'obéissance du François, pour le six ou septiesme de février, comme le portoient les lettres de l'ordinaire de Rome, adressées aux sieurs Lambert et Patouillet, qui ont esté veues de plusieurs personnes.

Le dimanche, 5^e de février, les paysans de Chateau-Rouillaud amenèrent icy un espie françois, qui fut rencontré dans leur village, et s'adressèrent au sieur Billard, mayeur de la ville, qui assistoit à une procession générale que l'on fesoit pour lors ; lequel le renvoya au sieur de Chevraux, gouverneur. Lequel espie dit à monsieur le mayeur que l'ennemy estoit à Rochefort ; comme de mesme le sr de Crament et Perret receurent lettre de quelqu'un du Parlement, que l'ennemy s'estoit emparé du pont de Rochefort, pour prendre à

leur regard telle précaution qu'ils trouveroient convenir. Ledit jour, environ les 7 heures du soir, se donna un[e] allarme sur ce que beaucoup de paysan[s], fuyant devant l'ennemy, disoient qu'il estoit au Port-Mouchard espagnol ; nonobstant quoy, l'on ordonna aux bourgeois et autres paysans, qu'estoient sous les armes, de se retirer chascun chez soi, et que ce n'estoit rien,

Après laquelle allarme du dimanche, six bourgeois se délibérèrent ensemble de sortir de la ville, pour aller reconnoistre s'il estoit vray que l'ennemy fût du costé des villages susdits ; pour quoy faire, prirent le chemin dois ledit Salins, du costé du chasteau de Vaugrenand, pour marcher à couvert ; lesquels descouvrirent, dois le dessus de la coste, que l'ennemy estoit campé dans les villages du Port et Lesné, par le moyen des feux et corps-de-garde qui estoient avancés au-deçà du moulin. Lesdit[s] bourgeois, ayant reconnu ce que dessus, se crurent obligé[s] d'en donner advis à la ville, et, à cest effect, se rendirent aux portes de ladite ville, environ la minuict, où ils firent rapport au sieur capitaine qui commandoit pour lors à la porte de Malpertuis, de ce qu'il[s] avoient reconnu ; lequel capitaine envoya trois soldats au gouverneur, pour luy faire sçavoir, lequel n'en fit point d'estat. Le s^r Blondez, curé dē Lesné, s'en vint avec eux dois ledit Vaulgrenand, qui assura ce que dessus (1).

(1) « Nota qu'il faut informer du s^r Desmolin, qui eust comission

Le lundy, 6 février, entre les six et sept heures du matin, ceux de Saint-André, ayant descouvert de la cavalerie passant sur le pont proche le couvent des Capucins, laschèrent quelques vollées de canon sur ladite cavalerie, ce qui fit sonner le toxin dans la ville et obligeat tous les bourgeois à prendre les armes, comme ils avoient fait le soir précédant, sans néanmoins sçavoir à quel poste ils se devoient rendre, parce qu'auparavant lesdits postes, dizaines et rende[z]-vous avoient esté changés, sans les avoir advertis, ny qu'il se trouva personne pour commander, ny mesme pour donner aucune munition à quelques villag[e]ois et aultres estrangers qui s'estoient jetté[s] devant la ville, fuians devant l'ennemi, pour quoy ils estoient obligez de courir de boutique en boutique, pour en achepter, sans qu'ils en peussent rencontrer aucune, ayant esté défendu aux marchands par les sindiques de la ville, qûi disoient avoir eu ordre de messieurs du magistrat d'ainsy le faire, et ne vendre ny donner à qui que ce fut, auparavant que les manans et habitans fussent munitionnés, ainsy qu'il se doit faire en pareille occasion, quoique auparavant ledit magistrat ait fait commandement à tous bourgeois, manants et habitants d'avoir munition.

Nonobstant quoy, les bourgeois s'estant postés

pour conduire madame de Vaugrenand audit lieu, environ les deux heures du 5 février ; que ledit Desmolin at encor l'ordre qui luy défendoit de ne point tirer sur aucun soldat qui parut devant ledit chasteau. » (Note en marge du ms.)

sur les murailles, aux portes et autres postes au dehors de la ville, leur fut interdit, à peyne de la vie, de tirer sur l'ennemy, et fut refusé à ceux qui demandoient de faire des sorties, quoyque requis par plusieurs fois de leur permettre d'aller dehors, pour tirer sur l'ennemy et occuper les passages par où l'on pouvoit juger qu'ils devoient passer ; lesquels postes estoient fort faciles aux bourgeois de s'en saisir, et disputer à l'ennemy le passage, pour investir la ville et se venir mettre à nos portes, comme ils firent.

Messieurs du magistrat, estant advertis et servis de tout ce que dessus, négligèrent d'y mettre ordre et faire prendre les armes aux bourgeois et retrahans et les munitionner, ainsy qu'il convenoit, et donner des capitaines dizenie[r]s, pour commander aux bourgeois, et de pourvoir aux compagnies desdits bourgeois, ainsy qu'il avoit esté de tout temps accoustumé et réglé audit Salins, sans que l'on ait veu aulcun desdits dizeniers estre en poste ; car toutes les disennes estoient donnée[s] à ceux qui estoient pour lors du magistrat, qui ne sortirent pendant tout le temps de la maison de ville.

La capitulation et rendition de la ville a esté faite sans assembler les notables, qui doivent estre double pour un sujet de ceste sorte, y ayans seulement esté appelé[s] les plus proches et créatures de ceux qui composoi[en]t ledit magistrat, à la réserve de bien peu, lesquels ne furent de l'avis de se rendre, pour quoy ils furent querellé[s] et

menassé[s] dans ladite assemblée, qui n'estoit en nombre que de bien peu.

Le seigneur duc de Luxembourg, estant arrivé au couvent des révérents pères carmes deschaux, au-dessus du faubourg de Champtave, quelques heures après, envoya un tambour aux portes, accompagné d'un religieux, pour luy servir de guide et sauvegarde, s'embouchat en secret avec ledit Chevaux, après quoy il fit apporter des bouteilles de vin, et là l'on beu[t] à la santé du roy françois ; laquelle santé fut commencée par ledit Chevaux, au conspect et en présence de tous ceux qui estoient auprès des barrières et contrescarpe.

Ensuite de quoy, sans donner advisement à la bourgeoisie, mais de leurs propres mouvements, les sieurs cy-après nommés, admodiateurs des saulneries, se donnèrent pour ostages au seigneur duc de Luxembourg, sçavoir les sieurs Ballassaux et Mouret, et avec eux Sallan, lieutenant du sieur de Chevaux, gouverneur des forts et commandant dans la ville, auxquels se joignirent les sieurs Alépy et Philippe Patornay, tous deux chanoines à St-Anathoille.

Et tost après, pour ostage[s] des François, nous fust envoyé le seigneur marquis de Tiange avec monsieur de la Motte et un des mousquetaires du roy, qui furent logez et régalez au logis de Léonard Cavaroz, où ils furent civilisés par les sieurs du magistrat, qui tost après s'assemblèrent à la maison de ville, pour traiter des poincts de la capitulation, qui fut faite par ceux qui se trouvèrent

nommés dans le mémoire cy-joint (1), où sont insérées les opinions particulières d'un chacun des capitulans, comme aussy la copie de la capitulation et ratification d'icelle par le roy, ratifiée à Foucherant.

Après quoy, l'on fit entendre aux bourgeois et autres, qui estoient sous les armes, de se retirer en leur maison ; à quoy la major part ne voulut acquiescer, voyans que les corps de garde de l'ennemy s'estoient avancés jusqu'au pied des contrescarpes et barrières de la ville.

Le mardy, 7 février, sur le mescontentement que tesmoignoient les bons bourgeois de nous avoir ainsy rendu[s] à si peu de gens [h]arrassés, et la major part sans armes et munition, nous firent entendre que c'estoit le bien de nostre ville et de toute la province d'estre sous la domination françoise, et que, par ce moyen, nous estions à couvert pour tousjours et exempt[s] de guerre à l'advenir, et autres paroles d'amusement, qui nous estoient fort sensibles et fascheuses ; mais nous n'y pouvions plus apporter de remède, car les ennemis estoient avancés, comme sus est dit, les ostages donnés et la capitulation faite, auparavant que nous l'eussions sceu.

Le mesme jour, le sieur duc de Luxembourg fut occupé à recevoir les visites de tous ces messieurs, qui le furent civilizer, de tous les corps en particulier, à son quartier ; et, le soir, il prit

(1) Je n'ai pas pu retrouver ce mémoire.

possession des portes et des forts de Saint-André et Bracon, où le sieur de Sallan se donna l'honneur de les introduire.

Le mercredy 8, ledit seigneur de Luxembourg, estant entré dans la ville, fut conduit par tous les principaux aux saulneries et puis à muyre, pour y prendre aussy possession au nom de son maistre.

Ledit seigneur de Luxembourg, ayant mis les ordres nécessaires, s'en retourna le jeudy matin, pour se rendre au camp devant Dole, et luy fut envoyé après, par les sieurs du magistrat, quelques chariots de vins et autres munitions de gueulle.

Tost après, le sieur marquis du Noisy fut ici envoyé gouverneur, où il a esté caressé et bienvenu auprès de tous nos messieurs, qui venoient et mangeoient constumièrement avec luy ; de quoy ledit du Noisy, se raillant, disoit que ce n'estoit pas pour rien, puisque, par leur moyen, il sçavoit toutes choses, luy ayant mesme esté découvert un magazin de plomb et de poudre, qui estoit dans la maison de ville, dois plus de cent ans, et n'y avoit pas peust-estre six personnes dans la ville qui en eussent connoissance.

Comme les bourgeois et autres manans dans la ville murmuroient tousjours contre ceux qui avoient si laschement traitez, et qu'ils estoient continuellement surchargé[s] de logement de soldats, pour la haine qu'ils leur avoient de les entendre parler de la lâche et honteuse rendition de la ville, et autres reproches que l'on leur fesoit, ils sollicitèrent vers le sieur du Noisy qu'il failloit désarmer

les bourgeois, ou autrement qu'ils estoient capables de luy faire pièce et à eux, et qu'ils estoient advertis que l'on machinoit quelque chose. Ledit du Noisy, sur l'appréhension qu'il[s] luy donnèrent, fit faire un édict, que tous bourgeois, dans deux jours, eussent à porter les armes dans la maison de ville, à peine de la vie ; mais ledit du Noisy, tout ennemy qu'il nous fut, nous permit de nous réserver quelque arquebuse et fusilz, pour le divertissement de la chasse, ayant en ce point eust plus de bonté pour nous, que nos compatriots, qui ne le vouloient pas, comm'aussy il l'at montré dans les logements, qu'ils envoyoient à des pauvres personnes, qui n'avoient place ny moyen de les supporter, en ayant esté exempté[es] par sa faveur, et ayant souvent querellé ceux qui y agissoient avec si peu d'équité.

Sur le bruit qui courut que l'on nous avoit rendu[s] à nostre légitime souverain, les bourgeois commencèrent à parler plus haut que devant, disans que l'on auroit le bonheur de voir punir ceux qui avoient si mal servi le roy, et qui nous avoient vendu[s] à son ennemy (paroles qui les faisoient enrager), et cria on encor plus fort, quand l'on vit distraire les canons de la ville et des forts, et un si grand nombre de munition[s] de guerre....., nous ayant esté refusé d'en donner à aucuns, quoyque pauvres et sans moyen, et autres réfugiés en ceste ville lors de l'arrivée des ennemis (1).

(1) « Au conseil tenu en la ville extraordinairement le 15 feb-

Le magistrat ordonna, aussitost que les ennemis eurent quitté la ville, à toutes personnes, de quel estat ou condition qu'il fût, de ne parler ou chanter, ny dire aucunes chansons touchant la guerre et trahison passée, de ne parler de capitulation, intelligence avec les ennemis, ny autres discours à ce regard, disant que c'estoit par ordre du souverain parlement, que tel édict estoit faict, et ce, à peine de la vie à ceux qui y contreviendroient, dont les placards furent affixé[s] aux carrefours et lieux accoustumés.

Pour lequel édict mieux mettre en exécution et vigueur, ils commirent des espies pour se glisser dans les compagnies et assemblée[s], affin d'y pouvoir surprendre quelqu'uns, et que s'il[s] pouvoient s'attacher à quelques personnes de petite considération, de le faire pendre pour donner exemple aux autres. Et d'abord qu'ils voyoient quatre ou cinq bourgeois ou habitans ensemble, ils les fesoient observer et espier, non-seulement dans ladite ville, mais aussy aux promenades hors d'icelle, et aux jardins qui sont dans son enceinte et voisinage.

Ils firent aussy faire corps de garde dans les places, comme fesoit l'ennemy, nonobstant que les bourgeois fussent beaucoup fatigué[s] de garder

rier, se verrat que la ratification faicte par le magistrat avec le sieur duc de Luxembourg, au faict de la rédition de la ville, est demeurée es mains du sieur mayeur d'alors, et que studieusement l'on n'en at rien voulu mettre aus le livre de délibération. » (Note en margo du ms.)

les portes et les forts de St-André, de Bracon et de Chasteau-Bélin, pour estre lesdits bourgeois en nombre de 5 ou 6 cents seulement, et failloit que l'on montât de garde pour le moins 150 hommes tous les jours, pour fournir lesdits postes, sans compter les trois places qu'ils fesoient garder, qui sont la place des Jours, la place d'Armes et les Hasles.

Nonnobstant quoy, les principaux et ceux à qui ils pouvoient avoir confiance, qui estoient en bon nombre, pour le peu de bourgeoisie que l'on sceut estre dans ladite ville, ne fesoient la garde, mais estoient destinés pour faire des rondes nocturnes, qui se changeoient à minuiet ; et estoient lesdites rondes de 20, 30 et 40 hommes, selon qu'ils avoient de soupçon, tous armés de fuzils, pistolets et espées, se partageant les uns d'un costé et les autres d'un autre, affin de tenir en bride toute la ville ; et arrestoient indifféremment tout ce qui se rencontroit, nonnobstant que l'on portât de la lumière et que ce fût par nécessité que l'on estoit occasionné d'estre hors de la maison, comme pour secourir les malades des sacrements ou des médecins, ou autres affaires d'importance, qui ne donnoient le temps d'attendre le jour.

Un jeune homme s'en retournant, la nuict, du travail des saulneries, ayant apperceu l'une desdites rondes, qui luy venoit mettre la main dessus, s'estant pensé évader, pour ne tomber dans leur[s] mains, et, à cest effect, ayant enfilé une ruelle voisine et marché quelques pas plus avant, tomba dans une

etabuscade proche la porte de la maison du curé de la paroisse de St-Jean-Baptiste ; à la rue derrière luy fut crié : « Qui va là ? » et en mesme temps lasché un coup de fuzil ou d'arquebuse, qui le blessa grièvement à la main qu'il avoit dans sa poche, dont il est estropié, en ayant perdu deux doigts principaux d'icelle. Il est vivant pour faire voir et dire la vérité de ceste action.

Le 26 juin de la susdite année, avoit esté prise une délibération par ceux du conseil et autres du mesme parti, qui sont la plus grande part de ceux qui ont esté appelez à la capitulation, et qui ont signé icelle, que les rondes, rencontrans quelqu'un, il leur estoit permis de tuer, les auctorisans à cest effect, en cas de résistance, comme de mesme, dans ladite assemblée l'on autorisa l'action du sieur Millet, qui estoit celuy qui avoit blessé celuy dont est faite mention cy-dessus.

Tellement que les bourgeois estoient dans l'esclavage, si avant, que, quelque besoin qu'ils eussent il[s] n'ozoient mettre le nez hors de leurs maisons, crainte d'estre tué[s].

Le 26 juillet de la susdite année, les jeunes gens de la ville, dans la joye qu'ils avoient de se revoir sous la domination de nostre souverain roy, dans l'intention de se resjouyr et récréer, députèrent le capitaine de la jeunesse, avec quelques autres, auprès des sieurs du magistrat, pour les prier avec tout respect de leur vouloir accorder la liberté de tirer l'oyseau (ainsy qu'il est accoustumé faire tous les ans), d'autant que le temps qui est

ordinaire pour cela, qui est le premier jour de may, s'estoit passé, lorsque les François tenoient la ville, qui avoit esté cause qu'on ne l'avoit pas fait ; mais lesdits sieurs les rebutèrent et les mesprisèrent, en telle sorte, que les jeunes hommes, indigné[s] de cela, résolurent entr'eux de faire porter ledit oyseau hors la ville, pour le tirer, disant que pour ce qu'on ne leur avoit pas voulu permettre de le tirer au lieu accoustumé, qu'ils ne les pouvoient pas empescher de le tirer hors de la ville.

Ce que sçachans lesdits sieurs du magistrat, ils en furent si fort indigné[s], qu'ils firent faire incontinent un édit par toute la ville, que personne n'eust à se trouver à telle assemblée, à peine de cent livres d'amende ; mais comme l'on avoit desjà fait toucher le tambour, ils ne laissèrent de poursuivre leur entreprise et de s'assembler à cest effect devant le logis de leur capitaine, où leur fut mandé par l'un des sindiques, de la part dudit magistrat, qu'ils leur permettoient de tirer l'oyseau, et qu'ils l'allassent tirer au mesme lieu où on le tiroit aux autres fois ; ce qui fut fait le mesme jour. Et l'oyseau mis à bas, se fit la montre, et fut promené le roy par la ville, accompagné de la jeunesse, ce qui fut fait sans bruit et scandale, mais avec joye et applaudissement de tous, sauf desdicts sieurs du magistrat, qui en conservent encore le maltalent.

Pour quoy ils mirent en catalogue tous ceux qui assistèrent à ladite réjouissance, avec intention

de s'en venger, ainsy qu'ils s'en sont vanté[s], comme il se peut reconnoistre en ce que, depuis qu'ils ont esté remis en la magistrature, qui fut au mois de février de l'an 1670, at esté proposé dans ledit magistrat de faire payer les amendes à ceux qui avoient assisté à la monstre de l'oyseau, ainsy qu'est dit cy-dessus.

Depuis quoy, ils continuèrent et augmentèrent les rondes et gardes des places et principalement celle de la place d'Arme[s], qu'estoit le rendu-vous. Et s'est sceu qu'à la sortie du conseil, qui fut assemblé le jour de la Sainte-Anne, 26^e susdit, que l'un d'iceux, estant interrogé de quelqu'un d'où il venoit, dit qu'il croyoit venir du sabbat, attendu les sinistres et damnables résolutions que l'on prenoit contre les bourgeois. Et, en autre lieu, à une fontaine, une servante de l'un de ceux du conseil dit: « Il y aura bien des vefves et des orphelins devant qu'il soit jour, mais il ne faut rien dire. » Un des valets de ville dit en un autre lieu: « On tuera bien des merles avant qu'il soit peu de temps. » A l'effect de quoy, les capitaines des dizaines, qui montèrent en garde, estoient tous du magistrat, et furent toute la nuict à leurs postes, où ils firent mettre les armes de leurs soldats en estat, charger à plomb; et iceux capitaines couchèrent à la garde contre leur ordinaire, et firent tenir leurs soldats prest[s] toute la nuict, leur faisant entendre qu'il estoit nécessaire pour bonne raison,

Le mesme soir, une brigade des jeunes gens,

tant hommes mariés qu'autres, ayant soupé ensemble, délibérèrent de s'aller promener par la ville et reconduire quelqu'uns du Bourg-Dessus, et passant par-devant la maison de ville, furent arrêté par un « Qui va là ? » de la sentinelle qui estoit devant le corps de garde de ladite maison de ville. Ils respondirent : « Amis ! Bourgeois ! » La sentinelle ayant appelé le caporal de la garde, il les conneut tous, et leur dit de passer outre. De quoy ayant esté adverti le sieur mayer, dont la maison est vis-à-vis de ladite maison de ville, les ordres furent donnés qu'un chacun fût prest, de ceux qui estoient à ladite garde, comme aussy plusieurs autres, qui estoient dans la maison dudit mayer, tous de ses affidés; et, à dessein d'exécuter les mauvaises résolutions qu'ils avoient prises peu auparavant, firent encor donner avis à ceux qui commandoient aux autres postes d'estre en estat d'aller au secour[s] de ceux qui les avertiroient de le faire, ou, s'ils entendoient qu'il se fit du bruit en quelque lieu, de s'y rencontrer incessamment.

La mesme brigade que devant, repassant au-devant du logis du mayer, devant qu'y aborder, fut arrestée par les soldats du mesme corps de garde, que l'on avoit fait sortir avec les armes en rue et tous rangés en haye du costé de la maison de la ville, ledit mayer en teste. Leur fut de rechef crié : « Qui va là ? arreste ! tue ! tue ! » Tout en mesme temps, leur furent laschés divers coups, sçavoir de mousquet, de fusil et de pistolet, en telle sorte que deux d'iceulx tombèrent par

terre, l'un blessé de deux ba[s]les, dans le ventre, du costé gauche, et l'autre d'un[e] ba[s]le dans la poitrine et d'un[e] autre au-dessus du genouil, qui luy avoit cassé l'os de la cuisse, desquel[le]s blessures ils décédèrent 3 ou 4 heures après que l'on les eust porté[s] dans les maisons voisines et donné les sacrements.

Ceux qui estoient sortis de la maison dudit mayeur après leur descharge faite, voyans que les bourgeois qui estoient en haye ne vouloient pas tirer, quoyqu'ils les y voulussent contraindre, de rage et desplaisir, commencèrent à les foncer à grands coups d'espée, dont l'un d'iceux receut un coup d'espée dans le costez, qui pénétroit si avant, qu'il a esté environ trois mois, que ses excréments n'avoient issue que par la playe, d'où ils sortoient avec si grande quantité et avec si grande puanterie, que c'est chose incroyable, si ceux qui le gouvernoient, comm'aussy les médecins et chirurgiens qui le traitoient, ne l'eussent dit pour estre chose véritable ; et at guarit néantmoins de ladite blessure, après un an et davantage de bon traitement et de secour[s] des gens charitables qui y ont soigné avec grande charité ; mais l'opinion des médecins est qu'il ne sera jamais propre pour le travail. C'est un pauvre garçon qui faut que gagne sa vie à la sueur de son corps, et on ne l'assure pas de vivre longtemps.

Un autre fut blessé d'un cop d'estocade dans le dos, qui ne rencontra aucune des parties nobles, et ne fut dangereuse, quoyque pénétrante dans le

corps. Se voulant évader de la fureur de ceux qui le traitoient avec tant de cruauté, ils rentrèrent dans le corps de garde, luy et celuy cy-dessus nommé, pour estre dans un azil asseuré de la rage de leurs ennemis ; mais le dernier, s'en voulant retirer, receut un autre coup d'espée dans la poitrine, et la pointe de l'espée, ayant trouvé les cartillages du sternon, ne passa pas plus avant, et en a esté malade environ 2 mois ou 10 semaines.

Un autre pauvre vieillard, quoyque estranger et seulement résidant dans la ville, qui estoit du nombre de ceux qui estoient à la garde, luy ayant esté commandé de tirer, fit responce : « Hé ! messieurs, que voulés-vous que je tire nos bons amis et parans ? » luy fut donné en mesme temps deux coups d'espée dans la poitrine, dont il fail-lu[t] le remporter à bras, comme aussy les sus-nommés, qui ont eust tous les sacrements, dans le grand danger où ils estoient par le moyen desdits coups, qui estoient tous dangereux. Et pour mieux voir que les mauvaises volontés de ces messieurs ne sont encor que trop en vigueur, ledit vieillard, dois le rétablissement du magistrat, a esté appelé pour sçavoir à quel titre il demouroit dans la ville.

Le jour suivant, et tousjour[s] dans ces entre-faites, environ les 4 heures du matin, un autre pauvre garçon, qui venoit charitablement de porter et ayder à conduire un des moribons en une maison voisine, après luy avoir rendu tous les devoirs qu'il luy fut possible, luy dit : « Adieu, pa-

rain (ne sçachant si c'estoit son filloz, ou si c'est pour estre de mesme non l'un que l'autre), je m'en vay prier Dieu et la Sainte-Vierge pour vous ». Et estant hors de la maison, assés voisine de la chapelle de Nostre-Dame Libératrice, arrivé qu'il fut à la place qui est au-devant de ladite chapelle, et, au milieu d'icelle, s'estant mis à genoux pour prier Dieu, luy furent lasché[s] deux coups de mousqueton ou fusil, qui le blessèrent en plus de 40 endrois de son corps, dont l'un d'iceux l'at esborgné ; et lesdits coups furent laschés dès le coing de la maison de ville, la garde en ayant esté chassé[e], comme est sus dit, et le poste repris par lesdits sieurs du magistrat et leurs adhérans, qui y arri-voient à grosses troupes, avertis par les sindiques, qui alloient bugnans de porte en porte de leurs affidé[s], pour se joindre, et tous ensemble mettre à bout la malheureuse délibération qu'ils avoient pris[e] de tuer les bourgeois qu'ils soupçonnoient estre de leurs ennemis, et qui avoient tesmoigné du mescontentement de nous avoir rendu[s] aux ennemis si laschement, le nombre de ceux de la ville, qui pouvoient combattre, excédans le double des ennemis.

L'action cy-dessus dénommée fut faite en sortant de la première messe, qui se dit journellement en l'église de Nostre-Dame Libératrice, où il y assiste grande quantité de monde, tous manœuvres et vigneron, qui la vont entendre auparavant que d'aller au travail ; et la pluspart ayant veu ceste action malheureuse, et entendant parler de celle

qui l'avoit précédé[e], ils en furent tellement esmeu[s], que le ressentiment qu'ils en eurent les obligea de courir aux armes, à l'effect de se défendre et venger ceste injure ; et, pour mieux s'assembler, l'on sonnat le toxin au clocher de l'église de Saint-Maurice, et, incontinent après, à celle de Nostre-Dame ; et aussitost se trouva grand nombre de personnes armé[e]s, au proche des hasles, et aussy proche la fontaine des Quatre-Corps. Les deux troupes s'estant jointes ensemble, ils délibérèrent d'aller attaquer le gros qui se faisoit dans la place d'Arme[s], qui estoit d'environ quatre-vingt personnes, déjà assemblées, et y en arrivoient incessamment d'autres, qui les alloient joindre, par la diligence des syndiques qui les alloient avertir à cest effect de maison en maison, si bien que ceux qui estoient déjà là occupoient toutes les advenues, pour empescher l'arrivée de ceux du Bourg-Dessous, qui marchaient à l'effect de les aller affronter.

Dans leur marche, ils eurent au rencontre le sieur de Pontamougeard, qui avoit esté prié de quelque particulier de vouloir prendre la conduite du peuple, à l'effect de remédier aux désordres que l'on prévoyoit devoir arriver.

Ledit sieur le refusat d'abord, s'excusant sur ce que le gouvernement d'un peuple effarouché ne pouvoit jamais donner satisfaction à ceux qui en entreprendro[en]t la conduite, et qu'un peuple estant dans un pareil temps, et composé de gens qui ne se voudroient gouverner que selon leur ca-

price, sans considérer aucune raison, ny vouloir obéyr aux commandements qui leur seroient fait[s], il ne pouvoit ny devoit l'entreprendre. Mais ayant esté prié et sollicité à le faire, il s'y rendit, à condition qu'il vouloit estre obéy ; ce que luy ayant esté promis, il fut proposé au peuple de le prendre pour chef, mais à condition que l'on obéyroit à ses ordres et commandements ; ce qu'ayant accepté, l'on en averty ledit sieur de Pontamougeard, qui fut la cause qu'il se mit en chemin pour les venir joindre, et les eust au rencontre, au lieu où sus est dit.

A cest abord, il leur fit encor sçavoir, s'il[s] le vouloient pour chef, qu'il l'acceptoit bien agréablement, pourveu qu'on luy donna parole que rien ne seroit fait que par ses ordres. A quoy il luy fut respondu qu'ouy, par une multitude et confusion de voix qui y applaudirent ; et pour signal de joye crièrent tous : « Vive monsieur de Pontamougeard ! »

Après quoy, ledit sieur leur dit en commandant : « Ça, messieurs, suivez-moi ! Il faut aller prendre le chemin par derrière, où je vous conduirez (*sic*) bien. » A quoy un chascun ayant obéy, ils le suivirent et furent conduit[s] jusque devant la place des Jours, pour descendre dès là le long de la grande rue. Pendant quoy, ceux qui estoient à la place d'Arme[s] eurent advis de se retirer promptement ; à l'effect de quoy, leur ayant esté ouverte une porte des saulneries, nommé[e] la porte du Tripot, ils s'y retirèrent tous, et se

mirent en estat, autant qu'ils purent, de s'y défendre, ledit lieu estant enceinct de bonnes murailles avec des bonnes portes.

Le peuple, arrivé au lieu où ils croyoient trouver ceux qu'ils cherchoient, pour se venger de l'outrage fait à leurs compatriots bourgeois, voyans qu'ils étoient échappé[s], crurent que c'estoit ledit sieur de Pontamougeard qui leur avoit donné avis de retraite, et, dans le soupçon, n'obéyssoient plus. que malgrez eux à ses commandements, et, ne se pouvant venger sur les corps, ils s'attachèrent aux biens et, commencèrent par la maison du sieur mayeur et de Jean Millet, lors eschevins, qui estoient la maison de ceux qu'ils avoient plus voisines, et qu'ils avoient plus à l'œil, pour estre esté tous deux au meurtre qui avoit esté fait ce matin-là des bourgeois.

Il ne fut possible de remédier à cela, ny d'arrestar ce torrent ; mais, ayant esté foncée[s] les portes du sieur mayeur, aussitost l'on entendit tout briser là-dedans, et l'on vit jetter les pièces par les fenestres, casser les vitres et vollets. Parmi ces débris et dans l'exacte recherche que l'on fesoit dans ladite maison, fut trouvé un tonneau plein de poudre, de la pesanteur d'environ cents livres, et quantité de basles de canons de divers calibres. Mesme débris arriva dans la maison du sieur Millet, où il ne s'y rencontra que des meubles de bois, aussy bien qu'à la maison dudit mayeur, aussy autre chose que l'on n'avoit put sauver ; car dois quelque temps auparavant, ils avoient retiré tous

meubles et immeubles les plus considérables en lieu d'assurance pour les mettre hors de risque.

Le 27 juillet, on commença à parler de restablir un magistrat pour gouverner la ville ; ce qui fut fait par une assemblée générale de tout le peuple, qui se trouva dans la place d'Armes ; et fut nommé pour mayer le dit sieur de Pontamougeard.

Après quoy, fut conclus que l'on opineroit par billets ; lesquels ramassés, on tira au sort quatre de chaque paroisse, pour voir lesdits billets et reconnoistre la pluralité des voix et de ceux y dénommés ; et ensuite fut fait le dit magistrat dans la maison dudit sieur de Pontamougeard, où furent portés lesdits billets et veus. Après quoy, le dit magistrat ainsy fait, fut presté le serment en tel cas requis et accoustumé, dans la chapelle Notre-Dame Libératrice.

Ce magistrat fait, on pris le serment de tous les bourgeois, tant de fidélité que d'obéyssance, lesquels furent instamment invités par le dit s^r de Pontamougeard de se retirer en leur maison et retourner tous à leur travail, comme ils firent incessamment.

Quelque temps après, arriva à Besançon le seigneur baron de Soye, auprès duquel furent député[s] deux personnages dudit magistrat, pour sçavoir de luy s'il avoit quelques ordres de Sa Majesté pour la province, sur une missive de sa part arrivée audit magistrat et peuple de Salins, par laquelle il les invitoit à vivre en paix et concorde dans ladite ville, attendant nouvelle ordre.

Au mois d'aoust, Son Excellence monseigneur le prince d'Aremberg, lequel, estant arrivé en la ville de Salins, fut receu par tout le peuple avec grand applaudissement de « Vive le roy et Son Excellence ! » et conduit en la maison dudit sieur de Pontamougeard, pour y prendre son logement, où il séjourna quelques jours, visita les postes autour de ladite ville, et y mis toute ordre nécessaire, estant suivy des sieurs conseillers Pélissonnier et procureur général Reux.

Sadite Excellence désira, pour mettre tout en ordre, que l'on fit un magistrat nouveau ; et, à cest effect, furent assemblés les principaux bourgeois de la ville dans la sal[l]e du puy à muyre, en présence desdits conseillers Pélissonnier et Reux, lesquels nommèrent pour mayeur le sieur de Montmarlon et le surplus du magistrat, qui fut agréé par Son Excellence.

Lequel magistrat, ainsy esleu, administra la chose publique durant le reste de ladite année 1668 et l'an 1669, avec toute la prudence requise et nécessaire, pour le service de Sa Majesté et bien publique (*sic*).

Le dernier jour dudit an 1669, fut procédé à nouvelle élection dudit magistrat pour l'an 1670, par ordre de Son Excellence, laquelle avoit envoyé les sieurs conseillers Gilbert et Dorival avec ledit sieur procureur général Reux à cest effect. Et fut esleu pour mayeur, à pluralité de voye (*sic*), le sieur de Champagne, suivant le règlement fait par furent de bonne mémoire les Sérénissimes archi-

duc[s] Albert et Isabelle, ainsy que la missive de Son Excellence le contenoit, et ensuite, le reste du conseil, complet de huict eschevins et seize conseillers ; ce que demeura jusqu'au vingt-et-unième janvier de la mesme année, auquel jour lesdits sieurs conseillers et procureur général en firent faire un autre, ayant posté tout autour de la ville toute la cavalerie et mis dans icelle toute la garnison sous les armes, et mis le canon aux portes, la bouche contre les rues de ladite ville, à l'effect d'intimider les pauvres bourgeois. Et mesme les cavalier[s] se vantoient que l'on donneroit les maison[s] des meilleurs bourg[e]ois au pillage, ce qui occasiona les bons bourg[e]ois et vray[s] serviteurs du roy de recourir à Son Excellence, incontinent après ladite élection, par une requeste et mémorial....., et luy remonstrer que ledit magistrat restabli estoit fait contre les ordonnances et status de feu bonne et heureuse mémoire Alebert et Isabelle, qui défendent de n'y admettre aucun proche ny parent, comme sont ceux du présent, non plus que des comptables ny redevables à ladicte ville ; tous lesquels défaut[s] sont au magistrat du présent, estant beau-pere, frère, germain, redevable, et, le pis, ayant une grande partie d'iceulx signez la capitulation de rendition de la ville, sans y appeler, comme dit est cy-dessus, que leurs enfans ou proches parent[s] et gens qui leur estoient quelquelement obligez, comm'il se pourrat voir par la copie des délibérations prinses sur ce sujet..... Nonobstant que l'exposé desdites requeste et mé-

morial fust véritable, il leur fust impossible d'avoir aucun apoinctement, d'autant que les sieurs dudit magistrat restabli, adverty[s] de la présentation de ladite requeste, y députèrent quatre de leur corps, à celle fin de la rendre inutile ; ce qu'estant sceu par l'exposant, il auroit prié Son Excellence les vouloir entendre tous ensemble, à celle fin de dire en sa présence et leur maintenir tout l'exposez de son dire estre véritable. Il luy fust dénié et renvoïé avec ceste espérance, que le magistrat de l'année précédente estant de justice avec celuy d'à présent, il n'empeschoit la poursuite. A quoy ledit exposant répliqua qu'ils n'estoint point convenus en corps du magistrat, mais de leur propre et privé nom, et comme ayant employé les deniers de la ville tant ordinaire[s] qu'extraordinaire[s], contre les ordres et deffences de Sa Majesté et du souverain Parlement, comme il se peut voir par les défences et édits sur ce fais particulièrement à ladite ville de Salins, et à peine aux infrateurs de respondre de leurs biens et personnes ; ce qui à présent ne se pouroit faire ny exécuter, d'autant que iceux remis dans l'auctorité firent assemblée de notables, composée partie de leurs enfans, pères, gendre[s], germains et affidés, où ils délibérèrent que ladicte ville et magistrat prendroit le fait en mains pour eux, à ses frais, comme si le magistrat précédent n'eust esté autant dans le pouvoir que celuy d'à présent, de les pouvoir tirer en cause pour la révision desdits comptes.

Du depuis, ils n'ont cessé à chercher l'occasion de se venger sur ceux qu'il[s] ont à l'œil, jusques à là, qu'environ le 12 juillet dernier, ils firent incarcérer cinq jeunes hommes comme criminel[s], l'espace d'environ six ou sept semaines seulement, pour avoir esté rencontré[s] sur le pavé, passé les neuf heures, sans avoir scandalisé ny offensé personne, faire icy venir monsieur le procureur général avec deux conseillers, qui ayant examiné du tout les auroit tous renvoïés. Pendant laquelle détention, ils leur ont voulu persuader à déposer audit seigneur, conseillers et procureur général, qu'ils avoient fait venir exprès icy pour informer contre eux, que c'estoit à l'instigation de monsieur de Vers, mayeur de l'année précédente, et des sieurs Blondel et Guillon, aussi eschevin[s], qu'ils aloint fesant du bruit, et qu'il[s] leur avoient commandé de les attaquer; et qu'aus-sitôt qu'ils auroient cela avéré et confessé, l'on les relâcheroit; à quoy il[s] auroient respondu ne le pouvoir dire, d'autant que c'estoit contre la vérité, et que jamais ils ne leur avoient tenu de tels discours, ce qui se verra par la déposition desdits habitans, reçue par devant des témoins irréprochables.

N'ayant peu réussir de ce costé-là, le mayeur d'à présent et l'avocat fiscal de la ville don[n]èrent mémoire contre les sieurs de Vers, Blondel et Guillon, et plusieurs autres, et pressèrent si fort l'affaire, que les seigneurs d'Orchams, Gillebert, Henry et procureur général Reud firent conduire

au fort Saint-André les sieurs Blondel et Guillon, où ils ont demeuré un mois entier, sans avoir peu apprendre le sujet de leurs détentions ; et le sieur de Vers fut appelé par Son Excellence à Besançon, et renvoyé un quinze jours après, ce qui fust d'autant plus fâcheux aux bons bourgeois et habitants, que lesdits Guillon et Blondel, le dimanche précédent, 11 juillet, ils auroint empesché presque la ruine totale de la ville, arrivée par le meurtre fait d'un de leurs bourg[e]ois, et les blessures et mort de deux autres, par les cavaliers du régiment de Massiette, lesquels cavalier[s], estant yvre[s], se seroient jeté[s] sur les bourg[e]ois et gardes des vignes, à coup de pistolet et d'espée, les auroint traicté[s] de la(1); ce qu'ayant aprins lesdits Guillon et Blondel, ils auroint accouru au lieu où estoit le bruit, et, par leur présence et vigilance et conduite, auroint empesché tant les bourg[e]ois que cavaliers de s'entretuer l'un l'autre, comme l'apparence évidente d'un grand malheur.

Bibliothèque de Salins, Manuscrits. — Cahier in-folio de 38 pp., copie moderne.

(1) Quelques mots laissés en blanc dans le ms.

LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION

POUR 1873.



Officiers de la Société.

M. le PRÉFET du département, *Président d'honneur.*

Président : M. F. ROUSSEAUX, avocat.

Vice-Président : M. TOUBIN, professeur.

Secrétaire-archiviste et Trésorier : M. GUILLERMET,
homme de lettres.

Membres résidant au chef-lieu.

MM.

BAILLE, Albert, docteur en médecine.

BARRIÈRE, François.

BILLOT, Achille, professeur de dessin au Lycée.

BONNOTTE, Amédée, banquier.

BOULEROT, Léon, propriétaire.

BRUCHON, Alexis, avoué.

MM.

BUCHIN, Maurice, artiste peintre.

CHAPUIS, pharmacien.

CHOMEREAU DE SAINT-ANDRÉ, Gaston, chef d'escadrons.

CHOPART, chef de section au chemin de fer.

CLÉMENT, Léon, fabricant d'horlogerie, à Messiales-Chilly.

CLOS, Auguste, artiste peintre et photographe.

CLOS, Louis, artiste peintre.

CORDIER, substitut du Procureur de la République.

DALLOZ, Charles, avocat.

DELESCHAU, Désiré, propriétaire.

DEVAUX, Auguste, négociant.

DEVAUX, Jules, chimiste.

DOSMAN, propriétaire.

DUFORT, ancien juge de paix.

GALLARD, receveur d'enregistrement.

GAUTHIER, Charles, imprimeur.

GERRIER, Gustave, juge de paix.

GIRARD, professeur.

GRANDJEAN, conservateur des forêts.

GRUET, professeur.

GUICHARD, Charles, homme de lettres.

GUYE, E., notaire.

GUILLERMET, F., bibliothécaire.

HUMBERT, Marc, avocat.

JOBIN, licencié en droit.

PAILOT, architecte.

PERRAUD, professeur.

PROST, Bernard, archiviste.

MM.

PROST, Camille, banquier.

ROBERT, Zéphirin, archiviste, conservateur du musée de la ville de Lons-le-Saunier.

ROUSSEAUX, avocat.

THUREL, député, membre du conseil général.

TOUBIN, professeur.

Membres résidant dans le département.

MM.

S. A. S. le prince Pierre d'AREMBERG ✱, domicilié à Arlay.

AMYON, Charles, artiste musicien à Poligny.

BAILLE, Fernand, manufacturier à Saint-Claude.

BAUD ✱, capitaine du génie en retraite à Salins.

BENOIT, vérificateur des poids et mesures, à Saint-Claude.

BENOIT, vérificateur des douanes et géologue, à Paris.

BERGERET, docteur en médecine, à Montigny-les-Arsures.

BUQUET, ancien maire, à Salins.

CHASSEY (BURTEL DE), Abel, propriétaire à Mirebel.

CORNEILLE SAINT-MARC, ancien principal du collège, à Saint-Amour.

Le marquis de FROISSARD, à Bersaillin.

Le comte FROISSARD DE BROISSIA ✱.

GUILLAUMEAU, docteur en médecine, à Poligny.

GUIRAND, Ed., géologue, à St-Claude.

MM.

LAMY ✱, manufacturier et ancien maire de Morez.

LE MIRE, Jules ✱, maire de Poitte.

MÉRONA (DE), Henri, membre du Conseil général,
président du Comice agricole d'Orgelet.

MOREL, Gustave ✱, membre du Conseil général.

MOULIGNON (DE), propriétaire à Voiteur.

MUNIER, docteur en médecine, à Foncine-le-Haut.

PROST, médecin, à Gendrey.

REGNAULT, peintre, à Nevy-sur-Seille.

ROBIN, curé, à Digna.

RONCHAUD (DE), Louis, homme de lettres, à Saint-
Lupicin, membre du Conseil général.

ROUGET, médecin cantonal, à Arbois.

ROUX DE ROCHELLE, Jules-Victor-Emmanuel, à Vil-
levieux.

RUFFIER, Nestor, à Dole.

SAURIA, Charles, médecin, à St-Lothain.

THIBOUDET, Désiré, homme de lettres, à Rufsey.

VATTARD, bibliophile à Saint-Ylie.

Le marquis de VAULCHIER, au Deschaux.

VERTHERET, ingénieur à Dole.

Membres correspondants.

MM.

ARÈNE, rédacteur en chef de l'*Abeille du Bugey*,
à Nantua.

BARTE DE SAINTE-FARE, conservateur des forêts, à
Strasbourg.

MM.

- BARTHÉLEMY, Anatole, numismate, à Mâcon.
BAUDOT, Ernest, lieutenant d'artillerie.
BERTRAND, avocat général, à Besançon.
BESSON, Faustin, peintre, à Paris.
BESSON, Paul, député.
BORIS ✱, ancien ingénieur des Ponts et Chaussées.
BOULATIGNIER O. ✱, ancien conseiller d'Etat, à Paris.
BOURGEOIS, professeur.
BOUTEILLE, conservateur du musée, à Grenoble.
BUCHOT, secrétaire général de préfecture.
BURKARDT, conseiller à la cour d'appel à Bâle.
BUQUET, Paul, ingénieur civil, à Dieuze.
CHALANDRE, géologue, à Lyon.
CHAMBARD, Léopold, statuaire, à Paris.
CHAMBERET (général de) ✱, membre du Conseil général du Jura.
CHAMBERET (de), Ernest, professeur, à Lyon.
CHESNE, Alphonse, président du tribunal de Beaune.
CHEVASSUS, Adolphe, homme de lettres.
CHEREAU, docteur en médecine, à Paris.
CLERC, Edouard ✱, président de chambre, à Besançon.
COLOMBET, Victor, contrôleur des contributions directes.
COQUET, André, mécanicien de marine.
CORTAMBERT, E., bibliothécaire, à la Bibliothèque nationale, à Paris.
CORTAMBERT, Richard, secrétaire de la Société de géographie, rue de Saintonge, 62, à Paris.

MM.

CORTET, Eugène, homme de lettres, rue Royer-Collard, 12, à Paris.

DALLOZ, Edouard ✱, ancien député du Jura, 18, rue Vanneau, à Paris.

DARCHE, Henri, substitut du procureur général, à Besançon.

DARIÈS, propriétaire à Bordeaux.

DEFRAUX, inspecteur des contributions, en retraite, à Epinal.

DELATOUR, Léon, homme de lettres, à Montargis.

DEVERNOIS, chancelier du ministère de France à la Haye.

DORNIER, inspecteur des écoles, à Vesoul.

DURAND, secrétaire de la Société d'agriculture, à Louhans.

FINOT, archiviste à Vesoul.

FOURTIER ✱, à Paris.

GAGNEUR, Wladimir, littérateur, à Paris.

GAILLARD, Ferdinand, graveur, à Paris.

GAUTHIER, Jules, élève de l'école des Chartes, à Besançon.

GAUTHIER-VILLARS ✱, Albert, imprimeur, à Paris.

GÉRARD, Jean, capitaine de frégate, à Toulon.

GIBERT, Ferdinand, météorologiste.

GOUNIOT, professeur de rhétorique, à Blois.

GRANDIDIER, sous-inspecteur des forêts.

GUIGAUT, Hippolyte, docteur en droit, avocat à Louhans.

GUYARD, Auguste, homme de lettres, rue Cassette, à Paris.

MM.

HAUCHECORNE, pharmacien, à Yvetot (Seine-Infér.).

HUGO, Victor, de l'Académie française.

JACQUEMIER, de l'Académie de médecine de Paris.

JEANNIN, homme de lettres, rue de Valois, à Paris.

JOLIBOIS, curé, à Trévoux.

JOLY, Maurice, avocat, rue Jacob, 3, à Paris.

JOLYET, sous-inspecteur des forêts, à Lure.

JOUSSEMANDOT, Louis, homme de lettres.

KERR (lady), Louise, Hereford-Street, 3, à Londres.

LALANNE (l'abbé), directeur du collège Stanislas, à Paris.

LANQUETIN, Eugène, docteur en médecine, 56, rue d'Amsterdam, à Paris.

LANGUE, Alfred, agronome, à Paris.

LANOIX ✱, conseiller à Besançon.

LAROZE, Désiré, naturaliste, près Mâcon.

LÉGER, ingénieur civil.

LEJOYANT, inspecteur des télégraphes.

LEHAITRE, Paul, ingénieur, à Bourg.

LEPAGE, archiviste, à Nancy.

LEZAY-MARNÉZIA ✱, (comte de).

LOBRICHON, Timoléon, peintre, à Paris.

LORY, professeur de géologie, à Grenoble.

MAGAUD (Mlle), Emma, naturaliste, 48, boulevard de Notre-Dame-de-Lorette, à Paris.

MALLARD, peintre, à Genève.

MALLE, secrétaire de la Société des sciences, à Strasbourg.

MARMIER, Xavier ✱, homme de lettres, rue Saint-Thomas-d'Aquin, 1, à Paris.

MM.

MARMIER ✱, général de division.

MARCOU, Jules, géologue, à Salins.

MATHEZ, professeur de mathématiques, à Laon.

MAZAROTZ, Paul, sculpteur-ornemaniste, à Paris.

MAZAROTZ, Désiré, peintre, à Paris.

MÈNE, Charles, chimiste, à St-Chamond (Loire).

MICHAUD, ingénieur des ponts et chaussées, à Bourg.

MONNIER, Emile ✱, ancien mécanicien de la marine, au Havre.

MOREL, Désiré, maître mécanicien de la marine.

PAPILLON, Fernand, rédacteur de la *Revue des Deux-Mondes*.

PARANDIER ✱, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris.

PARROD, Armand, secrétaire de la Société académique de Maine-et-Loire, à Angers.

PAUL, Constantin, agrégé de l'école de médecine, rue du Bac, 128, à Paris.

PERRAUD (de Monay) ✱, statuaire à Paris, membre de l'Institut.

PIANET, sculpteur, à Paris.

PIDOUX ✱, docteur en médecine, rue de l'Université, 26, à Paris, médecin des hôpitaux.

PONCHON DE SAINT-ANDRÉ.

PONCIN, chef d'institution, rue de la Bourse, 4, à Lyon.

POTHENOT, professeur d'histoire.

RAMBERT, Charles, dessinateur, à Paris.

RATTIER DE SUSVALLON, Ernest, homme de lettres, à Bordeaux.

MM.

REURE (DE), curé à Louhans.

ROBERT fils, docteur en médecine, à Strasbourg.

ROBERT, sous-intendant militaire.

ROSSIGNOL, naturaliste, à Pierre (Saône-et-Loire).

SERINGE, professeur de botanique, à Lyon.

SORLIN, docteur en médecine, à Paris.

SOUPEY, ingénieur civil.

THIRIA, ingénieur des mines.

TISSOT, homme de lettres, à Paris.

TURTEY, paléographe-archiviste, rue Racine, 6, à Paris.

VAISSIÈRE, élève de l'école des Chartes.

VALLOT, secrétaire de l'Académie de Dijon.

VINCENT, chirurgien de marine à l'hôpital militaire de Brest.

WEY ✱, Francis, inspecteur des archives, ancien président de la Société des gens de lettres, rue du Havre, 11, à Paris.

LISTE
DES
SOCIÉTÉS SAVANTES CORRESPONDANTES.

1. Comité des Sociétés savantes au ministère de l'Instruction publique.
2. Académie d'Arras.
3. Société académique de Saint-Quentin (Aisne).
4. Comice agricole de Saint-Quentin.
5. Société d'agriculture , sciences , et arts de l'Aube.
6. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.
7. Société d'Émulation du Doubs.
8. Société d'Émulation de Cambrai.
9. Société d'Émulation des Vosges.
10. Société d'Émulation d'Abbeville.
11. Société académique de Cherbourg.
12. Société académique des sciences, belles-lettres et arts de Caen.
13. Société des sciences et arts de Lille.
14. Académie de Dijon.
15. Société d'agriculture de la Marne.
16. Académie de Metz.
17. Société scientifique, agricole et littéraire des Pyrénées-Orientales.
18. Société havraise d'études diverses.

19. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.
20. Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.
21. Académie de Mâcon.
22. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.
23. Académie d'Aix, en Provence.
24. Académie du Gard.
25. Académie de Nancy.
26. Société archéologique de l'Orléanais.
27. Commission d'archéologie de la Haute-Saône.
28. Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Saône (Vesoul).
29. Société académique d'agriculture, sciences et arts de Poitiers.
30. Société d'agriculture et de commerce de Caen.
31. Société académique de Maine-et-Loire (Angers).
32. Société d'histoire naturelle de Colmar (Haut-Rhin).
33. Institut des provinces de France, rue Bonaparte, 44, Paris.
34. Association philotechnique, à Paris.
35. Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny.
36. Société d'histoire naturelle de Toulouse.
37. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.
38. Académie de la Val d'Isère.



TABLE DES MATIÈRES

contenues dans ce volume.



	Pages.
L'Instruction primaire dans le Jura. — GIRARD . . .	1
Trois Recès inédits des Etats de Franche-Comté. — D.-A. THIBOUDET	153
Traduction d'un fragment du procès-verbal de ré- forme fait en 1563 au couvent des Cordeliers de Lons-le-Saunier. — D.-A. THIBOUDET	221
Reddition de la ville de Lons-le-Saunier en 1595. — Enquête contemporaine sur cet évènement. — CLERC.	245
Documents inédits relatifs à l'histoire de la Franche- Comté. 2 ^e Série. — Bernard PROST :	
« Ordonnances politiques de la ville de Salins. »	259
Reconnaissance des droits seigneuriaux de la ville de Clair- vaux (1580)	299
« Discours funèbre prononcé [en 1630] en l'église Nostre- Dame de Dole, par Antoine Brun, avocat au Parlement et du Conseil de ladite ville, par ordre et commandement de messieurs du Magistrat, lorsqu'ils faisoient célébrer les obsèques de messire Clériadus de Vergy, comte de Champlite, chevalier de la Toison d'Or et gouverneur de Bourgogne.	337
« Dole dolente à la clémence royale. »	379
« Mémoire pour faire sçavoir à ceux qui ne le sava[n]t pas, de la façon que nous fûmes prins par les François, l'an 1668, et tout ce qui s'est passé de remarquable après leur sortie de Salins, et comme il[s] entrèrent sans donner coup dans la ville, quoiqu'on fut adverty de leur arrivée, comme il se verra cy-après	397
Liste des membres de la Société	425
— des Sociétés correspondantes	434

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06387 8667

